

La livre continue à baisser

LIRE PAGE 42

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA : Maroc, 1,50 dir : Tunisie, 100 ms : Allemagne, 1 DM : Autriche, 10 sch : Belgique, 12 B : Canada, 5 C : Danemark, 3 kr : Espagne, 20 pes : Grande-Bretagne, 20 s : Grèce, 18 dr : Iran, 45 rls : Italie, 200 L : Liban, 125 P : Luxembourg, 12 F : Norvège, 2,75 kr : Pays-Bas, 1 fl : Portugal, 20 esc : Suède, 2,25 kr : Suisse, 1 fr : U.S.A., 65 cts : Yougoslavie, 10 n. din. Tarif des abonnements page 21

5, RUE DES ITALIENS
75007 PARIS - CEDEX 13
C.C.P. 4207-23 Paris
Tél. Paris 27 65 00
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Le cas basque

Une fois encore c'est au Pays basque que reprend une agitation politique et sociale qui, si elle s'étend au reste de l'Espagne — comme le fait craindre la grève prolongée des postiers de Madrid, — menace le « parti Urtal » de M. Adolfo Suarez. La « Journée nationale de lutte » organisée lundi par l'ensemble des partis basques d'opposition pour commémorer l'assassinat, voici un an, de cinq militants révolutionnaires — dont deux Basques membres de l'ETA — et réclamer une application intégrale de l'amnistie a été très largement suivie.

Près de quatre cent mille personnes ont fait grève pour la deuxième fois en quinze jours. De Bilbao à Saint-Sébastien tous les magasins sont restés fermés, tandis que les transports publics étaient paralysés. Plusieurs manifestations ont donné lieu à des affrontements avec la police — notamment en Biscaye et dans le Guipuzcoa — au cours desquels trois personnes ont été blessées et une quarantaine arrêtées. La police, cependant, respectant les consignes récentes du ministre de l'Intérieur n'a à aucun moment, tiré, comme jadis, à balles réelles sur la foule.

Au-delà des slogans dénonçant les brutalités policières et réclamant la libération des quelques deux cents prisonniers basques exclus de l'amnistie, la revendication « nationaliste » était évidemment présente au cours de cette journée, et le drapeau « Euzkadi » — hissé sur plusieurs bâtiments publics. Le « cas » basque, d'une manière beaucoup plus brutale que le régionalisme catalan ou galicien, vient ainsi rappeler régulièrement au nouveau gouvernement espagnol que le dossier « régional » demeure l'un des plus explosifs et des plus délicats de l'après-Franquisme.

A plusieurs reprises, M. Suarez a témoigné en ce domaine d'une volonté de conciliation assez nouvelle. Le 17 juillet, dans sa première déclaration d'intention, il évoquait la « diversité des peuples » composant l'Espagne. Le rétablissement au moins partiel des « fueros » — droits particuliers des quatre provinces basques abolies en 1876 — n'est plus totalement exclu. Récemment, le gouvernement a même autorisé la discussion du drapeau basque dans les manifestations, à condition toutefois qu'il ne remplace pas les couleurs nationales espagnoles. Ces concessions ne sauraient aller bien loin, et l'« unité indissoluble de l'Espagne » demeure le postulat officiel. D'autre part, il est certain que les données politiques particulières prévalant au Pays basque aboutissent à un blocage du processus de libéralisation dans les quatre provinces, et donc à un durcissement des Intentes parentales sociales qui s'ajoutent aux effets de l'irréductibilité.

L'opposition espagnole, qui est loin d'être unanime au sujet de l'embarras « cas » basque, tout en réaffirmant à chaque occasion sa solidarité de principe avec les militants emprisonnés, a dénoncé à plusieurs reprises — notamment en avril dernier, après l'arrestation par l'ETA d'un industriel — la voie terroriste qui permet à la droite de justifier la répression.

Sensibles à ces reproches, socialistes d'éviter un isolement préjudiciable de profiter des nouvelles perspectives du jeu politique pour faire avancer leur cause, certains membres de l'ETA viennent de renoncer à la lutte armée. Un parti socialiste basque « régionaliste », et non autonomiste, avait déjà été constitué dans le courant de l'été. Il y a là une évolution prometteuse. Nul ne peut dire cependant si les profondes querelles idéologiques qui depuis vingt ans divisent le mouvement basque — entre révolutionnaires « espagnolistes » et combattants « nationalistes » — pourront être surmontées.

Aujourd'hui encore toute aggravation de la situation au Pays basque, quelle qu'en soit la raison initiale, contient en germe une charge émotionnelle et un danger particuliers.

Les socialistes allemands reprennent confiance en leurs chances électorales

A cinq jours des élections du 3 octobre, les sociaux-démocrates allemands paraissent reprendre confiance dans leurs chances. Ils se trouvent encouragés par les quatre principaux instituts de sondage qui accordent une légère avance à la coalition, mais M. Helmut Kohl, leader de l'opposition chrétienne-démocrate, a mis en doute la valeur de ces résultats acquis avant que soit connu l'effet des socialistes suédois.

En tout cas, le S.P.D. multiplie les efforts pour dissiper l'impression de relative apathie qu'avait pu donner — du côté de la coalition sortante — les premières semaines de campagne. M. Helmut Schmidt, notre correspondant a suivi en province, est même allé jusqu'à « gauchiser » son vocabulaire en déclarant que le mot de « socialisme » ne lui faisait pas peur.

De notre correspondant

Stuttgart. — La politique n'est pas seulement une question de raison ou d'énergie, c'est aussi une question de cœur ; et le cœur se trouve légèrement, très légèrement à gauche. Par cette boutade, M. Helmut Schmidt a situé son parti. Huit mille personnes, rassemblées sur place de la mairie de Stuttgart, applaudissent. Le chancelier salue de la main ; son discours est terminé. Il a parlé un peu plus d'une heure, et déjà il se hâte vers son prochain rendez-vous à l'extrême sud du Bade-Wurtemberg, près de la frontière suisse. La semaine dernière, Stuttgart était la première étape d'un périple de 1800 kilomètres qui allaient mener M. Schmidt, dans son train spécial, du Bade-Wurtemberg à Munich, Passau, puis Hanovre. Au cours de cette campagne électorale, le chancelier aura parcouru 28 000 kilomètres et tenu soixante réunions.

Quand, un peu après minuit, il rejoint les journalistes au wagon-restaurant, il a les traits tirés par la fatigue. Visiblement, la campagne ne lui procure aucun plaisir. Pour lui, c'est du temps perdu. Il lui manque un adversaire à sa taille. Mais, dès qu'il est à la tribune, il retrouve toutes les qualités qui lui valurent naguère au Parlement le surnom de « Schmidttschnauze » (Schmidt-la-grande gueule). A Munich, le

représentant d'un comté de son-tien ouvre lui a remis une statuette de Vulcain fabriquée par la manufacture de porcelaine de la ville, en déclarant : « En politique, vous n'êtes pas l'en-cuivre, vous êtes le marteau ». Et Helmut Schmidt s'empare fort.

Il n'éprouve que du mépris pour son rival, Helmut Kohl. Dans le discours qu'il répète inlassablement, qu'il s'adresse au lieu et le public, il s'en prend essentiellement à M. Strauss, qui est « trois fois plus intelligent que M. Kohl, mais quatre fois plus bête ». La variété des images choisies pour évoquer le tandem Kohl-Strauss est inépuisable. « Helmut Kohl fait du ski nautique, explique par exemple le chancelier, il reste en surface, négocie de belles courbes, fait glisser beaucoup d'eau mais n'avance pas tout seul ; c'est Strauss qui le tire ».

Franz Josef Strauss, voilà au moins quelqu'un à qui il s'adresse. C'est lui le véritable chef de l'entreprise chrétienne-démocrate, les autres ne sont que des comparses. Le jeu de massacre continue : M. Eberhard, secrétaire général de la C.D.U., est un « marchand de lessive ».

DANIEL VERNET.
(Lire la suite page 5.)

Les délibérations des élus U.D.R. seront dominées par le contentieux entre MM. Giscard d'Estaing et Chirac

Pour la première fois, les députés U.D.R. se réuniront, à la veille d'une session parlementaire, de mercredi à vendredi, à Rocamadour, sans qu'un premier ministre appartenant à leur formation vienne participer à leurs travaux. M. Raymond Barre a certes été invité, par déférence et par fidélité majoritaire, à prononcer un discours vendredi au cours de la séance de clôture, mais il sera reçu comme un hôte et non comme un « compaignon ».

M. Jacques Chirac, qui ne se rendra pas à Rocamadour, consulte et met au point sa tactique.

Le groupe parlementaire U.D.R. va s'efforcer, du mercredi 29 septembre au vendredi 1^{er} octobre, veille de la rentrée des Assemblées, de se consacrer à son ordinaire tout récent. Il lui faut se convaincre qu'il est toujours le plus fort de la majorité et se persuader que si l'intérêt et la prudence lui imposent la solidarité, sa discipline conditionne la pérennité de la majorité présidentielle.

Depuis le départ de M. Chirac du gouvernement, le groupe est plus libre d'exprimer son originalité, de faire valoir ses revendications et de rappeler ses propres options. C'est ce qu'on a déjà dit, à plusieurs reprises, les leaders du mouvement, comme MM. Guéna, secrétaire général, Labbé, président du groupe parlementaire, voire même M. Debré. La tuelle qu'exerce M. Chirac et l'autorité qu'il avait acquise en deux ans n'ont pas été remplacées, et le retour au gouvernement d'anciens « barons » a plutôt contribué à distendre les liens déjà bien lâches qui existaient entre les gaullistes et le président de la République. Les membres de l'U.D.R. qui participent au gouvernement — qu'il s'agisse de survivants de l'équipe précédente comme MM. Galley et Bourges, ou de nouveaux promus, comme MM. Guichard et Boulin — ont une audience limitée. Pour la première fois depuis dix-huit ans, le groupe parlementaire devra donc se déterminer lui-même.

Qu'il le veuille ou non, qu'il ignore le groupe ou qu'il l'inspire en secret, M. Jacques Chirac sera présent dans l'esprit de tous les parlementaires. Il est, pour le moment, la seule autorité politique non contestée au sein du gaullisme organisé. Les parlementaires attendent de lui une indication, un signe, un signal qui sera interprété comme une invitation à agir. Beaucoup espèrent qu'il va accentuer les distances qu'il a prises avec M. Giscard d'Estaing en se démettant de ses fonctions, le mercredi 25 août. Or l'ancien premier ministre continue de conserver le silence. Il ne le rompra que le 10 octobre, en se rendant à Périgueux devant les assises U.D.R. de la Dordogne — peut-être quelques jours avant en une autre occasion — et en participant, les 15 et 16 octobre, aux Journées du nouveau contrat social que préside M. Edgar Faure, à Epemay.

ANDRÉ PASSERON.
(Lire la suite page 12.)

AU JOUR LE JOUR

Entre deux chaises

Si l'on en croit les derniers sondages, les Français attendent bien M. Barre, mais ils n'aiment pas son plan de lutte contre l'inflation. En somme, M. Barre déçoit les sympathisants, mais ne suscite pas la confiance, alors que le rôle du gouvernement serait de faire le plan de lutte contre l'inflation soulever la confiance, quitte à s'aliéner les sympathies.

C'est là aussi tout le drame de la République giscardienne : elle sollicite en son sein la confiance électorale de ceux qui n'ont aucune sympathie particulière pour elle. Elle plane au-dessus de la sympathie de ceux qui ne lui manifestent aucune confiance.

Le résultat est que le changement fait sourire les Français et que la continuité les fait grogner.

BERNARD CHAPIUS.

Le renouveau difficile des coopératives de production

M. Giscard d'Estaing a participé, ce mardi 28 septembre, à la séance d'ouverture du vingt-troisième congrès de l'Alliance coopérative internationale (A.C.I.), qui se tient jusqu'au 1^{er} octobre à Paris, au palais de l'Unesco. L'A.C.I. qui est présidée par un Français, M. Roger Karnein, regroupe 167 organisations coopératives et représente 325 millions de coopératives.

Le président de la République s'est félicité de l'essor des coopératives, qui allient sans des responsabilités et participation individuelle à un effort solidaire. « Le modèle coopératif », a-t-il déclaré, me semble bien répondre aux

aspirations de nombreux pays en développement. » (Lire page 42.) Pour la France, un projet de loi sera bientôt soumis au Parlement, a indiqué M. Giscard d'Estaing, en vue de faciliter le développement de ce type d'entreprise. Le mouvement coopératif français est déjà présent dans des activités fort diverses : banques, commerce, assurances, pêche, artisanat, professions libérales et aussi industrie, grâce aux coopératives ouvrières de production. (« Le Monde » du 22 septembre.) Nous commençons aujourd'hui une enquête sur ces dernières entreprises, originales à plus d'un titre.

I. — Manuest et les autres

par VÉRONIQUE MAURUS

« Notre boulot, c'est de démythifier le pouvoir et les patrons traditionnels. C'est un « patron » qui parle, de vingt-sept ans, avec une « gueule d'archange », des hennissements et le verbe dru d'un Don Quichotte. « Le plus difficile est de créer le dialogue avec la base, et la responsabilité. Si on se casse la figure au bout de deux ans, on aura détruit une énorme espérance... »

Cette fois, c'est au tour de Sancho Panza d'intervenir. A peine plus âgé que son acolyte, il a le visage rond et paisible, les

lunettes et le costume de son emploi de directeur. Tout deux, depuis avril 1975, la « Société coopérative ouvrière de production Manuest ». Il y a deux ans, les méseventures de cette petite entreprise coincée entre une voie ferrée et la campagne vosgienne, qui sent bon le bois, la colle et le vernis, avaient mis en émoi toute la région. Mise en liquidation en octobre 1974, elle était occupée par ses cinq cent soixante ou-

vrriers, qui, pour tenir et attirer l'attention du public, produisaient des meubles et organisaient des « ventes sauvages », venant même occuper, en janvier 1975, un stand au Salon du meuble. Scandale dans les Vosges — « Ici on nous considère comme des sauvages » — et agitation de l'administration locale.

Pourtant, aucune solution industrielle « classique » valable ne se présentait, et en février 1975, le tribunal de commerce acceptait la solution coopérative demandée par les salariés. Les deux jeunes experts, qui avaient été envoyés par la Confédération nationale des Scop (Sociétés coopératives ouvrières de production) pour étudier les chances de succès et le montage d'une entreprise, proposaient aux salariés de les assister dans la gestion (les cadres de Manuest étaient partis). En avril 1975, l'usine redémarrait, avec cent personnes sous leur direction.

Aujourd'hui Manuest marche. Pas mal même. Deux cent soixante-dix personnes au total ont été embauchées, les carnets de commandes se sont remplis (avec un coup de pouce important des coopératives de consommation), le chiffre d'affaires devrait atteindre l'an prochain 40 millions de francs (30 millions cette année), soit seulement 25 % de moins qu'avant la chute de Manuest (avec moitié moins de personnel). Enfin, le seul de rentabilité a été retrouvé dès novembre 1975 et les comptes devraient être équilibrés cette année.

(Lire la suite page 35.)

LA TENSION EN CORSE

- Un légionnaire avoue avoir tué les deux bergers de Bustanico.
- Appels à la grève à Corte pour les obsèques.

Un légionnaire déserteur, M. Ludwig Werner, dix-neuf ans, a avoué, ce mardi 28 septembre, qu'il était l'auteur du meurtre des deux bergers corses, les frères Xavier et Pasquon Ruggeri, cinquante-neuf ans et cinquante-six ans, dont les corps ont été découverts dimanche matin à Bustanico, un petit village près de Corte.

Les obsèques des frères Ruggeri auront lieu ce mardi, à 15 heures, dans cette dernière localité. Un comité de vigilance et des organisations de commerçants ont demandé à la population de cesser le travail durant la cérémonie.

Après le double meurtre de Bustanico, et à la veille du procès devant les assises de la Corse, Bastia, deux légionnaires allemands accusés d'avoir, en juillet 1974, assassiné une vieille femme, le climat s'est alourdi en Corse, où l'hostilité contre la légion étrangère stationnée dans l'île a été réaffirmée et a donné lieu à des incidents significatifs. C'est ainsi qu'un autre légionnaire déserteur, M. Dieter Träder, dix-neuf ans, qui portait une perruque pour dissimuler ses cheveux courts, a été pris à partie par la foule lundi en début d'après-midi dans un café de Corte. Il a été frappé d'un coup de couteau avant de pouvoir être dégagé par la police. Ce mardi matin, toujours à Corte, pas coupé de feu ont été tirés en direction de la villa du colonel commandant la légion étrangère.

Plusieurs organisations, le Comité anti-répression, l'Association des patriotes corses (A.P.C.) et le mouvement autonomiste Fronte Corcu ont, dans des communiqués, demandé avec insistance le départ de l'île de la légion étrangère tandis que l'Union des syndicats d'exploitants agricoles de la Corse (UDSEA) annonçait son intention de se « porter partie civile contre la légion et contre X... » dans l'affaire du meurtre des frères Ruggeri.

(Lire page 34 l'article de notre envoyé spécial Jacques de Bardin.)

LIRE PAGE 16

La rentrée universitaire

LE DÉCLIN
par Maurice Duverger

Mémoires de Suez

Vingt ans après, l'expédition de Suez continue d'inspirer les mémorialistes. En attendant l'ouvrage annoncé de celui qui en fut l'âme, M. Abel Thomas, directeur du cabinet du ministre de la Défense nationale de l'époque, M. Bourges-Maunoury, et les Mémoires du général Dayan, MM. Christian Pineau, alors ministre des affaires étrangères, et Jacques Bayens, qui participa à l'aventure en tant que conseiller diplomatique « sans instructions précises », lui consacrent chacun un livre.

Il n'y a pas que le ton qui sépare le plaidoyer pro domo de M. Pineau,

dont l'humilité n'est pas toujours feinte, et le récit joyeux et iconoclaste de son ancien collaborateur. Par moments, leurs assertions sont si contradictoires qu'on pourrait se demander s'ils parlent bien du même événement. D'après l'ancien ministre socialiste, « il n'était pas question d'une intervention militaire » au lendemain de la saisie par Nasser, le 26 juillet 1956, du canal de Suez. Faisant confiance aux assurances du président de la compagnie internationale, M. Jacques Georges-Picot, le gouvernement de Paris aurait cru dur comme fer que le départ des pilotes français suffirait à rendre inopérante la nationalisation ; mais dans un autre ouvrage, paru l'an dernier (1), M. Georges-Picot se défendait d'avoir eu à cet égard « une certitude positive ou négative ». M. Bayens, quant à lui, affirme que c'est « immédiatement » que « Mollet, poussé par Bourges-Maunoury, proposa à Eden une action militaire avec un appui israélien ». A l'en croire, « la troïka Mollet, Pineau, Bourges » était si déterminée à agir que dès le début d'août deux divisions étaient mises sur le pied de guerre en Algérie.

ANDRÉ FONTAINE.
(Lire la suite page 8.)

Le Monde de l'éducation

numéro d'octobre

L'UNIVERSITÉ
ABANDONNÉE

Éditions sociales



KARL MARX/LE CAPITAL
POUR LA PREMIÈRE FOIS, EN LIVRES DE POCHES
TEXTE INTÉGRAL, SUIVI DE PAGES INÉDITES DE MARX, INTRODUCTION DE PAUL BOCCARFI
3 VOLUMES 69 F.

AMÉRIQUES

États-Unis

Selon le « Washington Post »
**M. GÉRALD FORD
AURAIT BIEN USÉ ILLÉGALEMENT
DE FONDS ÉLECTORAUX**

MM. Bob Woodward et Carl Bernstein, les deux journalistes dont les révélations sur l'affaire du Watergate ont contribué à la chute du président Nixon, ont affirmé, lundi 27 septembre, en première page du Washington Post que l'accusation portée contre le président Ford d'avoir fait un usage illégal de fonds électoraux dans ses campagnes passées comme membre de la Chambre des représentants est « sérieuse ». Un « grand jury » de Washington, chambre de mise en accusation dont les délibérations sont secrètes, a été convoqué à la fin du mois d'août par M. Charles Ruff, procureur du Watergate.

L'enquête porte sur des sommes que M. Ford aurait personnellement reçues et qui proviendraient de fonds électoraux versés lors de la campagne de 1970 par deux syndicats d'officiers de la marine marchande à un comité républicain du comté de Kent, dans la circonscription électorale de M. Ford dans le Michigan. Selon le Washington Post, des enquêteurs du F.B.I. ont interrogé à ce sujet, et notamment sur l'utilisation d'une somme de 4 500 dollars, les anciens responsables de la campagne de M. Ford dans le Michigan. Ces derniers ont affirmé qu'il ne s'agissait que de remboursements de routine pour des frais de déplacement liés à la campagne. M. John Jaworski, ancien procureur dans l'affaire du Watergate, a déclaré lundi qu'il n'y avait pas lieu à son avis de poursuivre l'enquête.

Un porte-parole de la campagne U.S. Steel, la plus importante entreprise sidérurgique américaine, avait reconnu d'autre part il y a quelques jours que sa société avait invité à trois reprises en 1964, 1969 et 1973 M. Ford à des week-ends de golf dans le New Jersey avant son arrivée à la Maison Blanche. La commission américaine de contrôle des dépenses et des revenus a ouvert une enquête.

M. Jimmy Carter a saisi l'occasion qui lui était ainsi donnée de fustiger « la clique en place à Washington ». « Ils recourent à leurs conseils et leur soutien financier de lobbies spéciaux et de groupes d'intérêts, ils jouent au golf ensemble, mangent dans les mêmes restaurants, vont aux mêmes clubs », a-t-il déclaré lundi 27 septembre à Portland (Oregon).

Conseiller de M. Carter

**M. BRZEZINSKI EST ATTAQUÉ
PAR LA « PRAVDA »**

La Pravda a dénoncé, vendredi 24 septembre, M. Zbigniew Brzezinski, professeur à l'université Columbia à New-York et conseiller de M. Carter en matière de politique étrangère, comme un « idéologue de l'anticommunisme » qui aurait « élaboré un ensemble de méthodes politiques et idéologiques visant à faire pression sur les pays socialistes ». L'auteur de cet article, le professeur Youri Kravtchenko, estime que « certaines idéologies bourgeoises, qui soutiennent encore eux-mêmes la décadence, ne témoignent d'aucune tendance à vouloir renoncer à leur combat contre le socialisme ».

M. Brzezinski, qui avait été présenté aux États-Unis comme un successeur possible de M. Kissinger au département d'État en cas de victoire de M. Carter, a été attaqué à plusieurs reprises par les commentateurs soviétiques. — (A.F.P., Reuters).

Recevant l'ambassadeur d'Argentine

**PAUL VI DÉNONCE VIVEMENT
L'EXTENSION DE LA VIOLENCE**

Cité du Vatican (A.F.P.). — Paul VI s'est vigoureusement élevé le 27 septembre contre l'extension de la violence en Argentine et au Brésil.

Le pape a pris position dans sa réponse à M. Victor Manuel Blanco, nouvel ambassadeur d'Argentine près le Saint-Siège, qui lui présentait ses lettres de créance. Il a notamment demandé des « explications » sur les récents assassinats de prêtres et de religieux en Argentine. « Il s'agit de faits qui ont eu lieu dans des circonstances qui attendent toujours les éclaircissements nécessaires », a-t-il dit.

Nous déplorons ce regain de violence aveugle qui a gravement troublé la vie du peuple argentin ces derniers temps », a ajouté Paul VI. L'ambassadeur a mis cette violence sur le compte d'une « doctrine matérialiste » rejetant tout « pluralisme ».

Deux prêtres français ont été assassinés en Argentine en juillet dernier, ce qui portait à neuf le nombre des ecclésiastiques tués depuis le début de l'année.

D'autre part, le pape a protesté officiellement contre l'enlèvement de Mgr Adriano Hypólito, évêque brésilien récemment retourné ligoté dans une banquette de Rio.

AFRIQUE

LE RÉGLEMENT DU PROBLÈME RHODÉSIE Washington maintient que la « procédure fondamentale » du plan Kissinger est acceptée par les deux parties

Deux jours après la décision prise à Lusaka par cinq chefs d'État africains de rejeter les propositions anglo-américaines de règlement (le Monde du

LE BOTSWANA CÉLÈBRE LE DIXIÈME ANNIVERSAIRE DE SON INDÉPENDANCE

(De notre envoyé spécial.)

Gaborone. — Des tambours, des grelots et des chants résonnent depuis dimanche 26 septembre dans chaque village du Botswana. Ce pays de six cent cinquante mille habitants fête le dixième anniversaire de son indépendance.

A Gaborone, la capitale, située à proximité de la frontière sud-africaine, des groupes de femmes revêtues de peaux de bête et parées de colliers multicolores, des hommes aux coiffures de plumes, des enfants, chantent et dansent dans le stade.

De nombreux présidents africains devaient assister à ces fêtes. Plusieurs se sont décommandés, notamment parmi les chefs d'État dits de « première ligne », qui, le week-end dernier, à Lusaka, avaient rejeté le plan Kissinger pour un règlement de la question rhodésienne.

M. Julius Nkomo, président tanzanien, ne viendra pas. Le voyage de M. Machel, président du Mozambique, a été également annulé.

MM. Kenneth Kaunda, président zambien; Mobutu Sese Seko, chef de l'État zaïrois, et les leaders nationaux rhodésiens, M. Joshua Nkomo et Mgr Abel Muzorewa, devaient participer aux fêtes et à des entretiens en marge des cérémonies. Le secrétaire d'État adjoint américain aux affaires africaines, M. William Schauffele, et le secrétaire adjoint au Foreign Office, M. Ted Rowlands, étaient aussi attendus mardi à Gaborone. — C. C.

28 septembre), Washington maintient que le « cadre » du plan Kissinger a été accepté à Lusaka. C'est notamment ce qu'a assuré lundi 27 septembre M. William Rogers, secrétaire d'État adjoint pour les affaires économiques.

M. Rogers a fait ressortir que les dirigeants africains avaient accepté la « procédure fondamentale » (basic sequence) du plan Kissinger :

- 1) Acceptation de la règle de la majorité d'ici deux ans ;
- 2) Participation à une réunion pour la formation d'un gouvernement intérimaire ;
- 3) Négociations pour la préparation d'une conférence constitutionnelle.

M. Rogers a également révélu, lundi, que plusieurs parmi les cinq présidents africains avaient, à l'issue de la publication du communiqué de Lusaka, adressé des messages à M. Kissinger pour le remercier de ses efforts et marquer que la négociation « était toujours sur les rails ».

L'un de ces chefs d'État lui aurait même écrit : « Nous n'avons pas rejeté les propositions et nous nous félicitons que son plan ait été rejeté la déclaration de Lusaka. » Selon M. Rogers, les chefs d'État africains sont disposés à participer à une conférence constitutionnelle avec des représentants du gouvernement de Salisbury « sans conditions préalables ».

M. Rogers a ensuite critiqué le comportement de M. Nkomo dans cette affaire. « L'attitude de l'Union soviétique, a-t-il dit, est fautive de troubles et reflète l'idée que la poursuite du désordre peut servir les intérêts égoïstes de l'U.R.S.S. » Il s'est, en outre, félicité que les cinq présidents africains n'aient pas suivi les conseils de Moscou en dépit du fait que « l'un d'eux, au sud, chez lui de fortes influences étrangères ont été reprises que la « base du processus » avait été acceptée et que

les présidents Kenneth Kaunda (Zambie) et Julius Nkomo (Tanzanie) n'avaient pas présenté d'objections fondamentales. M. Rogers a ajouté que les « détails » étaient négociables et qu'il paraissait naturel que les présidents africains entendent discuter, par exemple, de la composition du conseil des ministres rhodésien à majorité africaine et du Conseil d'État partiellement acceptés par M. Smith.

M. Rogers a reconnu qu'il n'y avait aucun contact entre Washington et le gouvernement rhodésien depuis la prise de positions des cinq présidents africains.

Or, selon le Washington Post, les six propositions faites par

UNE MAISON DE L'AFRIQUE A PARIS

La Maison de l'Afrique a été inaugurée lundi 27 septembre, à Paris, par M. Pierre-Christian Taittinger, secrétaire d'État aux affaires étrangères. Due à l'initiative de la conférence permanente des compagnies françaises africaines (chambres de commerce), cette maison veut jouer le rôle d'une centrale permanente d'information dans les domaines économique, touristique et culturel, au service des sociétés industrielles et du grand public. Elle abritera notamment un centre de documentation et animera des manifestations artistiques. La Maison de l'Afrique a été financée par neuf États : Bénin, République Centrafricaine, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Haute-Volta, Niger, Sénégal et Togo.

* Maison de l'Afrique, 228, rue de Rivoli, tél. 260-35-06.

DANS LES TROIS PAYS DU MAGHREB

Le ramadan des paradoxes

Comme des dizaines de millions d'autres musulmans à travers le monde, Marocains, Algériens et Tunisiens ont célébré le week-end dernier la fête de l'Aïd El Fitr, qui marque la fin du mois sacré de ramadan. En cette année 1398 de l'hégire, l'épreuve de l'Aïd a été particulièrement pénible. Les journées ont été longues pour les croyants qui doivent s'abstenir, du lever au coucher du soleil, de manger, de boire et de fumer. Certains appliquent si rigoureusement cette règle qu'ils refusent durant cette période de prendre des médicaments.

Le ramadan est l'un des cinq obligations de l'islam avec la récitation de la profession de foi (chahada), l'accomplissement des cinq prières journalières, le paiement de l'impôt rituel ou zakat, et le pèlerinage à La Mecque. Ces prescriptions s'inscrivent pas avec la même force dans tout le monde musulman. Très suivi au Maghreb, le ramadan l'est moins dans les pays du Machrek, où l'accent est surtout mis sur la prière.

Une fois de plus, ce mois de jeûne dans les pays d'Afrique du Nord aura été celui des paradoxes. Tout le monde en convient, cette obligation religieuse a des conséquences économiques désastreuses : chute de la productivité, désorganisation des services publics et des entreprises privées, gaspillage, hausse des prix due à la spéculation et aux pénuries.

réelles ou artificiellement provoquées.

Si les musulmans font pénitence le jour, ils se rattrapent la nuit. Les femmes mettent leur point d'honneur à confondre les plats savoureux. Familles et amis échangent des visites, et les réjouissances se prolongent souvent jusqu'au petit matin. Les hommes ne chôment pas de faire eux-mêmes les courses, et, couffin à la main, choisissent les meilleurs produits. Le jeûne porteur de double égoïsme d'une bombe bien éloignée du véritable esprit de l'islam. Le carême, dévot de son sens primitif, engendre souvent la suralimentation.

La valse des étiquettes

Cette situation est génératrice, à des degrés divers dans les trois pays d'Afrique du Nord, des mêmes maux, bien que les régimes politiques diffèrent profondément.

Les Tunisiens, cette année, n'ont manqué de rien. Les magazines ont pu acquiescer sur les marchés tous les ingrédients nécessaires à la confection de la traditionnelle « chabcha ».

Elle n'est pas contrainte de recourir au marché noir, florissant certaines années. Mais à quel prix ? Le chabcha, alimentant une inflation déjà préoccupante. Ce phénomène, identique en Algérie, a été aggravé dans ce

pays par quelques pénuries. Quelles résultent des manœuvres de grossistes peu scrupuleux, ou proviennent de l'imprévoyance ou du manque de planification des autorités nationales. Le résultat a été le même : une flambée des prix telle que les autorités n'ont pas réussi à la juguler.

Le 20 septembre, à Sfax, Moudjahid écrivait le 20 septembre : « Si, en temps ordinaire, l'habitude et la force des choses aidant, les citoyens, à la limite de la résistance, subissent la spéculation comme un mal contre lequel ils ne peuvent rien, le phénomène prend chaque année pendant le ramadan des proportions trop inquiétantes pour être tues ».

La spéculation est devenue un véritable fléau, réduisant le pouvoir d'achat des familles et perturbant ainsi les commerces et les temps records aux dépens des consommateurs.

La mise en place de circuits de distribution et de points de vente socialistes, la multiplication des contrôles et des amendes n'ont pas permis d'enrayer le phénomène. L'incident, cependant, qui se payait il y a trois ans entre 30 centimes et 1 dinar (1,20 franc) le kilo, est passé à 3 dinars. La hausse des prix n'est pas la seule. Les légumes, le kilo de mouton ou de bœuf, qui devaient être vendus moins de 10 dinars, peuvent atteindre 40 et même 45 dinars. Le poisson est aujourd'hui trois ou quatre fois plus cher qu'en 1975.

Les files d'attente devant les magasins, fréquentes en temps ordinaire, se sont multipliées. La foule qui se pressait devant les Galeries Algériennes, magasin d'État du centre d'Alger, où les prix sont moins élevés, a été telle que la vitrine a cédé sous la pression et volé en éclats, faisant plusieurs blessés. L'incident, complètement déformé, a donné naissance à une émeute à caractère politique aurait eu lieu. La « grosse » de la population n'en est pas moins réelle. Si elle apparaît la façon dont les dirigeants dénoncent les abus et l'autocritique faite par certaines sociétés nationales, elle souhaite aussi que soient prises des mesures nécessaires pour remédier à l'inflation et aux pénuries.

La hausse des prix n'a pas épargné le Maroc. Elle a été dénoncée avec vigueur par toute la presse d'opposition, de gauche, de droite, de l'Union nationale (socialiste) à l'Opinion (islamique) en passant par Al-Moharri (Union socialiste des forces populaires). Le royaume a souffert aussi pendant plusieurs semaines d'un manque de sucre public. L'action de ceux qui ont profité de l'arrêt d'une usine pour constituer des stocks et faire monter les prix. Cette situation a été d'autant plus ressentie que

les Marocains, grands amateurs de thé et de gâteaux, se classent parmi les plus gros consommateurs de sucre dans le monde. Les autorités mettent l'accent sur les inconvénients d'une tradition qui contribue à désorganiser des économies fragiles et à freiner le développement. Mais, et c'est là un autre paradoxe, loin de l'entraver, elles prennent des mesures de nature à la favoriser. Le gouvernement tunisien, comme d'ailleurs ceux de Rabat et d'Alger, a procédé à des importations massives de produits alimentaires « de luxe ». Il a dépensé environ l'équivalent de 30 millions de francs français de ce fait. Les heures de travail et de la plupart des entreprises ont été aménagées et la célébration de l'Aïd El Fitr s'est étendue sur trois jours fériés.

Le vingt-septième jour du ramadan, le président Boumedienne a assisté, à la mosquée d'El-Biar, sur les hauteurs d'Alger, à la cérémonie religieuse célébrant la nuit du destin (leïlat el kadr), au cours de laquelle fut révélé le Coran par l'ange Gabriel. Le président a prononcé la prière de l'Aïd et le discours de l'Aïd. Il a déclaré que l'islam est, depuis toujours au Maroc et en Tunisie, depuis quelques mois en Algérie, religion officielle. Le gouvernement tunisien affirme un certain libéralisme en la matière, mais il n'est pas certain qu'il pourra maintenir longtemps cette position. Les temps ne sont plus où Bourguiba adjurait son peuple de renoncer au jeûne afin de consacrer toutes ses forces à la bataille de la production et donnait lui-même l'exemple en buvant publiquement un verre d'eau pendant ses discours.

L'offensive des traditionnalistes

Depuis deux ou trois ans, on assiste au Maghreb à un retour en force des traditionnalistes, qui prônent la plus stricte observance des règles de l'islam. Ils dénoncent la liberté des mœurs importées d'Occident, la qualification de « décadence », ils se sont manifestés ces derniers mois en Tunisie, « chahutants » au Festival de Tabarka quelques conférences maghrébines jugées trop « européennes », créant pendant le ramadan des incidents dans des cafés et des restaurants où le jeûne n'était pas observé.

Les autorités de Sfax ont dû fermer certains établissements afin de « sauvegarder l'ordre public ». L'action de ceux qui l'ont appelée parfois, un peu hâtivement, les « Frères musulmans », a certes trouvé à Sfax, ville très influencée par le puri-

tanisme libyen, un terrain favorable, mais elle s'est étendue à tout le pays. Les dirigeants ont été contraints de « lâcher du lest » et de prendre des mesures qui donnent satisfaction aux défenseurs de l'islam. Les progrès de l'arabisation dans l'enseignement (le Monde du 22 septembre) témoignent de cette orientation. D'autre part, les journaux ont demandé que les salles de spectacles qui portaient des noms français datant du protectorat adoptent un nom arabe, et que les films occidentaux soient systématiquement sous-titrés en arabe.

Au Maroc, les conservateurs musulmans sont également à l'œuvre. Le prestige religieux du roi, sa référence constante à l'islam, mettent le régime à l'abri de leurs coups. Ils concentrent leurs attaques sur l'Union socialiste des forces populaires, qui revendique l'héritage de Mehdi Ben Barka. L'hiver dernier (le Monde du 20 décembre 1975), le C.R. Benjelloun, dirigeant de l'aile gauche du parti, a été assassiné sur l'initiative d'un groupe de fanatiques qui voyaient en lui un ennemi de la loi.

Le régime socialiste algérien est lui-même obligé de composer. L'enseignement dit « original » donné dans les médinas a certes été supprimé, mais l'éducation nationale, mais les « progressistes » ont dû payer cette victoire par de larges compensations : l'islam a été déclaré religion officielle, et le jour de repos hebdomadaire a été fixé au vendredi au lieu du dimanche, ce qui constitue une gêne considérable dans un pays dont les relations avec l'Occident sont importantes. Les mesures prises pour « élever l'arabisation de la signalisation routière et urbaine, des enseignes de magasins, de la presse régionale, sont aussi de nature à satisfaire les traditionnalistes.

Ceux-ci ne désarment pas pour autant. Récemment encore, un tract signé « El Moujahidoun » (les unificateurs) et circulant à Alger dénonçait l'« introduction de la tulle des classes dans l'école », la présence de communistes dans l'enseignement, le « volontariat mixte des étudiants » dans les campagnes, et la « révolte des femmes » contre les hommes et contre l'islam.

Souvent sous-estimée parce que souterraine et discrète, l'action des Frères musulmans dans les trois pays du Maghreb n'en est pas moins importante. Elle est d'autant plus efficace qu'elle ne recule pas devant les moyens radicaux. Ce n'est sans doute pas un hasard si elle se manifeste avec une vigueur accrue au moment où, dans le monde arabe, les régimes conservateurs soutenus par Washington ont le vent en poupe.

DANIEL JUNQUA.

**La caution
des professionnels**

1303

1402

1402

elipron

**Claude
Un
ent
réf
sur l'A**

Actualité de la vie
dans le monde
une œuvre
de Claude
Lévi-Strauss
traduite par
Jeanne
Lévy
28 pages 50 F
chez C. Dunod

150

ASIE

ONU

EUROPE

Cambodge

Y a-t-il une explication politique au retrait « temporaire » du premier ministre ?

De notre correspondant

Bangkok. — Le premier ministre cambodgien, M. Pol Pot, a été remplacé « temporairement » par le président du Comité permanent de l'Assemblée nationale, M. Nuon Chea, à l'annonce de Radio-Pnom-Penh (le Monde du 28 septembre). Selon la radio, le chef du gouvernement était malade depuis plusieurs mois.

Faut-il voir dans ce retrait « temporaire » la conséquence des graves problèmes de santé qu'on a pu lui reprocher pendant la guerre — et que connaît encore le pays ? Ou cette mesure a-t-elle une explication politique ? On remarque que la radio khmère n'a guère l'habitude de publier les bulletins de santé de ses dirigeants. L'absence de renseignements sur ce qui se passe dans le pays et sur l'identité réelle de nombreux dirigeants, à l'exception de ceux qui, comme M. Nuon Chea, ont une seule et même personne. Cependant, selon les propos qu'aurait tenus à Paris un responsable cambodgien, M. Tholoun Prasit, et que rapportait une revue de Hongkong, la *Far Eastern Economic Review* du 25 juin, M. Pol Pot serait le plus haut responsable de la résistance khmère. Longtemps, bien avant M. Ieng Sary, le *Président* et les *Amis* de la *Liberté*, M. Ieng Sary était en France dans les années 50 et aurait rejoint le régime en 1963 seulement.

M. Pol Pot est-il vraiment malade ? Si son départ a été provoqué par une crise politique, pourquoi son remplacement est-il « temporaire », alors que celui du prince Sihanouk est bel et bien définitif ? En l'absence d'informations officielles ou de confidences de réfugiés, on ne peut que constater, une fois encore, que la vie politique khmère continue de se dérouler dans le plus grand mystère.

M. Pol Pot ne semble pas, pour autant qu'on puisse le savoir, faire

PATRICE DE BEER.

Japon

Tokyo réaffirme son espoir de signer « aussitôt que possible » un traité avec Pékin

Le premier ministre japonais, M. Miki, a réaffirmé, lundi 27 septembre, devant la Diète, réunie en session extraordinaire pour voter des mesures budgétaires, que Tokyo souhaite conclure « aussitôt que possible » un traité de paix et d'amitié avec la Chine, qui comprendrait une « clause anti-hégémonie ».

Le Japon s'opposera à toute hégémonie, a déclaré le premier ministre.

A la veille du quatrième anniversaire de la normalisation des relations entre Pékin et Tokyo, Chine nouvelle a, de son côté, renouvelé indirectement, le lundi 27 septembre, le souhait émis à plusieurs reprises par la Chine de voir signer un traité de paix entre les deux capitales. L'agence a cité de larges extraits de journaux japonais, dont les positions rejoignent celles de Pékin.

Depuis près de deux ans, la Chine souhaite la conclusion de ce traité, qui achève sur la question de l'inclusion d'une « clause anti-hégémonie » concernant la région Asie-Pacifique. Cependant, les négociations sont dans l'impasse depuis que le Japon a formulé, en automne 1974, l'interprétation, qu'il compte donner à la « clause anti-hégémonie ». Selon Tokyo, celle-ci ne doit pas viser normalement ni spécialement l'U.R.S.S. et ne saurait engager le Japon à intervenir aux côtés de la Chine ; elle doit être compatible avec la charte des Nations unies et pas seulement l'Asie.

Les Chinois ont apparemment approuvé le remplacement de M. Miyasawa par M. Kozaka à la tête de la diplomatie japonaise lors du remaniement ministériel du 15 septembre. Depuis quelque temps, M. Miyasawa était critiqué à Pékin. Il avait notamment été pris à partie en juillet par la presse qui l'accusait de faire obstacle à la conclusion du traité de paix. M. Miyasawa avait déclaré le 9 juillet devant la Diète que le soutien apporté par la Chine au Japon au sujet de la restitution du Nord ne pouvait que retarder le règlement du problème et constituait une « ingérence » dans les affaires intérieures japonaises. Quant à M. Kozaka, le nouveau ministre des affaires étrangères, il a joué un rôle important lors de la normalisation des relations entre la Chine et le Japon en 1972.

Les Chinois estiment d'ailleurs que l'arrivée de M. Kozaka est une bonne occasion pour leur donner de rappeler leurs positions, l'affaire du Mlg-25 ayant provoqué une tension entre Tokyo et Moscou. Toutefois, rien ne permet de penser que la Chine pourra tirer un profit immédiat de la relative détérioration des relations entre le Japon et l'U.R.S.S. La reprise des négociations sur le traité de paix n'est pas actuellement prévue, affirme une source diplomatique japonaise à Pékin.

NOUS CONSTRUISONS UN SYSTÈME DÉMOCRATIQUE

déclare le ministre espagnol des affaires étrangères devant l'Assemblée générale

New-York. — Au cours de la première journée du débat général de l'Assemblée des Nations unies, lundi 27 septembre, M. Oreja Aguirre, ministre espagnol des affaires étrangères, a attiré l'attention « sur le processus de transformation des structures sociales » qui est en train de s'accomplir dans son pays. Ce qui se passe aujourd'hui en Espagne, a-t-il dit, correspond à une volonté du peuple du gouvernement et de la couronne : « Nous construisons un système démocratique basé sur le principe de la souveraineté populaire ». M. Oreja a déclaré que, grâce à la transformation qui s'accomplit en Espagne, la voix de son pays se fera entendre avec une plus grande intensité au sein de la communauté internationale.

M. Oreja a aussi déclaré que l'Espagne a mis un point final à ses activités de puissance coloniale : « Le 26 février 1976, nous avons officiellement informé le secrétaire général que nous avons mis fin à toutes nos obligations internationales au Sahara ».

L'Assemblée a également entendu les représentants du Brésil (qui s'est prononcé pour une « large réorganisation de l'économie mondiale »), du Japon, de la Pologne, qui s'est prononcé pour une « large réorganisation de l'économie mondiale », du Japon, de la Pologne, qui s'est prononcé pour une « large réorganisation de l'économie mondiale ».

M. Oreja a aussi déclaré que l'Espagne a mis un point final à ses activités de puissance coloniale : « Le 26 février 1976, nous avons officiellement informé le secrétaire général que nous avons mis fin à toutes nos obligations internationales au Sahara ».

DIPLOMATIE

NOMINATIONS D'AMBASSADEURS

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE :

M. Robert Piquet.

Le *Journal officiel* du 28 septembre annonce la nomination de M. Robert Piquet comme ambassadeur en République centrafricaine, en remplacement de M. Jean Le Camellier.

Déjà en 1974, M. Piquet est entré aux affaires étrangères en 1945. Après avoir occupé des postes consulaires à Genève et Athènes, il a été nommé à la direction d'Europe, puis à Adida-Ababa et à la direction d'Afrique. Depuis 1961, premier conseiller à Brazzaville en 1963, puis à Orléans en 1965, il a été ambassadeur au Rwanda.

BURUNDI : M. René Moreau.

M. René Moreau est nommé ambassadeur au Burundi, en remplacement de M. Henri Bernard.

Déjà en 1971, M. Moreau a commencé sa carrière dans les services consulaires à Genève et Athènes. Il a été nommé à la direction d'Europe, puis à Adida-Ababa et à la direction d'Afrique. Depuis 1961, premier conseiller à Brazzaville en 1963, puis à Orléans en 1965, il a été ambassadeur au Rwanda.

Les ministères sociaux et ouest - allemand des affaires étrangères, MM. Gromyko et Genscher, ont en lundi 27 septembre, à New-York, un entretien de quatre heures. (Reuters).

CORRESPONDANCE

Que faire pour l'Ulster ?

M. Marc Vion, professeur d'anglais à l'U.T.C. d'Angers, nous écrit :

Dans le *Monde* du 15 août, Pierre Vianon-Ponté déclarait : « Il y a une sorte de barème des morts violentes. Plus elles sont violentes, moins elles pèsent ».

Cette règle, à mon avis, comporte une exception de taille : l'Irlande.

Nombre d'intellectuels français, les syndicats, les partis, ont lancé de vibrants appels à la négociation au Liban. C'est bien, et cela doit continuer, même si les résultats se font attendre.

Pourquoi ce silence sur l'Ulster, dont la situation n'est pas sans analogie avec celle du Liban (encore le *Monde* du 15 août, article d'André Fontaine) ?

Parce que les Irlandais sont tous blancs, peut-être, et que leurs problèmes nous gênent ? Si oui, malgré notre belle conscience, ne serions-nous pas tous racistes à notre insu ?

Cela dit, que faire pour l'Ulster ?

En l'absence de toute initiative par ailleurs, je suggère que les milliers d'émigrés de France — catholiques, protestants et autres — que le drame irlandais concerne, se manifestent et prennent position sur la question.

Dans leur lutte contre le fanatisme, les femmes irlandaises ne seraient pas insensibles à notre soutien désintéressé. Et, chez nous, les autorités religieuses, les syndicats et les partis se réveilleraient peut-être.

Portugal

Les premières restitutions de propriétés agricoles illégalement occupées ont eu lieu dans le calme

De notre correspondant

Beja. — L'Alentejo « rouge » est demeuré calme, le lundi 27 septembre, jour fixé par le gouvernement pour commencer la restitution à leurs anciens propriétaires de cent un domaines agricoles illégalement occupés en 1975. L'opération devrait être achevée dans un mois.

Le parti communiste, en particulier, a tout fait pour apaiser les esprits. La seule réaction est venue des Groupes de dynamisation de l'unité populaire, qui se sont élevés contre l'impasse mise par le gouvernement à corriger les « excès » de la réforme agraire, alors que « des milliers d'hectares restent encore à exproprier ». Selon cette organisation, née de la candidature à la présidence de la République du commandant Olego de Carvalho, « les fascistes et les grands propriétaires veulent démolir les travailleurs pour détruire la réforme agraire et retourner au 24 avril 1974 ».

La première restitution de terres a eu lieu dans le département de Beja, à une centaine de kilomètres au nord de Lisbonne, sans intervention des forces de l'ordre. Dans les autres départements, notamment à Beja et à Évora, il y a eu des réunions aux sièges des gouvernements civils. Les propriétaires et les ouvriers agricoles ont exposé aux représentants des ministères de l'Agriculture et de l'Intérieur et aux autorités locales leur point de vue sur l'avenir des terres. Les sept ouvriers qui ont été arrêtés, indiquent-ils, les différends sous d'arrêt, situés autour de la capitale polonaise, où ils avaient été transférés.

Dans ses considérations, la Cour note que les sept condamnés étaient considérés avant les incidents du 25 juin comme des « ouvriers modèles » et qu'il faut tenir compte de l'atmosphère de la ville de Varsovie, où le trafic ferroviaire sur la ligne Paris-Varsovie, qui passe à proximité de l'usine d'Ursus, avait déjà été interrompu avant que la locomotive ne fût couchée sur le ballast par les manifestants.

En revanche, la Cour a refusé de suivre la défense lorsqu'elle a demandé l'annulation de l'accusation de « sabotage de matériels importants » portée contre les sept travailleurs aux termes de l'article 230 du code pénal polonais. Elle s'est opposée de la sorte à une réhabilitation totale des emprisonnés.

Cette mesure de clémence n'en confirme pas moins la violence des autoritarismes de la classe politique et social depuis que la ligne modérée défendue par M. Giersek, premier secrétaire du parti ouvrier unifié, paraît s'être imposée au sein de la direction.

responsable local du P.S., le nombre des familles expropriées dans tout le pays ne dépasserait pas une dizaine. Et alors, adieu la réforme agraire.

Selon la section du P.S. de Beja, il y a déjà trente-deux coopératives « auto-gérées » échappant donc au contrôle du syndicat d'orientation communiste. Un organisme de coordination, le MUC (Mouvement coopératif unifié), a été mis en place. Ses attaches avec le P.S. sont évidentes. Le MUC se propose de former des cadres à la gestion, à la comptabilité. Ses cours sont suivis par un petit groupe de travailleurs agricoles venus de plusieurs coopératives. Avant fait des études un peu plus poussées que la moyenne des travailleurs, ils constituent, de toute évidence, une sorte de petite bourgeoisie rurale sur laquelle le P.S. s'appuiera.

Le lundi 27 septembre, M. Lopes Cardoso a déclaré : « Il y a d'une part ce qui est fondamental, c'est-à-dire un million d'hectares de terres qui, dans le cadre de la loi, ont été dans leur presque totalité déjà expropriés de l'autre côté figurent les 15 000 hectares qui doivent être rendus à leurs propriétaires. La conclusion est simple : il faut retirer aux forces de droite l'argument puissant que constituent effectivement certaines injustices ».

JOSÉ REBELLO.

Pologne

La Cour suprême réduit fortement les peines prononcées contre des manifestants du mois de juin

De notre correspondant

Vienne. — La Cour suprême polonaise a fortement réduit, le lundi 27 septembre, les peines prononcées en juillet dernier contre sept ouvriers de l'usine de tracteurs d'Ursus, près de Varsovie. Les travailleurs, qui étaient accusés d'avoir participé au déraillement d'une locomotive lors des manifestations du 25 juin, avaient été condamnés à des peines de trois à cinq ans de prison. Cette sentence a été transformée en appel par le tribunal suprême à un an de prison avec sursis pour tous les inculpés. Les sept ouvriers ont déjà quitté, indique-t-on, les différentes maisons d'arrêt, situées autour de la capitale polonaise, où ils avaient été transférés.

Dans ses considérations, la Cour note que les sept condamnés étaient considérés avant les incidents du 25 juin comme des « ouvriers modèles » et qu'il faut tenir compte de l'atmosphère de la ville de Varsovie, où le trafic ferroviaire sur la ligne Paris-Varsovie, qui passe à proximité de l'usine d'Ursus, avait déjà été interrompu avant que la locomotive ne fût couchée sur le ballast par les manifestants.

En revanche, la Cour a refusé de suivre la défense lorsqu'elle a demandé l'annulation de l'accusation de « sabotage de matériels importants » portée contre les sept travailleurs aux termes de l'article 230 du code pénal polonais. Elle s'est opposée de la sorte à une réhabilitation totale des emprisonnés.

Cette mesure de clémence n'en confirme pas moins la violence des autoritarismes de la classe politique et social depuis que la ligne modérée défendue par M. Giersek, premier secrétaire du parti ouvrier unifié, paraît s'être imposée au sein de la direction.

L'épiscopat doit défendre les travailleurs contre les « initiatives irréfléchies » de l'État

affirme le cardinal Wyszynski

De notre correspondant

Vienne. — Contrairement à ce qu'avait affirmé M. Giersek, le 3 septembre dernier, devant des ouvriers d'usine à Mielec, le cardinal Wyszynski a déclaré, le dimanche 26 septembre, qu'il existait des problèmes entre l'État et l'Eglise catholique en Pologne. Dans un sermon prononcé dans l'église du Saint-Sauveur à Varsovie, le cardinal a indiqué que, par exemple, la politique gouvernementale en faveur de la laïcisation et de l'athéisme, ainsi que l'éducation religieuse de la jeunesse étaient des sujets d'opposition avec les autorités. Le communiqué publié à l'issue de la dernière conférence épiscopale, a-t-il dit, attirait déjà l'attention sur ces problèmes. La presse n'en avait donné qu'une version tronquée, ne retenant du document que l'appel à un « travail honnête » lancé par les évêques aux ouvriers.

Le cardinal a également déclaré que l'Eglise possédait des moyens de manifestation de masse et s'en devait à sa guise, lorsque la radio, la télévision, le théâtre sont mis au service de l'idéologie matérialiste.

Les évêques s'étaient plaints en particulier que la censure empêchait la publication intégrale, y compris dans les journaux catholiques, des documents émanant du Saint-Siège ou de l'épiscopat.

MANUEL LUCBERT.

Claude Lefort

Un homme en trop

réflexions sur l'Archipel du Goulag

Assurément, ce livre n'est pas un livre en trop. S'il redonne du tranchant à la lecture de "l'Archipel", il est aussi une ouverture sur une pensée politique, une pensée du politique, celle de Lefort, désormais incontournable.

Jean-François Peyret / Le Nouvel Observateur

256 pages 35F. Collection Combats dirigée par C. Durand

SEUIL

EUROPE

AVANT LES ÉLECTIONS DU 3 OCTOBRE

ENCOMBRANTE ALLEMAGNE

II. — Un chantier interrompu

De notre envoyé spécial J.-C. GUILLEBAUD

Sept ans après avoir accédé au pouvoir, les sociaux-démocrates allemands et leurs alliés libéraux affronteront leurs adversaires le 3 octobre dans un scrutin difficile. Accusé par une partie de la jeunesse et des syndicats d'avoir fait évoluer le S.P.D. vers la droite, le chancelier Schmidt, qui mise essentiellement sur la bonne santé de l'économie allemande, n'est pas parvenu pour autant à rassurer ceux qui craignent en R.F.A. une lente « subversion » marxiste. (Le Monde — du 28 septembre.)

Hambourg. — Doris F., vingt-neuf ans, est institutrice dans le quartier d'Altona, où tout un petit peuple de Turcs et de Grecs campe — comme les trois millions de travailleurs immigrés de la R.F.A. — à l'orée de la société allemande. Elle dit : « Je suis d'une famille de petits fonctionnaires de la région de Bonn. Mes parents votent C.D.U. Pour moi, tout a commencé en 1969. J'ai passé six mois en France, à Vincennes, à l'époque des bagarres entre policiers et gauchistes. De retour en Allemagne, j'ai décidé de militer quelque part. Le plus à gauche possible. »

Doris appartient aujourd'hui au S.P.D. (socialistes) et avoue n'être venue à Hambourg, ville libre de tradition socialiste et vieux fief S.P.D., que « pour sentir au moins autour de soi beaucoup de camarades politiques ».

Wolfgang S., trente ans, est avocat à l'université de Münster et conseiller municipal, membre — comme sa femme — des Jeunes Socialistes (Jusos). Dans son bureau, les œuvres complètes de Marx et de Lénine encadrent une boîte à musique qui joue l'Internationale. Aucun point commun avec Doris. Mais il dit lui aussi : « Pour nous, tout a commencé en 1969. Nous sommes entrés en S.P.D. pour essayer de remettre le parti sur le chemin du socialisme. En Allemagne, un parti comme le P.S.T. n'aurait aucune chance. Aujourd'hui, je suis déçu, mais je reste quand même au parti. Malgré tout ce qu'il a pu faire, il a encore la confiance des travailleurs. C'est un fait. Si je quittais le S.P.D., j'aurais l'impression d'être orphelin, suspendu dans le vide. C'est une chose bien difficile à faire comprendre aux camarades socialistes que je rencontre en France. »

Deux exemples caractéristiques des réflexions déçues que l'on peut recueillir dans l'Allemagne pré-électorale. Caractéristiques d'abord pour la référence

quasi automatique à 1969. Il n'est pas sûr que l'on ait bien mesuré, en France, la rupture qu'ont représentée pour la R.F.A. les élections du système Bundestag, en septembre 1969, la fin de la « grande coalition », l'arrivée des sociaux-démocrates au pouvoir et de M. Willy Brandt à la chancellerie. L'Allemagne reconstruite par ses fils, réhabilitée par Konrad Adenauer et réintégrée au monde occidental, faisait brusquement craquer les courants psychologiques de l'après-guerre, transgressait les tabous de la guerre froide et choisissait de mettre le cap sur un « socialisme » qui n'était plus un rêve interdit.

« Nous sommes placés, en R.F.A., disait le nouveau chancelier, devant la nécessité de procéder à de vastes réformes. Non, nous ne sommes pas à la fin de notre voyage, nous sommes à nos véritables débuts. » Le mouvement plus ample qui se dessina ensuite — et notamment aux élections de 1972 — autour de M. Willy Brandt figura un élan général assez extraordinaire vers les réformes. « Initiatives » politiques d'intellectuels, interventions spectaculaires d'écrivains comme Heinrich Böll, énorme poussée de contestataires dirigée contre la vieille société chrétienne-démocrate, conformiste et disciplinée, lourdement attelée, depuis 1949, à l'effort de production et cadant encore aux réflexes d'auto-mutilation politique, facteur supplémentaire d'immobilisme.

Insister, comme on le fait aujourd'hui, sur le « retour à droite », énumérer avec l'ailé gauche du S.P.D. toutes les réformes oubliées ou les projets enlisés dans les marécages de la politique politique risque de suggérer une image assez inexacte de la réalité allemande. N'importe quelle promesse à Brême, Düsseldorf ou Hambourg montrée, au contraire, à celui qui n'était pas venu depuis 1969, d'innombrables évidences de changement. Moins que les symboles habituels de la prospérité — cette Allemagne du « design » coussu des Mercedes, des pelouses peignées et des « High Fidelity » qui frappent l'imagination française, c'est la nouvelle « permissivité » qui surprend. Le côté plus dégraté, plus décontracté d'une société déjà post-industrielle impressionne que l'on retrouve aussi bien dans les familles, les entreprises, les mass media. L'armée elle-même, dont les soldats chevelus stupéfient les Français accablés à leur propre mythologie allemande. Comme d'habitude, on avait tout de même soulevé un couvercle : ouvert des « chantiers » dans tous les secteurs de la vie sociale en faisant passer quelques grands courants d'air sur

la vie allemande. Et c'est à ce « déblocage » — que pensent les procureurs irrités de la C.S.U. lorsqu'ils accusent les sociaux-démocrates d'avoir précipité le pays dans le « désordre », voire dans le « chaos » — qu'il dépend du point de vue.

C'est un fait pourtant que le grand élan réformateur des années 1969-1972 s'est arrêté en chemin. Les Jeunes Socialistes, qui rêvent, non sans naïveté, de réconcilier le S.P.D. avec le marxisme qu'il a officiellement abandonné dès 1959, les intellectuels en général, n'ont pas tort de reprocher au parti social-démocrate de n'avoir vraiment tenu à peu près aucune des grandes promesses de cette époque de « craie » constitutionnelle que fut 1969. Dans chaque domaine et sur chaque projet, des freins ont joué puissamment : résistance des alliés S.P.D. tirant sans cesse la coalition vers la droite ; blocages du Bundestag (conseil fédéral), cette « machine à casser les réformes » ; « gramin » l'opposition chrétienne ; résistances des gouvernements locaux dans les Länder aux mains de la C.D.U. ou de la C.S.U. ; conservatisme du tribunal constitutionnel de Karlsruhe, ou plus simplement amère nécessité des finances publiques. D'où ce sentiment d'inachèvement, de compromis timide, qui vaut aujourd'hui au S.P.D. le bien dégradable privilège d'être parvenu à devenir la gauche tout en effrayant la droite.

Cogestion et avortement

Et pourtant — en dépit des freinages et des renoncements, suffisamment de choses ont changé en sept ans pour que l'Allemagne, si sensible à ce péril, puisse se sentir (ou s'imaginer) menacée dans sa cohésion et donner l'impression de regretter le vaste « consensus » libéral assez monolithique de l'époque Adenauer. Quelques exemples sont notés.

Introduite dès 1951-1952 par l'occupant britannique — pressé de limiter le pouvoir des industriels de la Ruhr — la « cogestion » des entreprises fut longtemps citée comme un exemple à suivre dans les pays voisins soumis, eux, aux affrontements sociaux sous le « social Parterschaft ». D'un gouvernement socialiste qu'ils avaient soutenu, les syndicats attendaient un élargissement considérable du système jusqu'à une éventuelle représentation paritaire des travailleurs et des actionnaires. Or,

après la loi de janvier 1972 étendant la cogestion à plus de quatre cents entreprises (six millions de salariés) et malgré un nouveau projet d'aménagement très libéral de 1974, le S.P.D., défenseur du patronat au sein de la coalition, parvint en 1975 à faire écarter de facto la notion de parité : représentation séparée des cadres, au comité d'entreprise, voix prépondérante du président, choisis parmi les actionnaires ; nomination possible du directeur contre l'avis des salariés, etc.

Ainsi, la cogestion à l'allemande, sans manquer totalement d'intérêt, n'était plus qu'une disposition assez théorique ne touchant à rien d'essentiel aux yeux du patronat. Les syndicats durent se contenter d'une amélioration assez substantielle des mécanismes de protection sociale (retraites, sécurité du travail, etc.). « Il suffirait peut-être que se produise une nouvelle crise économique, commente à Brême, un ancien responsable syndical, pour qu'on s'aperçoive des limites de la doctrine de la « paix sociale » en Allemagne. »

Dans un autre domaine, ce furent cette fois les pressions conjuguées de l'opposition des Églises et du tribunal fédéral qui empêchèrent, après cinq années d'affrontements politiques, que soit promulguée une loi très libérale sur l'avortement (article 218 du Code pénal). Réforme réclamée dès 1971 par un mouvement féministe aux revendications similaires à celles des commandements des « trois K » (Kinder, Kirche, Küche : enfants, Église, cuisine).

Adoptée le 12 février 1976 après que le tribunal fédéral eut, le 18 juin 1974, déclaré anticonstitutionnel un premier texte voté le 5 juin, la nouvelle loi plus restrictive n'autorise l'interruption de grossesse que dans des cas limités. Les Länder chrétiens-sociaux s'opposent en outre assez souvent, dans la réalité, à une pratique même légale de l'avortement. A Hambourg, les producteurs du « téléfilm » télévisé *Paranormal*, qui entendaient dénoncer ce blocage dans leur dernière émission du 12 septembre, ont dû y renoncer sous la pression du gouvernement.

Ce « pas en arrière » paraît avoir été si nettement les femmes dont les suffrages, plus nombreux que ceux des hommes, sont bruyamment sollicités par les deux grands partis qu'un proche

collaborateur de M. Helmut Kohl, évoquant le rôle joué par la C.D.U. en la matière, reconnaît : « C'est vrai, nous aurons certainement des problèmes avec les femmes de vingt à trente ans. » Et cela alors même que M. Alfred Dregger (C.D.U.) peut s'indigner dans *Stern* des réformes « amicales » imposées par le S.P.D. et dénonce l'avortement en ajoutant : « Nous ne voulons pas d'une société de play-boys et de vieux. » Déception.

La guerre pour l'école

Mais c'est probablement au sujet de l'éducation et face aux problèmes de l'université que le gouvernement social-démocrate a fait lever les plus violentes tempêtes tout en suscitant les plus nettes déceptions. L'Allemagne fédérale accusait, en la matière, un retard contrastant singulièrement avec son « avance » économique et sociale. Peu d'étudiants diplômés, comparé au reste de l'Europe, pas assez de professeurs et un enseignement au contenu désest ; et cela, alors même que, avec un certain décalage sur la France, les gros « contingents » démographiques de l'après-guerre arrivaient au seuil de l'université. Condamné à mener de front — et au plus mauvais moment — des réformes quantitatives et qualitatives, le gouvernement s'est embourbé dans un inextricable maquis. Certes, si l'on s'attache aux seules statistiques, les résultats sont spectaculaires : nombre d'étudiants multiplié par deux en dix ans, création d'une douzaine de facultés, triplement du nombre des bacheliers, doublement du corps professoral, etc.

Les problèmes, hélas ! paraissent avoir suivi la même progression arithmétique. L'aspect politique d'une question aussi « porteuse d'idéologie » explique le développement, outre-Rhin et autour de l'école en général, d'une effrayante querelle qui rappelle aujourd'hui nos affrontements d'avant-guerre sur la « laïcité ». Soulignant l'irruption dans le corps enseignant d'une génération marquée à gauche, la C.D.U.-C.S.U. accuse les sociaux-démocrates d'avoir laissé transformer l'école et l'université en « foyers de propagande marxiste ». En Allemagne, il est vrai, la politisation rapide de l'appareil d'enseignement put sembler plus spectaculaire qu'ailleurs, et certaines universités comme Berlin, Heidelberg, Brême, Hambourg, devinrent effectivement des « bastions » d'extrême gauche en rupture avec « l'establishment ». Simultanément, la « génération

de Rudi Dutschke » entraînait en masse dans l'enseignement secondaire pour, dans certains cas, entamer la « longue marche » dans les institutions recommandées en 1870 par l'ancien leader de la contestation étudiante.

Trouvant des accents d'apocalypse, la droite crut voir là un « danger mortel » pour la société libérale et réclama une « chasse aux extrémistes » dont aujourd'hui les jeunes enseignants font principalement les frais. D'autre part, les restrictions budgétaires vinrent limiter les programmes réformateurs les plus ambitieux, dont la mise en œuvre était déjà compliquée par le partage de compétence entre les Länder et le gouvernement fédéral, tandis que l'augmentation des effectifs se révélait insuffisante face aux nouveaux besoins. D'où de nombreux « retours en arrière », l'institution d'une sélection très répressive à l'entrée des facultés et la promulgation, en décembre 1975, d'une loi restaurant la « discipline des jadis ».

« On en revient peu à peu à l'état d'esprit d'après-guerre », murmure un membre du F.D.P. Les réformes inachevées incitent les jeunes à un « conformisme ». Pour réussir, l'étudiant qui est jugé sur le travail de l'année doit plaire aux professeurs, l'apprenti à son maître, le jeune employé à son chef de service. D'où le retour au vieux réflexe allemand : une attitude « Untertanhaft » (de sujet).

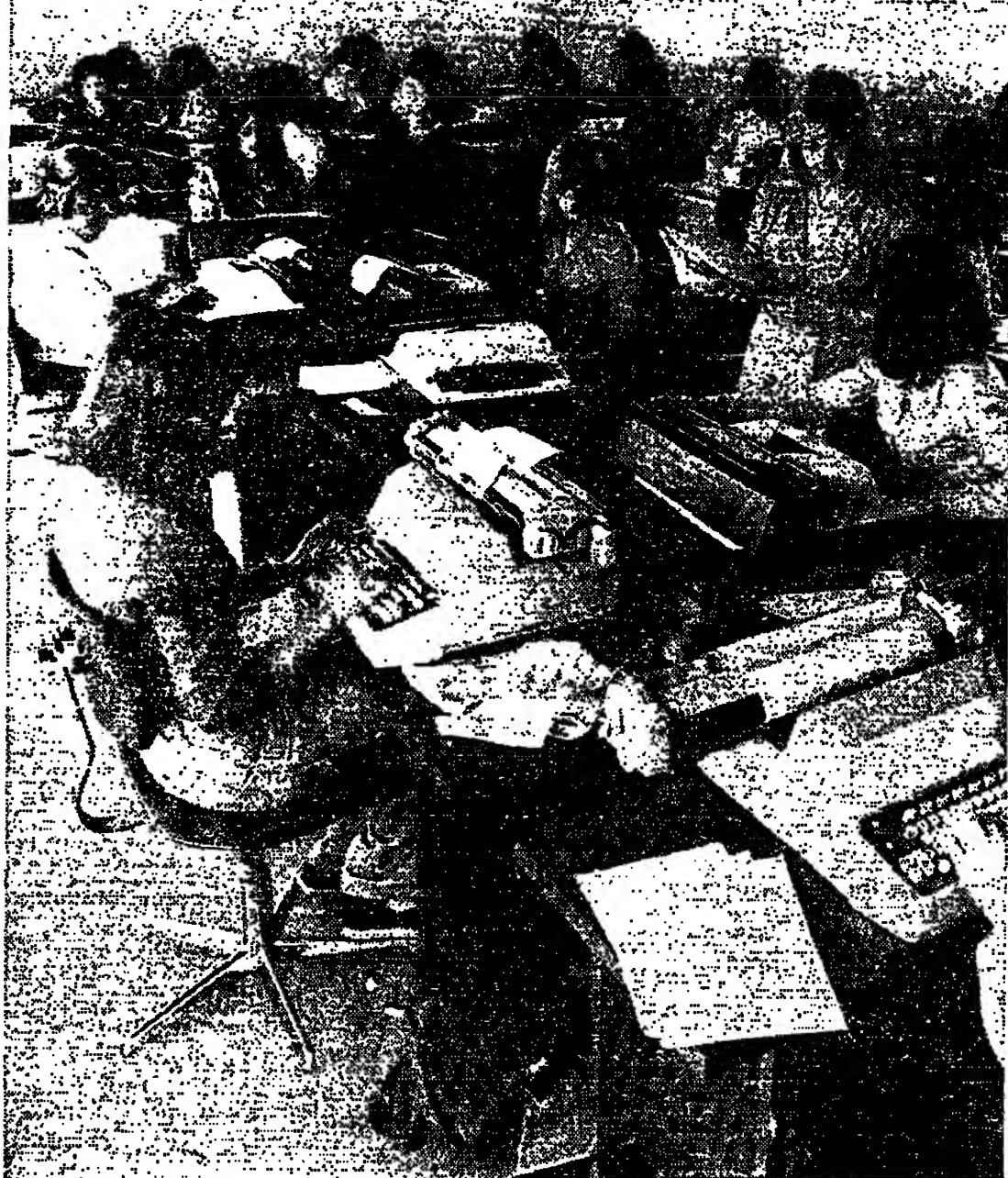
La cogestion, l'avortement, l'école : ce ne sont là que des exemples. Dans bien d'autres domaines, la volonté réformatrice de 1969 s'est progressivement diluée : ajournement de la loi sur le divorce, qui ne sera applicable qu'en 1977, renforcement de l'appareil répressif en matière pénale, absence de réforme foncière et timidité des réformes fiscales combattues par la droite, etc. Au total, l'œuvre législative des sociaux-démocrates, même si elle s'est accompagnée de profonds changements de société, demeure assez modeste. En revanche, l'enflure bureaucratique et le « clientélisme » partisan s'est accompagné de profonds changements de société, demeure assez modeste. En revanche, l'enflure bureaucratique et le « clientélisme » partisan s'est accompagné de profonds changements de société, demeure assez modeste.

Toutes ces entreprises apparemment contestées sont néanmoins peu de chose au regard du grand projet des années 1969-1972, qui, lui non plus, n'a pas combié tous les espoirs : l'« Ostpolitik » ou l'ouverture vers l'Est.

Prochain article :

AU PIED DU MUR

Comment voulez-vous travailler dans des conditions pareilles ?



Roneo: l'aménagement intelligent de l'espace de travail.

Pendant des années, une conception unique a dominé le monde du travail : le bureau cloisonné. Puis son inadéquation aux nécessités du travail en équipe donna naissance à une solution totalement opposée, l'espace ouvert, qui noyait l'homme dans une foule anonyme.

Roneo remet en cause le cadre de travail pour définir les critères essentiels de l'aménagement de l'espace à visée humaine : la recherche de l'équilibre psychologique de l'homme au travail et son confort physiologique. Sans négliger pour autant pour l'aspect fonctionnel et économique.

Une des meilleures illustrations en est le système Roneospace. Il cumule les avantages du bureau traditionnel et ceux du bureau paysage.

Roneospace pour communiquer.

Le système Roneospace recrée, par un jeu de panneaux, le volume de travail sous forme d'un aménagement semi-ouvert. Une face d'accès au moins est toujours libre pour optimiser la qualité des communications, cette exigence du management moderne.

Ces panneaux insonorisés et articulés sur des poteaux peuvent recevoir, grâce à des crémaillères, tous les éléments nécessaires aux activités de bureau : surfaces de travail, équipements techniques, (câbles intégrés), éléments de rangement et de classement, etc.

Roneospace pour s'isoler.

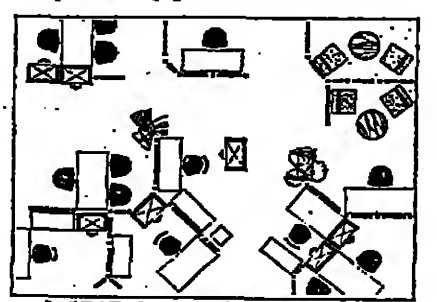
Ces éléments modulaires offrent toute liberté pour concevoir les volumes de travail les plus variés. Chacun peut recréer son propre « univers » en jouant avec la palette des revêtements et coloris et en incorporant aux panneaux des éléments décoratifs : vitres teintées ou décorées, bacs à plantes, etc.

Le système Roneospace permet une utilisation évolutive de l'espace. Ses volumes peuvent être modifiés et déplacés pour s'adapter à l'évolution des structures de l'entreprise.

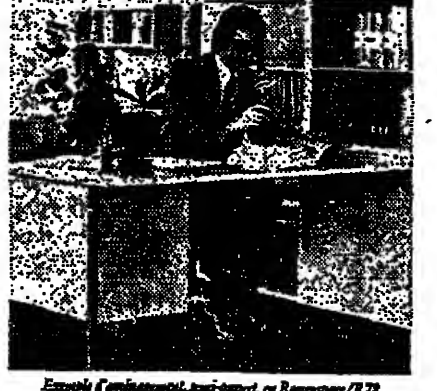
Pour l'humanisation du cadre de travail.

C'est en couvrant l'ensemble des activités de bureau, (reprographie, mobilier, classement, aménagement d'espace) que Roneo peut mieux

comprendre les problèmes que pose l'environnement de l'homme au travail. Et c'est en résolvant mieux ces problèmes que Roneo est devenu le premier groupe européen de l'équipement de bureau.



Possibilités d'aménagement avec le système Roneospace/R72.



Exemple d'aménagement, bureau ouvert, en Roneospace/R72.

Si vous désirez recevoir une documentation ou la visite d'un Spécialiste-Conseil Roneo, mettez une croix dans la case correspondante et envoyez ce bon après l'avoir complété à Roneo - 74, bd du Général-Leclecq-93260 La Lita, ou téléphonez au 843.6101 poste 409.

Nom _____
Fonction _____
Société _____
Adresse _____
Tél. _____

LM A 289

Roneo. N°1 européen de l'équipement de bureau.

SICOB - Stands 1244 et 1245 Zone B niveau 1.

Les sc

les gra
de moyvoici
pour votDu 28 septem
présentation de
la machine
sur le stand SICOBSICOB
ENTREPRE
ADRESSE
TELEPHONE

EUROPE

EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Les socialistes reprennent confiance

(Suite de la première page.)

M. Carstens, ministre des affaires étrangères d'un éventuel gouvernement chrétien-démocrate, a me fait irrésistiblement penser à von Papen, noir, blanc, rouge ou dehors (les anciennes couleurs du Reich) et intérieure-ment conservateur jusqu'à la moelle. Ces saillies font rire et égarent un discours ressemblant souvent à une leçon d'économie politique un peu simpliste, mais qui donne au public l'impression de comprendre une matière très complexe.

L'index pointé vers ses auditeurs, M. Schmidt développe les différences entre la crise de 1929 et celle de 1974-1975. Autrefois on a commis l'erreur de mener une politique déflationniste ; « et M. Kohl, ce n'est pas tout à fait d'en faire autant ». Mais on ne l'a pas écouté, on a dépensé plus d'argent qu'on en avait. Sans faire marcher la planche à billets, mais en empruntant auprès de nous, messieurs et mesdemoiselles, qui avez beaucoup épargné, et nous vous en remercions. Avec cet argent, on a fait des programmes conjoncturels pour relancer l'activité et on a même prêté de l'argent aux Italiens, ce n'est pas pour leurs beaux yeux, mais pour qu'ils restent solvables et continuent à acheter des produits allemands. L'objectif principal des prochains mois est le rétablissement du plein emploi, mais la reprise est encore trop fragile pour qu'on la confie à Strauss.

Profitant des applaudissements, M. Schmidt boit une gorgée de Coca-Cola pour s'égayer la voix. A Hanovre, un petit vent glacial le contraint à mettre la casquette qu'il affectionne, celle des marins du Nord, étroite, à haut brandebourg ; mais, dans le Sud, et sur-

tout en Bavière, il ne la porte pas ; il ferait étranger. Sur la Marienplatz de Munich, où le lieutenant de la maïe égrenne les heures, les musiciens portent des chapeaux verts à plumes blanches et des culottes de peau.

Adenauer à la rescousse

Après avoir souligné les mérites de sa gestion économique, le chancelier consacre un long développement à la paix sociale qui « repose sur deux piliers, les syndicats et la législation sociale ». Il prend vigoureusement la défense des organisations syndicales mises en cause par la démocratie chrétienne. Cette attaque s'est révélée très maladroite, car elle a mobilisé la grande majorité des syndicalistes autour du S.P.D., même ceux déçus par sa politique. M. Schmidt en profite : « Nous sommes fiers d'appartenir à un syndicat et au parti social-démocrate qui sont les deux composantes indissociables du mouvement ouvrier », déclare-t-il. Str de son effet.

Pour répondre à la campagne C.D.U.-C.S.U., qui se présente comme le seul défenseur de la liberté, les sociaux-démocrates et M. Schmidt lui-même ont « gauchisé » leurs arguments. Un vocable disparu depuis des années réapparaît : « Nous, les sociaux, nous ne gardons pas notre drapeau dans notre poche », dit le chancelier qui n'appelle plus les chrétiens-démocrates que « les noirs » ou les « réactionnaires ». Se référant à la doctrine sociale de l'Eglise, aux enseignements de Jean XXIII et au fondateur même de l'Union chrétienne-démocrate, Conrad Adenauer s'indigne de la « déchéance spirituelle » de la C.D.U.-C.S.U.,

« pour laquelle le terme socialisme est devenu une insulte ». Alors vient un aveu qui étonne même ses partisans : « Les allocations familiales égales pour tous, c'est un petit bout de socialisme, je n'ai pas peur du mot. » Il veut continuer la politique des réformes intérieures et s'adresse tout particulièrement aux femmes. Il énumère les mesures prises en leur faveur depuis sept ans, la libéralisation de l'avortement, du divorce, le nouveau droit de la famille, que « les chrétiens patentés de la C.D.U. » ont essayé d'empêcher.

La politique étrangère est totalement absente, mais M. Schmidt consacre son dernier développement aux relations interallemandes. Il dénonce des propos tenus par un obscur député chrétien-démocrate qui demandait que les gardes-frontières ouest-allemands ripostent quand leurs vis-à-vis orientaux tirent sur des fugitifs. « Un commence à tirer, puis l'autre, puis le premier riposte, et l'on ne sait pas où ça s'arrête », il souligne son propos en désignant du doigt les quatre points cardinaux. Son indignation n'est pas feinte, mais, comme pour un grand acteur, chaque geste compte. Il porte les deux mains au niveau de son cou et crie : « Nous, Allemands, des Juifs, nous en avons jusqu'au cou. »

Depuis la politique à l'Est, les voies de transit ont été utilisées soixante et un millions de fois ; quinze millions de Berlinois et neuf millions d'Allemands de l'Ouest se sont rendus en R.D.A. « quatre-vingt-cinq millions d'oc-

casions de rencontre qui ont fait plus que tous les cocoricos nationalistes », de la C.D.U.-C.S.U. « Je ne dis pas que M. Strauss veut la guerre, conclut le chancelier ; je dis que M. Kohl est trop faible pour fermer la gueule de ses excités. » Il cherche moins à convaincre le public, où les contradicteurs sont pratiquement absents, qu'à mobiliser les énergies et à fournir des arguments à ses sympathisants. Ses discours ont un effet pédagogique, malgré une polémique dure et parfois même triviale. Peut-être M. Helmut Schmidt souhaitait-il un autre style de campagne ? « Nous sommes comme une équipe de football qui serait toute seule, dit-il. Nous attendons sur le terrain, et la C.D.U.-C.S.U. reste dans les tribunes pour nous jeter des bouteilles vides. » Il s'en distrait grâce à la musique, comme à Passau, l'autre soir, en jouant sur l'orgue de la cathédrale — dix-sept mille tuyaux, deux cent huit jeux, un des plus grands instruments du monde — une œuvre de Jean-Sébastien Bach.

DANIEL VERNET.

En Finlande, le président Urho Kekkonen a demandé au premier ministre démissionnaire, M. Martti Miettunen (Parti du centre), de constituer un cabinet minoritaire avec la participation des centristes, des libéraux et du parti populaire suédois. Les deux autres partenaires de l'ancienne majorité, les sociaux-démocrates et les communistes, ont déclaré ne pas vouloir participer au nouveau gouvernement. — (U.P.J.)

Lumoprint

Les photocopieurs solides, fiables, rentables.

3 qualités allemandes.



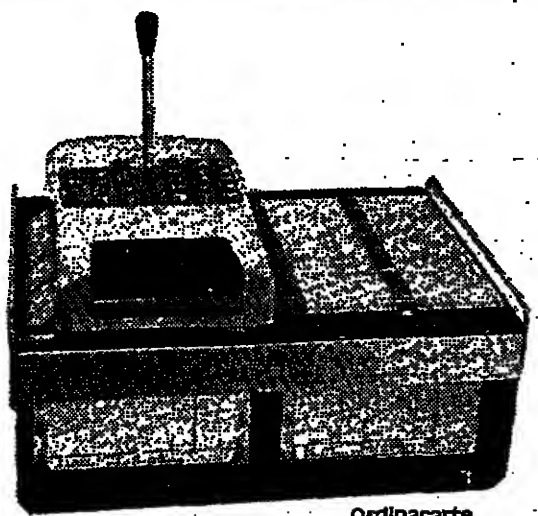
LX 4: l'un des modèles de la gamme Lumoprint. 30 copies/minute sur papier normal. Un rendement exceptionnel.

SICOB niveau 4 - Zone E stand 4501

Documentation sur demande à :

Lumoprint France S.A.
6/8 rue du 4-Septembre, 92130 Issy-les-Moulineaux.
Tél. 645.21.91

Entre les grands moyens et pas de moyens du tout, voici la solution pour votre classement



Ordinacarta.

Pour leur classement, toutes les entreprises n'ont pas besoin d'un système informatique sophistiqué. Mais aucune entreprise ne peut se passer de classement. Ordinacarta permet la recherche directe des fiches dans leur logement et leur sélection selon des combinaisons multiples. Pas de reclassement des fiches, Ordinacarta se charge de les retrouver. Exemples d'application : analyses de clientèle, planning d'achat, gestion du personnel, des stocks, documentation. La gamme Fichier Sélection ? du moyen de classement manuel au moyen de recherche électronique, des équipements éprouvés par des milliers d'applications adaptées à chaque cas.

FICHER SÉLECTION

B.P. 5, 92170 Vanves.
17 Aristide-Brand
Tél. 645.21.01

Du 25 Septembre au 1^{er} Octobre, présentation et démonstration de toute la gamme Fichier Sélection sur le stand Sicob n°1405-niveau 1-zone D

Je souhaite recevoir votre documentation FICHER SÉLECTION. B.P. 5, 92170 Vanves

NOM _____
ENTREPRISE _____
ADRESSE _____
TELEPHONE _____ POSTE _____

Quand un homme N°1 nous dit qu'il arrive. Nous sommes prêts à le recevoir.

Vérifiez-le en adhérant au Hertz N°1 Club.



LA VOITURE EST RETENUE. LES PAPIERS SONT PRETS. VOUS PARTEZ.

Nous savons ce qu'il faut faire quand un homme N°1 nous téléphone pour nous dire qu'il va atterrir sur l'un des grands aéroports d'Europe ou d'Amérique du Nord et qu'il a besoin d'une voiture, arrivé à destination. Et nous le faisons.

Nous remplissons son contrat de location par avance. Comme cela, il n'a pas à le faire à son arrivée. Il n'a plus qu'à le signer, prendre ses clés et partir au volant de la voiture entièrement nettoyée et contrôlée que nous mettons à sa disposition.

Adhérez vous aussi au Hertz N°1 Club*. A votre arrivée, vous n'aurez plus qu'à signer et prendre le volant de la voiture que vous aurez demandée : une Ford Escort ou Granada, ou une autre grande marque. Appelez le numéro qui se trouve en bas de cette page, ou celui de votre agence de voyage, et dites-nous quand et où vous voulez votre voiture. Elle sera au rendez-vous.

Pas de frais d'inscription. Plus jamais de formulaires. Pourquoi perdre du temps à louer une voiture ? Demandez votre inscription au Hertz N°1 Club, à n'importe quel bureau au comptoir Hertz. Ou la prochaine fois que vous louerez une voiture chez nous, demandez à être inscrit automatiquement. * en Allemagne, Hertz VIP Club.

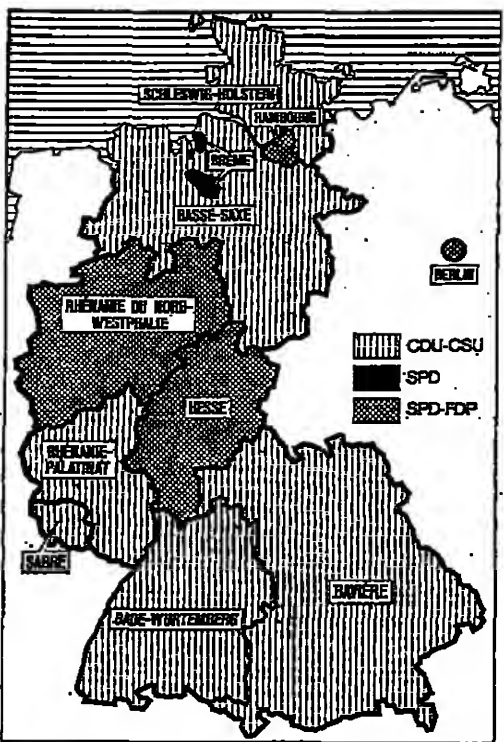


Hertz N°1 Club.
788.51.51

TELEPHONEZ. SIGNEZ. ET PRENEZ LE VOLANT.

L'ÉVÉNEMENT

LES ÉLECTIONS EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE



La République fédérale se compose de dix Länder (États) de superficie et d'importance démographique très inégales. La structure fédérale est inscrite dans la Loi fondamentale et ne peut être remise en question par une révision constitutionnelle. Les Länder disposent d'un Parlement (Landtag) et d'un gouvernement dirigé par un ministre-président. Ils ont compétence exclusive en matière de police et d'éducation, et légifèrent conjointement avec le Bund (Fédération) dans une vingtaine de domaines.

Quarante et un millions six cent mille électeurs ouest-allemands sont appelés à élire le 8^e Bundestag le dimanche 3 octobre. Trois mille deux cent quarante-cinq candidats, représentant dix-sept partis, sollicitent les suffrages. Cinq cent quarante-cinq se présentent uniquement dans une circonscription et deux mille sept cents sur les listes établies par Land (État) pour quatre cent quatre-vingt sièges à pourvoir. Bien que les femmes représentent 53 % du corps électoral, il n'y aura que quatre cent quinze candidates.

Depuis 1971, tous les citoyens allemands ayant atteint l'âge de dix-huit ans depuis trois mois au moins à la date des élections et domiciliés en R.F.A. ont le droit de vote. L'éligibilité est également fixée à dix-huit ans depuis le 1^{er} janvier 1975.

Sur les dix-sept partis ayant été autorisés à présenter des candidats, seuls quatre sont sûrs d'avoir des élus : le parti social-démocrate (S.P.D.), l'Union chrétienne démocrate (C.D.U.) qui se présente sur tout le territoire de la République fédérale à l'exception de la Bavière, l'Union chrétienne sociale (C.S.U.) qui ne se présente qu'en Bavière, et le parti libéral (F.D.P.). En 1972, les autres formations n'ont obtenu que 0,9 % des suffrages, et il est peu probable qu'il en aille autrement cette année.

Le S.P.D. et le F.D.P. ont annoncé clairement leur intention de maintenir leur coalition en cas de victoire, pour mettre un terme à la cure d'opposition qu'elle suit depuis sept ans. La C.D.U.-C.S.U. doit donc obtenir la majorité absolue. Elle compte plus, à cette fin, sur des réactions émotionnelles que sur

la force de conviction de ses arguments politiques. Avec son slogan « La liberté au lieu du socialisme » qui lui a été imposé par son aile droite, elle a réussi à mobiliser ses adhérents et sympathisants dans une mesure inconnue lors des précédentes campagnes.

La coalition s'est trouvée, au contraire, sur la défensive. Elle demande aux électeurs un nouveau mandat pour « poursuivre une politique qui a réussi », mais elle n'a pas été capable de proposer un ou deux grands thèmes propres à galvaniser les énergies de ses partisans.

Tous les instituts de sondages s'accordent à prévoir un résultat serré, mais les pronostics sont rendus difficiles par l'extrême complication du système électoral ouest-allemand.

DANIEL VERNET.

DEUX VOTES PAR ÉLECTEUR

La Loi fondamentale de la République fédérale qui tient lieu de Constitution ne prévoit pas un mode électoral précis. Son article 38 porte seulement : « Les députés au Bundestag allemand sont élus au suffrage universel, direct, libre, égal et secret. Ils représentent l'ensemble du peuple, ne sont tenus ni par des mandats ni par des instructions et ne sont soumis qu'à leur conscience ».

Le système électoral a été défini dans une loi adoptée en 1949, mais qui a été modifiée depuis à quatre reprises. Sa complexité est grande. Le Bundestag comprend normalement cinq cent dix-huit députés, dont vingt-deux représentent Berlin-Ouest. Ces derniers sont désignés selon une procédure particulière en

raison du statut spécial de la ville. Ils sont, en effet, élus non pas par la population berlinoise, mais par le Sénat de la ville, qui les choisit en son sein, sur proposition des groupes parlementaires. Les députés berlinois ne sont pas des députés à part entière : ils ne disposent pas du droit de vote, sauf en commission. Ils ne participent toutefois à l'élection du président de la République et du président du Bundestag, mais pas à la désignation du chancelier.

Les quatre cent quatre-vingt-seize autres députés sont élus selon le système dit de la « représentation proportionnelle personnalisée ». Chaque électeur dispose de deux voix. Avec la première, il vote pour l'un des candidats qui, dans sa circons-

cription — il en existe deux cent quarante-huit — briguent son suffrage. Le candidat qui recueille le plus de voix (majorité simple ou relative) est élu. Deux cent quarante-huit députés entrent ainsi au Bundestag grâce à un « mandat direct ». En 1965 et 1969, seuls la C.D.U.-C.S.U. et le S.P.D. ont obtenu de tels mandats.

Les deux cent quarante-huit restants sont désignés d'après les listes de candidats présentées par les partis dans chacun des dix Länder (États). L'électeur donne donc sa deuxième voix, au niveau de son Land, non plus à un homme, mais à un parti. La répartition globale des mandats dans chaque Land s'effectue de façon à accorder à chaque parti, sièges directs et mandats de liste

de vingt-trois C.D.U. (mandats directs), huit S.P.D. (un « direct » et sept mandats de liste) et trois F.D.P. (mandats de liste). Une situation analogue s'étant produite en 1965 pour un siège, le Bundestag élu en 1969 compte cinq députés de plus que prévu.

Il convient cependant de noter que les partis n'ont pas automatiquement accès à la représentation proportionnelle. Afin d'éviter un éparpillement des forces politiques, des dispositions restrictives ont été introduites dans la loi électorale. Elles ont d'ailleurs été durcies au fil des années. En 1949, un parti devait, pour avoir droit à la représentation proportionnelle, obtenir un siège direct. Ces conditions très dures ont été assouplies en 1953, la loi exigeant qu'un

TROIS PARTIS AU PARLEMENT

S.P.D.

Le parti social-démocrate (S.P.D.) est le plus ancien parti allemand. Fondé en 1863, il a été interdit sous Bismarck puis sous Hitler, et il a repris son activité en 1945. Il compte aujourd'hui près d'un million de membres : les ouvriers représentent moins de 40 % de ses adhérents, les employés et les fonctionnaires, 30 %.

En 1959, le S.P.D. a abandonné toute référence au marxisme, lors de son congrès de Bad-Godesberg. Il a adopté un pro-

gramme axé sur l'économie sociale de marché, dont il se propose simplement de corriger les abus, selon le principe « concurrence autant que possible ; planification autant que nécessaire ».

Le parti ouvrier est devenu un « parti du peuple », cherchant à attirer le centre qui, selon son président Willy Brandt, a compris « l'idée d'une continuité dans le changement ».

Après s'être opposé avec la plus grande énergie au réarmement de l'Allemagne, à la politique d'intégration de la R.F.A. dans l'alliance atlantique, le S.P.D. a admis la nécessité d'une politique de défense et ne veut plus être en reste sur la dette sociale chrétienne, tant dans la politique européenne que dans la politique atlantique.

Cette nouvelle orientation du parti n'a pas été étrangère à l'amélioration constante de ses positions électorales depuis 1961, jusqu'au triomphe de 1972, où le S.P.D. devenait le premier parti ouest-allemand. En 1969, les sociaux-démocrates participaient pour la première fois au gouvernement dans un cabinet de grande coalition avec la démo-chrétienne. En 1969 et 1972, cette majorité portait à la chancellerie M. Willy Brandt, président du parti depuis 1964.

Tout en conservant ce dernier poste, celui-ci devait céder la place à M. Helmut Schmidt, en mai 1974, à la suite de la découverte des activités d'espionnage de l'un de ses collaborateurs, puis à la fin de la législature, en septembre 1976. Bien qu'il estime que l'intégration européenne et l'alliance atlantique doivent rester la base

de la politique étrangère de la R.F.A., le S.P.D. a été à l'origine de la normalisation des rapports avec l'Europe de l'Est. Il est favorable au développement de la coopération économique, scientifique, technologique et culturelle avec les pays socialistes, rendu possible par les traités avec Moscou, Varsovie et Berlin-Est, et il insiste sur la nécessité de dialoguer avec le tiers-monde.

En matière économique, le parti de M. Brandt est en général plus à gauche que la politique suivie par le chancelier Schmidt. L'orientation sociale des investissements, la protection de l'environnement, les interventions aux entreprises, la régulation de la croissance, passent au second plan après la « gestion de la crise ».

LES CHAMBRES

Le Parlement se compose de deux Chambres : le Bundestag (Chambre des députés) et le Bundesrat (Sénat fédéral).

Le Bundestag, où siègent les députés, est élu en principe tous les quatre ans.

Le Bundestag a un pouvoir législatif exclusif en ce qui concerne notamment les affaires étrangères, la défense, les questions de nationalité, d'immigration et d'émigration, le change, le crédit et la monnaie, les traités de commerce, les ponts et télécommunications.

Il exerce un pouvoir législatif concurrentiel avec les Länder en matière de droit civil et pénal, d'État civil, de dommages de guerre, de droit économique, de prévoyance sociale, etc.

Le Bundesrat est la Chambre des Länder (États). Ses membres sont désignés par les gouvernements des Länder. Chaque Land dispose d'au moins trois voix, les Länder qui comptent plus de deux millions d'habitants en ont quatre, ceux qui en comptent plus de six millions en ont cinq. L'actuel Bundestag comprend quarante et un membres, auxquels il faut ajouter quatre représentants de Berlin-Ouest. L'opposition chrétienne démocrate y détient une confortable majorité (vingt-six voix contre quinze).

Dans les votes, les choix d'un Land s'expriment globalement.

Le Bundesrat s'illustre dans la défense du fédéralisme. Il a un droit d'initiative législative, mais il en fait rarement usage. Tous les projets de loi du gouvernement doivent d'abord lui être soumis.

L'ACTUEL BUNDESTAG

Le septième Bundestag (1972-1976) comptait (en dehors des vingt-deux représentants de Berlin) :

— Deux cent trente députés sociaux-démocrates (le S.P.D. avait obtenu 43,9 % des suffrages aux élections du 19 novembre 1972) ;

— Deux cent vingt-cinq députés chrétiens-démocrates (C.D.U., C.S.U. : 42,8 %) ;

— Quarante et un députés libéraux (F.D.P. : 8,4 %) ;

Le gouvernement de coalition libéral-socialiste disposait donc d'une majorité de quarante-six voix.

C.D.U.

L'Union chrétienne démocrate (C.D.U.) a été créée après la guerre par des résistants nazis et d'anciens membres du Zentrum (parti catholique). C'est cependant, un parti interconfessionnel : 72 % de catholiques et 28 % de protestants. Après avoir tenté la définition d'un « socialisme chrétien », il détend, depuis 1949, les thèses de M. Ludwig Erhard et prône la libre concurrence. L'État devant se borner à corriger par des mesures sociales les excès du « laisser-faire » économique. Son idéologie est empreinte d'un anti-communisme profond.

Dominateur longtemps par la forte personnalité de Konrad Adenauer qui fut chancelier de 1949 à 1963, la C.D.U. considérait qu'il était naturel d'être au pouvoir. Son renvoi sur les bancs de l'opposition l'a plongée dans une crise.

F.D.P.

Le Parti libéral démocrate (F.D.P.) est la plus petite des trois formations représentées au Bundestag. Affaibli par plusieurs scissions, menacé à diverses reprises de disparition, le F.D.P. n'en joue pas moins un rôle souvent utile de « parti-charnière ». Il fournit le premier président de la République fédérale, Theodor Heuss, ainsi que l'actuel chef de l'État, M. Walter Scheel.

Les effectifs du parti — quatre-vingt-dix mille membres — se sont renouvelés pour près de moitié depuis 1969. Ce mouvement s'est accompagné d'une évolution vers un « libéralisme social ».

En matière économique et sociale, traditionnellement hostile aux Églises, aux syndicats et à la censure, le F.D.P. a adopté à son congrès de Fribourg, en octobre 1971, des thèses qui manifestent un véritable esprit de réforme.

profonde marquée par le remplacement à la tête du parti de M. Kiesinger par M. Barzel, puis de Barzel par M. Kohl. Avec l'aide de M. Biedenkopf, secrétaire général, M. Helmut Kohl, son actuel président, qui est aussi son candidat à la chancellerie, a su transformer la C.D.U. de rassemblement électoral en véritable parti doté d'un appareil et d'adhérents disposés à militer.

Contrairement à son prédécesseur, M. Kohl est largement accepté dans son parti qui rassemble en son sein des courants très divers, depuis les commissions sociales regroupant les syndicats jusqu'à l'association économique de tendance patronale, en passant par les organisations de réfugiés. La C.D.U. a d'autre part intégré les anciens membres du parti nazi N.P.D. qui ont quitté cette formation après son exclusion en 1948.

En politique étrangère, la C.D.U. s'est opposée à l'Ostpolitik de M. Brandt, mais, officiellement, elle déclare vouloir respecter les traités avec l'Est au cas où elle arriverait au pouvoir. Elle met en garde contre une trop grande faiblesse à l'égard de Moscou et préconise une politique ferme vis-à-vis de la R.D.A. Elle insiste

surtout sur la nécessité de ne pas négliger l'unification européenne.

Dans le domaine économique, les chrétiens-démocrates affirment leur volonté de combattre l'inflation, d'assainir les finances publiques et de lutter contre le chômage en accordant des avantages fiscaux aux entreprises. Ils ont voté la loi sur la cession des grandes entreprises, présentée par la coalition et qui est entrée en vigueur depuis le 1^{er} juillet.

Avec ses organisations de jeunesse et l'Union chrétienne sociale (C.S.U.), la « démocratie chrétienne » complète autant d'adhérents que le parti social-démocrate : près d'un million.

La C.D.U. est l'avatar bavarois de la démocratie chrétienne. Juridiquement, elle est une organisation indépendante de la C.D.U. Défenseur sourdilleux du fédéralisme et des particularismes bavarois, le parti constitue un appoint indispensable pour la C.D.U. et laquelle elle forme un groupe parlementaire unique au Bundestag. C'est un allié parfois gênant, notamment en raison des écarts de langage de M. Franz-Josef Strauss qui carasse régulièrement l'idée d'étendre son parti à toute la R.F.A.

élections. Il convient de mentionner :

— Le parti communiste (D.K.P.), fondé en 1968, fidèle aux thèses de Moscou et de Berlin-Ouest, a recueilli 0,3 % des voix en 1972 ;

— Le Groupement international marxiste (de tendance trotskiste) ;

— Divers groupes communistes se réclamant du maoïsme ;

— Le N.P.D., parti national-démocrate (néo-nazi), qui a atteint 4,3 % des voix en 1969, mais qui s'est effondré en 1972 (0,8 %).

Pacer

American Motors

Jean-Charles

24, rue CLEMENCEAU PARIS 14^e TEL: 288-23-48

Sie haben 2 Stimmen

hier 1 Stimme (à gauche) **hier 1 Stimme** (à droite)

Wahlkreis (Land) **Wahlkreis (Land)**

Parti	Candidate	Parti	Candidate
CDU	Schmitz, Mathias	CDU	Schmitz, Mathias
SPD	Kolvenbach, Franz	SPD	Kolvenbach, Franz
FDP	Dr. Jansen, Hildegard	FDP	Dr. Jansen, Hildegard
XP	Limbach, Josef	XP	Limbach, Josef

Les indications portées sur ce bulletin de vote (flèches) signifient aux électeurs : « Vous avez deux voix. Ici (à gauche), première voix pour l'élection du député de la circonscription. Là (à droite), deuxième voix pour l'élection d'une liste de Land (parti). » Pour exprimer son vote, l'électeur fait deux croix sur son bulletin, l'une dans la partie gauche, l'autre dans la partie droite, dans les cercles réservés à cet effet.

additionnés, le nombre de députés qui lui reviendrait d'après une répartition proportionnelle à la plus forte moyenne des « secondes voix ».

Depuis 1969, seuls la C.D.U.-C.S.U. et le S.P.D. ont obtenu de tels mandats.

Prenez un exemple : soit un Land où il y a dix sièges à pourvoir, dont quatre par mandat direct. Trois partis sont en présence. Le parti A a obtenu trois mandats directs, le parti B un seul, le parti C aucun. Au niveau du Land, les suffrages se répartissent de la manière suivante : parti A : 180 000 voix ; parti B : 130 000 voix ; parti C : 94 000 voix. La répartition proportionnelle sur dix sièges leur donne respectivement cinq, trois et deux mandats. A ses trois sièges directs, le parti A ajoute donc deux sièges de liste. Le parti B, qui avait un mandat direct, peut lui aussi y adjoindre deux mandats de liste. Enfin, le parti C, qui n'avait pas de mandat direct, est quand même représenté au Bundestag grâce à l'élection des deux premiers candidats de sa liste.

Il peut arriver que dans un Land une formation obtienne plus de mandats directs qu'elle ne devrait avoir de sièges à la proportionnelle. Le cas s'est produit, notamment, en 1961, où dans le Land du Schleswig-Holstein, il y avait quatorze circonscriptions plus, en principe, six sièges de liste. Les candidats de la C.D.U. étaient, arrivés en tête dans treize circonscriptions, alors que la proportionnelle sur vingt mandats ne leur aurait attribué que neuf sièges.

Le S.P.D. en obtenant huit et le F.D.P. trois, la C.D.U. garde son surplus de quatre sièges, mais, afin de ne pas léser les deux autres formations et de respecter la proportionnelle, on attribue des sièges de liste supplémentaires. Le Schleswig-Holstein envoie donc cette année-là au Bundestag vingt-quatre députés au lieu

LA R.F.A. A LA VEILLE DU SCRUTIN (*)

Population : 21,3 millions d'habitants ;
P.N.B. : 1 037,8 milliards de DM ;
P.N.B. par habitant : 16 350 DM ;
Réserves d'or et de devises : 33 milliards de DM ;
Exportations : 221,6 milliards de DM ;
Importations : 184,4 milliards de DM ;
Solde de la balance commerciale : 37,2 milliards de DM ;
Taux d'inflation : + 4,9 % ;
Taux de chômage (avril 1975) : 4,8 %.

(*) Chiffres de 1975.

Opinion 150

90.000 EXEMPLAIRES...

...en 15 jours



J.J.S.S.



**L'ARME
DE LA
CONFIANCE**

**En
librairie
8Francs**

Editions Robert Laffont

LE MANIFESTE ANTI-INFLATION

LE TEMPS EFFACE-T-IL LES CRIMES DE GUERRE? CEUX QUI ONT SOUFFERT PARDONNENT-ILS A LEURS BOURREAUX?

Le pardon oui, mais pas l'oubli !
explique l'historien C. Manceron.

cette semaine dans
Télérama

Un hebdomadaire d'opinions
sur la TV, la radio, le cinéma, les disques.

PROCHE-ORIENT

Mémoires de Suez

(Suite de la première page.)

M. Baeyens, qui ne se cache pas de ne nourrir qu'une faible estime pour M. Pineau, l'inscrit ainsi sur la liste des « va-t-en guerre », alors que celui-ci se présente comme ayant été constamment réservé, escopé, soulevé des répercussions de l'affaire sur la politique très « tiers-mondiste » qui avait sa faveur. Le but réel de l'expédition, selon son conseiller diplomatique, était de renverser le régime égyptien et de gagner ainsi la guerre d'Algérie, dont on voulait croire à l'époque que, malgré la fausseté « parole d'honneur » de Nasser au ministre français des affaires étrangères, elle était entièrement inspirée par Le Caire. Parmi les unités engagées dans l'opération, ne se trouvait-il pas un commando « Renseignement-action-protection » aux ordres du colonel Boyer-Vidal, chargé de liquider par surprise les dirigeants égyptiens ? Il ne lui aurait manqué, pour se mettre à l'œuvre, rapports

M. Baeyens, que les « moyens d'acheminement ».

M. Pineau donne de l'objectif de ce que le général Massu n'hésitait pas à baptiser, songeant à Napoléon, la « seconde campagne d'Égypte » une interprétation bien différente. Pour Guy Mollet, alors président du conseil, Nasser était un autre Hitler, et la nationalisation du canal, « un acte d'une gravité comparable à l'Anschluss ou à l'invasion de la Tchécoslovaquie ». Lui-même n'est pas du tout de cet avis : « Nasser ne présentait aucun trait commun avec Hitler » et « un pays a toujours le droit de nationaliser une entreprise, même étrangère, située sur son territoire, sous la seule réserve de la juste et préalable indemnité prévue par les règles internationales ».

Pourquoi, dans ces conditions, M. Pineau s'indignait-il, lui aussi, si fort, au point de s'emporter devant l'ambassadeur d'Égypte ? Parce que le conflit, à l'en croire, ne portait

pas sur la propriété du canal, mais sur son utilisation. Or, de notoriété publique, le Raïs, que l'on appelait pharaon à l'époque le « Bikkachi », ne voulait pas laisser les Israéliens s'en servir. Et le ministre des affaires étrangères avait vu de trop près, en déportation, la détresse des Juifs, pour ne pas se sentir engagé d'honneur à tout faire pour aider les survivants : le passage dans lequel il s'explique sur ce point est sans doute, de tout son livre, le plus sincère et le plus convaincant.

Il est toujours difficile de mener à bien une entreprise quand ses principaux initiateurs lui assignent des objectifs aussi différents. A fortiori, quand il faut assurer le concours d'alliés aux ambitions elles-mêmes contradictoires. La grande idée de Guy Mollet, c'était l'entente cordiale, ce que M. Pineau explique tout bonnement par le fait qu'il avait été professeur d'anglais. Le leader de la S.F.I.O. la poussait et loin que, lors de sa première rencontre avec Eden, alors premier ministre, au ten-

denais de la nationalisation du canal, il repart à son compte la fameuse proposition de Jean Monnet, qui, aux heures tragiques de juin 1940, avait fait approuver par Churchill et de Gaulle la fusion des deux nations française et britannique.

Les Britanniques, est-il besoin de le dire, en restèrent pantois. Mais le grand problème avec eux était leur réticence à apparaître comme les associés d'Israël, alors que celui-ci n'avait pris l'offensive dans le Sinaï qu'avec leur accord formel. D'où des procédés dont l'hypocrisie confinait à l'absurde, et qui gênèrent d'autant plus les Français que ceux-ci avaient accepté de mettre leurs forces sous commandement britannique, en dépit du conseil contraire du général de Gaulle, qui avait été discrètement consulté si l'on en croit M. Pineau. Il fallut recourir à des ruses de Sioux pour aider, sans que Londres le sache, les troupes de Dayan.

De toute façon, les Anglais constituaient le point faible du dispositif. En mauvaises formes physiques et nerveuses, rencontrant une forte opposition dans son pays, Eden était voué à craquer à la première pression américaine et soviétique un peu vive. Or les États-Unis s'étaient, dès le début, opposés à l'intervention, quitte pour Dulles, d'après M. Pineau, à le regretter devant lui par la suite. Le président Coty, que le livre de l'ancien ministre des affaires étrangères nous montre singulièrement clairvoyant, s'était permis d'exprimer des doutes et sur l'opportunité d'une opération parfaitement contraire au droit international et sur ses chances de réussite — il avait d'ailleurs réagi de la même manière, révèle M. Pineau, à l'interception de l'avion de Ben Bella, qu'il avait tout bonnement qualifiée de « connerie », — mais on lui avait expliqué que tout avait été prévu jusqu'à dans le moindre détail.

Sur les détails, précisément, il faut lire le livre de M. Baeyens, qui décrit sans indulgence les rivalités des militaires français et britanniques, essentiellement occupés à se disputer les lauriers de la victoire, le général Stockwell ne dédaignant pas pour sa part de prélever en terre « ennemie » des trophées destinés au parc de sa résidence champêtre. Le style théâtral de l'amiral Barjot, qui tenait la campagne de sa vie, y ajoute une note pittoresque, contribuant à faire apparaître toute l'entreprise, avec le recul, comme une triste farce. Bien que M. Pineau soutienne le contraire, il est clair comme le jour qu'elle a précipité la fin de la IV^e République et fortement contribué à ramener la France et la Grande-Bretagne au rang secondaire où elles se trouvent à présent.

Du simple point de vue de la Realpolitik, en mettant de côté les préoccupations morales, il aurait sans doute mieux valu laisser Israël battre seul, comme il en avait les moyens, l'armée égyptienne. L'opération une fois engagée, n'aurait-on pas dû la poursuivre, malgré les mises en demeure soviétique et américaine ? « Peut-on conclure de cette histoire que le crime ne paye pas ? » écrit M. Baeyens. « Nous avons été témoins tant sur le plan national que sur le plan international de tellement de violences et d'agressions que l'on n'applaudit les coups débandés qu'en cas de réussite complète. Et c'est justement ce qui aurait pu nous arriver en novembre 1956. »

C'est bien le seul point sur lequel il se trouve d'accord avec M. Pineau.

ANDRÉ FONTAINE.

* Christian Pineau, 1956 Suez, 1 vol. de 232 p., aux Ed. Robert Laffont, 38 F.
* Jacques Baeyens, Un coup d'épée dans l'eau du canal, la seconde campagne d'Égypte, 1 vol. de 220 p., aux Ed. Fayard, 39 F.

L'ÉGYPTE MILLÉNAIRE

AVEC CROISIÈRE SUR LE NIL

Voyage culturel de 15 jours avec Mme Claudine DESLÉTERRE, conférencière, ancienne élève de l'École du Louvre, diplômée de la Faculté des langues orientales anciennes.

du mercredi 17 novembre 1976 ou samedi 4 décembre 1976

Renseignements et inscriptions :

PEUPLES ET CIVILISATIONS
5, av. de l'Opéra, 75001 PARIS
Tél. 260-31-65 - Llc. d'Etat 308 A.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Géants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde » S. r. l. des Italiens PARIS-IX
1975

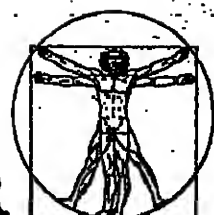
Reproduction interdite de tous articles, sans accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications : n° 5747.

UN REMPLACEMENT? DU RENFORT? NOUS ARRIVONS!



...ET NOUS PARTONS QUAND
LE TRAVAIL EST FAIT.

MANPOWER



Colin Guillard Post

150 644 301

PROCHE-ORIENT

GRÈVE GÉNÉRALE EN CISJORDANIE ET A GAZA

Jérusalem (A.F.P.). — Une grève générale a été déclenchée mardi matin 28 septembre en Cisjordanie et à Gaza, en signe de solidarité avec les Arabes d'Israël et pour protester contre le rapport König. Ce document suggère que des mesures soient prises pour freiner l'augmentation de la population arabe en Galilée (le Monde des 8 et 24 septembre 1976).

En Israël, la grève devait se limiter à deux heures et ne touchait que les services municipaux. D'autre part, l'armée israélienne a annoncé que dix-sept fedayin appartenant à trois organisations palestiniennes avaient été arrêtés en Cisjordanie occupée.

Iran

● HAUSSE DE LA PRODUCTION PETROLIERE DE L'IRAN. — La production pétrolière iranienne a atteint 5,882 millions de barils par jour au mois d'août, ce qui correspond à près de 90 % de la capacité maximale des puits iraniens. Les exportations ont dépassé cinq millions de barils par jour pour le troisième mois consécutif. Cette tendance à la hausse devrait se maintenir jusqu'à la fin de l'année. Les pays consommateurs ayant intérêt à accroître leurs stocks avant le 1^{er} janvier 1977.

Israël

FAIT SANS PRÉCÉDENT

Un Cisjordanien accusé de meurtre comparait devant un tribunal militaire israélien

De notre correspondant

Jérusalem. — Une affaire dramatique qui avait suscité une vive émotion dans les villes jumelles de Ramallah et El-Bireh, en Cisjordanie, à une quinzaine de kilomètres au nord de Jérusalem, au lendemain des élections municipales du 12 avril dernier, connaît aujourd'hui son épilogue : M. Abdel-Nour Janbo comparait devant un tribunal militaire israélien sous l'accusation de meurtre prémédité d'un adversaire politique, M. Khalil Issa Liftaoui (le Monde du 30 avril).

M. Janbo, candidat malheureux aux élections, avait abattu sa victime à l'aide d'un revolver qu'il était régulièrement autorisé à porter par les autorités israéliennes, qui voyaient en lui un « élément positif ». Cet euphémisme est traduit à Ramallah par le terme plus brutal de « collaborateur ».

On ne connaît pas avec précision les mobiles du meurtre, qui seront sans doute établis au cours du procès. Pour l'instant, c'est le choix de la cour devant laquelle

à l'origine d'une très vive irritation.

L'accusé s'est aussitôt après le drame, livré à la police israélienne, et a chargé de sa défense un avocat israélien du barreau de Jérusalem, M. Shlomo Toussia-Cohen. Il a demandé à comparaître devant une cour militaire israélienne, estimant que le tribunal de Ramallah, composé de magistrats jordaniens et jugeant selon les lois jordaniennes, ne lui offrait pas la garantie d'un procès équitable. Depuis le début de l'occupation israélienne de la Cisjordanie en 1967, toutes les affaires n'ayant pas de rapports avec la sécurité d'Israël ni avec des Israéliens étaient instruites et jugées dans ce territoire par les tribunaux jordaniens, et conformément aux lois jordaniennes maintenues en vigueur (dans le territoire de Gaza les magistrats locaux jugent toujours selon la loi égyptienne).

L'avocat de M. Janbo a obtenu du général commandant l'admini-

stration militaire de Cisjordanie qu'il use du droit que lui reconnaît la réglementation en vigueur d'ordonner que l'affaire soit jugée par une cour militaire.

L'ouverture de ce procès, lundi 27 septembre, à Ramallah, devant les magistrats militaires, constitue donc un fait sans précédent. Le procureur a donné lecture de l'acte d'accusation. « L'élément positif » y est accusé de meurtre avec préméditation de l'un de ses concitoyens.

Un témoin important, ami de la victime, n'a pas comparu. Se fondant sur l'absence de corps, il a introduit une requête à la haute cour de justice israélienne en vue d'obtenir du ministre de la défense, qui a la tutelle des territoires occupés, et du chef de l'administration militaire qu'ils justifient leur décision de confier le jugement du meurtre d'un citoyen jordaniens par un autre citoyen jordaniens à une cour militaire israélienne.

C'est vraisemblablement dans

l'attente de la décision de la haute cour que le tribunal militaire de Ramallah a renvoyé la suite du procès à la deuxième quinzaine d'octobre.

ANDRÉ SCÉMAMA.

● LA BANQUE ARABE ET INTERNATIONALE D'INVESTISSEMENT a pris une participation de 10 % dans le capital de Reynolds Securities International. Reynolds Securities est l'un des principaux courtiers américains en valeurs immobilières. Il emploie plus de trois mille personnes dans soixante-dix bureaux. Cette opération devrait permettre à Reynolds de mieux canaliser les capitaux arabes vers les Etats-Unis. C'est la première fois qu'une banque arabe s'introduit dans les cercles fermés du courtage de valeurs mobilières aux Etats-Unis, entendant ainsi prendre une part dans ses bénéfices.

Alexandrie - Tel-Aviv en hors-bord

« CINQ ÉGYPTIENS BIEN SYMPATHIQUES... »

(De notre correspondant.)

Jérusalem. — Les ponts ouverts sur le Jourdain et la « bonne clôture » à la frontière libanaise ont habillé les Israéliens à la présence chez eux de ressortissants de pays voisins. C'est pourquoi l'arrivée, samedi matin 25 septembre, sur la plage de Tel-Aviv, d'un hors-bord recouvert d'inscriptions en arabe n'a pas suscité d'émotion particulière. L'embarcation — elle avait cinq passagers — s'est approchée de l'une des jetées. Un baigneur a pris au vol l'amarre que l'un des passagers venait de lui lancer avant d'engager un dialogue qui a provoqué un énorme attroupement.

« Où sommes-nous ? » demandait en anglais un navigateur.

« A Tel-Aviv. Qui êtes-vous ? »

« Des Égyptiens (1). Nous venons d'Alexandrie ».

Les Israéliens, estimant cette visite par trop insolite, sont allés chercher la police. En attendant les représentants de l'ordre, les cinq Égyptiens — des garçons très sympathiques — dit un témoin, sans manifester la moindre inquiétude, ont débouché une bouteille de whisky et ouvert une cartouche de cigarettes américaines pour fêter avec leurs nouveaux amis la fin de leur randonnée.

L'arrivée en trombe des véhicules des services de sécurité a mis fin à la petite fête. Les cinq garçons ont été emmenés. La police ne veut rien révéler de son enquête. On sait seulement de source officielle que l'embarcation ne transportait ni armes ni explosifs. Selon les témoignages des baigneurs, les cinq Égyptiens auraient fui l'Égypte par crainte d'être envoyés de force au Liban pour se joindre aux palestino-progressistes. Selon d'autres témoins, les passagers du hors-bord ont déclaré qu'ils avaient simplement eu envie de visiter Israël.

La joie des baigneurs n'est pas partagée par les responsables de la sécurité. Il y a un peu plus d'un an, un commando palestinien avait débarqué au même endroit et s'était emparé d'otages à Rhéa Savoy. Quelle est l'efficacité des mesures de précaution annoncées alors ?

Parti d'Alexandrie, le hors-bord a été ravitaillé en carburant en haute mer par un bateau turc. Il a longé la côte israélienne sur près de 300 kilomètres avant d'arriver à Tel-Aviv. Il n'a été repéré à aucun moment. Or les dirigeants israéliens répètent sans cesse qu'ils s'attendent à une action spectaculaire des commandos palestiniens.

ANDRÉ SCÉMAMA.

(1) N.D.L.R. — Selon d'autres informations, les cinq hommes seraient des Palestiniens originaires de Gaza.

A travers le monde

Inde

● LA FEMME DE M. GEORGES FERNANDES, président du parti socialiste indien et de la Fédération des cheminots indiens accusé de « conspiration contre l'Etat », et dont le procès doit s'ouvrir lundi 4 octobre, à New-Delhi, doit être reçue, mardi 28 septembre, à Vienne, par le chancelier Erksky et le cardinal Koenig. « Dans la situation actuelle, un procès loyal n'est pas possible », a-t-elle déclaré au cours d'une conférence de presse tenue lundi. (Corresp.)

Tunisie

● UNE RENCONTRE TUNISO-LIBYENNE doit avoir lieu le 11 octobre à Tunis afin de procéder à la rédaction du texte concernant la demande d'arbitrage sur la délimitation du plateau continental dans le golfe de Gabès, qui doit être transmis à la Cour internationale de justice de La Haye, conformément à l'accord du 24 août entre les deux pays. — (Corresp.)

Uruguay

● LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS à Washington a décidé le 27 septembre de supprimer du projet de loi d'aide à l'étranger qui lui était soumis les crédits prévus pour l'aide à l'Uruguay en raison des violations des droits de l'homme commises dans ce pays. — (Reuters.)

Vivre hebdoguide

DEMAIN
1^{er} NUMERO
MERCREDI
29 SEPTEMBRE
3,50F

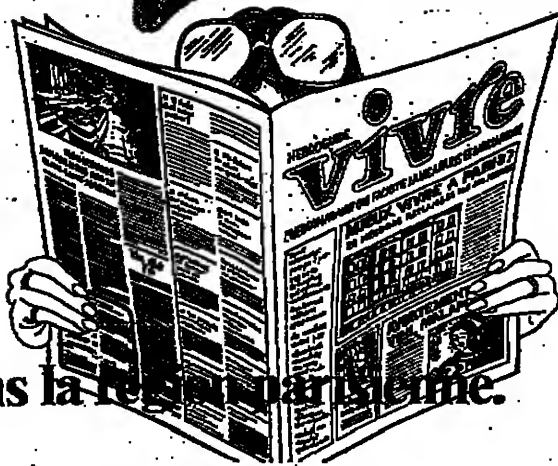
de la poudre à blinis
des boutiques à prix réduit de 50%
et l'antigymnastique
des bains de sucre
des diamants qui bougent
la foire à la brocante de Chatou
et un raton laveur
le yaourt fait à la maison
des enfants qui s'amuse
en apprenant l'anglais
un maquillage gratuit
un autre raton laveur
un médecin en 5 minutes
des fleurs artificielles
la recette du meilleur cireur de bottes
de Paris
et plusieurs ratons laveurs.

Paris est une fête, disait Hemingway. Peut-être. A condition de savoir où trouver quoi, et comment se débrouiller. C'est ce qu'on appelle les bonnes petites adresses. Dont tout le monde a entendu parler. Mais que personne ne connaît. Ces adresses, vous les trouverez maintenant dans l'hebdomadaire de Vivre. Vivre, c'est un nouvel hebdomadaire

créé pour les femmes de Paris et de la région parisienne. Et l'hebdoguide, c'est des pages et des pages de renseignements concrets et précis (les journalistes de Vivre les ont recueillis et vérifiés eux-mêmes) qui facilitent la vie de tous les jours.

Lisez Vivre.
Chaque Mercredi 3,50 F.

Vivre. Le 1^{er} hebdomadaire qui facilite la vie des femmes à Paris et dans la région parisienne.



PROCHE-ORIENT

LA GUERRE CIVILE AU LIBAN

Les Syriens lancent une offensive contre les positions de la gauche dans la montagne

De notre correspondant

A la suite de l'offensive lancée, ce mardi matin 28 septembre, contre les positions palestino-progressistes de la montagne libanaise, les dirigeants des mouvements palestiniens et de la gauche libanaise se sont réunis à Beyrouth pour examiner la situation.

D'autre part, M. Bechté Gemayel, responsable militaire des Phalanges, a déclaré à l'A.F.P. que l'état d'alerte avait été décrété dans toutes les zones contrôlées par les forces de droite. M. Gemayel, qui est également le chef du commandement unifié des forces chrétiennes, a ajouté : « A la suite de l'affaire de l'hôtel Sémiramis à Damas et des attentats commis depuis quelque temps contre les troupes syriennes stationnées dans la plaine de la Bekaa, les Syriens ont entrepris aujourd'hui le nettoyage de certaines positions occupées par les Palestiniens dans le Haut-Metn. Quant à nous, nous avons profité de l'opération syrienne pour lancer une offensive contre certaines positions tenues par les Palestiniens dans la région. »

Beyrouth. — Quarante-huit heures après l'attentat de Damas, l'armée syrienne a déclenché ce mardi matin 28 septembre une offensive dans la montagne. Il était cependant impossible, en fin de matinée, d'évaluer l'ampleur de l'opération et ses objectifs. L'agence palestinienne Wafa a diffusé à 11 heures l'information concernant l'attaque. Celle-ci aurait commencé dès 7 heures, et se développerait, selon les informations de source palestinienne, à partir des positions syriennes à Sofar, Roueissat, MDeir et Dahr-El-Baidar, dans deux directions principales :

1) Vers les positions occupées par les Palestino-progressistes en mars et avril derniers, qui constituent une enclave dans la montagne chrétienne. L'attaque syrienne serait menée sur plusieurs axes de pénétration, en direction de Falouha, Hammama, Kornayel et Mtein. Elle serait doublée d'une offensive de la droite chrétienne, qui vient de se doter de chars américains Super-Shermann, à partir du versant opposé de la montagne. Les

Le capitaine et le propriétaire du Phœnix, qui transportait lundi, de Saida à Limassol, M. Jounblatt et la délégation qui l'accompagnait au Caire, ont porté plainte auprès des autorités chypriotes-grecques après l'attaque dont, selon eux, leur bateau a été l'objet de la part d'un patrouilleur israélien. Selon le rapport du capitaine, le patrouilleur a tiré plusieurs rafales de mitrailleuse lourde sur le Phœnix, qui a été atteint par sept projectiles. Il est ensuite revenu à la charge et a lancé deux grenades sur le navire, qui a subi des dégâts importants. Aucun passager ou membre de l'équipage n'a été atteint. A Tel-Aviv, ces informations ont été démenties par les milieux militaires israéliens. — (A.F.P.)



(Dessin de KONK.)

LUCIEN GEORGE

TÉMOIGNAGE

Dans Tripoli, encerclée depuis quatre mois

An cours d'une conférence de presse, à Beyrouth, des représentants de la gauche et de la résistance palestinienne ont indiqué, lundi 27 septembre, que quelques trois cents civils avaient trouvé la mort depuis le début du siège de Tripoli.

Encerclée depuis quatre mois par les troupes syriennes et libanaises de droite, la principale ville du Liban-Nord est pratiquement coupée du reste du pays. Le docteur Marcel-Francis Kahn, qui y a effectué, au début de septembre, un séjour d'une semaine pour le compte de l'Association médicale franco-palestinienne, nous a adressé un témoignage sur les conditions de vie dans la ville assiégée dont voici des extraits :

Tripoli n'est pas morte. Sans électricité, sans relations téléphoniques avec l'extérieur. Pres-

qu, sans eau — les Syriens ont coupé les conduites les plus importantes — elle résiste du bruit des avertisseurs manés jour et nuit. C'est qu'il y a encore de l'essence, en raison des stocks importants au terminal du pipeline de l'Iraq Petroleum. Les Syriens ont fait sauter un réservoir, mais un seulement.

Presque tous les magasins sont fermés ou ne vendent pas leurs marchandises propres. Le boucher, des fruits et légumes. Tout le monde vend à tout le monde quelque chose, ce qui permet une certaine forme de survie. En bruit de fond, de temps à autre, l'arrivée ou le départ d'un obus de mortier, une rafale de mitrailleuse lourde. Mais, en fait, pas de bombardement massif ni de combat violent. Les informations à ce sujet parues dans la presse étaient totalement fausses.

Tripoli et son avant-port El Mina sont dominés du nord-est par une chaîne de collines escarpées, le Djebel-Turbi. Les forces progressistes libanaises et les Palestiniens l'occupent totalement. Mortiers lourds et canons en garnissent le sommet, qui manifestement la clé stratégique de la ville. Au nord-est, le long de la mer, à 10 km, la route vers Homs arrive au camp palestinien de Nahr-El-Bared, celui-là même qui avait été bombardé lourdement par l'aviation israélienne il y a dix mois, avec des bombes à hilles. Maintenant, ce sont les Syriens qui tirent, et ce temps à autre, faisant dégâts et victimes. Leurs chars sont à 300 mètres du camp. Mais, curieusement, la route n'est pas totalement coupée, quelques camions libanais peuvent passer, quitte à ce que la route soit, le soir, le siège d'un accrochage. Manifestement, tanks et canons syriens n'insistent pas.

Vers le sud-ouest, le front passe plus près de Tripoli, entre Zghorta, ville natale de M. Frangia, vide de ses habitants, remplacés par les forces de droite, et le village de Mariat, au fond d'une vallée verdoyante. Là, les troupes syriennes ont établi une position plus avancée. Plus au sud, vers la route de Beyrouth, il y a eu des combats sanglants lorsque les phalangiens ont occupé la région d'El-Khouira et la ville côtière de Chbeika. Mais les canons du Djebel-Turbi sont en position dominante et contrebalancent efficacement les positions de tir des phalangiens. D'ailleurs, il n'y a pas de positions continues. Ça et là, autour de quelques tentes, trois ou quatre mortiers, quelques mitrailleuses sans forain ni tranchée. Les forces libanaises de gauche et les Palestiniens sont totalement imbriqués. Parfois, elles occupent en commun une position. Entre le front et la ville, la vie continue, ainsi que les cultures qui permettent de ravitailler un peu les citoyens.

De graves problèmes sanitaires

Donc pas de combats féroces, pas de « défilé de feu », mais une tentative d'étranglement, manifestement nuancée du côté syrien, de contradictions évidentes. Quelques déserteurs sont d'ailleurs arrivés avec leurs armes dans le camp des forces progressistes, où ils ont reçu un accueil évidemment chaleureux. Mais une grande ville moderne, c'est le cas de Tripoli — peut-être tenu longtemps dans une telle situation ?

Il y a évidemment de graves problèmes sanitaires, dus pour l'essentiel au manque d'eau et de médicaments. Une épidémie de dysenterie aiguë se développe qui inquiète beaucoup les responsables sanitaires. On a, bien sûr, évoqué le choléra — sans preuves formelles. D'autres germes intestinaux peuvent être responsables. Il y a eu des morts. Beaucoup de malades n'ont été sauvés que par des perfusions massives et l'emploi des derniers stocks d'antibiotiques. Hélas, l'arrivée de la solidarité extérieure, celle de notre association, un envoi massif et bien composé du Secours populaire français à son homologue libanais, permettront de tenir un certain temps. Mais après ? Il reste un certain nombre de médecins à Tripoli, libanais de gauche pour la plupart et Palestiniens. (...)

Tripoli apporte un argument à ceux qui refusent de voir dans la situation un conflit confessionnel. De nombreux chrétiens sont restés. Parmi eux, le Père Antoine Dahman, responsable au plus haut niveau de l'Eglise chrétienne maronite. Je le rencontrerai plusieurs fois, soit avec les Palestiniens, soit avec les forces progressistes libanaises, provoquant des échanges de prisonniers. Il me parlera spontanément de ses bonnes relations avec les forces qui défendent Tripoli. Et aussi avec émotion de la petite chrétienne de deux ans sauvée, au cours d'un bombardement où ses parents ont trouvé la mort, par le médecin de l'O.L.P. qui l'a recueillie jusqu'à ce qu'elle puisse être rendue à sa famille.

* Association médicale franco-palestinienne, 24, rue de la Réunion, 75030 Paris. C.C.P. 34 531 83 La Source.

LE MONDE
diplomatique

NUMERO DE SEPTEMBRE

LA NOUVELLE POLITIQUE DES ETATS-UNIS EN AFRIQUE
(Robert A. Manning)

DÉMEMBREMENT DU LIBAN ET CONFLIT ISRAËLO-ARABE
(Claude Julien et Arthur Robab)

Comment rénover la façade de l'hégémonie américaine
par Richard Foik

Légitimer le droit des peuples
(Armando Uribe)

Cinéma politique : LA RÉVOLUTION PORTUGAISE SANS MIROIR

Publication mensuelle du Monde.
(En vente partout.)

Le numéro : 5 F.

5, rue des Italiens, 75227 PARIS
Cedex 09.

Hausmann

Printemps

3000 tapis d'Orient et 20% d'escompte sur le vôtre.

Avant d'acheter un tapis, il faut en voir beaucoup. Au Printemps il y en a 3000. Il y a des Kéchan, des Shirvan, des Ghom, des Sinkiang*. Ils viennent d'Iran, de Russie, de Turquie, de Chine... Certains valent 250 Francs, d'autres jusqu'à 250000 Francs. De toutes façons, vous aurez une réduction de 20% à la caisse, sur celui de votre choix. Bien entendu, avec le tapis que vous aurez choisi, il vous sera donné un certificat d'authenticité signé par l'expert du Printemps. C'est la garantie indispensable prouvant son origine.

*Sinkiang, lavage antique 2,69 m x 1,86 m.
Prix : 5000 F. Escompte 20% : 1000 F. Prix net à payer : 4000 F.

Exposition tapis d'Orient. Jusqu'au 23 octobre.

Une sélection de tapis d'Orient existe également aux Printemps Nation, Créteil et Italie-Galaxie.

150 000 000

OUTRE-MER

L'AGRESSION CONTRE L'ÎLE DE MAYOTTE EMPECHE TOUTE COOPÉRATION AVEC LA FRANCE déclare l'ambassadeur itinérant des Comores

M. Abubakar Boina, secrétaire général de l'ancien mouvement de libération Molinaco et ambassadeur itinérant des Comores, évoque notamment dans une interview à *Jeune Afrique* les perspectives de coopération entre son pays et Paris. Il déclare : « Pour la population, le départ massif des Français a été finalement bénéfique car il a entraîné une baisse du coût de la vie. Actuellement, le kilo de riz ne coûte que 75 francs CFA contre 110 francs auparavant ; celui de la viande de bœuf, 300 francs contre 700 francs. Et cela sans que le gouvernement accorde aucune subvention. (...) Nous restons dans la zone franc mais aucune convention n'a été signée entre Paris et nous, comme cela a été le cas pour la plupart des anciennes colonies françaises au moment de leur indépendance. »

A la question : « Peut-on dire que des perspectives de coopération existent entre les Comores et la France ? », M. Boina répond : « A vrai dire oui, tant que l'agression de la France contre l'île de Mayotte se perpétue. La condition sine qua non de la reprise de notre coopération avec Paris, c'est le retour de Mayotte dans l'ensemble comorien. Les Comores souhaitent toujours résoudre pacifiquement le problème de Mayotte. D'ailleurs, nos actions sont toujours coordonnées à portée internationale. (...) Néanmoins, nous nous préparons toujours à l'éventualité d'une épreuve de force. »

BIBLIOGRAPHIE

Révoltes « canaques » en Nouvelle-Calédonie

Parmi les injustices dont peut souffrir un peuple, il en est une dont on mesure aujourd'hui la gravité : être privé de sa propre histoire. Les quelque soixante mille Mélanésiens de Nouvelle-Calédonie, aujourd'hui « citoyens français », n'ont guère eu jusqu'à présent le droit ni la possibilité de réfléchir à leur destin face à une colonisation qui fut parmi les plus répressives. Une colonisation que, néanmoins, ils n'acceptèrent jamais sans résistance. Aussi étrange que cela puisse paraître, il n'existe pas l'histoire de véritable histoire — scientifique et respectueuse des différences culturelles — de l'insurrection canaque de 1878 qui, en quelques mois, fit deux cents victimes parmi les Blancs de la Grande-Terre et mille deux cents du côté des Mélanésiens. L'administration française, de l'aveu même de certains de ses représentants, s'attacha pendant des années à dissimuler la vérité sur un événement qui, dans des lieux aux tribus éparpillées et séparées par des différences de langues, constituait, en fait, une première « prise de conscience nationale » face au « pouvoir blanc ».

Déposés de leurs terres, refoulés au fond des « réserves », soumis aux brutalités de la décolonisation pénale, assujettis ensuite à un système assimilationniste insouciant de leur propre culture, les Mélanésiens — dont on escomptait au début du siècle la totale disparition — s'efforcèrent, un siècle plus tard, en 1976, de retrouver la « terre maternelle », celle de l'histoire, de la culture et de la « différence ». Pour les jeunes intellectuels noirs de Nou-

méa, la tentation est grande de « récupérer » aujourd'hui une histoire idéalisée, mythique, des révoltes du dix-neuvième siècle, en faisant de ses meneurs — le grand chef Aïai, notamment, guillotiné par les Français et dont la tête est encore conservée au Musée d'histoire naturelle de Paris — les héros symboliques des combats politiques du

Pour toutes ces raisons, il faut saluer, comme un événement important, la parution du livre de Mme Roseline Doucet-Leenhardt, *Terre natale, terre d'exil*, qui, pour la première fois, présente une histoire scrupuleuse des insurrections de 1878-1879. Compilation savante de tous les documents administratifs, correspondances privées, télégrammes confidentiels, etc., rédigés à l'époque par les Français, l'ouvrage fait aussi largement usage des récits « indigènes » conservés par la mémoire collective et qui, grâce à une « re-situation » linguistique, apportent un éclairage nouveau permettant d'éviter le piège de « l'histoire unilatérale ».

Une passion généreuse traverse ces trois cents pages austères, éclairées par quelques poèmes, photos et gravures. On ne s'en plaindra pas. Un siècle d'injustices enfin reconnues justice bien que, sous l'œil froid du scientifique, perce une larme mal essuyée, et, sous la plume de l'historien, une sympathie bien contenue.

J.-C. G.
★ « Terre natale, terre d'exil », Roseline Doucet-Leenhardt (Maison neuve et Larousse, publié avec le concours du C.N.R.S., 320 p., 68 F.).

Un automne tout en confort, le manteau en laine mélangée dans la collection Madecorner de Madelios.

MANTEAU
style tyrolien,
laine mélangée.
Beige.

370 F

TRENCH-LODEN
laine mélangée. 390 F

CHEMISE
polyester et coton,
col pointes boutons.
Ciel, marron ou vert. 42 F

PULL-OVER
shetland.
Gris, bleu, vert
ou beige. 65 F

MADELIOS

Place de la Madeleine
Paris 1^{er} 01 47 42 10 00

LE COMITÉ CENTRAL DU P.C.F.

M. Gosnat réclame le respect du pluralisme à la radio et à la télévision

M. Georges Gosnat, député du Val-de-Marne, a présenté lundi 27 septembre devant le comité central du P.C.F. un rapport sur les problèmes de l'information dans lequel il dénonce « la monopolisation » des moyens d'information « par le grand capital et son pouvoir politique ». L'utilisation forcée de ces moyens, explique notamment le rapporteur, « a forcément eu des répercussions négatives sur le mouvement démocratique en raison de l'autocensure, des manœuvres constantes de division des forces populaires et des colonnes propagées à l'égard des luttes de la classe ouvrière et des autres travailleurs, qui caractérisent l'information télévisée par le pouvoir ».

Constatant que les dirigeants du P.C.F. s'expriment plus souvent que par le passé sur les antennes de télévision et de radio, M. Gosnat ajoute : « En réalité, ce fait traduit à la fois la puissance du mouvement démocratique et la résistance opposée par le pouvoir à la libre expression de celui-ci. C'est ainsi qu'après avoir limité pendant des années la liberté de la presse à quelques passages de leurs représentants sur FR3, Giscard d'Estaing a dû rétablir récemment sur les autres chaînes de télévision et de radio nationales les émissions politiques qu'il avait supprimées lors de la création des nouvelles chaînes ».

Mais, dans le même temps, il s'approprie de plus en plus souvent l'usage de ces moyens audiovisuels et continue de contester aux partis d'opposition le droit de lui répondre.

En ce qui concerne les ventes récentes de livres de la presse parlementaire, le député communiste estime qu'une « enquête approfondie paraît d'autant plus devoir s'imposer que la question de l'intervention de capitaux étrangers

dans les transactions est posée, et que vient également à l'esprit l'utilisation possible de fonds secrets prélevés sur les fonds publics ».

Après avoir plaidé en faveur d'un statut des journalistes et réclamé de meilleures conditions matérielles pour cette catégorie professionnelle, M. Gosnat affirme :

« Avant nous admettons que tel ou tel journaliste ait le droit de parler de notre politique, de la commenter, de la critiquer, autant nous lui contestons le droit d'effectuer cette critique à partir d'une information faussée, tronquée ou déformée. (...) »

« Nous tenons aussi à confirmer que, dans une perspective de changement démocratique et que nous aurons pu être nos désaccords politiques, nous rejetons d'avance toute idée de renouveau et nous repoussons énergiquement toute considération qui pourrait être basée sur des choix antérieurs. »

Il conclut : « Le respect du pluralisme constitue l'une des principales revendications des changements nécessaires à la radio et à la télévision ; seule en effet, la recherche de la pluralité et de la diversité des sources, des opinions et des commentaires peut se rapprocher de l'objectivité et elle devrait être la règle d'un service public d'information réellement indépendant de tout pouvoir. »

Il propose en conséquence la création d'un droit de réponse politique des partis d'opposition ; l'organisation de débats dans le respect de la pluralité des partis ; à l'occasion de toutes les consultations électorales, sur les chaînes nationales quand il s'agit d'élections, le député communiste ne sur les chaînes régionales pour les élections cantonales ou municipales partielles ; l'attribution aux partis politiques et aux grandes

centrales syndicales d'un temps d'antenne régulier selon des règles équitables ; le compte rendu des travaux parlementaires sous le contrôle du Parlement ; l'élimination de toute discrimination partisane à l'égard de réalisateurs, de producteurs et de journalistes pour l'ensemble des émissions. (...) »

Dans son intervention devant le comité central, M. Georges Marchais explique que « l'information est malade de l'argent » et, d'autre part, « malade du pouvoir ».

« La France est pluraliste, mais l'information est quasi uniforme, note-t-il. C'est là un véritable abus de pouvoir, une manifestation d'arbitraire. Ce scandale est une forme d'oppression particulièrement grave, mais nous ne devons pas nous laisser aller à ce qui se fait dans les pays socialistes ; oui, chacune des mesures proposées s'inscrit de façon conséquente dans notre conception d'une vie démocratique, d'un socialisme démocratique. »

L'élection législative partielle de la Corrèze

LE P.C.F. N'EST PAS FAVORABLE A UNE CANDIDATURE UNIQUE DE LA GAUCHE

A la suite de la proposition du Mouvement des radicaux de gauche de présenter un candidat unique de la gauche dès le premier tour de l'élection législative partielle qui se déroulera en Corrèze du fait de la démission du suppléant de M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du P.C.F., a adressé, lundi 27 septembre, aux radicaux de gauche, une lettre dans laquelle il note :

« Nous ne sommes pas contre le principe de candidatures uniques de la gauche au premier tour des élections législatives dans quelques cas. C'est une question à discuter. Toutefois, dans ce cas précis, il ne nous semble pas que cette tactique soit la mieux indiquée. (...) En toute hypothèse, dans cette circonscription où notre parti a obtenu aux dernières élections 27,8 % des voix, le parti socialiste 17,3 %, tandis que votre mouvement ne présentait pas de candidat, s'il devait y avoir un candidat unique, il est évident que, en toute logique, ce candidat devrait être celui de notre parti. »

Une très grande édition pour le 7^{me} Centenaire :

Il y a exactement 700 ans, Marco Polo, l'homme "aux yeux ronds", entré à Pékin accueilli comme un grand seigneur par Kubilay Khan. Après avoir été pendant seize années l'homme de confiance du terrible empereur de Chine, il racontera ses aventures extraordinaires dans un récit qui prendra le nom de : "Livre des Merveilles".

« Les chinois de l'époque désignaient les européens sous le nom de "hommes aux yeux ronds". »

700 ans se sont écoulés et le livre de Marco Polo est toujours le plus célèbre récit de voyages du monde. Plus de six siècles avant la mémorable « Croisière Jaune », ou « Croisière Citron », expédition de voitures à chenilles fabriquées spécialement pour cette traversée de l'Asie, trois vénitiens, les frères Nicolas et Mathieu Polo accompagnés de leur fils et neveu respectif Marco, réalisèrent cet exploit d'une manière bien plus prodigieuse, en empruntant le même parcours, mais à pied, à cheval et à dos de chameau.

LE LIVRE DES MERVEILLES : Personne ne croit celui qu'on surnomme "Messire Million".

C'est en prison que Marco Polo dicta le récit de ses voyages. Ce livre extraordinaire fut à la base de toute exploration en Orient à partir du XIV^e siècle. En effet, les lecteurs du temps ne crurent pas Marco Polo. Pourtant, son manuscrit fut un succès considérable. Le Livre des Merveilles se répandit dans les bibliothèques, c'est que les fastes inouïs de la cour impériale, les richesses fabuleuses de l'Orient surpassant tout ce qui était connu et dont Marco Polo donnait le détail, avaient de quoi frapper les imaginations. Tout cela était si grandiose qu'on surnomma bientôt Marco Polo : Messire Million.

Par la suite, tout ce qui est rapporté dans le « Livre des Merveilles » a été reconnu vrai par d'autres voyageurs. Aujourd'hui encore, il est consulté par tous ceux qui ont à s'occuper de l'Asie Orientale.

NOTRE ÉDITION : Plusieurs années de soins attentifs.

Il existe plusieurs versions du Livre des Merveilles, sous des titres différents. C'est qu'à l'époque, les copies ne se gênaient pas pour prendre des libertés avec les textes. Pour ma part, je me suis inspiré du texte original réimprimé par M.-G. Panthier qui a consacré toute sa vie à l'étude de l'œuvre de Marco Polo.

SOMPTUEUX IN-QUARTO : Sur de mon texte, j'ai voulu réaliser une véritable œuvre d'art. L'ouvrage est un somptueux grand in-quarto (21 x 27 cm), relié pleine peau de mouton d'une seule pièce magnifiquement ornée et à froid de décors d'époque sur les deux plats. Le dos et la tranche supérieure sont rehaussés d'or véritable, tiré 22 carats. Tout est hors du commun : le papier, la qualité de l'impression, les tranches, le signal, les pages de garde.

Mais je voudrais attirer votre attention sur les illustrations, en l'occurrence 84 estampes manuscrites, admirables, extraites de fameux manuscrits du 18^e de la Bibliothèque nationale, réalisées pour Philippe le Hardi, duc de Bourgogne, en 1381. De plus, en tête de chaque chapitre sont reproduits des éléments de la « Carte Catalane », autre joyau de notre Bibliothèque nationale, qui résume les connaissances géographiques du temps. Établie en partie d'après les informations puisées dans le Livre des Merveilles de Marco Polo, elle est datée de 1375 et paraît être la première carte « à plat » jamais réalisée.

Je pense que Le Livre des Merveilles qui vient de sortir de nos presses, est à considérer comme l'édition la plus soignée et la plus luxueusement décorée de cet ouvrage immortel.

Jean de Bonnot
Jean de Bonnot, Editeur d'Art.

BON D'EXAMEN GRATUIT

(à adresser à Jean de Bonnot, 7, 15 Saint-Honoré, 75332 Paris Cedex 08)

J'accepte de recevoir chez moi, pour un examen gratuit et sans aucun engagement, « Le Livre des Merveilles » de Marco Polo dans votre édition d'art, avec les 84 admirables illustrations réalisées pour Philippe le Hardi, duc de Bourgogne, et des éléments extraits de la « Carte Catalane ».

Après examen de 10 jours, si je décide de garder cet ouvrage, je vous réglerai la somme de 278,85 F + 9,30 F (pour participation aux frais de port), soit au total 288,15 F. Si, par contre, je ne désire pas conserver ce volume, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, à vos frais, et ne vous devrez rien.

Je vous :
Mon nom :
et mon adresse :
Côte postal :

Signature :
(signature des parents ou du tuteur pour les mineurs)

SARANTH ALUMINÉE : Il vous envoie une notice de 100 pages sur le choix d'une pelle. Les bons plans ne passent pas inaperçus et il est intéressant d'avoir des conseils avisés et gratuits. Jean de Bonnot se tient à votre disposition pour vous les faire parvenir et vous les faire parvenir à votre adresse.

Vente exclusive par courrier chez le client
Jean de Bonnot
7, rue Saint-Honoré
75332 PARIS CEDEX 08

Nous garantissons que nos références sont toujours au plus haut prix de nos clients, décomposées d'une seule pièce.

DÉFENSE

Militaires et universitaires à l'Institut d'études politiques de Toulouse

UN DIALOGUE ACADÉMIQUE

De notre envoyé spécial

Toulouse. — Dans la ville où Concorde est construit, universitaires, chercheurs ou militaires français et britanniques ont, durant trois jours, à l'Institut d'études politiques de Toulouse, pratiqué l'entente cordiale en tentant de comparer les systèmes militaires dans les deux pays. Une entente cordiale d'autant mieux réussie — ou artificielle — que la grande majorité des participants au colloque, organisé par le Centre d'études et de recherches sur l'armée, ont d'un commun accord, évité les sujets de frictions ou les thèmes d'une actualité trop brûlante.

Après une première expérience similaire en avril 1975, sur les forces américaines et françaises (1), la réunion du septembre 1976 aura dû être l'occasion d'une véritable comparaison entre deux systèmes militaires en Europe qui, malgré leurs évidentes différences, offrent de non moins évidents points de ressemblance, en particulier la coexistence d'un arsenal nucléaire avec une armée classique au service de deux pays qui ont cessé de jouer les premiers rôles dans le monde. Faute, sans doute, d'une concertation préalable, le dialogue n'a pas eu lieu réellement, et les deux « délégations », pour reprendre l'expression de l'un des derniers présidents de séance, l'ancien chef d'état-major des armées, le général François Maurin, ont poursuivi, chacun pour sa part, un monologue sans esprit de synthèse.

Bien des questions sont, dès lors, restées sans réponses. A peine esquissées, les interrogations des uns ou des autres n'ont jamais permis de lancer le débat, et le colloque, faute de temps et, surtout, de combattants, s'est transformé en un discours académique.

On ne saura jamais, par exemple, si les « pesanteurs » nationales et l'inséparabilité du lien entre l'armée française et le pouvoir sont comparables à la pression de la tradition sur l'armée britannique, comme l'a suggéré M. Pierre Dabedzies, directeur de l'U.E.R. de sciences politiques à l'université de Paris-I. Si, comme l'a évoqué le général de brigade Victor Lotellon, chef de la division organisation-logistique à l'état-major des armées, l'armée est un milieu où elle est aussi une entreprise qui a davantage besoin de techniciens et de « managers » que de

héros et de chefs charismatiques. Ou encore, on continuera d'ignorer les rapports ambigus entre l'armée et la démocratie, comme s'en est inquiété M. Jacques Robert, professeur de droit public à l'université de Paris-II, qui s'est demandé pourquoi l'opinion française se méfiait d'une armée de conscription alors que les Britanniques se satisfont d'une armée de volontaires. Pas davantage, enfin, on ne saura pourquoi le recrutement de l'armée britannique ne s'inspire pas avec la crise de l'emploi, comme l'affirme le général Peter Dietz (Royal Army Educational Corps Center), ni pourquoi le taux d'auto-recrutement dans l'armée française est en constante augmentation depuis 1945, comme l'a assuré M. Michel Marlin (université de Chicago).

Des consignes

« Il faudra bien, cependant, que nous débattions du rôle des forces britanniques en Irlande », s'est écrié M. Jacques Huntzinger, directeur du Centre de recherches internationales et politiques à l'université de Besançon. Le débat n'a pas eu lieu.

C'est à peine si le colloque s'est animé, le dernier jour, lorsque, animé, le général Jean-Pierre Follard, directeur du Centre de recherches internationales et politiques à l'université de Besançon, a expliqué le général de brigade Callaud, qui commande la 1^{re} brigade parachutiste.

M. Dreyfus, directeur de l'Institut d'études politiques de Strasbourg, qui tentait de montrer combien une démocratie, dans certains cas, peut avoir intérêt à laisser le pouvoir militaire dire son fait au pouvoir civil, le général Paul Arnaud de Foixard a simplement répondu : « Si je comprends bien, vous nous invitez à la désobéissance ! » Et le commandant de la 11^e division parachutiste a ajouté : « Nous ne discutons pas le cadre stratégique et le concept de défense définis par le gouvernement. »

Un ghetto idéologique

Cette courte passe d'armes illustre les limites d'un dialogue entre universitaires et militaires et, à plus long terme, les chances que puissent s'instaurer ou se développer en France, comme aux Etats-Unis, voire en Grande-Bretagne, des études universitaires de défense. Que deviendra cette nouvelle discipline si les militaires se contentent de réagir, avec plus ou moins de conviction, les tables de la loi, au point d'oublier de réfléchir, et si les universitaires se prennent d'une trop exclusive sympathie pour leur sujet d'étude, au point de perdre l'esprit critique ? Follard

même, ces universitaires parviennent mal à dissimuler les querelles d'école qui les divisent, et l'inspiration militaire, tirant parti de ces oppositions, favorise telle ou telle recherche, de préférence à d'autres, en finançant directement divers centres d'études par délégation ministérielle pour l'armement ou secrétariat général à la défense nationale interposés.

Parlant de « la crise d'identité », aujourd'hui, de la condition militaire, M. Robert s'est fait l'écho du « sentiment du ghetto social et idéologique » partagé par de nombreux militaires de carrière, pour lesquels « les grandes s'écroulent », alors que les « servitudes demeurent ». C'est à mieux définir, désormais, le respect des libertés publiques dans les armées que l'orateur a invité les participants au colloque, avec les communications de M. Jean Marceau (conventions pour l'armée nouvelle, d'inspiration socialiste) sur « les structures représentatives de participation », et de M. Lucien Mandeville, directeur du Centre d'études et de recherches sur l'armée, et Jean-Pierre Marichy, vice-président de l'université des sciences sociales de Toulouse, sur la liberté d'expression et la « tentation » du syndicalisme dans les armées.

Attaché militaire de Grande-Bretagne en France, le colonel Richard Sharpe s'est, pour sa part, bécoté à constater : « En Grande-Bretagne, la liberté de critiquer, c'est la démission. On ne peut pas critiquer l'armée et choisir de demeurer en son sein. » Entre les officiers, rendus prudents par le contrôle que le haut commandement exerce sur leur carrière, et des universitaires trop soucieux d'orthodoxie, le dialogue a du mal à s'engager. Pour que le troisième colloque de Toulouse — il serait question, l'année prochaine, de comparer les systèmes militaires français et ouest-allemands — ne soit pas la juxtaposition de deux monologues parallèles, il faudra que chacun des participants ait pu, au préalable, recouvrer son droit à la liberté de penser à haute voix.

JACQUES ISNARD.

(1) Lire le *Système militaire des Etats-Unis, bilan et perspectives*. Editions universitaires Jean-Pierre Delage, 2 rue Mayet, 75008 Paris. 322 pages, 79,50 F. Ce livre, qui vient d'être publié, reprend des communications du colloque d'avril 1976.

Un rapport de l'inspection des finances sur l'industrie d'armement

L'Etat en première ligne

Depuis le début de cette année, les industriels français de l'armement constatent un certain tassement des commandes militaires de l'étranger. Les carnets de commandes sont jugés satisfaisants à court terme, mais, à plus longue échéance, une compétition internationale accrue, l'augmentation des coûts industriels plus rapide en France, le désordre monétaire dans le monde et l'absence de projets radicalement nouveaux sur le plan technologique menacent l'activité de nombreuses usines d'armement. A la lecture de la programmation militaire pour les six années prochaines — l'équivalent du plan d'équipement civil — et du projet de budget de la défense pour 1977, ces mêmes industriels redoutent de devoir réduire les études, les fabrications et les réparations de matériels de guerre au risque de provoquer des ruptures ou des baisses de charge qui entraîneraient des licenciements de personnel. Et ils réclament de l'Etat la possibilité d'accroître les efforts commerciaux dans le domaine de l'exportation militaire ou l'assurance de lancer de nouveaux programmes qui maintiendrait le potentiel industriel.

C'est dans ce climat, qui fait dire aux industriels « qu'ils mangent actuellement leur capital », qu'intervient d'ores et déjà un rapport, établi en une douzaine d'exemplaires seulement, de M. Pierre Mayer, inspecteur des finances, sur l'industrie d'armement en France, ses relations avec l'administration et les perspectives d'exportations.

Des « pots-de-vin »

Pour l'essentiel, le rapport de M. Mayer suggère d'assainir les procédures de vente de matériels militaires à l'étranger, en considérant que les exportations d'armements font partie d'un ensemble d'actions industrielles et diplomatiques, voire d'une politique de recherche et de développement, qui nécessitent de bien distinguer les responsabilités de l'Etat fournisseur et celles des industriels. Aujourd'hui, ces responsabilités sont trop souvent confondues, et par l'intermédiaire de ses services spécialisés, notamment la direction des affaires internationales de la délégation ministérielle pour l'armement, l'Etat s'est placé en première ligne, engageant sa réputation ou ses garanties sur les marchés étrangers.

Les auteurs du rapport, qui ont établi des comparaisons, en particulier, avec les Etats-Unis où M. Mayer s'est rendu lui-même pour visiter le Pentagone et la Rand Corporation, observent qu'une telle situation est anormale ou malsaine. Elle contraint l'Etat à prendre la relève d'un industriel défaillant et à verser des dédits à un client mécontent des matériels commandés. Elle peut aussi inciter — le cas s'est déjà produit — un ministre de la défense à approuver, en toute connaissance de cause, le montant des commissions que tous les industriels de l'armement, sociétés privées et entreprises nationales, distribuent aux intermédiaires et à leur clientèle. L'Etat est ainsi amené à verser lui-même des « pots-de-vin ».

Afin d'éviter que l'Etat ne soit, de la sorte, à découvert, il est proposé, notamment, que les arsenaux ou le groupement industriel de l'armement terrestre (1), qui fonctionnent en

A vrai dire, ce document de cent trente-cinq pages environ a déjà une longue histoire. Commandé, au milieu de l'année dernière, conjointement par le ministère des finances et par le ministère de la défense, ce travail devait porter sur le rôle de l'Etat exportateur direct d'armement et de l'Etat industriel militaire. Ses auteurs devaient examiner l'évolution des systèmes d'armes, leur acquisition par les états-majors et la clientèle étrangère, ainsi que les aides à l'exportation que reçoivent les industriels privés, les arsenaux et les sociétés nationales contrôlées par le ministère de la défense. C'est en mars dernier que M. Mayer a remis les conclusions de ce travail d'équipe, qui diffère de toutes les études précédentes sur des sujets semblables, par le fait qu'il n'a pas été conçu de façon contradictoire.

Entraînés, en effet, le ministère de la défense a tenté d'orienter les recherches et les conclusions de l'équipe réunie autour de M. Mayer, et il a finalement opposé un travail concurrent sous la forme d'un rapport — plus modeste — de M. Jean-Marie Lambert, contrôleur général des armées. Ce travail est né du refus de l'inspection des finances de négocier des conclusions conjointes avec le ministère de la défense. Aujourd'hui, le gouvernement dispose donc de deux documents sur le même sujet, qui parviennent à des conclusions différentes, le ministère de la défense ne cautionnant pas celles des finances et réciproquement.

réalité comme des services en régie bénéficiant de toutes les aides attribuées à des entreprises autonomes, se transformant en autant de sociétés nationales d'armement qui prendraient la responsabilité entière de leurs ventes. A l'image, par exemple, de ce qu'a pu devenir l'ancien service des poudres de la délégation ministérielle pour l'armement qui s'est évanoui, il y a quelques années, en une société nationale des poudres.

Une telle évolution suscite l'inquiétude des personnels qui y voient une occasion pour le gouvernement — si une telle réforme était retenue — de porter atteinte aux avantages de leur statut d'ouvriers d'Etat ou de fonctionnaires. En réalité, l'industrie française des armements traverse une phase difficile en raison d'un excédent de ses capacités de production, qui sont au moins deux fois supérieures, en volume, aux besoins du seul client national. Invités par le gouvernement à prospecter les marchés extérieurs, les industriels constatent aujourd'hui — avec déception — que cette démarche leur crée autant de difficultés qu'elle était censée en résoudre. — J. I.

(1) Employant deux cent cinquante mille personnes, soit l'équivalent du personnel de la S.N.C.F., l'industrie française d'armement a réalisé, l'année dernière, un chiffre d'affaires à l'exportation (livraisons facturées) d'environ 8 milliards de francs, soit de l'ordre de 3 % des exportations totales de la France. Les seules exportations d'armes occupent directement cinquante-cinq mille travailleurs. Les commandes étrangères, l'an dernier, se sont élevées à 20 milliards de francs, soit le double du montant enregistré en 1973. Les Etats-Unis ont reçu pour près de 45 milliards de francs de commandes et l'Union soviétique pour une trentaine de milliards de francs.

PRESSE

PRESSE

L'ORGANISATION INTERNATIONALE DES JOURNALISTES A ÉLU À SA PRÉSIDENCE UN FINLANDAIS

L'Organisation internationale des journalistes (O.I.J.), dont le siège est à Prague, vient de tenir son huitième congrès à Helsinki, en même temps qu'elle célébrait le trentième anniversaire de sa fondation. Parmi les résolutions adoptées dans le document d'orientation qui figurent le soutien aux journalistes des pays en voie de développement (qui composent la grande majorité des soixante-dix pays représentés), ainsi que « le soutien à la lutte des journalistes des pays capitalistes, en particulier contre le processus de concentration dans les moyens de communication de masse par les monopoles de la presse ».

L'O.I.J. a élu à la présidence un Finlandais, M. Kaarle Nordström, professeur, et député, membre d'information et de communication de l'université de Tampere, en remplacement de M. Jean-Maurice Hermès (France), qui était le président de l'O.I.J. depuis vingt ans. M. Jiri Kubička (Tchécoslovaquie) a été réélu comme secrétaire général. — (Corresp.)

● L'hebdomadaire sportif « Midi-Sports », imprimé à Toulouse sur les presses de la Dépêche du Midi, cesse de paraître. Créé en 1973, il était spécialisé dans le rugby. Il expose dans son dernier numéro les raisons qui l'ont contraint à cette disparition : « L'expansion des entreprises et les inévitables impérialités (...). Le dernier-né du groupe se efface pour favoriser une nouvelle progression des publications, dont le développement harmonieux fait appel à des moyens sans cesse accrus. »

● Le Colloque sur la liberté d'information et l'obligation des pouvoirs publics de communiquer les informations, organisé par le Conseil de l'Europe en collaboration avec la faculté de droit de l'université de Graz (Autriche), a pris fin le 23 septembre. Des experts gouvernementaux des dix-huit pays membres du Conseil de l'Europe y ont débattu des différents aspects de la liberté d'information et, en particulier, de l'obligation pour les autorités de communiquer les informations aux administrés. Cette obligation a été jugée indispensable pour le bon fonctionnement de la démocratie. — (A.F.P.)

marie claire

octobre

le seul magazine qui vous offre dans le même numéro :

Simone de Beauvoir

Le deuxième sexe trente ans après.

Jeanne Moreau

Quand je suis jalouse...

Hervé Bazin, Alain Decaux, Philippe Erlanger, Paul Guimard, Jean d'Ormesson.

Les femmes au pouvoir que nous admirons.

Et la mode, et la beauté, et la cuisine, et un document : "La nouvelle façon d'élever ses enfants."

1976

On peut être chauve sans que personne ne le sache

INSTITUT NEWhair 720.66.64

Le secret de la chevelure retrouvée

36, rue de Washington, Paris 75008. Métro George V

CIRCULATION

Mme BRIGITTE GROS RELANCE L'IDÉE DES TAXIS COLLECTIFS

Mme Brigitte Gros, sénateur des Yvelines (non inscrit), propose un plan d'urgence pour améliorer les déplacements entre le domicile et le lieu de travail. Elle suggère :

- 1) Une généralisation de la carte orange à Paris et en province.
- 2) La création d'une carte verte : "à auto pour quatre personnes".
- 3) L'appareil indispensable, selon Mme Gros, d'inviter les automobilistes ne bénéficiant pas, à proximité de leur domicile, de moyens de transport en commun adaptés pour se rendre à leur travail et se grouper pour partager leur voiture avec leurs voisins. La "voiture pour quatre" pénétrerait à celui qui adopterait ce système de réaliser des économies substantielles. L'opération, organisée

à partir de l'entreprise, consisterait à remettre aux propriétaires de voitures concernées une carte verte autocollante à fixer sur les pare-brise.

- 3) La création d'une carte violette (taxis collectifs). Les villes se développent, mais le nombre des taxis n'augmente pas. Le public déplore cette situation aux heures de pointe et aux sorties des gares, a souligné le sénateur des Yvelines, qui propose de transformer un certain nombre de taxis individuels en taxis collectifs. Les taxis acceptant d'appliquer cette nouvelle réglementation collecteraient sur le pare-brise une carte violette autocollante et indiqueraient la direction dans laquelle ils vont.

AÉRONAUTIQUE

● LE BRUIT DE CONCORDE. — D'après le dernier rapport de l'administration américaine de l'aviation (FAA), qui publie chaque mois un rapport sur la façon dont Concorde est accueilli à Washington, le supersonique franco-britannique a été au cours du mois d'août aussi bruyant que les

avions subsoniques à l'atterrissage et plus bruyant au décollage ; constatation comparable à celle qui avait été faite en juillet et en juin. En revanche, le nombre des plaintes des riverains de l'aéroport a augmenté : on en a compté soixante-huit en juillet et cent quinze en août. — (A.F.P.)

JUSTICE

L'affaire de sorcellerie de Courtenay (Orne)

TROIS NOUVELLES INCUPLATIONS ONT ÉTÉ PRONONCÉES (escroquerie et recel)

Trois nouvelles inculpations ont été prononcées dans l'affaire de sorcellerie découverte le 16 juin à Courtenay, dans l'Orne (le Monde du 25 juin). Mme Esnault, soixante-quinze ans, connue sous le nom de « Notre-Dame de la confiance » et écrouée depuis le 1^{er} juillet à la prison de Courtenay, a été inculpée pour escroquerie après l'avoir été précédemment pour non-assistance à personne en danger. Son fils Henri, quarante-deux ans, a été écroué pour le même motif, et son mari, Pierre Esnault, soixante-trois ans, est inculpé de recel.

Le 16 juin, les gendarmes étaient entrés par hasard dans la ferme de M. Georges Leroy. Ils avaient découvert celui-ci, gisant sur son lit dans un état d'épuisement extrême. Depuis neuf jours, sur les conseils de « Notre-Dame de la confiance », M. Leroy, qui se croyait envoûté, n'absorbait plus que du sel et de l'eau bénite pour « expier ses fautes ».

AU TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE BORDEAUX

Fraise à chaussure et espionnage industriel

Bordeaux. — L'espionnage économique ou la « fuite des cerveaux » sont des réalités qui ne se pratiquent pas toujours dans le domaine des travaux les plus prestigieux, celui de l'industrie nucléaire par exemple. La petite industrie — sinon l'artisanat — a aussi ses secrets. On s'y livre à des guerres clandestines, dont les conséquences économiques ne sont pas négligeables et qui aujourd'hui peuvent prendre une dimension internationale.

Dans l'affaire examinée le 27 septembre par le tribunal correctionnel de Bordeaux, il n'était pas question de la fuite d'un « cerveau » mais de celle d'un ancien ouvrier qualifié. L'inculpation portait sur la rigueur frapper l'imagination : vol de plans et documents, détournement de personnel pour l'étranger, utilisation et exploitation de secrets techniques au profit de l'étranger. Mais l'objet du délit n'était qu'une simple fraise à chaussure. Il s'agit d'une pièce d'outillage de quelques dizaines de grammes et destinée à l'usinage des semelles et talons de cuir.

De notre envoyé spécial

C'était la première spécialité des Etablissements Rito, fondée en 1958 par M. Roger Rito. Cette entreprise installée dans la banlieue bordelaise emploie actuellement une centaine de personnes. Grâce au succès de la fraise à chaussure, elle a pu diversifier ses activités, notamment par la fabrication d'outils de précision pour le découpage des alliages et aciers spéciaux. La société a désormais pour clients la plupart des constructeurs aéronautiques européens, sans compter la NASA, qui a utilisé des fraises Rito.

Lorsque M. Guy Tempier — le prévenu — a été engagé en 1961, l'atelier ne comptait qu'une dizaine d'ouvriers. Il était ajusteur, M. Rito et ses collaborateurs venaient de mettre au point la fraise à « profil » en

carbure de tungstène, une innovation qui devait, de l'avis des industriels de la chaussure, assurer à la société pendant de longues années un « monopole de fait » en Europe et dans de nombreux pays du monde. Devenu dessinateur puis chargé d'études, M. Tempier a été licencié le 31 décembre 1972, après un différend avec M. Rito. Seulement trois mois après, il s'associe avec un concurrent italien de la société Rito pour fonder sa propre entreprise. Il débute deux ouvriers affectés chez son ancien employeur à la fabrication de la fraise à chaussure. Puis il inscrit à son catalogue (sous les mêmes références) une pièce pratique-ment identique au produit fabriqué par la société Rito.

Les experts commis par le magistrat instructeur ont conclu qu'il ne pouvait s'agir que d'une copie ou d'une réplique. Ils ont d'autre part affirmé que les plans fournis par M. Tempier coïncidaient exactement avec ceux de la société Rito et qu'ils n'en étaient que la reproduction.

Devant le tribunal, M. Rito a demandé que son adversaire soit contraint de cesser la fabrication du produit litigieux et qu'un expert soit commis pour évaluer un préjudice qu'il estime pour sa part à 2 millions de francs en quatre ans (1). « En agissant comme il l'a fait », déclare M. Rito, « mon ancien employé a économisé les trois années d'études et de mise au point que nous avions consacrées à notre innovation. De ce fait, son prix de revient était forcément inférieur au nôtre. Il a, d'autre part, profité du cours exorbitant de la fraise italienne. Il s'est servi enfin de la connaissance qu'il avait de notre clientèle pour se substituer à nous auprès de celle-ci, particulièrement en Italie, où l'industrie de la chaussure est très florissante. »

Dans les 8 BHV.

Imaginez un prestigieux salon d'exposition de canapés où une sélection de modèles des plus grandes marques vous serait proposée 20% moins cher. C'est ce que vous offre jusqu'au 16 octobre le BHV, le grand spécialiste de votre maison.

-20%
Sur les modèles
sélectionnés

Des conseils, un choix immense, des prix très intéressants ; si vous cherchez un canapé, c'est le moment d'aller faire un tour dans l'un des 8 BHV. Vous ne serez pas déçu !

1. LAMBERT modèle Cobra - convertible deux places - matelas polyéther en 140 - revêtement 100% drapés 2080F 2080F 908F
2. EUROPE DÉCOR modèle Léopard - panoramique 5 places comprenant 1 convertible - matelas polyéther en 140 - 1 chauffe - revêtement cuir fibreuse 4560F 3452F 1050F 844F
3. BECUE Conception convertible deux places fin naturel et tissu neuf hercier 100% coton - matelas polyéther en 140 - 2850F 2284F 325F 740F
4. DUCAL modèle Chambray - convertible 2 places - matelas polyéther en 120 - revêtement velours 100% drapés 2570F 1900F
5. G.M.C. modèle Palerm - canapé deux places fin naturel - revêtement velours de Ghes 100% fibreuse 2230F 1738F 1460F 1172F
6. LILANE DE FRANCE modèle Sibire - 2 places, tissu teint, revêtement en lin 1700F 1360F
7. EROP modèle Calais - convertible 3 places - matelas polyéther en 140 - revêtement 100% coton 2840F 2251F 1370F 901F
8. WILHELM modèle Riksdale - convertible 3 places - matelas polyéther en 140 - revêtement fibreuse/coton 2840F 2276F 1460F 884F
9. SUPREN modèle Texas - canapé fixe 3 places - revêtement cuir fibre 5220F 4988F 3450F 2492F
10. STEINER modèle Jasmin - panoramique 5 places matelas polyéther en 150 - revêtement cuir 1 angle, 1 chauffe 11600F 10 408F 2540F 2 358F
11. GUERMONPREZ - panoramique Pollux comprenant un convertible matelas polyéther en 140, 1 angle et une chauffe revêtement 100% drapés 5380F 3990F 1380F 1025F
12. GAMBA modèle Club - convertible 3 places - matelas polyéther en 140 - revêtement velours de cuir 4520F 3616F 2970F 1533F
13. CASAGRANDE modèle Cabourg - panoramique comprenant 1 convertible matelas polyéther en 140, 1 angle, 1 chauffe, tissu teint, fibreuse et coton 5120F 3296F

Jusqu'à épuisement des stocks. Ces prix barres sont aux entières revêtus finitions dans nos magasins. *En vente à Rito.

Un secret de polichinelle

De son côté, M. Tempier a vivement contesté le fait que la société Rito puisse se prévaloir de l'existence d'un « secret de fabrication » qui, s'il n'était pas reconnu, annulerait à son avis toute l'inculpation. « C'était un secret de polichinelle », affirme un de ses amis italiens, et M. Tempier rappelle que d'autres entreprises françaises ou étrangères ont, avant lui, présenté sur le marché des fraises similaires à celle de la société Rito. Cependant, les experts ont constaté qu'il s'agissait de tentatives sans lendemain, et M. Rito a ajouté que ces « échecs de la concurrence avaient prouvé que son produit possédait des qualités et des performances » qui n'appartenaient qu'à ce dernier.

La défense a également souligné l'adaptation de la loi aux pratiques industrielles et commerciales modernes, en indiquant que les articles du code pénal dont l'application est réclamée (articles 401, 417 et 418) présentaient le défaut d'être constitués lorsqu'il est commis « dans le but de nuire à l'industrie française ». A ce propos, le président devait faire allusion à ce souci de protectionnisme quelque peu désuet, alors qu'un témoin faisait remarquer avec ironie que l'on ne devait pas reprocher à M. Tempier d'avoir débanché des ouvriers au profit de l'étranger au moment où la libre circulation des travailleurs est reconnue au sein de la Communauté européenne. « Il faut bien reconnaître qu'à l'époque du Marché commun », a ajouté le président, la loi est un peu curieuse et que ce délit pourrait paraître anachronique. »

« Les taxes ne sont peut-être plus très satisfaisantes », admet M. Rito, mais de toute manière notre entreprise, comme toutes celles qui tentent de développer une industrie tournée vers l'innovation, a besoin d'être protégée. » M. Rito — qui a déjà obtenu réparation en justice après le « départ » aux Etats-Unis d'un autre de ses collaborateurs — explique qu'il devait compter sur le développement de la commercialisation de la fraise à chaussure pour financer de coûteuses recherches sur l'usinage des métaux nouveaux employés dans la métallurgie moderne et l'industrie aéronautique ou spatiale.

« Le développement d'une industrie comme la nôtre conditionne celui de notre pays », conclut M. Rito. Je ne pense pas qu'il s'agisse d'une conception dépassée. Il y a encore des intérêts étrangers ou concurrents, mais, si nous sommes privés de moyens d'investissement pour poursuivre nos études et maintenir l'avance technique, il ne faudra pas s'étonner si nous sommes un jour contraints d'accepter un financement extérieur à notre entreprise. » M. Rito a fait allusion à une aide étrangère ? L'industriel bordelais, soucieux de nationalisme et d'indépendance, laisse planer le doute sur cette éventuelle contradiction.

FRANCIS CORNU.

(1) Le tribunal délibérera après la fin des débats, renvoyés au 11 octobre.

● La mort de M. Baptedou. — M. Guy Floch, premier juge d'instruction à Paris, a fait procéder lundi 27 septembre à la reconstitution de la fusillade au cours de laquelle Bernard Baptedou, employé de banque, a été tué le 27 juin dernier, à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne) par deux policiers enquêtant sur l'enlèvement de M. Guy Thodor.

Pour être sûr de bien choisir.

• LES 8 BHV : RIVOLI • PARLY 2 • MONTLHERY • GARGES • FLANDRE • BELLE EPINE • ROSNY 2 • CRETEIL •

سلاية المرحلي

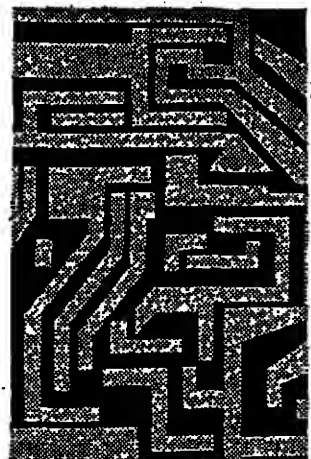
Le 1er briquet à circuit intégré du monde:

Maruman Multispark

Croyez-vous que la première
roue tournait bien rond ?

Que de perfectionnements
depuis ! Car l'insatisfaction
rend inventif. Et c'est elle aussi
qui se trouve à l'origine du
premier briquet à circuit
intégré du monde.

Son inventeur, Maruman,
ne fait pas parler de lui pour la
première fois. Déjà en 1965
il lance le premier briquet
Piezo électrique, créant ainsi la
seconde génération de bri-
quets qui devait connaître un
succès éblouissant dans plus
de 70 pays.



Maruman saute la troisième
génération. Pour se venger
uniquement à la quatrième.

La troisième génération est
représentée par les briquets
traditionnels à pile. Maruman
répond à leur fabrication
pour créer la quatrième : par
l'application de composants
électroniques subminiaturisés.
Après cinq ans de recherches,
le premier briquet de la
quatrième génération est né,
dernier cri de la technologie
dans ce secteur.

Son nom :

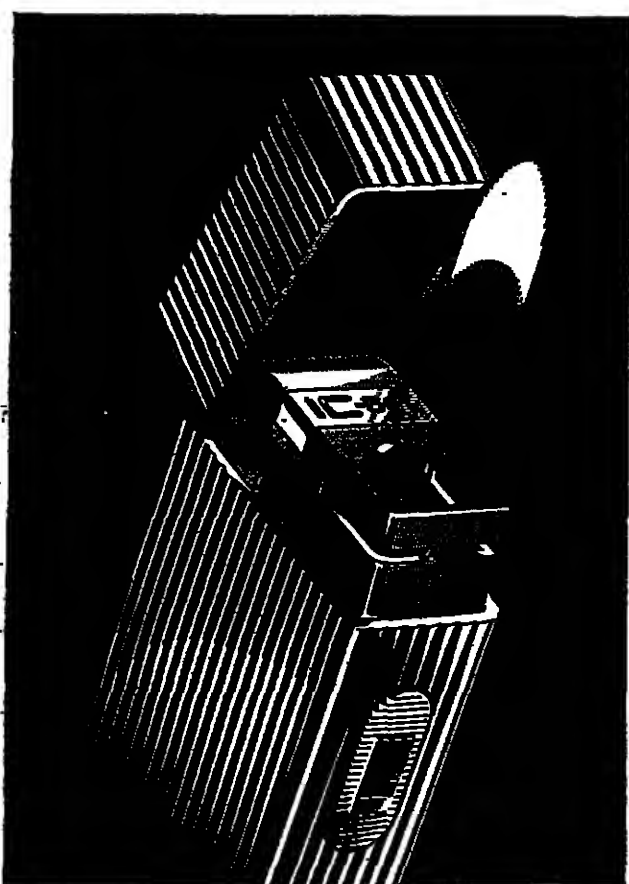
Maruman IC Multispark.
IC signifie circuit intégré,
la méthode la plus perfec-
tionnée pour inclure de nom-
breux composants électro-
niques dans le plus petit
volume possible (p. ex. 500
transistors sur 1 mm²). Multi-
spark veut dire allumage
automatique à répétition.

Quels sont les atouts de
l'IC Multispark ?

Une maniabilité et rapidité
d'allumage intégrées à ce jour,
grâce à l'emploi des compo-
sants électroniques les plus
perfectionnés ayant fait leurs
preuves dans l'aéronautique.
Un maniement plus silen-
cieux grâce à l'absence de
mécanisme de prétension.
Et plus doux grâce à une con-
ception fonctionnelle per-
mettant l'allumage par
effleurlement et avec une seule
main.

Fiez-vous à un briquet qui
défie le temps !

Nul autre briquet ne saurait
atteindre l'âge de l'IC Multi-
spark tout en continuant à
fonctionner comme au pre-
mier jour. Nous l'avons testé
sur des millions de cycles
opérationnels pour obtenir un
vieillessement artificiel et
sommes arrivés à une durée
bien plus longue qu'une vie
humaine. Cela n'a été possible
que par la réduction au strict
minimum des pièces soumises
à l'usure et à l'emploi optimal
des composants électroniques.
L'élément clé est l'ensemble
du circuit intégré IC double-
ment caractérisé par la haute
qualité du matériel utilisé pour



les composants tant internes
qu'électroniques. A quoi il
faut ajouter la réduction
draconienne de la consom-
mation d'énergie grâce à une
technologie électronique
très poussée.

Le Maruman IC Multispark
ne craint pas les compa-
raisons.

Voyez de quel côté penche la
balance si nous le comparons
avec les briquets à pile :

Résistance fonctionnelle :

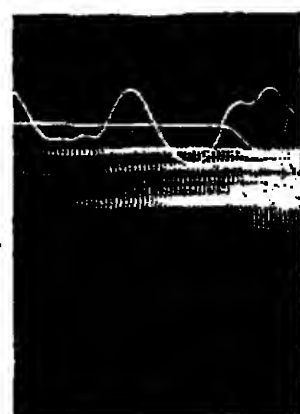
Les composants des circuits
électroniques du briquet à pile
sont de dimensions relative-
ment grandes, leurs connexions
relativement longues. D'où

semblage et la nature des
composants électroniques lui
assurent une robustesse
exemplaire.

Électronique : Étant donné le
montage conventionnel des
composants électriques du
briquet à pile, il n'y a pas
de répétition automatique
d'étincelles lors de la mise
en action.

L'IC Multispark, en revanche,
offre une sécurité optimale de
fonctionnement par un nou-
veau type de commutation
où le circuit intégré assure la
régulation et l'allumage à
répétition. Un procédé tech-
nique exclusif permet à l'IC
Multispark d'amener le pou-
voir d'une simple pile à un
très haut voltage.

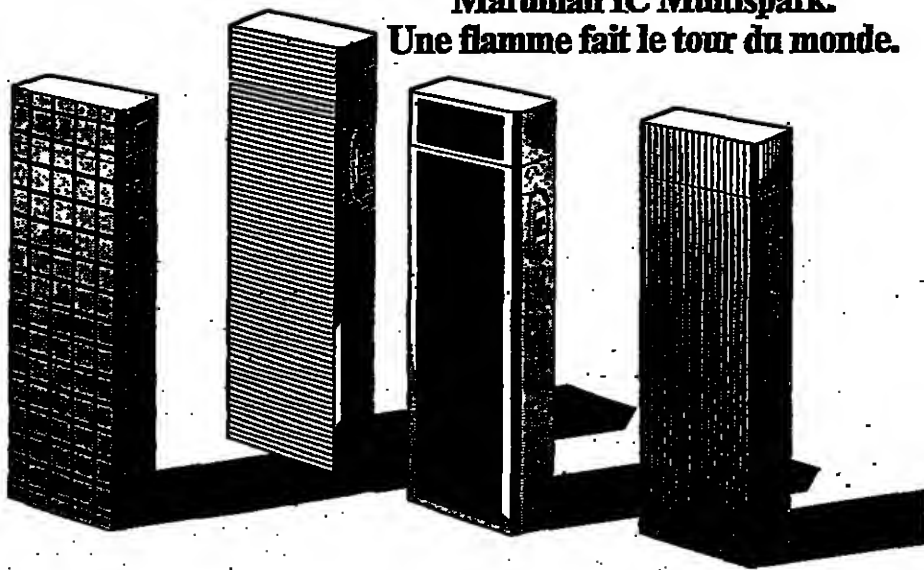
Capacité de la pile : Dans le
briquet à pile, l'efficacité plus
faible réduit le nombre des
allumages, de 10000 à
12000 environ. De plus, la
diminution du potentiel de
cette pile entraîne la di-
minution des allumages. Par
contre, avec deux étages d'am-
plification du potentiel de
la pile, l'IC Multispark obtient
une moyenne de 40000 al-
lumages.



On pourrait écrire tout un
livre sur l'IC Maruman
Multispark.

Faute de place et pour ne pas
abuser de votre patience,
ajoutons simplement que la
cellule énergétique à l'oxyde
d'argent de l'IC Multispark ne
doit être renouvelée qu'après
4 ans. Ce qui constitue un
progrès considérable sur le
briquet traditionnel à pile.
Certains considéreront
peut-être le premier briquet à
circuit intégré du monde
comme une invention super-
flue. La première roue n'avait-
elle pas elle aussi suscité bien
des haussements d'épaules !
Et pourtant...

Maruman IC Multispark.
Une flamme fait le tour du monde.



Garantie intégrale d'un an dans le monde entier.
En vente chez les spécialistes pour Fumeurs.
De 175 F à 395 F.

Maruman

82, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris.

ÉDUCATION

LA RENTRÉE DES UNIVERSITÉS

Dans "le Monde de l'éducation"

MM. QUERMONNE ET CASADEVAIL CRITIQUENT L'ABSENCE DE POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

« Le Monde de l'éducation » publie dans son numéro d'octobre deux longues interviews de MM. Jean-Louis Quermonne, ancien directeur des enseignements supérieurs et de la recherche, et André Casadevall, ancien directeur de l'académie de Créteil, qui viennent tous deux de démissionner pour protester contre la politique universitaire du gouvernement.

Interrogé, lundi 27 septembre, sur ces déclarations, Mme Alice Saunier-Seïth, secrétaire d'Etat aux universités, s'est bornée à déclarer : « Une grande intelligence et une grande conscience ne suffisent pas pour faire un bon administrateur. Il faut de la clarté dans les idées, de la suite dans les idées et des qualités exceptionnelles d'organisateur pour être un grand administrateur. »

« L'une des raisons majeures de ma démission, explique M. Quermonne, est que, après la crise que les universitaires ont traversée au printemps dernier, l'Etat ne s'est pas donné les moyens nécessaires pour l'Etat de définir et de mettre en œuvre — même si c'est progressivement — une stratégie universitaire. (...) La crise, dont la réforme du deuxième cycle a été l'occasion, n'a été surmontée que provisoirement. Il existe dans l'enseignement supérieur des causes profondes de crise, qui ne seront définitivement surmontées que si un certain nombre de réformes en profondeur sont engagées. »

Pour M. Quermonne, « l'hypocrisie qui consisterait à transformer les universités en garderies pour adolescents prolongés doit être dénoncée ». Cette situation, si elle se confirmait, serait, estime-t-il, « mortelle pour l'université ».

M. Quermonne analyse les principales causes de la crise des universités, en particulier le nombre très élevé d'échecs dans le premier cycle et l'adaptation des formations de deuxième cycle. Il estime que les universités devraient pouvoir définir elles-mêmes leurs conditions d'accès pour les étudiants et revoir l'organisation pédagogique du premier cycle.

Il considère que la réforme du deuxième cycle « pour l'essentiel reste à faire », de façon à opérer une reconversion progressive des formations scientifiques et littéraires.

M. Quermonne évoque ensuite largement le problème du statut des personnels enseignants. Il estime que la situation des assistants est « intenable ». « Ce sont les enseignants les moins bien payés, qui ont la moindre garantie d'emploi et le service d'enseignement le plus lourd », et il dénonce « le tabou des trois heures par semaine des ensei-

gnants titulaires. » « Il faut prendre conscience qu'un universitaire est un fonctionnaire, déclare-t-il ; il doit donc à l'Etat quarante ou quarante-deux heures par semaine. Dès lors, le problème des services d'enseignement n'est plus celui du nombre d'heures qu'il doit faire, mais la place que l'enseignement doit occuper dans ces quarante ou quarante-deux heures. »

L'ancien directeur des enseignements supérieurs conclut que le laisser-faire actuel est « un mauvais calcul à long terme ». « Si on étudie les réformes de fond, la France ne pourra pas avoir, à la fin du vingtième siècle, les universités dont a besoin un pays industriel avancé. Mais c'est aussi un mauvais calcul tactique. »

De son côté, M. André Casadevall, qui précise que sa démission a une signification politique et peut être interprétée comme un passage à l'opposition, estime que le gouvernement a renoncé à planifier l'enseignement et à rénover l'Université. « Il n'y a plus de politique universitaire à proprement parler », affirme-t-il.

M. Casadevall proteste, d'autre part, contre certaines déclarations de Mme Saunier-Seïth sur les universités et les I.U.T., qu'il juge « inadmissibles ». « Quand il faut choisir entre un peu ou contre l'université, le refus n'est pas sans un effort important de réflexion, et sans une volonté politique clairement exprimée. »

M. Casadevall pense qu'un gouvernement de gauche aurait accueilli favorablement par les universitaires, mais que « les problèmes à résoudre sont nombreux et difficiles. La suite venue d'un gouvernement de gauche ne les résoudra pas sans un effort important de réflexion, et sans une volonté politique clairement exprimée. »

LES ÉTUDIANTS DE RENNES A LA RECHERCHE DU TEMPS PERDU

De notre envoyé spécial

Rennes. — « Vos copies, nous les avons corrigées, mais pas été suffisamment informés des intentions des étudiants », constate le président de Rennes-II ; « eux n'auraient pas compris qu'on délirait des diplômes sans travail. »

Les « travailleurs » n'auraient pas mieux compris que les étudiants soient présents dans les jurys d'examen, comme les comités de grève l'avaient demandé. Ni que soient organisés des « examens collectifs ». Comme les autres présidents, M. Michel Denis a refusé ces modalités « illégales ». Simple-ment préconise-t-il la méthode des « travaux collectifs avec notation individuelle » : les examens débuteront le 5 octobre ; les sept mille étudiants ne s'y présenteront pas tous. Cette année encore, le nombre des abandons sera important, mais on ne le connaîtra qu'à la proclamation des résultats dans chaque discipline. Ceux qui restent manifestent, aux dires des enseignants, « de bonnes dispositions de travail ».

Tous ne fréquentent pas non plus les cours de rattrapage avec assiduité, et bien peu étaient présents le 6 septembre, date de la rentrée « forcée ». Mais il ne leur sera pas tenu rigueur. Mieux, le président et les enseignants multiplient les arrangements pour les étudiants retenus à l'extérieur. Seules règles à respecter, le choix d'une date en accord avec le professeur pour le rattrapage, et la rédaction de thèses. Des départs en coopération militaire ont été repoussés, et cinq enseignants iront à Edimbourg et à Londres faire passer les épreuves terminales aux étudiants employés comme leçons dans des lycées de Grande-Bretagne.

L'université de Haute-Bretagne est probablement en mesure aujourd'hui de résister à une situation « gravement compromise », en juin. Les menaces d'invalidation des diplômes, ou d'annulation des résultats d'examen s'estompent peu à peu. On nous fait savoir qu'il n'y a pas de crédits pour le troisième trimestre et qu'il n'y a pas non plus pour le deuxième trimestre de certains enseignants de l'U.E.R. de lettres (dont le suis). Il faut se consoler avec l'assurance que nous toucherons quand même nos traitements « un jour » (sic).

J'en suis resté à la conception, simpliste sans doute, que tout travail effectué mérite salaire. Augmenter, soit ; mais payer aussi !

Philippe BOGGIO.

Enseigner gratuitement ? M. Luc Wagner, professeur agrégé, nous a adressé la lettre suivante :

Je lis dans le Monde du 18 septembre que le secrétaire d'Etat aux universités veut augmenter (ou décider enfin d'augmenter) le tarif des heures complémentaires. Voilà une chose dont tout le monde, j'imagine, se félicitera. Reste à savoir s'il y aura quelque chose de changé dans la pratique des rémunérations, autrement dit : quand et à quel rythme ces heures complémentaires seront effectivement payées.

J'ai travaillé en 1975-1976 à l'université de Paris-XIII (Ville-

Le déclin

par MAURICE DUVERGER

Sur la voie du déclin des universités françaises, 1976 est une étape importante. L'agitation du printemps a encore affaibli leur image de marque dans l'esprit du public et des employeurs. Elle a surtout montré que les étudiants s'enlisaient de plus en plus dans l'anomie telle que la caractérise le Trésor de la langue française, notre dictionnaire le plus moderne : « Absence de normes ou d'organisation stable ; désarroi qui en résulte chez l'individu. » Cette absence de normes et ce désarroi ne viennent pas seulement à la crise de civilisation dont parlait Malraux en mai 1963. Ils tiennent aussi à la façon dont le gouvernement s'occupe des universités et dont elles-mêmes réagissent à la situation où elles sont enfermées.

A première vue, les multiples réformes accomplies depuis la loi d'orientation paraissent ponctuelles, incohérentes, parfois contradictoires. A les regarder de plus près, on y perçoit une ligne d'évolution claire et continue. Nul ne peut dire si elle est le produit du hasard, comme l'évolution des espèces à travers les mutations génétiques, ou si elle correspond à une politique consciente, appliquée avec persévérance, mais soigneusement dissimulée. Tout se passe en tout cas comme si le gouvernement avait pris son parti du déclin des universités et s'il s'efforçait même de l'accélérer. Comme s'il avait décidé de reconstruire l'enseignement supérieur en accumulant la distinction de deux catégories d'établissements : grandes écoles et universités.

La distinction existe depuis longtemps. Elle fait partie des traditions nationales. Les grandes écoles ont toujours visé à éliminer les générations d'étudiants en attirant leurs meilleurs éléments. Mais les universités avaient autrefois les moyens d'organiser un enseignement de qualité. Elles ouvraient aussi à leurs meilleurs élèves l'accès des postes importants. Plus difficilement et plus lentement que par la voie royale des grandes écoles, bien entendu. Mais avec des chances raisonnables, malgré tout. Ces chances sont aujourd'hui très diminuées, et elles se réduisent de jour en jour. L'afflux des étudiants n'a pas été compensé par un accroissement équivalent des moyens à la disposition des universités. L'agitation endémique n'a pas facilité le maintien d'un haut niveau d'enseignement, ni la multiplication de micro-établissements mal outillés pour faire face à leur mission.

La clé du problème est dans le premier cycle. Son contenu actuel est relativement satisfaisant quant aux programmes. Nul besoin de les bouleverser encore. Le défaut essentiel du DEUG, c'est la sortie. Il y a trop de collés qui ont perdu deux ans sans acquiescer un diplôme supérieur. Il y a trop de reçus qui encombrant le second cycle ; soit qu'ils soient pas au niveau, soit qu'ils ne conduisent vers des secteurs bouchés. Une solution se profile ainsi à l'horizon : l'aménagement de trois niveaux au lieu de deux, à la sortie des DEUG : celui des collés, celui des reçus avec diplôme terminal d'études universitaires, celui des reçus avec droit de continuer dans l'université.

La première catégorie pourrait devenir très réduite. La troisième devrait l'être dans une notable proportion. La seconde serait sans doute importante. Elle impliquerait naturellement que des voies soient aménagées à ce niveau de sortie, qui devrait être le niveau normal pour un grand nombre de cadres : soit qu'ils entrent directement dans une profession, soit qu'ils accèdent à des établissements de qualité donnant des formations spécialisées.

On peut imaginer beaucoup de variantes aux suggestions précédentes. L'essentiel est de comprendre deux choses : 1) qu'on ne peut pas étudier le problème de la sélection ; 2) qu'il se situe à la sortie du premier cycle et non à l'entrée. On ne peut faire une sélection sérieuse et relativement juste qu'à travers deux ans d'études universitaires. La véritable difficulté ne concerne pas la mise au point d'une réforme de ce genre, mais son application. Contre elle, il y aurait d'immenses protestations et de longues grèves. Toutes les universités risqueraient d'être paralysées pendant plusieurs mois, un an peut-être. Cela vaudrait mieux, à tout prendre, que de les voir continuer à décliner régulièrement, indolument.

On aboutit à une coupure radicale entre un enseignement d'élite, réservé aux grandes écoles, basé sur une sélection de plus en plus rigoureuse, et un enseignement de qualité moyenne, dispensé par des universités ouvertes au tout-venant (médecine mise à part). La gauche dénonce justement cette ségrégation dans l'enseignement. Mais elle ne prend pas les moyens de l'empêcher. Supprimer les grandes écoles et faire passer tout le monde dans des universités sans sélection, cela n'éliminerait pas le niveau de ces dernières, mais priverait la nation des

TOUT CE QUI SE TRANSFORME EN LIT S'ACHÈTE CHEZ CAPELOU

GRAND CHOIX DE MEUBLES-LITS 1 ou 2 places • Toutes essences de bois.

CAPELOU Distributeur

Magasin de vente : 37, Av. de la République PARIS XI^e • Métro PASTILLERIE TEL. 357.46.35 +

Centre ISTE Centre AUTEUIL - TOLBIAC

Institut privé des Sciences et Techniques

PRÉPARATIONS ANNUELLES OCTOBRE 1976 à JUIN 1977

Examen d'entrée à : **SC.P.O.**

- Entrée en 1^{re} année
- Soutien en cours d'AP
- Procédure admission en 2^e année
- Préparation par correspondance

TAUX CONFIRMÉS DE RÉUSSITE DEPUIS 23 ANS

AUTEUIL 6, Av. Léon-Henry 75016 Paris - Tel. 224.10.72

TOLBIAC 83, Av. d'Italie 75013 Paris - Tel. 569.63.91

Lentilles de contact miniflexibles. Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.

Informez-vous chez : **YSOPTIC** 80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants (France et étranger) sur demande.

(Publicité)

UNIVERSITÉ DE PARIS - I

CENTRE D'ANALYSE COMPARATIVE DES SYSTÈMES POLITIQUES

Diplôme d'études approfondies de science politique

Le C.A.C.S.P. a pour objectif de faire collaborer des politiciens et des historiens à l'analyse comparative des systèmes politiques. Son Conseil scientifique est composé de MM. et Mme Agulhon, Aron, Bédaride, J.-C. Collard, Duby, Duverger, J. Gaudemet, Le Roy-Ladurie.

Il est responsable d'un D.E.A. de Science politique articulé autour de deux séminaires hebdomadaires de M. Maurice Duverger, l'un portant sur la théorie des dictatures, l'autre sur les dictatures militaires. Ces séminaires pluridisciplinaires accueillent notamment des étudiants et des enseignants d'histoire, à côté de diplômés de sciences politiques, de droit, etc. L'admission est décidée par une commission.

Déposer les candidatures avant le 25 octobre, salle 313, à la Sorbonne (U.E.R. de Science politique, 14, rue Gujot). Pour tous renseignements, s'adresser au :

CENTRE D'ANALYSE COMPARATIVE DES SYSTÈMES POLITIQUES Université de Paris-I, 17, rue de la Sorbonne, 75004 Paris. Tél. 323-12-13, poste 35.21. SECRÉT. : la Sorbonne, salle 504, 14, r. Gujot, T. 323-12-13, poste 35.21.

SC.P.O.

Préparation annuelle aux places ou par correspondance :

- Examen d'entrée 1^{re} année
- Procédure admission 2^e année
- Soutien en cours d'AP
- Concours E.N.A.

3 CENTRES Mulot - Nelson Saint-Père

CEPES

Compagnement d'une de préparations : 27, rue Charles-Lafitte, 75001 Paris. Tél. 222-94-04 ou 745-03-19

(Publicité)

COMPTABILITÉ

Les 2 avantages de l'Examen probatoire

1^{er} Il vous donne un métier en quelques mois : 2^e Il vous ouvre le voie vers l'Expertise-Comptable. D'après la loi de 1969, l'expert-comptable est un professionnel à part entière, titulaire d'un diplôme d'Etat, exerçant une fonction sociale importante. L'Expertise-Comptable est un métier d'avenir. L'Expertise-Comptable est un métier d'avenir. L'Expertise-Comptable est un métier d'avenir.

Soixante-achèvent

Le Mon UNE SE

ÉDUCATION

APRÈS LES GRÈVES DU PRINTEMPS

Soixante-cinq mille étudiants achèvent... l'année dernière

Les soixante-cinq mille étudiants qui n'avaient pas pu passer leurs examens en juin dernier, en raison des grèves du printemps, achèvent actuellement l'année universitaire. Dans la plupart des cas (le Monde du 15 septembre), la première session d'examens a débuté ces jours derniers, soit à l'université de Haute-Bretagne (Rennes-II) et à l'U.E.R. de technologie de Clermont-Ferrand-I, où les étudiants suivent d'abord une série de cours de rattrapage.

Quatre mille cinq cents étudiants des deux universités de Clermont-Ferrand, nous indique notre correspondant, passent actuellement des épreuves en lettres et sciences humaines, et en droit et sciences économiques. Les cours avaient été prolongés jusqu'au début de juillet.

Six mille étudiants environ de

l'université des sciences et techniques de Lille subissent des examens depuis le 9 septembre. A Lille-II (droit et santé) et Lille-III (lettres), la deuxième session de rattrapage est déjà commencée, les premiers examens s'étant normalement déroulés avant les vacances.

A l'université de Picardie (Amiens), selon notre correspondant, quatre mille trois cent vingt étudiants ont été convoqués, depuis le 13 septembre, à une première série d'examens. Plusieurs sections (droit privé, médecine, pharmacie, les sciences à l'U.E.R. de Saint-Quentin), pas ou peu touchées par les grèves, entament déjà la deuxième session. Pour les autres disciplines, cette session aura lieu en octobre. Aucun cours de rattrapage n'a été organisé à Amiens où l'université était demeurée en activité jusqu'au 5 juillet.

A Paris

LES ENFANTS DES CENTRES AÉRIÉS POURRAIENT ÊTRE ACCUEILLIS DANS DES BATIMENTS « EN DUR »

Dans une lettre adressée le 28 septembre à M. Bernard Lafay, président du Conseil de Paris, le préfet de Paris, M. Jean Tanelle, répond aux nombreuses critiques dont les centres aérés pour les petits Parisiens qui ne quittent pas la capitale ont été l'objet depuis la fin du mois d'août. En effet, le 25 du mois dernier, une intoxication provoquant l'hospitalisation de cent enfants. Selon les services d'hygiène de la préfecture, on peut maintenant conclure à une intoxication alimentaire. Le préfet annonce qu'une étude est en cours pour envisager — à la place des tentes où sont généralement accueillis les enfants — la construction de bâtiments en dur, « ce qui serait préférable du point de vue de l'hygiène », mais poserait des problèmes d'environnement dans les bois de Boulogne et de Vincennes, qui sont des sites classés. M. Jean Tanelle ajoute que seront également examinées les possibilités d'améliorations qui pourraient être apportées aux centres extérieurs des écoles qui préparent et transportent la nourriture donnée aux enfants.

Outre cette enquête administrative, l'enquête judiciaire devrait établir l'origine de l'intoxication et les responsabilités.

Situation identique dans la capitale

La situation est sensiblement équivalente dans les universités parisiennes : Paris-I, Paris-VII, Paris-VIII, Paris-X, A l'université Paris-VII (Jussieu), la rentrée est prévue pour le 4 octobre. D'ici là, près d'un millier d'étudiants auront passé les deux sessions d'examens. Des cours de rattrapage auront été organisés jusqu'au 2 juillet, les étudiants se présentant directement aux épreuves terminales, soit à l'U.E.R. de biologie.

Les trois mille huit cent cinquante étudiants de l'université de Paris-I (Sorbonne), inscrits en premier cycle de droit et de philosophie et en première année de gestion, achèvent actuellement les contrôles de connaissances de fin d'année qui avaient été perturbés en juin. Dans les autres disciplines, les cours avaient repris normalement tôt, après les grèves, et la première session avait été organisée normalement.

A l'université de Paris-X (Nanterre), ce problème concerne principalement la section juridique : la première session d'examens a débuté le 17 septembre. Les résultats obtenus en juin ont été validés par les services du rectorat.

Le « rattrapage » des cours et des examens devrait se dérouler partout sans incidents, les présidents d'université, les enseignants et les étudiants attendant le verdict des recteurs pour les examens à venir. Il semble d'autre part qu'aucune nouvelle invalidation des résultats ne soit intervenue depuis le refus de l'administration d'accorder l'agrément national à certaines disciplines des universités de Poitiers et de Toulouse-Le-Mirail.

UNESCO

● La centième session du conseil exécutif de l'UNESCO (Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture) s'est ouverte le lundi 27 septembre au siège de l'organisation, à Paris. Elle a commencé par deux minutes de silence et un hommage à la mémoire du président Mao Tse-tung. Le conseil exécutif a ensuite adopté son ordre du jour, où figure notamment l'étude finale du projet de plan à moyen terme pour 1977-1982. Il formulerait aussi une recommandation sur le budget du programme proposé pour la période 1977-1982.

● La République populaire d'Angola doit être admise ce mardi 28 septembre comme centième membre à l'UNESCO par le Conseil exécutif de l'Organisation culturelle des Nations unies.

(PUBLICITE)

Vous êtes bachelier,
Vous souhaitez vous orienter
vers la gestion d'entreprise,

ipag

vous propose, en trois ans, une formation active et polyvalente (gestion financière, Marketing, relations de travail).
Cinq périodes de travail en entreprise, dont une aux Etats-Unis, alternent avec quatre périodes d'enseignement.

Institut de préparation à l'Administration et à la Gestion.
Etablissement privé d'enseignement technologique supérieur reconnu par l'Etat.

184, boulevard Saint-Germain PARIS-6* - 222-08-55

Le Monde réalise chaque semaine
UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE
Révisée, aux facteurs, rejoint à l'abonnement

Numéro spécial sur le monde
5, rue des Écoles, 75002 PARIS cedex 02

UN NOUVEAU C.E.S. A CANCALE

Une inauguration qui divise

De notre correspondant

Saint-Malo. — M. René Haby, ministre de l'Éducation, a inauguré à Cancale (Ille-et-Vilaine), lundi 27 septembre, un nouveau collège d'enseignement secondaire (C.E.S.).

Le nouvel établissement, qui peut accueillir deux cent cinquante élèves, a été inauguré de façon frappante, a-t-il été déclaré, une politique qui vise à créer délibérément de petits collèges. Ce qui correspond « aux vœux légitimes des communes, soucieuses d'établir les liens les plus étroits possibles entre les élèves de la vie locale et le monde de l'éducation ». Le ministre a annoncé la construction d'une soixantaine de collèges de mêmes dimensions « dans un premier temps ».

Pendant l'inauguration, une centaine d'enseignants du Syndicat national des instituteurs

(SNTI) et du Syndicat général de l'Éducation nationale (SGEN-C.F.D.T.), venus de toute la région, ont réclamé réparation pour quelques « bavures » commises lors de la rentrée scolaire. Parmi eux, six des quatre enseignants du nouveau C.E.S., adhérents du SGEN. Les huit autres avaient — après intervention du recteur — renoncé à « boycotter » l'inauguration.

M. Pierre Durr, directeur du C.E.S., conservera de cette journée un « souvenir amer ». « Nous avons travaillé jusqu'à présent dans de vieux bâtiments mais avec une équipe pédagogique soudée. Je me retrouve, dans ces locaux neufs, pris entre deux groupes d'enseignants qui s'opposent. Cela va s'aggraver si, dans les semaines qui viennent, l'inauguration s'effectue avec sanctions. » — A. M.

● M. Paul Fraisse a été élu à la présidence de la troisième section (sciences naturelles) de l'École pratique des hautes études en remplacement de M. Bernard Halpern, professeur au Collège de

France et directeur du laboratoire d'immunobiologie. M. Fraisse, professeur à l'université René-Descartes (Paris-VI), est directeur du laboratoire de psychologie expérimentale.

Le nombre d'étudiants en médecine devrait diminuer

Un décret conjoint du ministre de la santé et du secrétaire d'État aux universités, daté du 20 septembre et paru au « Journal officiel » du 26 septembre, fixe le nombre des étudiants en médecine et en odontologie (chirurgie dentaire) susceptibles d'être accueillis, pour leur formation clinique et pratique durant l'année universitaire 1977-1980, dans les services des centres hospitaliers universitaires. Les chiffres fixés sont de 25 983 en médecine (contre 25 923 pour 1976-1977, soit 0,2 % d'augmentation) et de 3 742 en odontologie (contre 3 764 pour 1976-1977, soit 0,6 % de diminution).

Les deux nombres qui viennent d'être fixés sont ceux des postes hospitaliers où les étudiants pourront faire leur stage pratique : on sait qu'en médecine, les étudiants, à partir de la seconde année du second cycle (D.C.E.M. 2), doivent accomplir six stages hospitaliers d'un semestre chacun. Les 25 983 postes qui seront, en 1977-1980, disponibles pour accueillir les étudiants des trois dernières années du second cycle (D.C.E.M. 2, 3 et 4) donneront des promotions théoriques comportant le tiers d'étudiants, soit 8 661. Et l'importance de ces promotions pour le second cycle fixe le nombre d'étudiants susceptibles d'être reçus au concours de fin de première année.

Théoriquement, au vu de ces chiffres officiels, le nombre d'étudiants reçus à ce concours devrait donc croître encore légèrement, mais le nombre de postes disponibles pour 1978-1979 le fixait à huit mille six cent quarante et un. En fait, les chiffres officiels étaient largement dépassés : le nombre d'étudiants reçus ces der-

nières années au concours étant proche des dix mille. On indique donc aujourd'hui, au ministère de la santé et au secrétariat d'État aux universités, qu'il n'est plus question d'accepter de tels dépassements, et que les doyens des facultés de médecine ont accepté, au début de septembre, de tout faire pour qu'il en soit ainsi. D'autre part, on applique jusqu'à maintenant dans le calcul du nombre de postes mis au concours un coefficient dit « d'attribution » qui, pour tenir compte des abandons d'étudiants après la première année, relevait le nombre de postes mis au concours : ce coefficient variable suivant les U.E.R., atteignait 20 % dans certaines d'entre elles. Ce coefficient ne sera plus appliqué.

Au total, si les engagements pris sont respectés, on se dirige vers une légère diminution des promotions de futurs médecins, ce qui correspond au désir du gouvernement d'éviter de se trouver, dans quelques années, face à un corps médical surabondant (le Monde du 26 août).

CEGOS

5614-CEGOS spécialistes dans le Groupe CEGOS du conseil aux entreprises pour les études de fonctions et carrières, pour le recrutement de cadres et dirigeants en France et à l'étranger, recommande les situations présentées ci-dessous.

Médecin, Responsable des Expérimentations Cliniques

130.000F. - PARIS

Filiale française du groupe américain JOHNSON and JOHNSON, les Laboratoires CILAG-CHIMIE dont la création récente a pour objet de mettre à la disposition du corps médical des spécialités pharmaceutiques de très haute valeur thérapeutique, recherchent un médecin responsable des Expérimentations Cliniques. Il sera chargé de l'élaboration des protocoles d'études, de leur implantation hospitalière, au plan national, et de leur aboutissement dans le cadre des programmes de développement.

Cette fonction recouvre plusieurs aspects très attractifs : l'étude en profondeur des domaines thérapeutiques concernés, des contacts scientifiques avec des personnalités dominantes en ces domaines ainsi que le suivi et l'évolution de nouveaux produits, depuis leur stade expérimental jusqu'à leur diffusion.

Ce poste sera confié à un médecin de 30 ans minimum, parfaitement bilingue Français-Anglais, exerçant depuis plusieurs années déjà des fonctions hospitalières ; une expérience ou une spécialité en dermatologie sera déterminante dans le choix du candidat. Cette fonction à temps complet n'excluant pas la possibilité d'une activité hospitalière par ailleurs, située à Paris, implique des déplacements sur l'ensemble du territoire national et le cas échéant à l'étranger.

Ecrire à Fr. ROUSSEAU - Réf. 6030/M

Directeur Commercial France

120.000F

Un Groupe Industriel Espagnol, leader en son domaine, spécialisé dans la fabrication d'articles de quincaillerie destinés à la sécurité des habitations, commercialisés déjà dans plus de quarante pays étrangers, a décidé maintenant de conquérir le marché français : pour cela il recherche son Directeur Commercial.

Dépendant de la Direction Marketing du Groupe et après une période d'adaptation et de formation en usine et au siège de la maison-mère, il aura l'entière responsabilité de la promotion et du développement d'un nouveau catalogue spécialement conçu et adapté, tant au plan technique qu'économique, aux normes françaises. Il participera à la définition des objectifs, à l'élaboration des budgets et à partir d'un dépôt déjà existant à Paris, il dirigera et animera les éléments actuels de la force de vente et la développer.

Ce poste sera confié de préférence à un diplômé d'études commerciales, 30 ans minimum, connaissant bien la distribution auprès des grossistes, les réseaux d'achats et des quincailliers, et justifiant lui-même de plusieurs années d'expérience de la vente de biens d'équipement ou d'articles les concernant, puis de l'animation d'un réseau et de la gestion complète de secteurs. La connaissance de l'espagnol n'est pas indispensable.

Ecrire à Fr. ROUSSEAU - Réf. 6028/M

Adressez lettre man. + CV détaillé en indiquant la référence à SELE-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES qui s'engage à répondre et garantir une totale discrétion

sélé
CEGOS

Chef du Personnel

100.000F

Un groupe industriel français, implanté en pays de Loire, proche d'une grande ville universitaire, spécialisé dans la fabrication et la commercialisation d'articles destinés à l'habillement (effectif 1500 personnes réparties en plusieurs unités - C.A. annuel 160 millions de F.H.T.) crée dans le cadre de son expansion un poste de Chef du Personnel.

Placé sous l'autorité et le contrôle du Directeur Administratif et Financier, il participera à l'élaboration et à la mise en application d'une politique de personnel et, au plan fonctionnel, sera chargé d'apporter auprès des différents responsables d'unités ou de départements l'assistance technique qu'ils solliciteront ; en ce sens il aura un rôle d'études et de conseil. Il assurera la gestion administrative des effectifs, les relations avec le personnel et l'ensemble des organismes concernés ; il prendra en charge le budget formation et participera à la gestion du patrimoine social du groupe.

Ce poste conviendrait à un diplômé d'études supérieures, juridiques ou économiques, ou d'une école d'ingénieurs, 30 ans minimum, ayant déjà exercé durant quelques années et si possible en milieu industriel de moyenne importance des fonctions équivalentes lui permettant, à partir de son expérience, d'envisager avec succès la création d'un tel poste.

Ecrire à Fr. ROUSSEAU - Réf. 6029/M

Commerce International

Nous importons et commercialisons des matières premières utilisées par différents secteurs industriels. Nous comptons parmi les plus importantes sociétés françaises dans notre spécialité et achetons dans tous les pays du monde.

Nous recherchons le responsable de l'une de nos gammes de produits. Il exercera une activité de négociation et assurera les contacts tant avec les fournisseurs étrangers qu'avec les clients français. Il gèrera son budget et sera responsable de ses résultats et du développement de son secteur.

Le candidat aura une formation commerciale supérieure et quelques années d'expérience. Il connaîtra l'anglais.
Résidence : Paris.

Ecrire à J. DELANNOYE - Réf. 1009/M

Jeune Juriste

CONCEPTION ET LANCEMENT DE NOUVEAUX PRODUITS D'ASSURANCES

Nous sommes l'une des premières Compagnies d'Assurances, siège social - Paris 8ème. Nous cherchons, pour notre service études et lancement de nouveaux produits, une jeune licenciée en droit, ayant éventuellement complété sa formation par l'Institut des Assurances, l'IEP ou l'IAE. Une expérience d'un an ou deux dans l'assurance, par exemple Inspection ou services Etudes, est très souhaitée.

Missions confiées :
1o) améliorer et moderniser les contrats actuels ; concevoir de nouveaux produits ; procéder à des études juridiques diverses. Ce travail exige une grande autonomie et fiabilité sur le plan juridique.
2o) assister et former les réseaux commerciaux en province au moment du lancement des nouveaux produits. Ce rôle exige une personnalité affirmée, d'excellents contacts, une disponibilité permettant d'accepter un certain nombre de déplacements.

Statut stagiaire cadre. Intégration dans une équipe jeune et de haut niveau.
Préciser niveau actuel de rémunération.

Ecrire à M. GARCIA - Réf. 11.998/M

150

Le Monde

DE LA MÉDECINE

AUX ENTRETIENS DE BICHAT

Le double visage des médecins : HOMMES DE SCIENCE ET CONSEILLERS SOCIAUX

par le docteur ESCOFFIER-LAMBIOTTE

PRES de dix mille médecins assistent aux manifestations diverses qui se déroulent toute la semaine à la faculté de médecine Pitié-Salpêtrière, à Paris, dans le cadre des Entretiens de Bichat.

Le choix des sujets traités reflète l'extraordinaire diversité, et la complexité croissante, d'une pratique qui s'étend de plus en plus aux prises en charge psychologiques, préventives, voire sociales.

Un « comité de praticiens », à cette année, entièrement supervisé les programmes retenus, et les Entretiens reflètent, beaucoup mieux que jadis, les préoccupations quotidiennes qui sont celles des malades.

Nombre de communications concernent une discipline hier encore ignorée, voire méprisée, et qui est malheureusement absente de l'enseignement médical. Il s'agit de la prévention, qui

nécessite l'étroite collaboration, d'une part, des spécialistes, des chercheurs et des épidémiologistes, qui en découvrent les données, et, d'autre part, des médecins de famille et du public qui diffusent ou utilisent ces données.

Le nombre des débats sur la physiologie de la femme ou sur la croissance physique et psychique de l'enfant incite à regretter l'insuffisante représentation de ces thèmes au cours des études médicales. La prise en charge de la contraception, des difficultés sexuelles, de la reproduction, de la ménopause, de la puberté, n'a rien à voir avec la « thérapeutique » telle qu'elle était conçue hier encore. Il en est de même pour les difficultés familiales ou scolaires, pour les révoltes de la jeunesse, les aberrations des horaires scolaires, l'accoutumance aux drogues, dures ou douces, ou les problèmes d'apprentissage de la parole ou de la lecture.

La formation psychologique (et l'apprentissage de la pédiatrie) qu'implique l'engagement du médecin dans un rôle qui convient si bien à sa vocation nécessite aussi une modification des programmes d'enseignement.

L'adaptation de ces programmes ne pourra être éternellement compensée par l'enseignement post-universitaire, et leur nécessaire refonte apparaît mieux encore à la lumière des préoccupations de Bichat.

Enfin, on peut regretter que les aspects relevant de l'économie sanitaire soient presque totalement absents de ces manifestations. Les dépenses de santé représentent 8 % du produit national brut (77,9 milliards de francs), et il serait regrettable que les médecins, tous les médecins, ne soient pas étroitement associés aux choix qu'impose à l'évidence l'hémorragie financière actuelle. Encore faudrait-il leur en fournir les données.

La prévention des cancers intestinaux est possible

LES cancers de l'intestin, dont la fréquence ne cesse de croître en Occident depuis le début du siècle, sont devenus, cette année, les premiers tumeurs de la cancérologie.

Le public (et les médecins) est depuis longtemps averti des premiers signes cliniques révélateurs d'un cancer digestif, et la moindre trace de sang dans les selles, fût-elle due à de banales hémorroïdes, déclenche sans retard les explorations complémentaires qui s'imposent.

Or, soulignent tous les gastro-entérologues, quelle que soit la brèveté du délai entre ces tout premiers signes et le diagnostic, on ne trouve jamais dans l'intestin de petits cancers : ceux que l'on découvre sont déjà volumineux. Comment faire alors pour diminuer cette lourde mortalité, pour traiter la cancéralisation à ses débuts, ou même pour l'empêcher ?

Les docteurs Souillard et Potet (hôpital Bichat, Paris) rappellent, à ce sujet, les multiples travaux récents montrant que les « polypes » intestinaux dits bénins, que contenaient hier encore les cliniciens avec sérénité, sont, en réalité, le stade premier du cancer intestinal : ils appellent une ablation immédiate.

Des polypes... malins

Ces polypes ne se manifestent guère, ou pas du tout, et la plupart sont découverts par hasard, au cours d'une exploration due à des motifs accessoires.

Leur fréquence est cependant élevée (un individu sur cinq avec un maximum entre cinquante et soixante-dix ans) et des examens simples permettent de les détecter. La radiologie d'une part (exploration fine de la muqueuse intestinale après lavement baryté), la fibroscopie de l'autre (étude directe de la muqueuse intestinale par un tube introduit par l'anus) donnent à ce sujet et grâce aux progrès récemment accomplis dans leurs techniques des indications précises.

Un texte est diffusé dans le public aux Etats-Unis, montrant l'intérêt de ces examens (qui devraient se faire tous les deux à quatre ans et à partir de quarante-cinq ou cinquante ans), expliquant leur technique et indiquant leurs résultats.

Pâtir ou prévenir ?

Une telle entreprise doit donc être considérée comme éminemment souhaitable, voire, comme le disent les professeurs Souillard et Potet, comme impérieuse chez tous les sujets dits « à haut risque ». C'est-à-dire ceux chez lesquels le cancer intestinal d'un parent incite à soupçonner une prédisposition familiale, ceux qui sont porteurs d'un ou plusieurs polypes, et ceux qui, opérés, cou-

rent le risque d'une réurgence intestinale.

Faut-il aller plus loin et, comme l'envisagent nombre de gastro-entérologues, préconiser l'extension à toute la population, à partir de cinquante ans, de ce type d'examen répétés à intervalles réguliers ?

Diététique ou chirurgie ?

Le coût d'une telle entreprise et le fait que les examens en question ne soient ni aisés, ni rapides, ni simples méritent réflexion. L'augmentation inquiétante des cancers intestinaux tient à celle des polypes, pré-cancers, qu'il faut donc traiter sérieusement. Mais cette augmentation des polypes, constante, frappant tout le monde occidental depuis un demi-siècle, à quel est-elle due ?

La vraie prévention ne consiste-t-elle pas surtout à élucider les causes de ce phénomène ? Causes très certainement alimentaires, et qui appellent, semble-t-il, et en priorité absolue, le développement des recherches « épidémiologiques » et « diététiques ».

La sédentarité, la suppression du « ballast » intestinal (fibres des céréales, enveloppes des légumes secs, etc.), ont allongé considérablement, au cours des dernières décennies, la durée de stagnation des aliments dans le tube digestif. De multiples travaux semblent indiquer que c'est dans cette voie que pourrait être trouvée la source de nombre des maux digestifs des sociétés industrialisées.

Encore faut-il qu'un grand effort soit accompli pour élever cette discipline (la diététique) au rang des sciences médicales importantes.

Encore faut-il que le vertige technologique ne pousse pas à favoriser systématiquement l'ivresse hautement spécialisée des colo ou recto-sigmoido-fibroscopies ou des mucographies à double contraste, au détriment d'un bon sens alimentaire peut-être moins exaltant, mais sans doute plus efficace, et certainement moins coûteux.

La « spasmophilie » atteint une femme sur dix

POUR le professeur Bour et le docteur Doré (Hôtel-Dieu, Paris), plus de 50 % des « troubles digestifs », des « dyspepsies », peuvent être reliés à un trouble du métabolisme du calcium baptisé « spasmophilie » par le professeur R.-P. Kohn, qui l'a particulièrement étudié.

Cette affection, ou plutôt cette constitution héréditaire, est très fréquente, puisqu'elle concerne presque un Français sur dix ; elle s'observe plus fréquemment chez l'enfant (75 % des enfants de cinq à douze ans atteints de « coliques » ont une spasmophilie, selon l'étude du professeur Bour) et plus tard chez les femmes, de dix-huit à quarante-cinq ans.

Aucun signe n'est très spécifique, mais la fréquence d'un groupement « fatigue », maux de tête, troubles digestifs, « hyperémotivité » est frappante.

L'origine de ces troubles, à savoir l'anormale répartition du calcium et du magnésium cellulaires, peut être identifiée par un examen clinique (signes d'hypercalcémie, d'hypermagnésémie, de « dépendance » excessive du calcium par les urines).

Les manifestations cliniques de la spasmophilie telles que les a observées l'équipe de l'Hôtel-Dieu ont été essentiellement d'ordre digestif :

- Les vomissements sont fréquents, spontanés, survenant au lever ou après un repas, sans qu'un facteur alimentaire puisse être incriminé, mais souvent en relation avec une émotion ou une contrariété.

- Les douleurs abdominales concernent l'ensemble du cadre intestinal et s'accompagnent de ballonnements et d'une fausse alternance constipation - diarrhée.

A part les spasmes intestinaux, tous les examens digestifs sont normaux.

- Les migraines sont souvent reliées « au foie » alors que la spasmophilie en est la cause.

- Les troubles de la déglutition se traduisent par une sensation de « gorge serrée » survenant à distance des repas.

- La fatigue chronique existe dans 75 % des cas ; commençant

dès le matin, elle s'accroît dans la journée, entraînant des conflits familiaux ou professionnels et des récriminations constantes.

- Les vertiges au lever (hypotension), les douleurs vertébrales (mal au dos) ne sont pas rares.

Le tout s'accompagne parfois de crampes des extrémités, de raideurs des articulations, et de sensation d'oppression respiratoire qui peuvent survenir à l'occasion d'une infection, d'un choc psychologique ou d'une grossesse.

Phosphore et vitamine D

Le profil psychologique de ces patients est dominé par l'hyperémotivité et les tendances anxieuses ou dépressives, avec parfois des crises d'angoisse.

Les explorations biologiques confirment, dans ces cas, l'hyperexcitabilité neuro-musculaire d'une part, et le taux élevé de déperdition de calcium par les urines, d'autre part.

L'évolution de la spasmophilie est corrélée avec des hauts et des bas, et il n'est pas rare

que les manifestations cliniques régressent à la ménopause.

Le traitement consiste, dans l'état actuel des connaissances, en l'administration de vitamine D, de phosphore et, éventuellement, de magnésium. Conduit pendant trois mois, puis renouvelé ensuite à l'entrée de l'hiver, ce traitement normalise la perte de calcium par les urines et corrige la fatigue et la plupart des troubles cliniques, notamment digestifs.

Les travaux qui se développent sur ce thème intéressant des troubles des métabolismes minéraux devraient apporter des lumières nouvelles sur toute une pathologie hormonale (concernant notamment le fonctionnement des parathyroïdes) encore mal connue, et dont l'intérêt est considérable.

L'étude du fonctionnement du tube digestif et de ses troubles, également mal connus, mérite aussi des recherches accrues, multidisciplinaires, notamment à cause de leur incidence sociale et de la part considérable qu'ils occupent dans la pratique quotidienne.

Menus familiaux et prévention des maladies de cœur

QU'ILS soient gros ou maigres, ceux qui absorbent trop de calories, trop de graisses et trop de sucre courent, dix fois plus que les autres, le risque d'un accident cardiaque mortel ou invalidant. Et les menus que composent les mères de famille sont tels que les trois quarts des Français se trouvent dans cette situation.

C'est pourquoi le docteur Jean Lambert, chargé du département de diététique de l'hôpital Lariboisière, estime que les médecins de famille réunis aux entretiens de Bichat devraient prodiguer aux mères des conseils nutritionnels indispensables. « Dès la plus tendre enfance, le mode d'alimentation conditionne — ou prévient — le débâtement ultérieur des vaisseaux, qui fait le lit des accidents vasculaires. C'est dire l'importance de ces notions diététiques encore si mal connues, et dont le ministre de la santé entend faire l'un des thèmes essentiels de ses futures campagnes de prévention.

Le docteur Lambert a étudié, pendant un an, les sujets de moins de cinquante ans admis à l'hôpital Lariboisière, dans un service de grande urgence cardiologique, pour un accident cardiaque confirmé (infarctus).

Quatre sont morts trop rapidement pour être interrogés. Sur les trente-six survivants, on trouve trente-quatre hommes et deux femmes. Sept seulement étaient obèses, mais vingt-cinq mangaient trop (plus de 3 000 calories par jour, et de 6 000 à 7 000 calories pour dix d'entre eux), et surtout trop de graisses.

Tous buvaient trop d'alcool (plus de 1 litre de vin) et vingt-trois fumaient plus de vingt cigarettes par jour. Autrement dit, et bien que peu de ces jeunes cardiaques aient un poids excessif, les trois quarts mangent trop et absorbent trop de graisses.

La surveillance isolée du poids peut donc être trompeuse et une vigilance plus grande concernant la nocivité de comportements alimentaires trop répandus s'impose.

Rappelant les multiples enquêtes internationales et s'appuyant sur ses propres constatations, le docteur Lambert rappelle la liste des facteurs alimentaires qui jouent un rôle important dans l'apparition des lésions coronariennes (les artères coronaires irriguent le cœur).

- Une ration, trop élevée : pour les sédentaires que sont les citadins, les menus quotidiens sont globalement trop riches. Et les premières années de la vie peuvent être déterminantes, l'obésité de l'enfance étant « le grand pourvoyeur de callosité de l'adulte ». Gaver les tout-petits fait, en outre, courir le risque d'une multiplication définitive des cellules graisseuses.

- Trop de graisses : l'habitude des sauces, des frites, de la charcuterie et du beurre sur la table conduit à un déséquilibre dangereux. Les graisses ne doivent pas dépasser 100 grammes par jour, dont la moitié est déjà contenue dans les aliments courants (viande, fromage, etc.), ce qui laisse 50 grammes par jour pour le beurre et l'huile des salades. Il serait bon en outre que le tiers, ou la moitié, de cette ration soit consommée sous forme d'acides gras

insaturés (huile de maïs ou de tournesol).

- Trop de sucres : l'augmentation continue, depuis le début du siècle, de la consommation des sucres raffinés continue, et la corrélation de ce phénomène avec le développement des altérations vasculaires est frappante.

- Pas assez de fibres : les occidentaux n'absorbent pas assez de ballast (céréales, pain complet, céréales des légumes farineux, son) ce qui semble, par un processus de stagnation intestinale, augmenter les risques de dépôt de cholestérol dans les vaisseaux.

- Trop d'alcool : le vin et la bière (riches à la fois en sucre et en alcool) contribuent pour une part importante aux excès caloriques dangereux.

- Trop de sel : les régimes salés favorisent l'éclosion de l'hypertension, et c'est dès la plus tendre enfance que l'habitude d'une alimentation pauvre en sel doit être prise.

- Une eau appauvrie : les adoucisseurs d'eau, qui appauvrissent les taux de calcium et de magnésium, paraissent jouer un rôle nocif dans l'apparition des affections cardiovasculaires.

Conseils à une mère

En fonction de cet ensemble d'éléments, le docteur Lambert conseille aux médecins de famille de faire systématiquement et délibérément une « éducation nutritionnelle préventive », dont l'importance est grande pour l'avenir, et surtout si un membre de la famille a été atteint avant cinquante ans d'une coronaropathie. Voici, selon lui, ce qu'il faut dire :

- Les habitudes alimentaires que vous donnez à vos enfants conditionnent leur avenir. L'apprentissage de la frugalité doit être précoce et la vigilance devant l'obésité infantile sans faille (surtout pour les garçons, plus négligents à ce sujet que les filles).

- Demandez les menus des cantines scolaires ou d'entreprise, afin de moduler les vôtres (pas de friture chez vous, et pas de charcuterie, si la cantine en donne).

- Ne mettez pas de beurre sur la table et diminuez la ration de graisses (sauces, crème, pâtisseries grasses, viande de porc et de mouton, etc.). Utilisez, pour vos salades, de l'huile de tournesol, de maïs, ou d'olive.

- Désahabituez les enfants du goût du sucre. Huit à dix morceaux de sucre par jour (40 à 60 grammes)

suffisent, boissons et entremets compris :

- Attention aux boissons dites « hygiéniques » : les « fruités » du commerce apportent, par litre, 450 calories (vingt morceaux de sucre) ; habituez l'enfant à boire de l'eau, gazéifiée ou non, et citronnée ;

- Enrichissez la table en céréales et fibres végétales (pain complet, céréales du petit déjeuner), et veillez à l'alternance des légumes verts, jaunes, rouges, oranges, tomates, patates, riz et semoules ;

- Ne dépassez pas quatre ou cinq œufs par semaine, et servez-les rarement les œufs, afin de maintenir à un niveau de sécurité la ration de cholestérol ;

- Salez très peu, évitez l'adoucisseur d'eau. Interdisez l'alcool (vin ou bière) avant quinze ans.

Et si vos initiatives sont mal reçues, conseillez aux mères le docteur Lambert, dites-vous bien qu'il y a plus de dévouement à rechercher ce qui sera bien pour la santé, même lointaine, de ses enfants qu'à surcharger inconsidérément les plats en beurre, en sucre ou en crème, ce qui est, somme toute, une manière bien tordue d'avoir fait de la bonne cuisine.

Ces conseils, d'ailleurs, — et cette fois aux praticiens, — doivent être inlassablement expliqués et répétés : « Mais il ne nous paraît point que perdre son temps à un tel effort soit une activité moins noble que de se rendre d'urgence au chevet d'un malade encore jeune, qu'une embulgence spécialisée dirigera vers un centre de réanimation cardio-vasculaire. »

Le rôle que joueront les médecins dans la prévention et dans l'éducation sanitaire devrait être considérablement développé et valorisé dans les années qui viennent. Ils s'adressent certes au public, et notamment aux spécialistes dirigera vers un centre de réanimation cardio-vasculaire.

(Lire page 21 en rubrique « Société », le compte rendu de deux « tables rondes » sur l'enfant à problème et les mères célibataires.)

ORGANISME SPECIALISE
DANS
L'IMPLANTATION
MEDICALE DE GROUPE
recherche pour Paris
et sa région : médecins
généralistes, spécialistes
et para-médicaux
pour création cabinets
de groupes.

75003 Paris, 5, rue
des Haudriettes,
T. 272-25-95

JEAN BERNARD
DE L'ACADEMIE FRANCAISE

L'HOMME changé par L'HOMME

"En lisant le nouveau livre
de Jean Bernard,
on se sent intelligent".
Pr Paul Milieuz

"Une merveille de
simplicité, de science
et d'imagination".
Pr Escoffier-Lambiotte

Un livre essentiel que nul
ne peut ignorer.

EDITIONS BUCHET/CHASTEL
18, rue de Condé - 75006 Paris

Aux Journées d'études de l'Association des diététiciens de langue française

L'alimentation et la préservation de la santé

Strasbourg. — S'il est un domaine où le comportement de l'homme moderne est à reconsidérer, c'est bien celui de la nutrition. On connaît depuis longtemps déjà les conséquences d'une alimentation trop riche dans l'apparition des maladies cardio-vasculaires, de l'obésité ou du diabète gras. Mais des études récentes réalisées en Angleterre ont mis en évidence le rôle d'un régime mal équilibré et notamment pauvre en cellulose, dans l'apparition d'affections aussi diverses que la diver-

ticose, la constipation chronique, l'appendicite aiguë ou le cancer du colon. La prévention de ces maladies devient dès lors envisageable bien qu'il ne soit pas facile, surtout dans notre pays, de modifier les comportements alimentaires.

L'ensemble de ces questions a retenu l'attention des participants aux Journées d'études de l'Association des diététiciens de langue française qui viennent d'avoir lieu à Strasbourg.

De notre envoyé spécial

La première partie des travaux, consacrée aux problèmes des boissons, devait mettre l'accent sur la nécessaire promotion de l'eau comme boisson de base dans le régime de l'homme occidental. Au-delà de sa toxicité bien connue, l'alcool, comme d'ailleurs les boissons sucrées, apporte des calories bien inutiles dans un régime qui en comporte déjà trop. Si l'on en croit les statistiques présentées par M. Descombes, le Français n'aura plus dans l'avenir le triste privilège d'être le plus fort consommateur de vin. Ses voisins allemands, belges et néerlandais tendent actuellement à rattraper leur « retard » en ce domaine. Avec 90 litres par personne et par an, le vin reste cependant la

surveillée et contrôlée plus qu'aucun autre aliment. Même pour les nourrissons, les eaux en bouteilles n'offrent pas une garantie supérieure. Il conviendrait à ce sujet de mieux informer les directeurs des cantines scolaires. Une enquête révèle, d'autre part, que le lait est assez rarement proposé aux enfants, même comme boisson au chocolat. Pourquoi ne pas suivre l'exemple de certains pays, non seulement les pays scandinaves, mais aussi Israël et le Japon, où chaque élève dans l'enseignement primaire trouve à table une bouteille de lait, ont demandé les congressistes ? Jusqu'à ces dernières années, on

Dans les pays occidentaux, gros consommateurs de graisses, de viandes et de sucres, la ration alimentaire est progressivement appauvrie en fibres. L'exemple du pain est, à cet égard, tout à fait significatif : sa consommation journalière a fortement diminué, passant de 600 à 200 grammes en cinquante ans, alors que, dans le même temps, la farine qui le compose s'est appauvrie en fibres.

Parallèlement à ces modifications du régime alimentaire, de nouvelles affections apparaissent. La maladie diverticulaire de l'intestin est un bon exemple. Inconnue chez les populations d'Afrique et d'Asie rurale, elle est présente chez un tiers des sujets de plus de soixante ans vivant en Europe et aux États-Unis. Fait plus troublant encore, elle se manifeste après quarante ans dans les communautés qui abandonnent leur alimentation traditionnelle.

Budditt et son équipe ont démontré le rôle essentiel de la carence en fibres végétales dans l'apparition de la constipation chronique, de la diverticulose, de l'appendicite aiguë des polypes et des tumeurs du colon. La lithase biliaire et l'infarctus du myocarde dépendent de mécanismes plus complexes, mais la carence en fibres constitue, là aussi, un facteur favorisante. Déjà, l'application thérapeutique de ces découvertes donne d'intéressants résultats, notamment par l'adjonction de son grossier (qui vendent les pharmaciens) à l'alimentation de certains constipés chroniques.

Faut-il donc, et dans tout l'Occident, renoncer au pain blanc pour le riz complet, au riz blanc pour le riz complet, à la viande pour la viande et de légumes ? Selon le Pr Weill, il est encore prématuré d'engager dans cette voie, car il n'est pas aussi facile qu'il y paraît d'enrichir un régime en fibres : l'apport fibreux des différents types de céréales reste, en effet, mal connu ; le son peut renfermer des pesticides ; les fibres des fruits et des légumes sont différentes de celles des céréales et en trop grande quantité elles sont souvent mal tolérées.

L'importance des travaux d'ajustement qui se déroulent à ce sujet dans le monde permettra de préciser les modalités du « régime fibreux », promis à un bel avenir. — M. D.

SAVOIR SE NOURRIR

Le Palais de la découverte organise sur le thème « Savoir se nourrir, une des clés de la santé » un nouveau cycle de conférences, sous la direction du professeur Bour, directeur de l'Institut de diététique.

Des exposés seront faits le vendredi 2 à 18 h 15 sur l'alimentation et les aliments (1^{er} octobre) ; les besoins de l'organisme (2^e octobre) ; la physiologie de la nutrition (13 octobre) ; la composition et la répartition des repas (23 octobre) ; la définition des aliments (5 novembre) ; la transformation des aliments (12 novembre) ; les équilibres en nutrition (19 novembre) ; le choix des aliments sur le marché, prix, qualité (26 novembre) ; les contraintes alimentaires nées de l'urbanisation (3 décembre) ; la protection légale et réglementaire du consommateur (10 décembre).

* Palais de la découverte, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris (entrée : 3 F ; conférences gratuites).

Les risques et les suites de l'avortement

SECON les déclarations officielles du ministère de la Santé, 45 085 interruptions de grossesse ont été pratiquées en France en 1975, dont 32 293 dans des cliniques privées. Ces chiffres se situent en dessous de la réalité, comme le déclare le ministre lui-même, compte tenu des délais pour l'enregistrement des déclarations auxquelles sont tenus les établissements où se pratiquent ces interventions.

La modification de la législation française permet, depuis le 17 janvier 1975, d'exercer une surveillance médicale sur un secteur important de la gynécologie (1) et qui, en raison de sa clandestinité, échappait jusqu'alors à toute possibilité de recensement précis, de prévention, d'analyse clinique, et même de secours socio-psychologique.

L'étude menée par les docteurs Keller, Durand et Wassmer revêt, dès lors, un intérêt particulier. Elle porte sur les 494 avortements réalisés en un an à la clinique gynécologique et obstétricale II des hospices civils de Strasbourg, quant à leur indications, aux techniques employées et aux complications observées.

QUI ?

Près de 80 % des femmes demandant une interruption de grossesse ont, dans cette statistique, entre vingt et un et trente-cinq ans, et 10 % seulement ont moins de vingt ans.

En dépit des avertissements répétés selon lesquels l'avortement entraîne d'autant moins de complications qu'il est conduit plus tôt, la grande majorité des avortements se font très tardivement : entre la huitième et la dixième semaine de la grossesse (0,22 % seulement ont lieu avant la sixième semaine).

Crainte des femmes ? Négligence ? Hésitations ? La cause de ces retards est mal connue ; peut-être tient-elle à une information insuffisante des femmes sur les conséquences fâcheuses, pour leur santé, de pareils retards.

POURQUOI ?

Les motifs invoqués pour les avortements dits « de convenance » relèvent de facteurs médicaux (crainte d'enfant anormal après quarante ans, ou à cause d'antécédents héréditaires), sociaux (famille nombreuse, viol, femme seule, logement exigu, difficultés financières, conjugués, etc.), psychologiques (traumatisme de toute contraception, échec de la contraception) ou de confort. On trouve, dans cette dernière rubrique, l'indigence du mari, la présence d'un chien au domicile (1), les vacances glâches et d'autres considérations contestables au regard d'une telle décision.

COMMENT ?

L'aspiration, avec ou sans anesthésie générale selon quelle se fait avant ou après la sixième semaine de grossesse, est la méthode la plus simple et la moins traumatisante. Elle ne nécessite qu'un repos de quelques heures (même si une anesthésie générale légère est indiquée) et ne demande donc pas d'hospitalisation.

Mais son innocuité n'a jamais été absolue, comme certains voudraient le faire croire, et les complications n'en sont pas exceptionnelles. Bien que sa fréquence diminue de manière importante lorsque l'expérience d'un personnel médical s'accroît, l'ongle de l'une des meilleures cliniques spécialisées de France montre, d'une part, qu'une telle méthode ne peut être pratiquée par des techniciens non avertis, et d'autre part, que les risques encourus incitent à un effort de prévention vigoureux par la diffusion des méthodes contraceptives.

Les spécialistes de Strasbourg, qui, depuis dix ans, ont l'habitude des techniques d'aspiration et de curetage, dénombrent ainsi treize perforations de la matrice (soit 2,88 %), quinze cas d'hémorragie (3,3 %), un certain nombre de lésions du col de l'utérus, dues à sa dilatation, et nombre d'infections avec fièvre, de gravité variable, survenant en dépit de toutes les précautions d'asepsie.

COMPROMETTRE L'AVENIR

Le recul des spécialistes de Strasbourg (un an) est insuffisant pour qu'ils puissent évaluer l'incidence des complications tardives et les retentissements à long terme des interruptions de grossesse sur la fécondité, la vie génitale et les maternités ultérieures.

Les bilans étrangers sont donc rappelés à ce sujet, qui montrent une augmentation importante des naissances d'enfants prématurés après avortement, et notamment

après des avortements répétés (le nombre des prématurés double après trois avortements et la mortalité du nouveau-né triple).

Il est bien évident que toutes ces complications sont considérablement moins nombreuses et moins graves lorsque l'interruption de grossesse est pratiquée dans de bonnes conditions, et si l'on songe aux désastres des avortements clandestins.

Il n'en est pas moins vrai qu'elles existent, qu'elles doivent être connues de toutes, et que le nombre précoce de femmes qui tiennent l'avortement pour une méthode contraceptive incite à déployer en faveur de l'information un effort décapité, afin que chacune soit consciente des dangers d'une telle attitude.

(1) Le nombre des avortements clandestins qui étaient pratiqués dans les pays conditions d'hygiène, a été évalué de 200 000 (chiffre minimal) à 500 000 par an, avant la modification législative.

Une enquête dans le Rhône et la Loire

L'INTERRUPTION DE GROSSESSE ET LA « DÉTRESSE » DES MÉDECINS

Si la loi sur l'interruption volontaire de la grossesse a été votée, la détermination de la « détresse » des femmes, son application doit faire face à celle des médecins. « Telle est la conclusion que tirent les docteurs Gérard Védrines et Marie-Françoise Borrel d'une enquête minutieuse réalisée dans le Rhône et la Loire. Les deux auteurs ont consacré leur thèse de médecine au bilan de l'application de la loi sur l'avortement dans ces deux départements un an après son adoption par l'Assemblée nationale. Elle montre que l'application de cette loi est la source de conflits au sein du corps médical.

Dans le Rhône et la Loire, deux types de structures se sont développées : les centres et l'intégration dans des services hospitaliers. Les centres sont des unités autonomes qui ont vu le jour sous la pression des mouvements militants et parfois avec leur aide.

L'intégration à l'hôpital public fut relativement facile dans les petites villes, et, contre toute attente, les médecins n'ont pas été débordés par les demandes. Dans ces petites localités, en effet, « tout se sait », et les femmes préfèrent préserver leur anonymat. Elles résistent donc sur les grands centres urbains proches. Dans les grandes villes, l'intégration des structures d'I.V.G. est beaucoup plus difficile, et il en résulte toujours une limitation du nombre des interventions.

L'attitude des médecins pratiquant les avortements est, elle aussi, très disparate. Les auteurs déclarent ne jamais avoir rencontré de médecin « avorteur » heureux. La tolérance à l'égard de l'acte est très variable, allant de l'hostilité mal contenue à l'adhésion militante. Mais on trouve une volonté quasi unanime des praticiens de ne pas réduire leur activité à « ça ».

Cette tolérance variable explique, selon les auteurs, la grande différence au niveau des techniques utilisées. Le point sur lequel les pratiques sont les plus divergentes est l'indication de l'anesthésie générale. La plus souvent, ce sont les médecins « militants » qui y sont opposés, car ils considèrent l'I.V.G. comme un acte simple, peu médicalisé, laissant une large place à la parole de la femme et nécessitant une prise en charge par l'avortée de son acte. Au contraire, ceux qui sont favorables à l'anesthésie générale considèrent que l'I.V.G. est un acte lourd, médicalisé à l'extrême, où le samaritain évite toute confrontation.

En général, c'est le développement de l'acte, concerté entre les médecins favorables à l'I.V.G. et les mouvements pour la liberté de l'avortement et de la contraception, qui a permis d'obtenir dans le secteur public l'application réelle de la loi.

L'analyse de six cent vingt dossiers a permis aux deux jeunes médecins d'établir un profil des demandes d'interruption de grossesse. Pour les deux départements considérés, la fréquence maximale se situe entre dix-huit et vingt-quatre ans, le tiers des demandes émane de femmes âgées de moins de vingt-quatre ans.

Le pourcentage des mineurs (4 %) et des femmes de plus

de quarante ans (7 %) est en revanche très faible. Le tiers des femmes n'ont pas d'enfants ; la proportion est basse chez les femmes ayant un enfant (16 %), mais elle remonte assez nettement chez les mères de deux ou trois enfants. Dans la période de l'enquête (1^{er} avril à 1^{er} décembre 1975), 80 % des femmes ayant eu recours à l'I.V.G. n'avaient jamais auparavant subi un avortement.

Dans le Rhône et la Loire, deux types de structures se sont développées : les centres et l'intégration dans des services hospitaliers.

Les centres sont des unités autonomes qui ont vu le jour sous la pression des mouvements militants et parfois avec leur aide.

L'intégration à l'hôpital public fut relativement facile dans les petites villes, et, contre toute attente, les médecins n'ont pas été débordés par les demandes. Dans ces petites localités, en effet, « tout se sait », et les femmes préfèrent préserver leur anonymat. Elles résistent donc sur les grands centres urbains proches. Dans les grandes villes, l'intégration des structures d'I.V.G. est beaucoup plus difficile, et il en résulte toujours une limitation du nombre des interventions.

L'attitude des médecins pratiquant les avortements est, elle aussi, très disparate. Les auteurs déclarent ne jamais avoir rencontré de médecin « avorteur » heureux. La tolérance à l'égard de l'acte est très variable, allant de l'hostilité mal contenue à l'adhésion militante. Mais on trouve une volonté quasi unanime des praticiens de ne pas réduire leur activité à « ça ».

Cette tolérance variable explique, selon les auteurs, la grande différence au niveau des techniques utilisées. Le point sur lequel les pratiques sont les plus divergentes est l'indication de l'anesthésie générale. La plus souvent, ce sont les médecins « militants » qui y sont opposés, car ils considèrent l'I.V.G. comme un acte simple, peu médicalisé, laissant une large place à la parole de la femme et nécessitant une prise en charge par l'avortée de son acte. Au contraire, ceux qui sont favorables à l'anesthésie générale considèrent que l'I.V.G. est un acte lourd, médicalisé à l'extrême, où le samaritain évite toute confrontation.

En général, c'est le développement de l'acte, concerté entre les médecins favorables à l'I.V.G. et les mouvements pour la liberté de l'avortement et de la contraception, qui a permis d'obtenir dans le secteur public l'application réelle de la loi.

L'analyse de six cent vingt dossiers a permis aux deux jeunes médecins d'établir un profil des demandes d'interruption de grossesse. Pour les deux départements considérés, la fréquence maximale se situe entre dix-huit et vingt-quatre ans, le tiers des demandes émane de femmes âgées de moins de vingt-quatre ans.

Le pourcentage des mineurs (4 %) et des femmes de plus

Le Monde de l'éducation

numéro d'octobre

L'UNIVERSITÉ ABANDONNÉE

Deux hauts fonctionnaires — MM. Jean-Louis Quermonne, directeur de l'enseignement supérieur et de la recherche ou secrétaire d'État aux universités, et André Casadevall, recteur de l'académie de Créteil — viennent de démissionner pour protester contre l'absence de politique universitaire du gouvernement. Dans une longue interview, ils s'expliquent. M. Jean-Louis Quermonne : « Ne pas définir une stratégie universitaire serait pour l'État une faute politique grave. » M. André Casadevall : « Quand il faut choisir entre être pour ou contre l'Université, je rejoins mon camp... »

- Des suggestions pour les loisirs des enfants : musique, danse, théâtre, arts plastiques.
- Propositions pour l'éducation sexuelle.

Egalement au sommaire :

Former les maîtres à l'audiovisuel. Reentrée tendue en Belgique. La nationalisation de l'enseignement privé en Algérie. Les formations universitaires de deuxième cycle à caractère professionnel. La formation continue à La Rochette-Campo. Les métiers de la police.

Le numéro : 5 F - Abonnements (11 numéros par an)

France : 50 F - Étranger : 68 F

« Le Monde de l'éducation »
5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09.

PAUL MILLIEZ

l'année du médecin 1976

L'information médicale post-universitaire est difficile à réaliser. Le Professeur MILLIEZ a pensé qu'un livre, faisant chaque année le point des progrès récents, permettrait enfin que s'instaure un dialogue et que circule l'information entre généralistes et spécialistes.

82 sujets traités - 476 pages.

prix de lancement 100 00 F.

flammarion médecine-sciences

20, rue de Vaugirard 75006 Paris



PALAIS DE LA DÉCOUVERTE

Avenue Franklin-Roosevelt - 75008 PARIS

Conférences en OCTOBRE les :

- Samedi 2, à 15 h : Découverte, mise au point et utilisation des moyens contraceptifs modernes, par le Pr Étienne BAULIEU.
- Samedi 9, à 15 h : Les origines de l'homme, par Yves COPPENS.
- Samedi 16, à 15 h : Diamants artificiels, par Boris VODAR.
- Samedi 23, à 15 h : L'histoire de la météorologie moderne, par Philippe SCHRECKENSWERGER.

AU PALAIS DE LA DÉCOUVERTE

ENTRER LIBRE DANS LE DOMAINE SCIENTIFIQUE

« Conférences d'initiation aux sciences modernes »

physique contemporaine, mécanique quantique, astronomie, sciences de la terre, diététique, chimie.

A partir du 1^{er} octobre 1976, à 18 h 15

Programme détaillé sur demande.

Av. Franklin-D.-Roosevelt, 75008 PARIS

MEDECINE PHARMACIE

octobre à juin

Encadrement annuel

parallèle à la Fac.

P.C.E.M. et Pharmacie

Année "O"

Cours par Prof. de Fac.

groupes de 15 étudiants par

CHU

au cœur du Quartier Latin

IPEC 45 Bd St Michel

693.81.23 033.45.37

150

ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE

LES ÉCOLIERS ET LES CALCULATEURS DE POCHE

L'enseignement des mathématiques victime du progrès ?

Les calculateurs de poche envahissent-ils bientôt les classes de maths ? Une rumeur récente, et fautive, de préparation de nouveaux textes sur l'usage des machines à calculer pouvait le laisser penser. « On peut se demander si certains intérêts privés ne sont pas à l'origine de cette rumeur », affirmait le ministre de l'éducation dans une mise au point en date du 22 septembre. De fait, le bruit avait couru à la veille de l'ouverture du Salon International de l'Informatique, de la communication et de l'organisation de bureau (SICOB).

Nouveau marché du siècle ? Fausse révolution pédagogique ? Facteur d'aggravation de la sélection par l'argent ? L'éventuelle extension de l'usage des calculateurs risque bien d'être tout cela à la fois si l'on ne tient pas compte, ou seulement après coup, de recherches menées depuis plusieurs années qui ont été évoquées au cours des journées nationales de l'Association des professeurs de mathématiques de l'enseignement public (le Monde du 28 septembre).

Il faut aussi considérer que la ligne de conduite du ministère en la matière n'a pas varié, comme le rappelle le même communiqué : « Il va de soi que l'usage des machines à calculer ne saurait se substituer à l'apprentissage du calcul, dont la pratique courante reste un objectif fondamental de l'enseignement. »

Entreprises en 1971, ces recherches, qui ne concernaient au début que les calculatrices programmables, furent ancrées à la rentrée 1974 à l'Institut national de la recherche et de documentation pédagogiques, et rattachées directement au ministère de l'éducation, comme recherches de première urgence. Cela ne les aurait pas empêchées de sombrer un an plus tard, faute de crédits, et les instituts de recherches sur l'enseignement des mathématiques (IREM) ne les avaient reprises à leur compte et sur leurs propres fonds.

Récemment étendues dans certains IREM aux calculateurs non programmables — c'est le cas de la plupart des machines de poche — ces expériences n'ont pour le moment donné que des résultats fragmentaires. Il n'est pas douteux que l'usage des machines a des effets, surtout dans le premier cycle, et y compris chez ceux qui sont réputés les moins « doués ». « On trouve atténué et la compréhension des hérésies et des algorithmes, qui démythifie en partie les mathématiques, facilitée. Mais les enseignants qui ont utilisé des machines en classe avec des élèves, parfois pendant deux années scolaires, insistent sur la nécessité d'un usage prudent et non exclusif des calculateurs. Quant aux modifications éventuelles de la compréhension des phénomènes logiques ou de certains

concepts mathématiques, que l'usage temporaire ou exclusif des machines pourrait entraîner chez les élèves, on ne sait à l'heure actuelle à peu près rien.

Cette prudence et celle du ministère devraient rassurer. Mais la pression diffuse des constructeurs et même de certains enseignants, ceux de « progrès », créent artificiellement une demande qui devient de plus en plus forte. Le risque est grand, soulignent certains, que l'on y succombe bientôt, ce qui provo-

querait vite un appauvrissement théorique considérable et une « généralisation » déplorable de l'enseignement des mathématiques. Aussi leur apparaît-il urgent... d'attendre. Dans le même temps, des voix s'élèvent, jusque dans les colloques internationaux sur l'enseignement des mathématiques, pour vanter les mérites des calculatrices. Ces voix autorisées sont parfois celles de professeurs qui sont, de surcroît, les employés de sociétés fabriquant des calculateurs en tous genres. Redoutable ambiguïté.

MICHEL KAJMAN.

UN LIVRE DE CLAUDE TRESMONTANT

Science et métaphysique

Cela commence très bien, par une attaque de belle envergure contre les philosophes qui ne connaissent rien à la science et qui n'en veulent rien connaître. Dans une phrase joliment formulée, l'auteur nous dit d'un couple célèbre de philosophes que « leur ignorance des sciences de l'univers et de la nature est sans lacune ». L'auteur, lui, connaît la science et va pouvoir faire de la métaphysique.

Le livre continue moins bien. Le premier chapitre est centré sur un raisonnement de Parménide, ainsi résumé : « L'être, pris absolument, n'est-à-dire la totalité, est éternel, car si l'être (...) avait commencé avant qu'il ne commence, il n'y aurait rien eu du tout. C'est être le néant, le néant absolu. Or (...) le néant absolu est stérile. Par conséquent, si vous posez qu'il y a un moment où il n'y a rien, absolument rien, alors éternellement il n'y aura rien. »

Parménide identifie l'« être » à l'univers, et au déclinant qu'il n'y a rien d'éternel et immuable. La cosmologie nous a appris que l'univers évolue, et qu'il se poursuivra bien qu'il ait commencé. M. Tresmontant accepte le raisonnement de Parménide, mais en conclut qu'il ne s'applique pas à l'univers. L'être est autre. Chaque mot le numérote comme il veut.

Mais l'auteur aurait pu pousser plus loin son analyse. Il aurait pu remarquer que son être pris comme totalité de l'être ressemble étrangement à cet ensemble de tous les ensembles dont les mathématiciens ont constaté dès 1900 que par sa seule considération on peut démontrer tout et le contraire de tout. Et il aurait pu savoir que le membre de la forme de son être n'est pas commenté, n'a aucun sens. Si l'univers a commencé, le temps aussi a commencé ; il n'y a pas d'avant. Cela choque sans doute le bon sens de même qu'il était autrefois choquant que la Terre soit ronde, et donc que des hommes

vivent la tête en bas. Il y a belle lurette que les scientifiques ont appris, parfois à leur corps défendant, que le bon sens est d'une incroyable étroitesse d'esprit et que presque toute la réalité cho-que le bon sens.

La suite du livre est dans la même ligne. La science de l'auteur semble parfois limitée, et d'autres fois aventureuse quand il affirme qu'« il existe des caractères objectifs qui distinguent nettement le vivant du non-vivant ». Le moins qu'on puisse dire de son analyse rationnelle est qu'elle n'est pas toujours.

MAURICE ARVONNY.

VIKING-2 A PRÉLÈVÉ UN NOUVEAU ÉCHANTILLON

Une panne avait empêché la sonde Viking-2 de remplir complètement sa première mission : le bras articulé était tombé en panne, le dimanche 12 septembre, après avoir prélevé un échantillon et alimenté le laboratoire d'expérimentation biologique, mais avant d'avoir pu provisionner les appareils d'analyse chimique.

Un nouveau prélevement a été fait le 25 septembre, et les photographies prises par la sonde laissent penser que tout s'est parfaitement déroulé. Elles montrent la pelle sur le sol de Mars, la petite tranchée qu'elle a creusée, et la pelle en train de déverser l'échantillon à l'entrée des appareils d'analyse.

Viking-2 va donc rechercher si le sol de Mars contient des matières organiques. L'espoir en est faible, puisque Viking-1 a toujours renvoyé des résultats négatifs. Mais les conditions ne sont pas les mêmes sur les deux sites, et une surprise reste possible.

CORRESPONDANCE

A propos de la pluie artificielle

Notre article sur la pluie artificielle, publié dans le Monde du 15 août 1976, nous a valu une lettre de M. Gérard Belorgey, président du Loir-et-Cher. Nous en publions ci-dessous de larges extraits :

Sans donner le détail des procédés qui permettent dans une période de sécheresse d'apporter aux cultures l'eau dont elles ont besoin, on peut toutefois noter que la pluie artificielle est une technique qui a été mise au point, à l'échelle industrielle, par la Météorologie nationale, et qu'elle est utilisée, avec succès, dans de nombreuses régions. Elle permet de compléter les précipitations naturelles, et de garantir ainsi la production agricole. Elle est donc une technique qui a été mise au point, à l'échelle industrielle, par la Météorologie nationale, et qu'elle est utilisée, avec succès, dans de nombreuses régions. Elle permet de compléter les précipitations naturelles, et de garantir ainsi la production agricole.

nier la réalité, c'est pourquoi le conseil général de Loir-et-Cher a accepté qu'un crédit de 80 000 F soit affecté à une enveloppe exceptionnelle de 2 300 000 F destinée à combattre les effets de la sécheresse (soit affecté à une opération de quelques vols de mise au point, dix expériences ont eu lieu, dont cinq ont donné des résultats incontestablement positifs, les cinq précipitations obtenues sous la forme de gouttes de pluie beaucoup plus grosses qu'à l'ordinaire ont varié entre 1 et 5 mm de pluie sur des zones représentant à chaque expérience entre le tiers et la moitié du département).

De l'avis de tous les observateurs, la soudaineté des précipitations, l'absence des précipitations habituelles de la pluie et la présence de gouttes au lieu d'éclaboussures ont été constatées et non quantifiées — ont donné à cette pluie les apparences d'un phénomène entièrement artificiel.

En période de sécheresse grave, lorsqu'on soigne les arbres meurent par centaines, que les maïs ne lèvent pas, que dans le Perche les pâturages sont presque totalement détrempés, toute précipitation supplémentaire permet de préserver la végétation et les plantations qui sont sur le point de disparaître, et qui apporteront, à ces agriculteurs en détresse, les plus touchés, un appoint supplémentaire que l'on ne peut néglier.

SCIENCE VIE HORS SERIE

MINÉRAUX ET FOSSILES

AUX ENTRETIENS DE BICHAT

« Docteur, cet enfant est nerveux »

Lorsqu'il soigne un enfant « malade », le médecin généraliste découvre souvent, à l'origine d'une affection physiologique caractérisée, des raisons psychologiques, sociales ou familiales sur lesquelles il a peu de prise. On sait, par exemple, que l'enfant « qui fait pipi au lit » (énurésie) est, la plupart du temps, un sujet en difficulté non pas avec sa vessie ni ses fonctions rénales, mais avec son environnement familial, scolaire, affectif, etc. Dès lors, l'action du médecin traitant doit se déployer sur plusieurs fronts à la fois et recourir à toutes les ressources de la biologie, de la psychologie et de la sociologie. Or, comme l'a souligné le professeur Moron (neuro-psychiatre, Toulouse), lors du colloque des entretiens de Bichat consacré à « l'enfant à problèmes », le médecin de famille ne peut pas, à lui seul, traiter convenablement ce cas.

Soigner un enfant qui fait de l'énurésie ou un adolescent qui devient anormalement agressif avec ses parents suppose une triple action thérapeutique : le traitement médical approprié ; le traitement psychologique ; enfin l'action sociale qui, le cas échéant, oblige le médecin à procéder au « placement » du malade dans un milieu plus favorable. Mais, constate le professeur Moron, cette thérapeutique est très délicate.

En effet, outre la sensibilité biologique des enfants aux médicaments, souvent très vive, il faut tenir compte des effets psychologiques du remède : l'enfant « drogué » se sent pris en charge par la chimie et donc irresponsable de ses actes. Quant aux parents, la prescription d'un médicament aboutit souvent à les persuader que leur enfant est bien un malade, ce qui constitue un bon alibi pour ne rien changer à leur comportement, même si celui-ci est à l'origine du trouble.

Du généraliste au psychiatre

Cette responsabilité des parents dans le « problème » de leur enfant est le point d'attachement du praticien. Il voit arriver dans son cabinet des parents qui affirment d'emblée : « Docteur, cet enfant est nerveux ». Or il constate que le parent a une attitude « poussée » par ses parents, ou au contraire livrée à lui-même, ou bien entretenu dans l'angoisse de la vie scolaire. Le trouble des troubles psychosomatiques de l'enfant ont, sinon pour origine, du moins pour composante, l'attitude des parents. Le généraliste peut alors avoir recours au psychiatre, qui est mieux placé pour dire leur « vérité » aux parents et à leur enfant.

Cette concurrence entre le médecin de famille (« médecin pommade ») et le psychiatre, disant de vérités dures à entendre, constitue souvent un obstacle à la thérapie des enfants à problèmes. Le généraliste a besoin de résultats tangibles et rapides, alors que le psychiatre ou le psychologue ont besoin de temps.

Une autre difficulté a été soulignée par le professeur Basquin (neuro-psychiatre, Paris) : décoder le sens d'un symptôme ne signifie pas qu'on tient la clé de la guérison. Bien souvent, en effet, un symptôme manique ou dépressif, par exemple l'enfant mélancolique qui refuse d'aller à l'école, peut être une petite tache ou qui se lave les mains vingt fois ; pour le présent, l'important est de saisir l'éventuelle guérison. Arracher une petite manie à un enfant peut le réintégrer dans l'angoisse à laquelle il échappait, précisément en enlevant sa manie. On voit l'importance du généraliste, chargé de composer avec le psychiatre, qui suggère de ne rien faire, et les parents, qui veulent voir leur enfant débarrassé de sa « maladie ».

Le généraliste, comme le psychiatre, se heurte aussi au milieu éducatif. Bien des difficultés rencontrées par l'enfant dans sa vie familiale sont suscitées par son environnement scolaire. Comme l'a souligné le professeur

Sichel (neuro-psychiatre, Colmar), les mauvais résultats scolaires peuvent être imputés aux problèmes familiaux, mais, inversement, la dyslexie provoquée par certaines méthodes pédagogiques peut avoir des incidences fâcheuses sur le comportement de l'enfant dans sa famille. Il a aussi mis en cause les réformes pédagogiques trop brutales.

Risqué-t-il des enfants « sans problèmes » ? Évidemment non.

répondent en chœur les pédiatres. Et sans problèmes pour qui ? Pour leurs parents ? Dans ce cas, l'affaire est sérieuse. Le professeur Basquin va même plus loin : pour lui, il n'existe peut-être pas de couple normal, mais tout au plus un heureux assemblage de deux personnes liées par l'amour ou déséchées par son absence. Bienheureux l'enfant qui n'aurait pas de « problèmes » dans ces conditions ! — R. C.

LES MÈRES CÉLIBATAIRES

Quatorze pour cent des naissances, en France, ont lieu hors mariage, ce qui est peu par rapport à d'autres pays. Néanmoins, le « problème » des mères célibataires existe, qu'on pense à la mère ou à l'enfant. Les médecins réunis aux Entretiens de Bichat l'ont abordé sous deux angles : l'aspect psychologique (ou psychanalytique) et l'aspect social (la réinsertion).

Les psychiatres ont expliqué qu'il existe trois sortes de mères célibataires : la femme qui a choisi délibérément d'être seule, la femme qui a été abandonnée par son mari, et la femme qui, faute de pouvoir garder son partenaire, conserve l'enfant à elle seule. La première, aux prises avec ses problèmes d'adolescence et la charge d'un enfant, est la plus déstabilisée, elle n'a pas réellement choisi.

Dans tous les cas, la grossesse est expliquée comme un « acte manqué », l'enfant sans père permettant l'épanouissement de tous les fantasmes et notamment l'idéalisation du père de la mère célibataire. On trouverait aussi la grossesse « punitive », tantôt masochiste, tantôt destinée à faire reconnaître l'existence de la mère, ou tel autre membre de l'entourage. Enfin la grossesse « compensatoire » viendrait combler chez la femme jeune immature une carence affective du milieu familial.

Pour le personnel médical engagé dans la réinsertion sociale des mères célibataires, il s'agit moins d'expliquer le phénomène que d'y remédier.

Surtout lorsque l'on a affaire à des mineures totalement désemparées (sans trépan) qui n'ont ni milieu familial d'accueil, ni qualifications professionnelles. Pour celles-là, qui n'ont pas la chance d'être accueillies dans un hôtel maternel ou une institution d'aide sociale, l'avenir est sombre. Les mères, elles, peuvent contracter mariage avec le premier venu pour tenter de « refaire une vie », mais l'expérience prouve que des couples de ce genre ne durent guère et que, tôt ou tard, l'enfant risque d'être tout de même abandonné à l'assistance publique — et trop tard pour une éventuelle adoption.

L'action des « hôtels maternels » consiste surtout à trouver du travail pour la mère. Il existe près de Bordeaux un collège technique qui accueille les jeunes filles mères, et les résultats sont difficiles à apprécier, car la mère quitte généralement l'établissement sans laisser d'adresse.

Plusieurs participants au colloque ont reproché l'existence des psychologues à expliquer le problème des mères célibataires par le comportement inconscient, en escamotant l'aspect sociologique (importance du milieu familial, des coutumes, de la pression sociale, etc.) et aussi les causes matérielles et accidentelles. Ils ont insisté sur les progrès de l'information sexuelle, demeurant fréquents. — R. C.

PRÉSENTÉE PAR Mme SIMONE VEIL

La nouvelle campagne anti-tabac s'adressera en priorité aux adolescents et aux femmes enceintes

La lutte contre le tabac, menée depuis un an par Mme Simone Veil, ministre de la santé, va entrer, le 1^{er} octobre, dans sa deuxième phase, qui durera jusqu'à la fin du mois de novembre mais aura des prolongements sur plusieurs années.

S'adressant avant tout aux enfants, aux adolescents et aux femmes enceintes, la nouvelle campagne organisée par le Comité français d'éducation pour la santé, sous la direction de M. Le Net, en étroite collaboration avec le professeur Denoix, directeur général de la santé, favorisera les messages radio-télévisés et radio-diffusés, la diffusion d'affiches et de dépliants destinés à attirer l'attention sur des comportements à éviter ou à rechercher pendant cette période.

Les différents messages appelleront sans cesse les dangers de l'intoxication des jeunes et l'absurdité du mimétisme par rapport aux parents. Les risques que la femme enceinte qui fume fait courir à l'enfant qu'elle porte, le droit des non-fumeurs, la désintoxication du fumeur.

À la veillée de la campagne, Mme Veil a exposé aux journalistes, le mardi 28 septembre en fin de matinée, les buts qu'elle poursuit, les raisons d'espérer, et les points sur lesquels le ministère a l'intention de porter ses efforts tant dans la lutte contre le tabagisme que sur d'autres sujets de prévention.

Amis veils a rappelé que la loi votée par le Parlement lors de sa dernière session porte sur deux sortes de dispositions : la restriction de la publicité et l'interdiction de fumer dans les lieux à usage collectif. Le ministre tient à préciser que si le public n'a pu encore toujours se rendre compte par lui-même de l'apport de la loi, c'est qu'un certain délai légal a été prévu pour laisser aux professions un temps d'adaptation.

La campagne menée depuis un an a permis de mesurer au moyen de deux sondages comparatifs faits l'un en 1974, l'autre en septembre 1976, l'efficacité d'actions qui, pour ne pas toujours être spectaculaires, ont porté certains fruits.

Il semble que, après dix-huit ans, les fumeurs soient plus conscients qu'auparavant de la nocivité du tabacisme, que les consultations antitabac sont en augmentation constante. Cependant, ces sondages montrent que des efforts restent à faire, plus-

que les moins de dix-huit ans sont encore trop inconscients ; que ceux qui fument à tout âge, s'ils sont conscients d'une gêne pour les autres, n'en tiennent aucun compte ; que les non-fumeurs n'ont pas fait valoir leurs droits légitimes.

Le dernier sondage révèle toutefois que la moitié des fumeurs voudraient s'arrêter de fumer (sans toutefois le faire) pour des raisons de santé. Les adolescents et les femmes semblent être deux catégories particulières de préoccupation. « Les adolescents », dit Mme Veil, « commencent à fumer de plus en plus tôt, et la consommation de tabac augmente plus que celle des adultes ».

Si la consommation chez le jeune garçon s'est pratiquement stabilisée, en revanche, elle a augmenté de 5 % chez les filles de treize à dix-sept ans, et de 10 % chez les femmes de dix-huit à trente-quatre ans. C'est pourquoi, parallèlement aux messages directs auprès du public, une action est entreprise auprès des enseignants, à qui l'on remettra un document de référence, « pour permettre l'introduction de ce sujet dans les cours de sciences naturelles, en liaison avec le ministère de l'éducation ».

Hormis des messages brefs quotidiennement répétés sur les ondes, deux opérations originales seront lancées au cours de cette campagne : un week-end sans fumer et un concours destiné à récompenser les anciens fumeurs qui exposent les méthodes qu'ils proposent pour se guérir de leur habitude et qui seront utilisables pour autrui.

Mme Veil précise que cette lutte contre le tabagisme, qui se poursuivra dans les années à venir, est la première expérience de grande ampleur menée dans le domaine de l'éducation pour la santé. L'efficacité de ses résultats sera régulièrement appréciée au moyen d'enquêtes et de recherches qui permettront de suivre l'évolution des connaissances, des opinions et des comportements à l'égard de la consommation de tabac.

Mme Veil a énuméré dans l'ordre les autres objectifs prioritaires pour l'éducation sanitaire qu'elle compte développer en 1977 : l'hygiène alimentaire, le bon usage de la médecine, les handicaps et leur réinsertion.

LES PIEDS SENSIBLES c'est l'affaire de SULLY

35 rue de Sévres
5 rue du Louvre
81 rue St-Lazare
33 bd de Strasbourg

Boîtes, bottines, modèles sport de grand confort, chaussures en cuir, les pointures et six largeurs, du 35 au 48.

Catalogue gratuit, SULLY, 35 rue de Sévres, Paris 6^e.

LISEZ
« le Monde des philatélistes »

ARTS ET SPECTACLES

En bref

Jazz

Bill Dixon au musée Galliera

Le Festival d'automne se propose, chaque année, de faire mieux connaître, quand ce n'est pas tout simplement de faire découvrir, des musiciens qui vivent et agissent en marge. Ce fut le cas pour Milford Graves, pour Sam Rivers et, cette fois, pour Bill Dixon. Incidemment partenaire de Cecil Taylor ou d'Archie Shepp, Bill Dixon a exercé surtout un travail de pédagogue et de leader d'idées. D'abord en tant que directeur d'un club de la 51^e Rue, à New-York, où il fit sa « révolution d'octobre », puis comme fondateur de la Jazz Composer's Guild, enfin, de 1968 à ces temps-ci, comme professeur et animateur d'ateliers au Bennington College, dans le Vermont.

Poésiste — souvent sévère à l'égard de ses confrères les plus célèbres de l'« avant-garde » — Bill Dixon sait qu'il n'échappe pas, en retour, à la critique de ceux qui jugent sa musique « blanche ». Il s'est même qu'il « Bennington » il s'est toujours voulu responsable d'une Black Music Division. « A vrai dire, confie calmement Bill Dixon, peu d'artistes m'intéressent, c'est pourquoi la plupart d'entre eux prétendent que c'est moi qui ne les intéresse pas. Qu'importe, dès l'instant où il peut exister un public pour ce que je joue. Ce public, je le crois, n'est pas trouvable en Europe. » — L. M.

Bill Dixon (trompette, bugle, piano), Stephen Horowitz (saxophone ténor), Glynis Loman (violin), Alan Silva (contrebasse), chaque soir, du 28 septembre au 3 octobre, à 20 h. 30, au musée Galliera (tél. 720-85-23).

Théâtre

« Surplus en stock-futaille »

Agathe Deharme, Sophie Girardot, Hervé Petit, Guy Segalen, ont travaillé à l'Atelier-Théâtre d'Ivry avec Antoine Vitez sur le « récit comme une forme théâtrale possible ». Pour sa part, Antoine Vitez a fait aboutir cette recherche avec Catherine, d'après les *Cloches de Bâle* d'Aragon (d'abord mises en espace poète en spectacle à Théâtre Oubry). Ses élèves ont pris un roman de l'écrivain soviétique Axlouov, *Surplus en stock-futaille*, traduit par Lily Denis (aux Éditions sociales). Sous la direction de Marie-France Duvergier, ils racontent à la troisième personne les aventures de personnages disparates engagés dans un voyage plein de péripéties impossibles, vers une île où l'« homme bon » attend, et attend en vain.

Le texte de cette parabole douce-amère dessine en aplats colorés le quotidien des héros et leurs rêves. Les comédiens leurs donnent des ombres et des lumières, accusant leur solitude en faisant succéder des récits-monologues, soulignent leur innocence par un jeu ému, restreint, par un ton réveur et malicieux, tout ce qui leur emploie pour raconter aux enfants de belles histoires tristes. Ils ne savent pas toujours éviter la monotonie, mais redonnent, avec l'infiniment de délicatesse et de précision, l'humour feutré, le « rime-poème » d'Axlouov.

C. G.
★ Studio d'Ivry, 20 h. 30.

Variétés

Le retour de Jacqueline François

Fin des années 40, début des années 50... Mme Jacqueline François fut à la mode comme chanteuse dite de charme. Elle devint même millionnaire du disque — ce qui était alors une performance — avec des régalies qui avaient pour titres *Mademoiselle de Paris*, *Les Lavandières du Portugal*, *Boîte*. A l'époque, elle prenait un peu la succession de Lucienne Boyer. Vingt ans après la fin de ses succès, Mme Jacqueline François a cru bon de se produire à Paris dans un théâtre. Son style et sa voix manérés, ses chansons font évidemment sourire aujourd'hui. Il serait cruel d'insister sur un retour dérisoire. Le réalisateur de la première et la deuxième parties du spectacle, C'est beaucoup trop pour la courtoisie. — C. F.
★ Théâtre Daunou, 21 h.

Cinéma

« LA VICTOIRE EN CHANTANT » de Jean-Jacques Annaud

En 1915, au cœur de l'Afrique, coupée du monde, la douzaine de Blancs à vivre en paix. D'un côté, les Français de Fort-Coulais : deux Pères blancs, grands chasseurs d'idées païennes : trois commerçants tenant boutiques de produits alimentaires et de colifichets ; un sergent de la coloniale rompu à l'art de préparer l'absinthe ; un jeune géographe nourri de pérorées généreuses au point d'écarter à ses maîtres de l'École normale : « Sous toutes réserves, je ne suis pas loin de penser que les Indigènes méritent le beau nom d'hommes... »

Entretenu avec ces Français les meilleures relations, trois militaires allemands occupent, d'autre part, un petit poste. A une journée de marche de Fort-Coulais.

Et puis, un jour, coup de tonnerre dans le ciel serein, la nouvelle de la guerre qui sévit en Europe parvient à nos compatriotes. Les voilà aussitôt saisis de fièvre patriotique et de fureur agressive : puisque l'ennemi est à portée de la main, sus à l'ennemi ! En route pour le camp allemand ! C'est, naturellement, le sergent qui est chargé d'organiser la campagne. Il peut compter sur le moral de l'« arrière » et sur les prières des bons Pères. Quant au jeune géographe, qui cas entendit que cette expédition est ridicule, on lui rabat son caquet. Honneur et Patrie ! Il n'y a pas place pour les défaitistes à Fort-Coulais.

Un problème pourtant se pose : celui des hommes. Il en faut pour faire la guerre. Heureusement, les Noirs sont là qu'on enrôle de gré ou de force, et qu'on arme de bâtons. Et c'est la première « bataille ».

Tel est le point de départ du film de Jean-Jacques Annaud, d'après un scénario de Georges Conchon,

l'auteur de *l'Etat sauvage*. Un film qui joue essentiellement sur le sarcasme et sur la dérision, et qui prend la forme d'un apologue bouffon, d'une « sottise » vengeresse, pour dénoncer tout à la fois la sottise des hommes, l'absurdité des guerres, l'oppression coloniale, le partage du monde en maîtres et en esclaves, le goût de la dictature chez les uns et de la démission chez les autres, et même les conséquences ubuesques de la politique internationale.

Ce qui se passe dans la *Victoire en chantant* est, en effet, le copié miniaturisé — et caricatural — d'événements bien réels. Après avoir subi une terrible razzia, les patrouilles de Fort-Coulais se retranchent dans leur village et confient au jeune géographe (« Malgré son instruction, c'est un homme ») le soin de les sauver des « Boches ». Un contrôle économique draconien (qui fait hurler les épiques), un recrutement tiré (châtiments et tortures) des « Nègres », une revue des troupes comme on en rêve dans les sous-pétures, une nouvelle bataille, indélicatement, puis l'enlèvement dans une guerre de tranchées, sont les principales étapes de cette reprise en main. Finalement, après que les Noirs tricolores et les Noirs germaniques se sont bien étripés, d'étranges Noirs vêtus de kilt, précédés de commandements et commandés par un major hindou, viennent déclarer aux bellégérants que les accords de Yaoundé ont attribué à Sa Gracieuse Majesté britannique cette portion du territoire africain.

On dira peut-être que Jean-Jacques Annaud et Georges Conchon ont tiré de grosses ficelles, que leurs plaisanteries ne sont pas toujours très délicates, que par ses excès mêmes cette farce gogolienne perd de son efficacité, que la mise en scène est parfois simpliste, que les acteurs (Jean Carmet, Jacques Dufilho, Jacques Spiesser) sont prisonniers de personnages stéréotypés. Et cela, bien sûr, est vrai. Mais il n'empêche que la satire est là, drue, caustique, percutante, réjouissante, que les auteurs visent juste et qu'ils font mouche. Dans notre production française, ce premier film frappe par sa nouveauté et son originalité. Il fait plaisir. Il mérite d'être vu.

JEAN DE BARONCELLI

★ Marignan, Balzac, A.B.C., Cinéma T. V. 11, Cléry-Patry, Convention.

Petites nouvelles

La ville de Colmar organise, les 21 et 22 septembre 1977, le dixième Concours international d'ensembles de musique de chambre. Ce concours, ouvert aux musiciens professionnels et amateurs, est réservé aux trios et quatuors à cordes avec piano. Des prix en espèces ainsi que des engagements pour des concerts récompenseront les lauréats. Le délai d'inscription est fixé au 15 janvier. Rens. : Office de tourisme de Colmar (83999).

Le premier bulletin de l'Association des gens du spectacle amis d'Israël, présidée par Roger Hanin, vient de paraître. Il contient un éditorial d'Henri Calet et des articles de Ralph Feigelson, Matthieu de Ponty, etc.

UGC NORMANDIE VO • UGC ODÉON VO • STUDIO MÉDICIS VO
REX VF • CINÉMA OPÉRA VF • CLICHY-PATRY VF • BRETAGNE VF
LIBERTÉ VF • 3 MURAT VF • UGC SOBELINS VF
PIO ANGELETTI • ADRIANO DE MICHELI
présentent



VILLENEUVE Arlet • SARCELLES Flanades • MONTREUIL Méliès
PANTIN Carrefour • AULNAY Parloir • PARY II • ORSAY Ulys 2
ST-BERMAIN C2L • PORT ROBERT Arlet • ARGENTUIL Alpha

Musique

« LES INDES GALANTES » A LIÈGE

Lorsqu'on joue les Indes galantes, c'est toujours un événement. Après une reprise éclatante à l'Opéra de Paris en 1954, elles semblaient retombées dans l'oubli, lorsque, vingt ans plus tard, deux ensembles, l'un dirigé par Jean-Claude Malgouère, l'autre par Jean-François Paillard, sont venus tout à coup s'affronter sans qu'on puisse départager les mérites et les défauts de deux réalisations opposées tant par l'esprit que par le style.

La production de l'Opéra royal de Liège ne prétend pas les dépasser : son premier mérite est peut-être d'avoir été choisie pour ouvrir la saison, ce qui, compte tenu des problèmes inhérents à la production d'un spectacle, constitue une sorte de pageuse. Elle a été tenue et s'il y a lieu de faire des réserves, on n'aurait que d'assez minuscules raisons de condamner une entreprise comportant des risques aussi évidents.

En effet, tombés dans un oubli que les réalisations courageuses du début du siècle ne sont pas parvenues à briser, les opéras français ne sont pratiquement plus étudiés, et en on travaille encore, quelques heures, dans les conservatoires, c'est pour les traiter à peu près comme s'ils avaient été écrits au dix-neuvième siècle, avec une technique vocale sans rapport avec celle qu'ils exigent : de sorte qu'il est pratiquement impossible de restituer l'originalité formelle de l'école de Haendel.

Or, possédant la plus importante troupe de langue française, le centre lyrique de Wallonie entend rester fidèle au principe de travail qui a fait son succès, et les artistes qu'on a pu voir dans les Indes galantes n'avaient pas à reprocher à l'œuvre les difficultés d'une œuvre comme celle-ci. Les études musicales ont été confiées exceptionnellement à Jacqueline Brunaut qu'on avait pu applaudir à Paris lors de la reprise ; à en juger par les résultats, divers mais jamais déshonorants, elles ont été menées avec sérieux de sorte que le souci de bien faire que l'on devine derrière certaines in-

flexions un peu gauches — « Ah ! si seulement on jouait Tosca ! » — n'incitent pas à l'ironie critique.

Faute de pouvoir dire les mérites des uns et des autres, on omettra au moins les plus remarquables : André François (Emile et Zaire), Annis Franz (Famul), Albert Volz (Mère et l'écuyer), William Pirie (Adario). Les interventions chorales sont d'une qualité constante ; le chœur de la fête des fleurs dans lequel la disposition traditionnelle en quatre groupes a été abandonnée au profit d'un épandage des voix, sonné avec une plénitude et une assurance réconfortantes. Sous la baguette de son chef, Roger Rosel, l'orchestre témoigne d'un réel effort d'adaptation, mais comme les mitrades ne se font pas en un jour, on louera tout d'abord son excellente tenue.

Parmi les habitudes de certains théâtres, celle d'éclairer « pleins feux » des décors réalisés ici par Serge Creuze, qui supportent tellement mieux une lumière plus nuancée, n'est pas la moins repandue ; de là, l'impression assez mitigée qu'on ressent tout d'abord devant certains tableaux de ces Indes galantes, outre que c'est le meilleur moyen de faire ressortir l'extrême nudité des perruques ou la qualité inégale des costumes.

La chorégraphie tient une place importante dans cet opéra-ballet, qui se veut aussi conte philosophique, présentant d'une façon aimablement didactique quatre situations amoureuses sur des continents différents : elle a été confiée à Georges Sibille pour certains tableaux, et à Jean Giuliano pour les autres. Deux conceptions : l'une plus proche de l'esprit et du style, l'autre assez anecdotique. Mais le seul reproche réel qu'on fera à cette production, c'est l'utilisation, notamment pour la tempête, d'une sonorisation si déficiente qu'on se demande jusqu'à quel point dans le matériel électrique peut être cher, ceux qui l'ont fait, sans critique la plus élémentaire.

GÉRARD CONDE

Le premier prix du concours de piano Liszt-Bartók de Budapest, a été attribué au Français Robert Benza.

Théâtre

Le groupe T.S.E. à Essai

Dans une salle romaine en sous-sol — Teatro Spiritus Sanctus — les Palmi, mâs et filles, vestales de drames sacrés et de comédies profanes, entretiennent le feu d'un théâtre irrésistible où la loi remplace l'esprit. La loi du charbonnier, qui pose devant les yeux ses lunettes bleues et roses pour faire voir, derrière la rosée de papier couleur, tendue sur du carton argenté, des vitraux flamboyants ; qui suggère, à la place de la chaise couverte d'un bout de velours rouge, un trône impérial ; qui donne les traits de princesse à l'adolescent en sage placide d'une comédienne plus très jeune, et plus que rondelette, Anna Maria Palmi, la fille.

Les Palmi ont un public fidèle et hybride : religieuses et religieux venus en voisins sans oublier leur bréviaire, jeunes gens goguenards lançant des obscénités à la moindre occasion, et tout ce que Rome compte de plus spirituel. On dit que Fellini leur a demandé de lui filmer et qu'elles ont refusé, car, auraient-elles répondu, même si leur théâtre est déshé, elles l'aiment, elles y croient et ne veulent pas le voir tourné en dérision.

Il fallait bien qu'un jour Alfredo Rodriguez Arias et le groupe T.S.E. fassent entrer cette esthétique du carton-pâte et de la chaise fantôme dans leur histoire du théâtre à l'épave. En voici ce nouveau chapitre, sous le titre *Virgo*, avec l'aide de Juan Bautista Pinero pour le texte, d'Emilio Cercano et de Jean-Pierre Tessier pour le décor, sublime apothéose d'art saint-eulpien.

Conduits par Facundo Bo, Christ blond à l'œil canaille encadré par deux soldats romains en culottes, nous découvrons l'atmosphère, le style, les ficelles grosses comme la pauvreté du Teatro Spiritus Sanctus, son répertoire, son idéologie manichéenne. Dans la salle en sous-sol du Théâtre Essai de Liège, il n'y a pas de caricature, mais une copie non conforme, embellie d'amour, d'admiration réelle pour un code d'expression réduit à quelques gestes, quelques mimiques, mais qui trouve sa force dans un angélisme désarmant.

Le groupe T.S.E. ignore son plaisir et le nôtre. Facundo Bo, sous la

■ RECTIFICATION. — A la suite d'une erreur de transcription, l'Académie Antonine Maillet est devenue Antonine Maillet dans « Le Monde » du 25 septembre. D'autre part, les provinces d'origine n'est pas le Québec, mais le Nouveau-Brunswick.

Variétés

Sammy Davis Jr.

Comme Frank Sinatra et Shirley Mae Laine, Sammy Davis Junior appartient presque déjà à un autre monde, apparaît comme l'un des derniers représentants d'une génération de chanteurs qui étaient d'abord des hommes de scène avant de fabriquer des disques dans les studios.

Sammy Davis Junior a fait ses débuts professionnels à trois ans, parcourant avec son père les États-Unis, en quête de cachets. Plus tard, et bien avant de s'imposer, de tenter le respect de tous ou peu à la manière d'un bœuf, ce petit homme maigre, le métronome en gilet, « Non, moi et l'orgue », a connu les pires vexations sans jamais s'humilier, la haine des racistes et le paternalisme des autres. Et c'est sans doute pourquoi Sammy Davis Junior, qui sait tout faire, qui chante, danse, mime ou exécute un numéro de claque ou d'imitations, qui a une prodigieuse abnégation, qui donne l'impression à la fois de s'efforcer et d'être toujours en deca de s'efforcer, reste d'abord profondément humain, terriblement vivant. Il sait comme Sinatra faire monter la tension à partir d'un tempo apparemment tranquille. Il a du punch, il est l'exemple même de ce que les Américains appellent un « entertainer », un homme de spectacle. Mais ses mots, ses pirouettes, son intelligence, son humour, nous amènent bien au-delà du sens commun d'allégresse procuré naturellement par le show.

Landi soir, Sammy Davis Junior se produisait à l'Olympia avec son propre orchestre de dix-huit musiciens dans la tradition carrique et solide de Count Basie. Il a chanté ses « standards » et ceux des autres, de Sinatra et des Beatles. L'important était ailleurs, dans la représentation même. Et c'était superbe. Et on oublie certaines images qui avaient un peu altéré son personnage, il y a quelques années, à l'époque où il participait activement à la campagne de réélection du président Nixon.

CLAUDE FLOUTER

BAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES VO
BAUMONT RIVE GAUCHE VO IMPÉRIAL VF
GAUMONT SUD VF
14 h • 17 h 25 • 21 h
HAUTEUILLE I VO
12 h • 15 h 30 • 18 h • 22 h 30
HAUTEUILLE II VO
13 h 30 • 17 h 10 • 20 h 30

ROBERT HOSSEIN A PLAQUE
LA MARQUISE DES ANGES
POUR LE THEATRE POPULAIRE.
IL A GAGNE SON PARL.
C'EST TOUT.

une interview, cette semaine dans
Télérama

Un hebdomadaire d'opinions
sur la TV, la radio, le cinéma, les disques.

Pour 100 briques t'as plus rien maintenant

CRITIQUES UNANIMES :
« Viens chez moi, j'habite chez une copine », du même auteur, s'est donné pendant deux ans. Avec sa nouvelle pièce, Kaminka risque d'occuper le théâtre La Bruyère pour un bon bout de temps. On rit beaucoup.

(LE NOUVEAU OBSERVATEUR)
Fou rire. Gags bien huilés.
(LE MONDE)
Bonne soirée garantie.
(L'AUBRE)
Burlesque, dénonciation hilarante.
(LE FIGARO)
Franche rigolade.
(LE QUOTIDIEN DE PARIS)
Farce très réussie, fait mouche à tous les coups.
(L'EXPRESS)
Irresistible drôlerie.
(LE PARISIEN LIBRE)

LA BRUYERE Loc. : TRI. 76-99 et agences

CONCERTS

Radio France

SAISON LYRIQUE

RICHARD STRAUSS :
La femme silencieuse
avec E. Gruberova, M. Wulfer, P. Rung, R. Emil, L. Lebrun, G. Carvillat, A. Penner, R. Amis et H. Hage
Dir. LOIF SEGERSTAM

RADIO-FRANCE Grand Auditorium
Vendredi 1er octobre à 20 h. 30
COMPLÈT

SAISON LYRIQUE

VERDI
Nabucco
avec J. Patrice, A. Edwards, C. Barbra, R. Penner, R. Amis et H. Hage
Dir. F. LOZANO

RADIO-FRANCE Grand Auditorium
Lundi 4 octobre à 20 h. 30
COMPLÈT

NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE

Direction et soliste
Emmanuel KRIVINE
MOZART - SCHUBERT

RADIO-FRANCE Grand Auditorium
Mardi 5 oct. à 20 h. 30

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

Dir. M. ROSENTHAL
Sol. : J. BERRI et L.-C. PENNETIER
RAYEL - M. ROSENTHAL

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES
Mardi 5 octobre à 20 h. 30

MUSIQUE DE CHAMBRE

BAEDEL - SCHUMANN
avec S. Blanc, M. Mercier, L. Lemaire, M. Herve et L. Quintin
Dir. A. NOVA

RADIO-FRANCE Grand Auditorium
Lundi 11 oct. à 20 h. 30

LES RENCONTRES DU PALAIS ROYAL

XI^e ANNÉE SAISON 1976-1977

ANIMÉES ET RÉALISÉES PAR
BERNARD GAVOTY
et **PAUL-ÉMILE DEIBER**

OCTOBRE
JEAN MISTLER de l'Académie française
VICTOR HUGO... le génie et l'exil
en compagnie de LISE DELAMARE

NOVEMBRE
BERNARD GAVOTY de l'Institut
REYNALDO HAHN...
le musicien de la Belle Époque

DÉCEMBRE
PAUL-ÉMILE DEIBER
QUAND LES ANIMAUX... Parle et dans une réalisation de JEAN-LOUIS COCHET

JANVIER
DOMINIQUE TIRMONT et CLAUDE DUFRESNE
QUAND PARIS... chantait l'Opéra
dans une réalisation d'ANDRÉ LEVASSEUR

MARS
JEAN-LOUIS THAMIN
MASQUES ET VISAGES...
à partir de la Commedia dell'Arte

AVRIL
ALAIN DECAUX
IL ÉTAIT UNE FOIS... Versailles
Décorées par ANDRÉ LEVASSEUR

ABONNEMENTS - RENSEIGNEMENTS - LOCATION
THEATRE DU PALAIS ROYAL TEL. 742.79.16
38 RUE DE MONTPENSIER, PARIS 1^{er}

QUELQUES PLACES ENCORE DISPONIBLES

CALENDRIER DES CONCERTS

Samedis Musicaux

25^e FESTIVAL
concert-ballet
LE SILLAGE
Moyen-Âge et Renaissance
9 octobre : Cath. Colard

CHARTRES Collégiale Saint-André
Samedi 2 octobre à 21 heures
Loc. : Duraud, FNAC Montparnasse (P.-A. Kiegan)

27^e SAISON MUSICALE DE ROYAUMONT

19 h. : Film « La Jumeau » de Jean-Marie Remy
20 h. : Concert
21 h. : Concert
22 h. : Concert
23 h. : Concert
24 h. : Concert
25 h. : Concert
26 h. : Concert
27 h. : Concert
28 h. : Concert
29 h. : Concert
30 h. : Concert
31 h. : Concert
32 h. : Concert
33 h. : Concert
34 h. : Concert
35 h. : Concert
36 h. : Concert
37 h. : Concert
38 h. : Concert
39 h. : Concert
40 h. : Concert
41 h. : Concert
42 h. : Concert
43 h. : Concert
44 h. : Concert
45 h. : Concert
46 h. : Concert
47 h. : Concert
48 h. : Concert
49 h. : Concert
50 h. : Concert
51 h. : Concert
52 h. : Concert
53 h. : Concert
54 h. : Concert
55 h. : Concert
56 h. : Concert
57 h. : Concert
58 h. : Concert
59 h. : Concert
60 h. : Concert
61 h. : Concert
62 h. : Concert
63 h. : Concert
64 h. : Concert
65 h. : Concert
66 h. : Concert
67 h. : Concert
68 h. : Concert
69 h. : Concert
70 h. : Concert
71 h. : Concert
72 h. : Concert
73 h. : Concert
74 h. : Concert
75 h. : Concert
76 h. : Concert
77 h. : Concert
78 h. : Concert
79 h. : Concert
80 h. : Concert
81 h. : Concert
82 h. : Concert
83 h. : Concert
84 h. : Concert
85 h. : Concert
86 h. : Concert
87 h. : Concert
88 h. : Concert
89 h. : Concert
90 h. : Concert
91 h. : Concert
92 h. : Concert
93 h. : Concert
94 h. : Concert
95 h. : Concert
96 h. : Concert
97 h. : Concert
98 h. : Concert
99 h. : Concert
100 h. : Concert

Loc. : Duraud, FNAC Montparnasse (P.-A. Kiegan)

Les 16 Orchestres de Jeunes

A. LOEWENGUTH
série de programmes différents

SALLE PLEYEL
Mardi 5 octobre à 20 h. 30
Mardi 12 octobre à 20 h. 30
Mardi 19 octobre à 20 h. 30
Mardi 26 octobre à 20 h. 30
Mardi 2 novembre à 20 h. 30
Mardi 9 novembre à 20 h. 30
Mardi 16 novembre à 20 h. 30
Mardi 23 novembre à 20 h. 30
Mardi 30 novembre à 20 h. 30
Mardi 7 décembre à 20 h. 30
Mardi 14 décembre à 20 h. 30
Mardi 21 décembre à 20 h. 30
Mardi 28 décembre à 20 h. 30
Mardi 4 janvier à 20 h. 30
Mardi 11 janvier à 20 h. 30
Mardi 18 janvier à 20 h. 30
Mardi 25 janvier à 20 h. 30
Mardi 1 février à 20 h. 30
Mardi 8 février à 20 h. 30
Mardi 15 février à 20 h. 30
Mardi 22 février à 20 h. 30
Mardi 1 mars à 20 h. 30
Mardi 8 mars à 20 h. 30
Mardi 15 mars à 20 h. 30
Mardi 22 mars à 20 h. 30
Mardi 29 mars à 20 h. 30
Mardi 5 avril à 20 h. 30
Mardi 12 avril à 20 h. 30
Mardi 19 avril à 20 h. 30
Mardi 26 avril à 20 h. 30
Mardi 3 mai à 20 h. 30
Mardi 10 mai à 20 h. 30
Mardi 17 mai à 20 h. 30
Mardi 24 mai à 20 h. 30
Mardi 31 mai à 20 h. 30
Mardi 7 juin à 20 h. 30
Mardi 14 juin à 20 h. 30
Mardi 21 juin à 20 h. 30
Mardi 28 juin à 20 h. 30
Mardi 5 juillet à 20 h. 30
Mardi 12 juillet à 20 h. 30
Mardi 19 juillet à 20 h. 30
Mardi 26 juillet à 20 h. 30
Mardi 2 août à 20 h. 30
Mardi 9 août à 20 h. 30
Mardi 16 août à 20 h. 30
Mardi 23 août à 20 h. 30
Mardi 30 août à 20 h. 30
Mardi 6 septembre à 20 h. 30
Mardi 13 septembre à 20 h. 30
Mardi 20 septembre à 20 h. 30
Mardi 27 septembre à 20 h. 30
Mardi 4 octobre à 20 h. 30
Mardi 11 octobre à 20 h. 30
Mardi 18 octobre à 20 h. 30
Mardi 25 octobre à 20 h. 30
Mardi 1 novembre à 20 h. 30
Mardi 8 novembre à 20 h. 30
Mardi 15 novembre à 20 h. 30
Mardi 22 novembre à 20 h. 30
Mardi 29 novembre à 20 h. 30
Mardi 6 décembre à 20 h. 30
Mardi 13 décembre à 20 h. 30
Mardi 20 décembre à 20 h. 30
Mardi 27 décembre à 20 h. 30
Mardi 3 janvier à 20 h. 30
Mardi 10 janvier à 20 h. 30
Mardi 17 janvier à 20 h. 30
Mardi 24 janvier à 20 h. 30
Mardi 31 janvier à 20 h. 30
Mardi 7 février à 20 h. 30
Mardi 14 février à 20 h. 30
Mardi 21 février à 20 h. 30
Mardi 28 février à 20 h. 30
Mardi 6 mars à 20 h. 30
Mardi 13 mars à 20 h. 30
Mardi 20 mars à 20 h. 30
Mardi 27 mars à 20 h. 30
Mardi 3 avril à 20 h. 30
Mardi 10 avril à 20 h. 30
Mardi 17 avril à 20 h. 30
Mardi 24 avril à 20 h. 30
Mardi 31 avril à 20 h. 30
Mardi 8 mai à 20 h. 30
Mardi 15 mai à 20 h. 30
Mardi 22 mai à 20 h. 30
Mardi 29 mai à 20 h. 30
Mardi 5 juin à 20 h. 30
Mardi 12 juin à 20 h. 30
Mardi 19 juin à 20 h. 30
Mardi 26 juin à 20 h. 30
Mardi 3 juillet à 20 h. 30
Mardi 10 juillet à 20 h. 30
Mardi 17 juillet à 20 h. 30
Mardi 24 juillet à 20 h. 30
Mardi 31 juillet à 20 h. 30
Mardi 7 août à 20 h. 30
Mardi 14 août à 20 h. 30
Mardi 21 août à 20 h. 30
Mardi 28 août à 20 h. 30
Mardi 4 septembre à 20 h. 30
Mardi 11 septembre à 20 h. 30
Mardi 18 septembre à 20 h. 30
Mardi 25 septembre à 20 h. 30
Mardi 2 octobre à 20 h. 30
Mardi 9 octobre à 20 h. 30
Mardi 16 octobre à 20 h. 30
Mardi 23 octobre à 20 h. 30
Mardi 30 octobre à 20 h. 30
Mardi 6 novembre à 20 h. 30
Mardi 13 novembre à 20 h. 30
Mardi 20 novembre à 20 h. 30
Mardi 27 novembre à 20 h. 30
Mardi 4 décembre à 20 h. 30
Mardi 11 décembre à 20 h. 30
Mardi 18 décembre à 20 h. 30
Mardi 25 décembre à 20 h. 30
Mardi 1 janvier à 20 h. 30
Mardi 8 janvier à 20 h. 30
Mardi 15 janvier à 20 h. 30
Mardi 22 janvier à 20 h. 30
Mardi 29 janvier à 20 h. 30
Mardi 5 février à 20 h. 30
Mardi 12 février à 20 h. 30
Mardi 19 février à 20 h. 30
Mardi 26 février à 20 h. 30
Mardi 5 mars à 20 h. 30
Mardi 12 mars à 20 h. 30
Mardi 19 mars à 20 h. 30
Mardi 26 mars à 20 h. 30
Mardi 2 avril à 20 h. 30
Mardi 9 avril à 20 h. 30
Mardi 16 avril à 20 h. 30
Mardi 23 avril à 20 h. 30
Mardi 30 avril à 20 h. 30
Mardi 7 mai à 20 h. 30
Mardi 14 mai à 20 h. 30
Mardi 21 mai à 20 h. 30
Mardi 28 mai à 20 h. 30
Mardi 4 juin à 20 h. 30
Mardi 11 juin à 20 h. 30
Mardi 18 juin à 20 h. 30
Mardi 25 juin à 20 h. 30
Mardi 2 juillet à 20 h. 30
Mardi 9 juillet à 20 h. 30
Mardi 16 juillet à 20 h. 30
Mardi 23 juillet à 20 h. 30
Mardi 30 juillet à 20 h. 30
Mardi 6 août à 20 h. 30
Mardi 13 août à 20 h. 30
Mardi 20 août à 20 h. 30
Mardi 27 août à 20 h. 30
Mardi 3 septembre à 20 h. 30
Mardi 10 septembre à 20 h. 30
Mardi 17 septembre à 20 h. 30
Mardi 24 septembre à 20 h. 30
Mardi 1 octobre à 20 h. 30
Mardi 8 octobre à 20 h. 30
Mardi 15 octobre à 20 h. 30
Mardi 22 octobre à 20 h. 30
Mardi 29 octobre à 20 h. 30
Mardi 5 novembre à 20 h. 30
Mardi 12 novembre à 20 h. 30
Mardi 19 novembre à 20 h. 30
Mardi 26 novembre à 20 h. 30
Mardi 3 décembre à 20 h. 30
Mardi 10 décembre à 20 h. 30
Mardi 17 décembre à 20 h. 30
Mardi 24 décembre à 20 h. 30
Mardi 31 décembre à 20 h. 30
Mardi 7 janvier à 20 h. 30
Mardi 14 janvier à 20 h. 30
Mardi 21 janvier à 20 h. 30
Mardi 28 janvier à 20 h. 30
Mardi 4 février à 20 h. 30
Mardi 11 février à 20 h. 30
Mardi 18 février à 20 h. 30
Mardi 25 février à 20 h. 30
Mardi 4 mars à 20 h. 30
Mardi 11 mars à 20 h. 30
Mardi 18 mars à 20 h. 30
Mardi 25 mars à 20 h. 30
Mardi 1 avril à 20 h. 30
Mardi 8 avril à 20 h. 30
Mardi 15 avril à 20 h. 30
Mardi 22 avril à 20 h. 30
Mardi 29 avril à 20 h. 30
Mardi 6 mai à 20 h. 30
Mardi 13 mai à 20 h. 30
Mardi 20 mai à 20 h. 30
Mardi 27 mai à 20 h. 30
Mardi 3 juin à 20 h. 30
Mardi 10 juin à 20 h. 30
Mardi 17 juin à 20 h. 30
Mardi 24 juin à 20 h. 30
Mardi 1 juillet à 20 h. 30
Mardi 8 juillet à 20 h. 30
Mardi 15 juillet à 20 h. 30
Mardi 22 juillet à 20 h. 30
Mardi 29 juillet à 20 h. 30
Mardi 5 août à 20 h. 30
Mardi 12 août à 20 h. 30
Mardi 19 août à 20 h. 30
Mardi 26 août à 20 h. 30
Mardi 2 septembre à 20 h. 30
Mardi 9 septembre à 20 h. 30
Mardi 16 septembre à 20 h. 30
Mardi 23 septembre à 20 h. 30
Mardi 30 septembre à 20 h. 30
Mardi 7 octobre à 20 h. 30
Mardi 14 octobre à 20 h. 30
Mardi 21 octobre à 20 h. 30
Mardi 28 octobre à 20 h. 30
Mardi 4 novembre à 20 h. 30
Mardi 11 novembre à 20 h. 30
Mardi 18 novembre à 20 h. 30
Mardi 25 novembre à 20 h. 30
Mardi 2 décembre à 20 h. 30
Mardi 9 décembre à 20 h. 30
Mardi 16 décembre à 20 h. 30
Mardi 23 décembre à 20 h. 30
Mardi 30 décembre à 20 h. 30
Mardi 6 janvier à 20 h. 30
Mardi 13 janvier à 20 h. 30
Mardi 20 janvier à 20 h. 30
Mardi 27 janvier à 20 h. 30
Mardi 3 février à 20 h. 30
Mardi 10 février à 20 h. 30
Mardi 17 février à 20 h. 30
Mardi 24 février à 20 h. 30
Mardi 3 mars à 20 h. 30
Mardi 10 mars à 20 h. 30
Mardi 17 mars à 20 h. 30
Mardi 24 mars à 20 h. 30
Mardi 31 mars à 20 h. 30
Mardi 7 avril à 20 h. 30
Mardi 14 avril à 20 h. 30
Mardi 21 avril à 20 h. 30
Mardi 28 avril à 20 h. 30
Mardi 5 mai à 20 h. 30
Mardi 12 mai à 20 h. 30
Mardi 19 mai à 20 h. 30
Mardi 26 mai à 20 h. 30
Mardi 2 juin à 20 h. 30
Mardi 9 juin à 20 h. 30
Mardi 16 juin à 20 h. 30
Mardi 23 juin à 20 h. 30
Mardi 30 juin à 20 h. 30
Mardi 7 juillet à 20 h. 30
Mardi 14 juillet à 20 h. 30
Mardi 21 juillet à 20 h. 30
Mardi 28 juillet à 20 h. 30
Mardi 4 août à 20 h. 30
Mardi 11 août à 20 h. 30
Mardi 18 août à 20 h. 30
Mardi 25 août à 20 h. 30
Mardi 1 septembre à 20 h. 30
Mardi 8 septembre à 20 h. 30
Mardi 15 septembre à 20 h. 30
Mardi 22 septembre à 20 h. 30
Mardi 29 septembre à 20 h. 30
Mardi 6 octobre à 20 h. 30
Mardi 13 octobre à 20 h. 30
Mardi 20 octobre à 20 h. 30
Mardi 27 octobre à 20 h. 30
Mardi 3 novembre à 20 h. 30
Mardi 10 novembre à 20 h. 30
Mardi 17 novembre à 20 h. 30
Mardi 24 novembre à 20 h. 30
Mardi 1 décembre à 20 h. 30
Mardi 8 décembre à 20 h. 30
Mardi 15 décembre à 20 h. 30
Mardi 22 décembre à 20 h. 30
Mardi 29 décembre à 20 h. 30
Mardi 5 janvier à 20 h. 30
Mardi 12 janvier à 20 h. 30
Mardi 19 janvier à 20 h. 30
Mardi 26 janvier à 20 h. 30
Mardi 2 février à 20 h. 30
Mardi 9 février à 20 h. 30
Mardi 16 février à 20 h. 30
Mardi 23 février à 20 h. 30
Mardi 3 mars à 20 h. 30
Mardi 10 mars à 20 h. 30
Mardi 17 mars à 20 h. 30
Mardi 24 mars à 20 h. 30
Mardi 31 mars à 20 h. 30
Mardi 7 avril à 20 h. 30
Mardi 14 avril à 20 h. 30
Mardi 21 avril à 20 h. 30
Mardi 28 avril à 20 h. 30
Mardi 5 mai à 20 h. 30
Mardi 12 mai à 20 h. 30
Mardi 19 mai à 20 h. 30
Mardi 26 mai à 20 h. 30
Mardi 2 juin à 20 h. 30
Mardi 9 juin à 20 h. 30
Mardi 16 juin à 20 h. 30
Mardi 23 juin à 20 h. 30
Mardi 30 juin à 20 h. 30
Mardi 7 juillet à 20 h. 30
Mardi 14 juillet à 20 h. 30
Mardi 21 juillet à 20 h. 30
Mardi 28 juillet à 20 h. 30
Mardi 4 août à 20 h. 30
Mardi 11 août à 20 h. 30
Mardi 18 août à 20 h. 30
Mardi 25 août à 20 h. 30
Mardi 1 septembre à 20 h. 30
Mardi 8 septembre à 20 h. 30
Mardi 15 septembre à 20 h. 30
Mardi 22 septembre à 20 h. 30
Mardi 29 septembre à 20 h. 30
Mardi 6 octobre à 20 h. 30
Mardi 13 octobre à 20 h. 30
Mardi 20 octobre à 20 h. 30
Mardi 27 octobre à 20 h. 30
Mardi 3 novembre à 20 h. 30
Mardi 10 novembre à 20 h. 30
Mardi 17 novembre à 20 h. 30
Mardi 24 novembre à 20 h. 30
Mardi 1 décembre à 20 h. 30
Mardi 8 décembre à 20 h. 30
Mardi 15 décembre à 20 h. 30
Mardi 22 décembre à 20 h. 30
Mardi 29 décembre à 20 h. 30
Mardi 5 janvier à 20 h. 30
Mardi 12 janvier à 20 h. 30
Mardi 19 janvier à 20 h. 30
Mardi 26 janvier à 20 h. 30
Mardi 2 février à 20 h. 30
Mardi 9 février à 20 h. 30
Mardi 16 février à 20 h. 30
Mardi 23 février à 20 h. 30
Mardi 3 mars à 20 h. 30
Mardi 10 mars à 20 h. 30
Mardi 17 mars à 20 h. 30
Mardi 24 mars à 20 h. 30
Mardi 31 mars à 20 h. 30
Mardi 7 avril à 20 h. 30
Mardi 14 avril à 20 h. 30
Mardi 21 avril à 20 h. 30
Mardi 28 avril à 20 h. 30
Mardi 5 mai à 20 h. 30
Mardi 12 mai à 20 h. 30
Mardi 19 mai à 20 h. 30
Mardi 26 mai à 20 h. 30
Mardi 2 juin à 20 h. 30
Mardi 9 juin à 20 h. 30
Mardi 16 juin à 20 h. 30
Mardi 23 juin à 20 h. 30
Mardi 30 juin à 20 h. 30
Mardi 7 juillet à 20 h. 30
Mardi 14 juillet à 20 h. 30
Mardi 21 juillet à 20 h. 30
Mardi 28 juillet à 20 h. 30
Mardi 4 août à 20 h. 30
Mardi 11 août à 20 h. 30
Mardi 18 août à 20 h. 30
Mardi 25 août à 20 h. 30
Mardi 1 septembre à 20 h. 30
Mardi 8 septembre à 20 h. 30
Mardi 15 septembre à 20 h. 30
Mardi 22 septembre à 20 h. 30
Mardi 29 septembre à 20 h. 30
Mardi 6 octobre à 20 h. 30
Mardi 13 octobre à 20 h. 30
Mardi 20 octobre à 20 h. 30
Mardi 27 octobre à 20 h. 30
Mardi 3 novembre à 20 h. 30
Mardi 10 novembre à 20 h. 30
Mardi 17 novembre à 20 h. 30
Mardi 24 novembre à 20 h. 30
Mardi 1 décembre à 20 h. 30
Mardi 8 décembre à 20 h. 30
Mardi 15 décembre à 20 h. 30
Mardi 22 décembre à 20 h. 30
Mardi 29 décembre à 20 h. 30
Mardi 5 janvier à 20 h. 30
Mardi 12 janvier à 20 h. 30
Mardi 19 janvier à 20 h. 30
Mardi 26 janvier à 20 h. 30
Mardi 2 février à 20 h. 30
Mardi 9 février à 20 h. 30
Mardi 16 février à 20 h. 30
Mardi 23 février à 20 h. 30
Mardi 3 mars à 20 h. 30
Mardi 10 mars à 20 h. 30
Mardi 17 mars à 20 h. 30
Mardi 24 mars à 20 h. 30
Mardi 31 mars à 20 h. 30
Mardi 7 avril à 20 h. 30
Mardi 14 avril à 20 h. 30
Mardi 21 avril à 20 h. 30
Mardi 28 avril à 20 h. 30
Mardi 5 mai à 20 h. 30
Mardi 12 mai à 20 h. 30
Mardi 19 mai à 20 h. 30
Mardi 26 mai à 20 h. 30
Mardi 2 juin à 20 h. 30
Mardi 9 juin à 20 h. 30
Mardi 16 juin à 20 h. 30
Mardi 23 juin à 20 h. 30
Mardi 30 juin à 20 h. 30
Mardi 7 juillet à 20 h. 30
Mardi 14 juillet à 20 h. 30
Mardi 21 juillet à 20 h. 30
Mardi 28 juillet à 20 h. 30
Mardi 4 août à 20 h. 30
Mardi 11 août à 20 h. 30
Mardi 18 août à 20 h. 30
Mardi 25 août à 20 h. 30
Mardi 1 septembre à 20 h. 30
Mardi 8 septembre à 20 h. 30
Mardi 15 septembre à 20 h. 30
Mardi 22 septembre à 20 h. 30
Mardi 29 septembre à 20 h. 30
Mardi 6 octobre à 20 h. 30
Mardi 13 octobre à 20 h. 30
Mardi 20 octobre à 20 h. 30
Mardi 27 octobre à 20 h. 30
Mardi 3 novembre à 20 h. 30
Mardi 10 novembre à 20 h. 30
Mardi 17 novembre à 20 h. 30
Mardi 24 novembre à 20 h. 30
Mardi 1 décembre à 20 h. 30
Mardi 8 décembre à 20 h. 30
Mardi 15 décembre à 20 h. 30
Mardi 22 décembre à 20 h. 30
Mardi 29 décembre à 20 h. 30
Mardi 5 janvier à 20 h. 30
Mardi 12 janvier à 20 h. 30
Mardi 19 janvier à 20 h. 30
Mardi 26 janvier à 20 h. 30
Mardi 2 février à 20 h. 30
Mardi 9 février à 20 h. 30
Mardi 16 février à 20 h. 30
Mardi 23 février à 20 h. 30
Mardi 3 mars à 20 h. 30
Mardi 10 mars à 20 h. 30
Mardi 17 mars à 20 h. 30
Mardi 24 mars à 20 h. 30
Mardi 31 mars à 20 h. 30
Mardi 7 avril à 20 h. 30
Mardi 14 avril à 20 h. 30
Mardi 21 avril à 20 h. 30
Mardi 28 avril à 20 h. 30
Mardi 5 mai à 20 h. 30
Mardi 12 mai à 20 h. 30
Mardi 19 mai à 20 h. 30
Mardi 26 mai à 20 h. 30
Mardi 2 juin à 20 h. 30
Mardi 9 juin à 20 h. 30
Mardi 16 juin à 20 h. 30
Mardi 23 juin à 20 h. 30
Mardi 30 juin à 20 h. 30
Mardi 7 juillet à 20 h. 30
Mardi 14 juillet à 20 h. 30
Mardi 21 juillet à 20 h. 30
Mardi 28 juillet à 20 h. 30
Mardi 4 août à 20 h. 30
Mardi 11 août à 20 h. 30
Mardi 18 août à 20 h. 30
Mardi 25 août à 20 h. 30
Mardi 1 septembre à 20 h. 30
Mardi 8 septembre à 20 h. 30
Mardi 15 septembre à 20 h. 30
Mardi 22 septembre à 20 h. 30
Mardi 29 septembre à 20 h. 30
Mardi 6 octobre à 20 h. 30
Mardi 13 octobre à 20 h. 30
Mardi 20 octobre à 20 h. 30
Mardi 27 octobre à 20 h. 30
Mardi 3 novembre à 20 h. 30
Mardi 10 novembre à 20 h. 30
Mardi 17 novembre à 20 h. 30
Mardi 24 novembre à 20 h. 30
Mardi 1 décembre à 20 h. 30
Mardi 8 décembre à 20 h. 30
Mardi 15 décembre à 20 h. 30
Mardi 22 décembre à 20 h. 30
Mardi 29 décembre à 20 h. 30
Mardi 5 janvier à 20 h. 30
Mardi 12 janvier à 20 h. 30
Mardi 19 janvier à 20 h. 30
Mardi 26 janvier à 20 h. 30
Mardi 2 février à 20 h. 30
Mardi 9 février à 20 h. 30
Mardi 16 février à 20 h. 30
Mardi 23 février à 20 h. 30
Mardi 3 mars à 20 h. 30
Mardi 10 mars à 20 h. 30
Mardi 17 mars à 20 h. 30
Mardi 24 mars à 20 h. 30
Mardi 31 mars à 20 h. 30
Mardi 7 avril à 20 h. 30
Mardi 14 avril à 20 h. 30
Mardi 21 avril à 20 h. 30
Mardi 28 avril à 20 h. 30
Mardi 5 mai à 20 h. 30
Mardi 12 mai à 20 h. 30
Mardi 19 mai à 20 h. 30
Mardi 26 mai à 20 h. 30
Mardi 2 juin à 20 h. 30
Mardi 9 juin à 20 h. 30
Mardi 16 juin à 20 h. 30
Mardi 23 juin à 20 h. 30
Mardi 30 juin à 20 h. 30
Mardi 7 juillet à 20 h. 30
Mardi 14 juillet à 20 h. 30
Mardi 21 juillet à 20 h. 30
Mardi 28 juillet à 20 h. 30
Mardi 4 août à 20 h. 30
Mardi 11 août à 20 h. 30
Mardi 18 août à 20 h. 30
Mardi 25 août à 20 h. 30
Mardi 1 septembre à 20 h. 30
Mardi 8 septembre à 20 h. 30
Mardi 15 septembre à 20 h. 30
Mardi 22 septembre à 20 h. 30
Mardi 29 septembre à 20 h. 30
Mardi 6 octobre à 20 h. 30
Mardi 13 octobre à 20 h. 30
Mardi 20 octobre à 20 h. 30
Mardi 27 octobre à 20 h. 30
Mardi 3 novembre à 20 h. 30
Mardi 10 novembre à 20 h. 30
Mardi 17 novembre à 20 h. 30
Mardi 24 novembre à 20 h. 30
Mardi 1 décembre à 20 h. 30
Mardi 8 décembre à 20 h. 30
Mardi 15 décembre à 20 h. 30
Mardi 22 décembre à 20 h. 30
Mardi 29 décembre à 20 h. 30
Mardi 5 janvier à 20 h. 30
Mardi 12 janvier à 20 h. 30
Mardi 19 janvier à 20 h. 30
Mardi 26 janvier à 20 h. 30
Mardi 2 février à 20 h. 30
Mardi 9 février à 20 h. 30
Mardi 16 février à 20 h. 30
Mardi 23 février à 20 h. 30
Mardi 3 mars à 20 h. 30
Mardi 10 mars à 20 h. 30
Mardi 17 mars à 20 h. 30
Mardi 24 mars à 20 h. 30
Mardi 31 mars à 20 h. 30
Mardi 7 avril à 20 h. 30
Mardi 14 avril à 20 h. 30
Mardi 21 avril à 20 h. 30
Mardi 28 avril à 20 h. 30
Mardi 5 mai à 20 h. 30
Mardi 12 mai à 20 h. 30
Mardi 19 mai à 20 h. 30
Mardi 26 mai à 20 h. 30
Mardi 2 juin à 20 h. 30
Mardi 9 juin à 20 h. 30
Mardi 16 juin à 20 h. 30
Mardi 23 juin à 20 h. 30
Mardi 30 juin à 20 h. 30
Mardi 7 juillet à 20 h. 30
Mardi 14 juillet à 20 h. 30
Mardi 21 juillet à 20 h. 30
Mardi 28 juillet à 20 h. 30
Mardi 4 août à 20 h. 30
Mardi 11 août à 20 h. 30
Mardi 18 août à 20 h. 30
Mardi 25 août à 20 h. 30
Mardi 1 septembre à 20 h. 30
Mardi 8 septembre à 20 h. 30
Mardi 15 septembre à 20 h. 30
Mardi 22 septembre à 20 h. 30
Mardi 29 septembre à 20 h. 30
Mardi 6 octobre à 20 h. 30
Mardi 13 octobre à 20 h. 30
Mardi 20 octobre à 20 h. 30
Mardi 27 octobre à 20 h. 30
Mardi 3 novembre à 20 h. 30
Mardi 10 novembre à 20 h. 30
Mardi 17 novembre à 20 h. 30
Mardi 2

OFFRES D'EMPLOI "Placards encadrés", 2 col. et + (la ligne colonne)	La ligne 40,00	La ligne T.C. 48,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,23
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne 25,00	La ligne T.C. 32,69
"Placards encadrés"	34,00	39,70
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	25,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE BATIMENT ET T.P.

recherche

• UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

pour le NIGERIA
résidence à LAGOS

Bilingue français-anglais - Age minimum : 30 ans.
Il a une expérience de plusieurs années, principalement de chantier et de l'étude de prix (bâtiment).
Sous la responsabilité de son Directeur, il participe aux études et suit le déroulement commercial des affaires avec les clients. Il connaît l'Afrique anglophone.
Rémunération intéressante pour un cadre de valeur qui désire participer à l'expansion d'une Société à l'étranger.
Référence 633/A.

• UN INGÉNIEUR ÉQUIPEMENT TECHNIQUE BATIMENT

Résidence PARIS

Bilingue français-anglais.
Il a une expérience minimum de 3 ans dans le domaine :
— conditionnement d'air ;
— électricité ;
— plomberie.
Il est capable :
— d'établir les descriptifs et les plans ;
— de commander les fournisseurs ;
— d'établir les prix ;
— de rédiger les marchés en anglais.
Référence 633/B.
Pour chaque poste adresser votre dossier en anglais et en français à n° 7.588.

COFAD

40, rue de Chabrol 75010 Paris 9. fr

FOUGEROLLE

— GROUPE T.P. BATIMENT

d'envergure internationale - 18.000 personnes
C.A. prévu pour 1976 : 3 milliards

recherche pour

AFRIQUE FRANCOPHONE

UN DIRECTEUR TRAVAUX souterrains

qui aura sous sa responsabilité un secteur à tunnels.

Notre préférence sera accordée à un INGÉNIEUR, qui aura au moins 3 ans d'expérience récente de ce type d'activité en chantiers.

La rémunération sera liée aux avantages de l'expatriation.

Larges possibilités d'évolution au sein d'un groupe en expansion.

Chaque candidature sera étudiée confidentiellement.

Écrire en réf. 382 en détaillant les différents postes que vous avez occupés à G. PINTÉ :

Service Recrutement
3, avenue Morane Saulnier
78140 VELIZY VILLACOUBLAY.

EXPANSIAL

recherche pour importantes Sociétés Nationales
Algériennes

SECTEUR TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE ET BATIMENT

• ingénieur des méthodes

charge de créer et de développer un service des méthodes

Réf. 1503

• chefs métreurs

pour l'animation et la formation des métreurs

Réf. 1515

• directeurs de travaux

pour ouvrages d'art

Réf. 1526

pour travaux industriels

Réf. 1549

SECTEUR RÉALISATIONS DE BATIMENTS TRADITIONNELS

• architecte

Coordonnateur de travaux gros œuvre et tous corps d'état.

Réf. 2616

• ingénieur

Coordonnateur de travaux gros œuvre et tous corps d'état.

Réf. 2615

• conducteurs de travaux

hautement qualifiés

Réf. 2614

Pour tous ces postes, les candidats devront maîtriser la construction semi-industrialisée et industrialisée.

• techniciens des prix

Pour tous ces postes, les candidats devront maîtriser la construction semi-industrialisée et industrialisée.

Réf. 2509

SECTEUR CONTRÔLE ET SURVEILLANCE TECHNIQUE

• ingénieurs

Chef de bureau d'études génie civil

Réf. 3301

Calculateur construction métallique

Réf. 3307

Calculateur béton armé

Réf. 3310

Réalisateur opérations de génie civil

Réf. 3309

• techniciens supérieurs

chargés de la surveillance de chantier

Réf. 3308

Pour l'ensemble de ces postes, il est exigé une solide formation de base et une expérience professionnelle de plus de 5 années.

Il est offert :

- une rémunération élevée (nette d'impôts et transférable) ;
- un logement meublé ;
- le bénéfice de la sécurité sociale et de la retraite cadres ;
- la scolarisation des enfants est assurée.

Adresser c.v. détaillé et photo sous référence correspondante à : EXPANSIAL, 6, rue Halévy - 78009 PARIS (France).

Dans le cadre du démarrage d'un centre de calcul et d'importants projets informatiques

alra

(Filiale SONATRACH)

spécialisée dans

les travaux pétroliers de surface

recherche pour ALGER :

INGÉNIEURS INFORMATIQUES

Les candidats devront :

- être diplômés de l'Enseignement Supérieur Scientifique ;
- posséder une expérience minimum de 5 ans dans les domaines de l'analyse et du démarrage de projets informatiques ;
- avoir de solides connaissances du matériel de 3^e génération et du système d'exploitation.

Nous offrons :

- un travail intéressant au sein d'une société en pleine expansion ;
- un salaire selon compétence et expérience ;
- de nombreux avantages sociaux.

Les dossiers de candidature (curriculum vitae et pièces justificatives) devront parvenir à :

ALTRA - Direction Administration Générale et Finances,
114, rue de Tripoli - HUSSEIN DEY - ALGER (Algérie).

BOUYGUES

ouvre un important chantier
de génie civil
de 300 millions de Francs en
IRAQ

Nous cherchons

le

DIRECTEUR DE TRAVAUX

Il assume de façon autonome l'entière responsabilité technique et financière du chantier.

Il maîtrise parfaitement les techniques de pointe de la profession.

Il a déjà fait la preuve de ses qualités en dirigeant un chantier équivalent.

Bien sûr, c'est un meneur d'hommes.

Le poste peut évoluer vers une direction locale.

Résidence : Bagdad

Les directeurs de travaux intéressés adressent un dossier de candidature à

Thierry Pique,

direction du personnel

BOUYGUES

381, avenue du Général de Gaulle

BP 204, 92142 Clamart Cedex

Groupe Commercial Français

recherche pour importante filiale

AFRIQUE NOIRE Francophone

CHEF COMPTABLE

D.E.C.S.

Ayant plusieurs années d'expérience professionnelle. La poste comporte un aspect formation important et intéressant.

Env. lettre manuscrite avec C.V. à n° 77.750

cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet

75116 PARIS

LE NICKEL - SLN

recherche pour prendre

la responsabilité d'importantes

services d'entretien dans la

Nouvelle Calédonie

2 ingénieurs d'entretien

de haut niveau

AM - ESE - CENTRALE

50 ans minimum et ayant plusieurs années d'expérience de la fonction dans l'industrie lourde. Ils dirigeront chacun un service de 80 personnes environ dans des zones importantes.

La fonction fait appel à la fois à un professionnel expérimenté et à un sens aigu des relations humaines.

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement sur téléphone du lundi au vendredi 9h à 12h30 - 13h30 à 18h

par Information Carrière

SVP 11.11 qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés.

Référence 875.

85, avenue de Wagram 75017 Paris

industrie au Maroc ch. ing. ou

act. sup. pour occup. le poste

de : Directeur Technique.

Une grande expérience de : en-

saussage, soudure, traitement

des surfaces, sera déterminante.

Envoyer C.V. compl. à :

Sid Dar El Barrad, B.P. 751

Casablanca (MAROC).

Petite école de langues pr. adult.

F.A. (FULDA) rech. d'urg.

JEUNE COLLABORATRICE

pour enseigner fr. et secrétaire.

Epides, univers. DUEL min.

Dir. n° 7.686, « Le Monde » Pub-

lic, r. des Italiens, 75427 Paris 9.

importante société

française

recherche pour

AFRIQUE NOIRE

J.N. COMPTABLES

D.E.C.S. ou ÉQUIVALENT

pour gestion administrative

et comptable

d'une importante succursale.

Avantages habituels

d'expatriation.

Adresser C.V. et prétentions à

n° 76.779, CONTEXTE Publicité

20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qu'ér.

POUR ALGERIE

STE AMERICAINE RECH.

ASS. AU DIRECT. TECHNIQUE

Éclairc. organisat. Il sera

responsable de la bonne marche

administrative du camp, des

problèmes logistiques. Devra

aussi établir plans de charge

pour montage matériels forces

d'eau, équipements annexes et

véhicules ainsi que programmes

de maintenance préventive, etc.

en liaison avec responsable

concerné. Il aura d'ail. suppl.

postes similaires outre-mer. An-

ciels parait et permis V.L. le-

dis. Agr. photo. C.V. adresser

à : 30744 M. REGIE-PRESSE

20, bl. r. Raymond - Paris-20.

Important Bureau d'Etudes

IVOIRIEN

recherche :

INGÉNIEUR

HYDRAULICIEN

4 ans d'expérience dans

l'étude des réseaux de dis-

tribution et d'assainissement.

Contrat de 2 ans.

Nombreux avantages :

Logement, voyage en France

à la charge de la Société.

Envoyer C.V. dét. à C.E.S.T.P.

2, rue Brancas

33227 Paris Cedex 15.

un nouveau service concernant l'emploi

Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

dresse chaque semaine le tableau récapitulatif des offres d'emploi dans « Le Monde », concernant chacune des fonctions ou professions suivantes :

- Direction générale, fonctions multipostes
- Marketing, relations publiques, publicité
- Informatique
- Production, entretien
- Ingénieurs
- Etudes, organisation et recherche
- Direction financière et administrative
- Comptabilité
- Personnel formation, relations humaines et sociales
- Direction commerciale, vente
- Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux.

Envoi sur abonnement à l'adresse de votre choix. Pour tout renseignement, écrire : LE MONDE Information-Professions 5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09 ou téléphoner : 874-72-05



emplois internationaux

SOCIÉTÉ CHIMIQUE FRANÇAISE
recherche pour une Filiale Commerciale
en Allemagne (Frankfurt/Main)
CHEF DE VENTES
PRODUITS CHIMIQUES

MISSION :
Assumer sur le territoire allemand la pleine responsabilité des ventes de produits chimiques techniques (chimie organique).

PROFIL :
— Formation supérieure : technique ou commerciale ;
— Expérience souhaitée de vente de produits chimiques adressés aux secteurs : peintures, colorants, pharmacie, phyto-sanitaires ;
— Aptitude à responsabilité de gestion.

CONDITIONS :
— Implantation à Frankfurt/Main ;
— Connaissance indispensable de la langue allemande ;
— Age : 30 ans minimum.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à n° 71.205, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

Recherches Afrique de l'Ouest
collaborateur diplômé école de
technique minimum 1 an.
Notions gestion et commerce.
Ecrire SIE AMGCI, B.P. 20.415
Abidjan CÔTE D'IVOIRE.

INGÉNIEUR CIVIL
pour Direction de projet
en Arabie Saoudite, Route, VRD.
5 ans d'expérience minimum.
Anglais obligatoire.
Téléphone : (01) 58-22-53

GRUPE INTERNATIONAL HOTELLERIE - TOURISME

recherche
pour la Côte d'Ivoire, dans le
cadre de la coopération techni-
que avec la Compagnie du
chemin de fer Abidjan-Niger
(R.A.N.)

ASSISTANT TECHN.

Chargé :
— De la mise en place de pro-
duits hôteliers et touris-
tiques ;
— De la réalisation d'études de
marketing et de formation
de personnel ;
— De la programmation de pro-
duits touristiques susceptibles
d'utiliser les services de la
Compagnie (trans, hôtels,
voyages).

Diplômé H.E.C., Sup. de Co
ou équivalent.
Le candidat devra :
— Etre âgé de 25 ans minimum,
avoir un esprit vif et logique,
avoir le sens de l'organisation,
justifier de 2 années d'expé-
rience minimum dans les domai-
nes hôteliers ou touristiques.

Envoyer C.V. détaillé + photo
sous le n° 49.122 à :
J.R.P. Paris (8^e), qui trans.

Société de T.P. et Bâtiment
recherche pour Agence
Afrique francophone
INGÉNIEUR
ayant travaillé sur travaux
BÂTIMENT.
Poste intéressant nécessitant
maîtrise des affaires et suivi des
chantiers sur place.
Ecrire avec C.V. à S.N.T.P.,
M. Flaut, 10, rue Cambacérès,
75008 PARIS.

UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN

DIPLOMÉ
ayant acquis, si possible, en Afri-
que, une expérience de quatre années en
matière de chantiers T.P. et
motivé par l'aspect formation,
les ingénieurs intéressés par
un séjour de longue durée en
Afrique nous peuvent adresser
leur candidature, si possible, à
L.T.P. 21, rue Bonne-Nouvelle,
Paris 2^e, qui transmettra.
Société d'ingénierie recherche
pour l'ALGERIE

UN INGÉNIEUR

DIPLOME CONFIRME
Age minimum 45 ans
pour la direction de travaux
d'un ensemble de complexes
agro-industriels.
Envoyer C.V. et prétentions
si possible, à P. LICHOU S.A.,
10, rue de Louvois, 75003 Paris
Cedex 02, qui transmettra.

offres d'emploi

offres d'emploi



RELATIONS INDUSTRIELLES :

UN INGÉNIEUR COORDONNATEUR

réf. L
• Vous êtes convaincu que la formation moderne d'un ingénieur se fait par
l'alternance entre vie universitaire et vie professionnelle.
• Nous vous proposons d'intégrer l'équipe d'ingénieurs chargée de la pro-
jection, définition et négociation de stages industriels de longue durée
ainsi que de la promotion du diplôme et du marketing des débouchés de
nos ingénieurs.
• Votre profil : Ingénieur, vous cumulez expérience industrielle et activités
de service. Vous êtes rompu aux relations publiques.

FORMATION GÉNÉRALE DE L'INGÉNIEUR :

UN CHEF DE PROJET

réf. O
• Vous avez mené une réflexion personnelle sur la formation actuelle d'un
jeune ingénieur et vous avez des idées sur la façon de concilier une for-
mation générale et humaine avec les exigences de la technique.
• Nous vous proposons de piloter la Division Développement Général de la
Personnalité tant dans le schéma directeur pédagogique et conception de
programmes que dans les relations avec les enseignants.
• Votre profil : Bien entendu, il est pluridisciplinaire. Ingénieur ayant
approfondi les sciences humaines, économiques et de la communication
ou, venant d'une formation générale type S.F., Sciences Humaines, Lettres,
ayant tâté de la vie industrielle et de ses problèmes.

Les deux postes à pourvoir sont des postes contractuels de l'Université.
La Division « Orientation des Carrières » de l'U.T.C. étudiera votre candi-
dature avec une grande discrétion.
Veuillez écrire et adresser curriculum vitae détaillé sous référence RL/DP
DIVISION O.C.F.C. - B.P. 136 - 60206 COMPIEGNE CEDEX

REPRODUCTION INTERDITE

SABRY
Spécialisation
Automatismes (Paris 13^e)
recherche
pour son Département
automatismes industriels

UN INGÉNIEUR ELECTRONIEN

(I.E.S.S. ou Grandes Ecoles
équivalentes)
qui se verra confier pro-
gressivement la responsabilité
d'installations complètes
en France ou à l'étranger,
dans le cadre
de budgets importants.
Une première expérience
de la maîtrise
des techniques de pointe
dans le domaine des assem-
blages serait appréciée
ainsi que la connaissance
de la langue anglaise.

Ecrire avec C.V. détaillé
et prétentions sous réf.
1119 à : Solange HENRI

PLEIN EMPLOI
10, r. du Mail, 75002 Paris.

ORGANISME SOCIAL NATION.

FONCTION PERSONNEL

UN CADRE chargé de l'admi-
nistration et de la gestion du
personnel, ainsi que des pro-
blèmes de formation profession-
nelle.
Date de prise de fonction :
DEBUT OCTOBRE 1976.
Traitement de départ 50.000 F/3.

Adresser C.V. et prétentions
sous n° 4154 à L.T.P., 21, bd
Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

LES 3 SUISSES RECHERCHENT
**1 RESPONSABLE
DES ETUDES
QUANTITATIVES**

Il sera le spécialiste en structuration et
analyse de données, à l'intérieur d'une
équipe marketing.

Il devra assumer un rôle de conseiller
technique auprès de tous services suscep-
tibles d'utiliser ses compétences.

Formation niveau 3e cycle de spécialité.
D'une première expérience en milieu
études est souhaitée.

Ce poste exige une faculté de communi-
cation, un travail d'équipe et de la créativité
Lieu de travail : Métropole Nord.

Adresser C.V. et prétentions à :
Directeur du Personnel
3 SUISSES FRANCE
12, rue de la Centenaire
59170 CROIX

FRA-FOR - BABYGRO à TROYES
75 MILLIONS DE C.A. HT - 1.000 PERSONNES
Pour assister le comptable dans les missions et le déve-
loppement des états financiers demandés par la maison
mère, recherche

**CONTROLEUR FINANCIER
ADJOINT**

CELUI-CI POSSEDERA :
• UNE EXPERIENCE INDUSTRIELLE DE 3/5 ANS DANS UNE
SOCIÉTÉ ANGLAIS-SAXONNE ;
• LA PRATIQUE DE LA COMPTABILITÉ EN COUTS STAND-
ARDS ;
• UNE SOLIDE FORMATION COMPTABLE.

SES FONCTIONS SERONT :
— PRÉPARER LES RÉSULTATS MENSUELS U.S. ;
— CONTRÔLER LES MOUVEMENTS D'INVENTAIRE ;
— ÉTABLIR LE BUDGET ANNUEL ;
— DÉVELOPPER LE SUIVI DES PRIX STANDARDS ;
— METTRE EN PLACE DE NOUVEAUX SYSTÈMES DE GESTION
EN LIAISON AVEC LE SERVICE INFORMATIQUE.

ANGLAIS COURANT TRÈS APPRÉCIÉ.

REMUNÉRATION : 70.000 F/AN + EN FONCTION DE L'EXPE-
RIENCE.

ENV. C.V. ET PRÉTENTIONS À M. F. COIARANO - FRA-FOR -
1, cours Jacqui - 10000 TROYES.

LA SOCIÉTÉ OLDHAM
recherche
pour son département matériels de sécurité
(70 % du chiffre d'affaires à l'exportation)
1 INGÉNIEUR COMMERCIAL
Il sera responsable devant le Directeur du
Département du Développement de nos ventes
à l'étranger.
Ce poste convient à :
— Un Diplômé d'École Supérieure de Commerce
ayant au moins 5 ans d'expérience couronnée
de succès à l'exportation.
La fonction implique initiative, responsabilités,
rémunération substantielle en cas de succès et
déplacements tous continents pendant 40 % du
temps.
Ecrire à l'attention du CHEF DU PERSONNEL,
référence Ingénieur Commercial,
B.P. 59 - 63005 ABBAS Cedex.

directeur
département
femme

NEW poursuit son expansion et
confirme sa position de leader
du SPORTSWEAR avec un C.A.
de 120 millions de F. et un
effectif de 1.200 personnes.
Au sein d'une structure décentralisée, ce nouveau
collaborateur doit prendre en charge le déve-
loppement du département Femme. Son action portera
tant sur la gestion de son département que sur la
marketing mix de la collection (il est aidé par une
équipe de création, de publicité et de promotion) et
sur la commercialisation en France et progressi-
vement à l'exportation. (Animation des ventes, et
d'agents).
Ce poste nécessite chez le titulaire le « feeling » pour
ce type de produit et une expérience réussie de
Direction Commerciale (marketing et vente) acquise
dans la confection ou dans l'industrie de la mode.
Anglais et Allemand souhaités.
Résidence : Cholet.
Envoyer C.V., photo récente et rémunération
actuelle sous la référence 2641/M (à mentionner
sur l'envoi) à :
Le secret absolu des candidatures est garanti par :
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 05

Entreprise RÉGION SUD-OUEST
prédominante sur son marché, recherche
INSPECTEUR DES VENTES

La mission :
sélectionner, former, aider et motiver une équipe impor-
tante de V.S.P. multisécteurs expérimentés. Participer
avec la Direction des Ventes, dans le cadre d'un
travail d'équipe, à la mise en œuvre de la politique
de vente, au choix des moyens à mettre en œuvre.
L'homme :
véritable « entraîneur », il sera essentiellement
homme de terrain, animateur et promoteur des
ventes, agissant en autonomie concertée. Une
connaissance de la vente dans le secteur VIN et
ALCOOLS est souhaitée. Position CADRE. Rému-
nération intéressante. Voiture fournie.
Résidence Sud-Ouest
Déplacements fréquents en France.
Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo
et prétentions à n° 7.284, « Le Monde », Publ.,
5, rue des Italiens, 75437 Paris-9^e.

directeur
de production

NORMANDIE 100 000 F +

PORON, Société française Textile Inter-
national recherche pour sa filiale décen-
tralisée en Normandie, un ingénieur mi-
nimum 20 ans, bon gestionnaire, possé-
dant la fibre commerciale, dépendant
directement du Directeur Général, qu'il
doit remplacer pendant ses voyages.
Le candidat devra justifier d'une expé-
rience de commandement et avoir par-
ticipé à l'élaboration et au suivi d'une
gestion budgétaire.
Véritable « homme orchestre » polyvalent,
possédant une grande puissance de tra-
vail, il devra agir sans de l'initiative
et de la décision. Bref ce sera un entre-
preneur capable de seconder le Directeur
Général de cette unité de 350 personnes.
Ce poste peut évoluer rapidement pour
un excellent candidat soit dans la filiale
Normande, soit dans une autre Société
du Groupe.
Envoyer C.V., photo et prétentions sous
réf. 02515/M - 25, rue du Renard, 75004 Paris
PROSSEL
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
région MIDI-PYRÉNÉES, recherche
2 INGÉNIEURS TECHNIQUE-COMMERCE

Les candidats auront
de 3 à 5 ans d'expérience
**DANS LE DOMAINE
DES COMPOSANTS**
et une aptitude marquée au travail en équipe.
Le poste pourra nécessiter
de fréquents déplacements.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et
prétentions à n° 77.573 CONTEXTE Publicité
20, avenue Opéra 75004 PARIS CEDEX 01,
qui tr. ; il sera répondu à chaque candidature.

**Société commerciale de taille
nationale**, nous créons à notre siège social
à Lyon, le poste de
**chef des services
juridiques**

Il est nécessaire d'avoir une expérience
complète de la fonction, en entreprise, y
compris celle du contentieux et des assurances.
La formation souhaitée est : DES droit + nota-
riat ou GAPA ou expertise comptable ou ESC.
Pour un premier contact téléphonez au
78/28 94 60 ou écrivez à Mme G. DILL, ss
réf. 384 LM.

ALEXANDRE TICS.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENÈVE - LONDRES

PETITE ENTREPRISE CHARPENTE MÉTALLIQUE
région NORD de la FRANCE
intégrée dans un groupe plus important
recherche son
DIRECTEUR

Celui-ci doit être un homme ayant l'expérience
de l'atelier et du bureau d'études, outre la
coordination des services, sa fonction implique
une participation active à l'action commerciale
de formation type A.M. ou I.C.A.M.
Il sera un homme d'expérience capable de faire
progresser l'entreprise.
Adresser C.V. et photo à DELTA-CONSULTANTS,
3, rue la Boétie, 75008 PARIS.

LA M.A.C.I.F.
recherche pour son centre régional de
SAINT-ÉTIENNE
RÉDACTEURS (TRICES)

contenueux ayant une expérience professionnelle
dans l'emploi de plusieurs années.
Ecrire à M.A.C.I.F., boîte postale 57,
42100 ANDREZIEUX-BOUTHÉON.

Société Promotion Immobilière
Région DEAUVILLE
ADJOINT CHEF COMPTABLE
B.P. comptable exigé.
Adresser C.V. et prétentions à
Agence HAVAS, 14 CAEN 9067.

URGENT. L'Éc. Tech. Cath.
St-Vincent-de-Paul, 7, des Dou-
nes, Châlons-sur-Marne, T. (35)
68-38-41, ch. 1 prof. Eco. Soc.
Fem. (B.T.S.), 1 semaine soc.
6 h. enseignement en 2^e T4.
Libre immédiatement.

MANOSQUE (Alpes-de-Haute-
Provence) cherche bonne à tout
faire, à temps complet.
Logée, nourrie, blanchie.
Téléph. : (04) 72-10-27.

**Single Buoy
Mooring INC
Terminal
Installations INC**

Une filiale du Groupe IHC Holland,
spécialisée dans les Terminaux Offshore et
Systèmes de Stockage flottant pour
l'industrie du Pétrole recherche :

**CHEFS
DE PROJETS**

Capable d'assumer l'entière responsabilité
d'un projet d'installation de Terminaux
Offshore (relations avec client sur chantier,
administration et procédures d'instal-
lation, etc.).
Basé à Monaco, il sera appelé à travailler
sur des chantiers dans le monde entier.
Qualifications et expérience :
• Diplôme d'ingénieur (E.C.P., E.T.P.,
A.M., ENSA - ENSI - ou équivalent).
• Expérience 5 à 10 ans sur chantiers
Offshore (Terminaux pétroliers, pipelines,
etc.).
• Age 30 ans minimum.
• Bonne connaissance de l'anglais indis-
pensable.
Adresser CV complet et prétentions à
M. le Chef du personnel, SBMT/II
27, Bd Albert 1^{er}, B.P. 157
Monaco (Principauté).

LOOK
**RESPONSABLE
DE LA PUBLICITÉ**

NEVERS 80/100.000 F

Notre société fabrique et distribue dans le monde
des films de sécurité pour le ski.
Dépendant du Directeur du Marketing, vous aurez
l'entière responsabilité des « mass media », du
marketing, des éditions (catalogues, films et ex-
positions, de la P.T.V. et, dans une certaine mesure,
les relations publiques.
Étant donné qu'une part très importante de notre
chiffre se fait à l'export, nous avons des
titulaires et agents, travaillant souvent en indis-
pensable, l'anglais fortement souhaitable.
Vous êtes par ailleurs sportif, mobile, indépendant,
autonome et imaginatif.
Nous souhaitons faire équipe avec vous, votre
expérience d'un travail en agence de publicité
ou de responsable dans une société internationale
devrait vous permettre d'être de plein-pied dans ce
nouveau poste et d'y réussir rapidement.
De notre côté, nous mettrons tout en œuvre pour
vous y aider.
Marcel d'envoyer votre C.V. sous réf. 3249 à
**INTERNATIONAL
BUSINESS DRIVE**
28, avenue de Messing
75008 PARIS
à qui nous avons confié cette recherche.

Pour une Société Multinationale
implantée en Haute-Savoie, à proximité de
Genève, au bord du Léman, recrutons un
CHEF COMPTABLE
Niveau DECS ou équivalent

Le candidat aura acquis une solide expérience
en comptabilité générale et analytique comme
chef comptable ou comme adjoint, de préférence
dans une société multinationale pratiquant les
méthodes comptables françaises et anglo-
saxonnes. L'anglais serait un avantage.
Ecrire avec C.V., photo et prétentions à Société
Idéal-Job - Monsieur M. Grivel Bellier, Conseil
en Personnel, 2, r. de la Gare, 74100 Annemasse

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	46,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX DU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,23
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés"	28,00	32,69
Double insertion	34,00	39,70
"Placards encadrés"	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	46,70
	29,00	32,69

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL
implanté en France
recherche pour son département

«DIAGNOSTIC CLINIQUE»

10) INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX
pour Paris et grande région parisienne; région S.E.; région S.O.
Formation supérieure, spécialisation biochimie.
Ils seront chargés de vendre des analyses biochimiques en milieu hospitalier et laboratoires.

20) TECHNICIENS-ELECTRONICIENS
régions : Paris; Est; Sud.
Niveau B.T.S. en électronique.
Connaissance des microprocesseurs appréciée.
Ils seront chargés du service après-vente.

Les candidats pour chacun de ces postes, doivent avoir une expérience des fonctions à remplir, une très bonne connaissance de l'anglais, une aptitude aux déplacements nombreux et la goût des contacts variés.

Si vous répondez aux critères de l'un de ces postes, vous pourrez avoir une évolution de carrière importante dans ce département nouveau et en pleine expansion.

Si vous êtes intéressés, écrivez à : CAPIC, 18 rue Volney 75002 PARIS, en envoyant C.V., photo, références et émoluments s/no 76098.

etap

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE EN FORTE EXPANSION (C.A. CONSOLIDÉ SUPÉRIEUR A 350 MILLIONS) LEADER DANS SA BRANCHE RATTACHÉE A UN IMPORTANT GROUPE
très proche banlieue SUD PARIS
RECHERCHE

CADRE SUPÉRIEUR FINANCIER
RATTACHÉ À LA DIRECTION GÉNÉRALE, IL AURA UN RÔLE IMPORTANT DE CONSEIL ET DE CONTRÔLE.

Il sera chargé d'étudier, proposer, suivre toutes mesures visant à diminuer les frais financiers de la société et à augmenter ses profits financiers. Son action pourra porter sur tous domaines : commercial (France, export, filiale), production, moyens de financement, gestion de trésorerie.

Ce poste peut convenir à H.E.C., E.S.S.E.C. ou équivalent, ayant 5 à 10 ans d'expérience financière acquise au sein d'une banque ou d'une direction financière de grande société et impliquant une bonne pratique des problèmes financiers liés à l'exportation.

Ecrire sous référence HR 186 AM.

IMPORTANT GROUPE DE TRANSPORT NATIONAL ET INTERNATIONAL
Nous recherchons pour la

DIRECTION DE NOTRE AGENCE DE MARSEILLE

Un cadre jeune et dynamique, désireux d'élargir son niveau de responsabilité, connaissant bien les problèmes de transport MESSAGERIES et TRANSPORT, capable d'assurer la rentabilité et le développement d'une unité moderne, de moyenne importance, dans le cadre de la politique d'un groupe en expansion rapide.

Seront particulièrement appréciées des qualités de commandement, de sens de la gestion, ainsi qu'une solide expérience professionnelle dans les spécialités citées.

Connaissance de l'anglais vivement souhaitée.
Bonne rémunération avec intéressement.

Ecrire sous référence JT 188 AM.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS CONSTRUCTIONS INDUSTRIALISÉES - UN DES LEADERS DANS SA PROFESSION ET OFFRE SON RÉSEAU COMMERCIAL DANS LE CADRE DE SON EXPANSION ET OFFRE SITUATIONS INTERESSANTES ET ÉVOLUTIVES A

CHEFS D'AGENCES

— PARIS (objectif C.A. 20 millions - 5 agents commerciaux)
Ecrire sous référence AK 180 AM.

— LIMOGES (objectif C.A. 7 millions - 2 agents commerciaux)
Ecrire sous référence BL 181 AM.

De formation commerciale ou technique, ayant une solide expérience commerciale acquise en constructions industrielles (charpentes métalliques ou bâtiment, bien introduits dans leurs secteurs respectifs, ils auront la responsabilité :

- De la réalisation des objectifs et de la promotion des activités du groupe;
- De l'animation des agents commerciaux;
- Des contacts clients importants;
- De la gestion budgétaire de l'agence.

INGÉNIEUR CHARGÉ D'AFFAIRES MARSEILLE

A.M., T.P. ou équivalent, ayant une bonne connaissance des calculs et charpentes métalliques et des qualités de commercial. Rattaché au chef d'agence, il sera chargé des « affaires spéciales » (hors standard) : calcul et négociations (commerciales).

Ecrire sous référence CM 182 AM.

SOCIÉTÉ EN FORTE EXPANSION (SECTEUR ELECTRONIQUE PROFESSIONNELLE) 1.500 PERSONNES - AFFILIÉE A UN IMPORTANT GROUPE
banlieue immédiate SUD PARIS
OFFRE SITUATION DE

ATTACHÉ DE DIRECTION DU PERSONNEL

Ce poste peut convenir à un candidat formation supérieure (E.S.C., I.C. DROIT, INGENIEUR ou équivalent...), ayant au minimum 5 ans d'expérience dans des fonctions de personnel. Il sera spécialement chargé de la gestion des ressources humaines (prévisions d'effectif, recrutement, formation, suivi de carrières...).

SITUATION INTERESSANTE POUR CANDIDAT RÉALISTE, D'EXCELLENT CONTACT ET MÉTHODIQUE.

Ecrire sous référence IS 187 AM.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'AMEUBLEMENT DE STANDING RECHERCHE

ATTACHÉ DE DIRECTION COMMERCIALE

COLLABORATEUR DIRECT DU DIRECTEUR COMMERCIAL

Ce cadre assurera les contacts avec les différents points de vente de cette société en France (et éventuellement à l'étranger, connaissance de l'allemand fortement souhaitée).

ET IL TRAITERA AVEC INITIATIVE ET DIPLOMATIE TOUS PROBLÈMES COMMERCIAUX DE PROMOTION, ANIMATION, ASSISTANCE.

La réussite dans ce poste implique une expérience commerciale, le goût des voyages, des qualités marquées de contact et de méthode.

Résidence AMIENS.

Ecrire sous référence FX 179 AM.

GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS (2.200 PERSONNES) LEADER EUROPÉEN DANS SA BRANCHE PROPOSE POSTE FORMATEUR ET ÉVOLUTIF A

INGÉNIEUR MÉTALLURGISTE

Ce poste peut convenir à candidat diplômé grande école (formation complémentaire E.S.B.A. appréciée) ayant une expérience des problèmes de soudure (éventuellement débutant).

Il sera formé pour être à même d'apporter une assistance technique sur les problèmes de soudure à tous niveaux (développement technologique, mise au point de procédés, méthodes, contrôle qualité), etc.

Poste : Usine de 1.000 personnes
Ville 100 km EST PARIS.

Ecrire sous référence OW 178 AM.

FILIALE FRANÇAISE D'UN IMPORTANT GROUPE CHIMIQUE AMÉRICAIN
recherche pour usine ville proche LILLE

INGÉNIEUR RESPONSABLE DE LA PRODUCTION

capable évoluer vers Directeur usine

Ce poste peut convenir à

INGÉNIEUR A.M., I.D.N. ou GÉNIE CHIMIQUE
35 ans minimum, bonne connaissance anglaise ayant acquis dans le domaine des résines et vernis synthétiques une solide expérience.

- De l'exploitation (délais, coûts et qualité);
- Ainsi que de la conception, mise en œuvre et entretien des équipements.

SITUATION INTERESSANTE ET AVENIR POUR CANDIDAT AYANT QUALITÉS MARQUÉES D'ANIMATEUR ET D'ORGANISATEUR.

Ecrire sous références KU 189 CM.

etap 4 rue Massenet 75016 PARIS
discretion absolue

A.F.P.A. ASSOCIATION NATIONALE POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES ADULTES
engage pour son Siège à MONTREUIL

cadres administratifs et comptables

Ils seront chargés de missions de contrôle, d'enquêtes, d'études et d'assistance comptable dans les établissements de l'Association.

Cette activité nécessitera de fréquents déplacements en province, d'une durée habituelle d'une semaine, qui pourront occuper jusqu'à 50% du temps de travail.

Il est demandé :

- un âge minimum de 30 ans,
- une formation supérieure sanctionnée par un diplôme de type :
 - D.E.C.S.
 - Diplôme E.S.C.A.E. option finances et comptabilité.
 - B.T.S. Comptabilité et Gestion des entreprises.
 - D.U.T. Administration des collectivités publiques et des entreprises (option finances et comptabilité).
 - Maîtrise de Gestion avec 2^e cycle de gestion et certificat de Comptabilité de la Faculté PARIS-DAUPHINE.
- une expérience administrative et financière de plusieurs années en milieu industriel.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à : A.F.P.A. - Service Gestion du Personnel (Mme FRENEAU), 13, place de Villiers, 93108 MONTREUIL CEDEX.

Filiale du groupe VICKERS

Recherche son :

Chef Comptable

Le Candidat :

- a une expérience similaire de quelques années dans une ou des entreprises moyennes;
- est habitué à utiliser l'informatique et est familier des procédures de contrôle et reporting;
- dynamique, innovateur, veut évoluer;
- a, de préférence, de bonnes notions d'anglais.

La Fonction :

- assurer la tenue de la C.G.
- établir les balances, etc.
- préparer les opérations de reporting;
- poursuivre et étendre les applications informatiques;
- assister le contrôleur de gestion (crédit contrôlé).

Conditions :

- statut cadre - bureau dans Paris
- rémunération et possibilités évolutives.

Envoyer C.V., photo, prétentions, Réf. 75525
ROLAND BERGER & GREP Ass.
International Management Consultants
S.R.L.P. 7, rue M. Allégot 92190 - MEUDON

Nous recherchons, pour la Région Parisienne, un collaborateur spécialisé dans le conseil et la défense en matière d'

EXPROPRIATIONS

Adr. C.V. et photo (retournée) en indiquant prétentions à : F. DERVAUX, 2 bis, cité Thiers, 75015 PARIS.

GRANDE BANQUE PRIVÉE
recherche pour sa Direction Financière

un ingénieur

(électronique, électronique) possédant une formation financière et économique complémentaire.

Les candidats seront titulaires d'un diplôme d'une Grande Ecole et pourront justifier d'une première expérience de gestion d'entreprise.

Envoyer lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions à : HAYAS-CONTACT, 156, Boulevard Haussmann, 75008 PARIS, sous référence 31538.

CONTROLEUR DE GESTION
80.000/100.000 F

Dépendant directement du Directeur Général, vous aurez des fonctions plus vastes que celles de Contrôleur de Gestion.

En effet, nous recherchons avant tout un homme d'action qui, tout en prenant immédiatement la direction des services comptables pour assurer leur bon fonctionnement et leur réorganisation, mette en place des tableaux de bord synthétiques, prépare les budgets, rédige les comptes rendus budgétaires mensuels, suit les questions juridiques et fiscales et assiste la Direction Générale dans ses prises de décisions financières.

C'est un travail actif qui requiert soit une bonne expérience dans un cabinet d'Audit, soit une refusite complète dans un poste similaire et, en tout cas, une bonne aptitude au commandement.

Un DECOS, ITCO ou MBA ou un diplôme DESO peuvent être l'une des clés nécessaires pour prendre ce poste.

L'anglais est indispensable, car les échanges dans cette langue sont fréquents.

Merci d'envoyer votre C.V. sous référence 3.247 A

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
25, avenue de Messine
75008 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

La filiale d'une importante Société Américaine recherche pour PARIS

chef du service recouvrement et crédit

Formation Finances.
Ayant 5 années d'expérience dans poste similaire ou en qualité d'audit.

comptable
2ème échelon

Ayant 3 années d'expérience dans un service recouvrement et études de crédit.

Pour ces deux postes l'anglais est exigé.

Les candidats sont invités à adresser leurs C.V. photo et salaire actuel au Cabinet Claude VITET - 2, rue Marango - 75001 PARIS

Groupe de crédit coopératif
recrute.

RÉDACTEURS ENGAGEMENTS

NOUS SOUHAITERIONS :

- Formation secondaire, niveau terminal.
- Formation B.T. ou équivalent.
- Expérience professionnelle 3 à 5 ans.
- Pratique du Crédit Bâti et bonne connaissance des crédits moyens termes.

NOUS PROPOSONS :

- Rémunération et évolution de travail attractif.
- Nombreux avantages sociaux (restaurant entreprise, horaires souples, etc.).

Env. lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions, Direction du Personnel, C.C.C.C., 15 bis, avenue Roche, 75016 PARIS.

VOUS AVEZ :

- une expérience professionnelle dans vente crédit immobilier, notariat,
- aptitude à l'organisation,
- niveau d'enseignement supérieur.

UN IMPORTANT GROUPE DE PROMOTION vous offre

- opportunités de carrière commerciale,
- statut cadre,
- rémunération élevée

deux postes à pourvoir d'urgence

Adresser C.V. lettre manuscrite, photo à No 76570, CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, q. r.

SERETE AMÉNAGEMENT Société de Promotion de Centres Commerciaux et d'équipements de loisirs chargée notamment de la réalisation du Forum des Hautes et du Centre Commercial de la Défense recherche pour l'intégrer au sein du Service "Communication".

chef de publicité (FEMME)

LE POSTE :

- participer à l'élaboration des programmes de publicité;
- négocier les conditions d'exécution avec les agences;
- assurer la réalisation pratique des actions.

LA CANDIDATE :

- être âgée de 30 ans minimum;
- formation supérieure;
- solide expérience comme chef de publicité en agence (stratégie publicitaire, création et réalisation);
- goût pour les réalisations d'intérêt public;
- qualités créatives et imagination;
- sens des contacts humains;
- anglais souhaité.

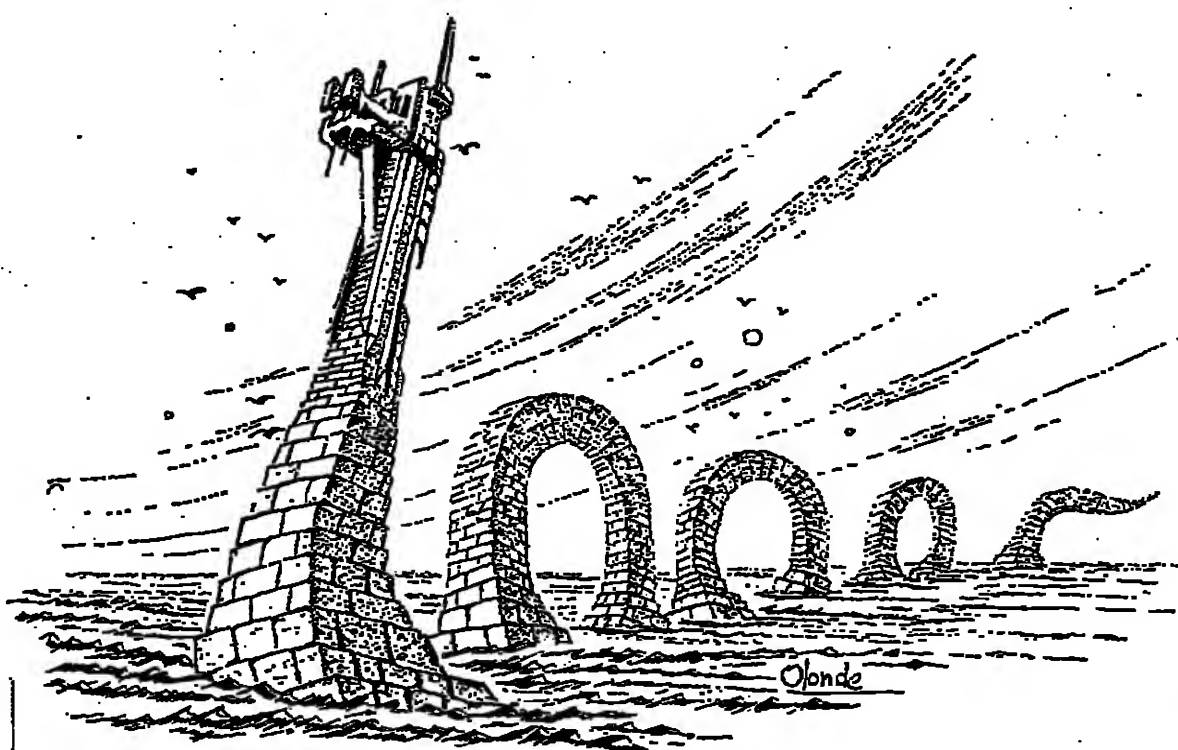
Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions à : SERETE AMÉNAGEMENT Direction du Personnel - 63, rue La Botz - 75008 - PARIS.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



Un jeune diplômé :

Moi, entrer à IBM... pas question !
D'abord, c'est trop difficile.
Et puis, c'est la grosse multinationale
on y travaille dur, à coups de primes...

Une voix :

Mythes que tout cela !
Votre mangeuse d'hommes,
c'est le dragon de la fable, le serpent de mer.

Un jeune ingénieur commercial d'IBM :

J'aime la vie,
j'aime le changement, les responsabilités.
Je suis d'accord pour travailler dur
et bien gagner ma vie.
Des opportunités internationales,
cela m'intéresse, surtout chez IBM.
Donc, comme les autres,
j'ai bien l'intention d'y rester.

**Alors, puisqu'IBM recrute des commerciaux,
à vous de voir !**

IBM Service Emploi Conseil Orientation - 2, rue Marengo - 75001 PARIS.
Division des Systèmes de Grande Diffusion

IBM

Les systèmes de gestion: un secteur en perpétuel devenir

Produire une gamme de systèmes continus et cohérents, qui soient en mesure de suivre l'évolution des besoins des clients : c'est le but de notre action technique. Mais, nous ne pouvons pas atteindre une situation optimale sur le marché sans la complémentarité de l'action commerciale.

Le rôle de nos Ingénieurs Commerciaux - aider les acquéreurs à choisir le système le mieux adapté à leurs besoins - implique qu'ils aient la culture économique (formation commerciale supérieure) et la tournure d'esprit permettant le dialogue avec les clients et leurs collaborateurs.

Des postes sont à pourvoir à Paris et en Province.

Adresser C.V. et prétentions à Mlle BONNEMAISON, sous réf. I 42, OLIVETTI FRANCE, D.E.R.H., 91, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.

olivetti

IMPORTANTE ENTREPRISE DE TRANSPORTS
1,5 milliards de Francs de C.A.
implantée dans 30 pays recrute

contrôleurs de gestion

Nous recherchons des candidats créatifs et imaginatifs, ayant une maîtrise suffisante des problèmes comptables et économiques pour participer à la prise de décision des Opérations.

Sous la dépendance hiérarchique des principaux Responsables de la Société, leur action consistera à favoriser la prise des décisions, à contrôler les effets économiques attendus, à exploiter l'information disponible pour proposer des solutions concrètes.

De tels candidats doivent être des Diplômés de Grandes Ecoles et avoir, pendant 2 ans environ, obtenu des résultats significatifs dans une Entreprise, soit dans la mise en place de méthodes de Gestion, soit dans des fonctions opérationnelles.

Anglais indispensable.

Adresser C.V. + photo + prétentions sous référence 16954.

SEXTANT/DPA
182, av. Charles-de-Gaulle - 92200 Neuilly-sur-Seine
qui transmettra

SECURICOR FRANCE
LA PREMIERE
ORGANISATION DE
SECURITE AU MONDE
cherche
pour son siège social
à Créteil (94)

CHEF COMPTABLE

- B.E.C.S. ou équivalence ;
- une maîtrise de la langue anglaise exigée ;
- Connaissances comptables, sur ordinateur, appréciées.

Il aura la responsabilité du Service comptabilité, de la préparation des comptes d'exploitation mensuelle, du bilan et des déclarations fiscales et sociales.

Poste convenant à un candidat dynamique et ambicieux. Possibilités voyages en province.

Nous offrons : un salaire annuel de départ de l'ordre de 65.000 F + voiture de fonction.

Adresser C.V. à SECURICOR FRANCE S.A., 1, Vole Fédéral, 94021 Créteil Cedex.

William Saurin

recrute

L'ADJOINT A SON DIRECTEUR DES VENTES

GRANDE CONSOMMATION

Dans ce poste opérationnel il seconde efficacement le Directeur des Ventes National aussi bien sur le terrain que dans la conduite de la force de vente.

Le candidat retenu aura :

- au moins 30 ans ;
- une formation Sup. de Co.
- le sens des responsabilités et des hommes ;
- une bonne expérience :

de la vente

des contacts au plus haut niveau en hypers, M.A.S. et centrales.

Sa rémunération ne sera pas inférieure à Frs 75.000.

Envoyer C.V. détaillé manuscrit et photo à WILLIAM SAURIN

St-Thibault - 77400 LAGNY.

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DU SECTEUR BANCAIRE
recherche :

INSPECTEURS OU CHARGÉS D'ÉTUDES

- Hommes ou Femmes - nationalité française - libérés O.M.
- Possédant diplôme grande école, licence + D.E.S. et formation ou expérience bancaire indispensable.
- Carrière intéressante, durée du stage à Paris avant contrat définitif : 1 an.
- Début du stage : décembre 1976.
- Affectation ultérieure à Paris ou dans Métropole régionale.

Ecrire avec curriculum vitae
CAISSE NATIONALE des MARCHÉS de l'ÉTAT
Bureau du Personnel, 14, rue de Grammont, Paris-2^e

Une société d'Édition Française
importante
recherche un

chef comptable

de formation supérieure : Expertise au D.E.S. minimum 50 ans, ayant pratiqué comptabilité sur ordinateur et acquis une bonne expérience professionnelle dans une Société de services utilisant l'informatique.

Il devra instaurer les procédures comptables classiques, tant au niveau de la comptabilité générale que de la comptabilité analytique, permettant la tenue du compte d'exploitation mensuel.

Il aura de plus la charge de toutes les tâches d'un Chef Comptable : suivi de la trésorerie, déclarations fiscales, etc.

Pour accomplir sa tâche, il aura sous ses ordres un Chef de groupe et 3 comptables.

Localisation : PARIS.

La rémunération sera intéressante en fonction de l'expérience du candidat.

Envoyer C.V. + photo + prétentions sous réf. 504 M 25, rue du Renard, 75004 Paris

PROSSEL
international
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

directeur du personnel

100 000 +
PARIS

Nous sommes un groupe spécialisé dans le négoce de produits sidérurgiques et créons le poste de Directeur du Personnel pour prendre en charge la politique du personnel de 4 de nos Sociétés (350 Millions de C.A. - 750 personnes). Ce cadre devra mettre en place une politique de recrutement, de formation et de promotion, assurer les relations sociales (syndicats - CE...) et gérer l'administration du personnel (gestion de procédure, étude des salaires, services paie...). Le poste doit évoluer à terme vers une fonction « Relations Humaines ».

Une expérience similaire acquise dans une Société de même importance est indispensable.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 2648/M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

IMPORTANTE STE DU SECTEUR DES LOISIRS
40 km OUEST PARIS
crée le poste de

DIRECTEUR COMMERCIAL

En collaboration directe avec le P.-D.G.
Il devra :

- Définir la politique commerciale.
- Structurer et étoffer les réseaux de vente.
- Coordonner et animer les fonctions qui concourent à l'application de la politique commerciale.
- Maîtriser l'expansion dans le cadre d'une optimisation des résultats.

Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre supérieur, 35 ans minimum, pouvant justifier d'une solide expérience commerciale.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae et prétentions à COGEFI, sous référence 3505, qui transmettra. Discretion assurée.

COGEFI, Tour Septentrion,
92081 PARIS LA DEFENSE CEDEX 08.

Société indépendante
secteur chimie et parachimie
recherche pour son département
traitement interne des eaux

UN CHEF DE PRODUIT

- expérience industrielle souhaitée
- goût pour l'organisation et la gestion.

Importantes possibilités d'évolution

Adresser C.V., photo et prétentions en rappelant sur l'enveloppe la réf. 7627 à Axial Publicité 91, Fbg Saint Honoré 75008 Paris, qui transmet.

INSTRUMENTS S.A.
JOBIN YVON

Recherche pour son département
CHROMATOGRAPHIE
EN PHASE LIQUIDE

2 INGENIEURS

TECHNICO-COMMERCIAUX

POUR FRANCE ET EXPORT

Référence vente et expérience chromatographique appréciées.

ANGLAIS INDISPENSABLE

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétention à :

Monsieur MONTASTIER
JOBIN-YVON
16-18, rue du Canal - 91160 LONGJumeau

GRANDE BANQUE FRANÇAISE
recrute pour son

GRUPPE de RECHERCHE OPERATIONNELLE 3 INGENIEURS GRANDE ECOLE

Double formation économique (doctorat, M.S.A. ...) et mathématique (stats, économétrie ...) exigée.

- 1 confirmé ayant l'expérience de l'entreprise et de la recherche appliquée.
- 2 débutants (large possibilité de carrière)

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 2244 à

RL Pierre Lichon 10, rue de Louvois
75003 Paris cedex 02 qui transmettra

NOUS SOMMES L'UNE DES PREMIERES
ENTREPRISES FRANÇAISES DE BATIMENT
(C.A. 1,7 milliard de F).

Nous recherchons, pour développer notre action,

un ingénieur commercial

C'est un créateur d'affaires, à qui sa bonne connaissance du marché et son agressivité permettent de décrocher des contrats auprès des promoteurs publics et privés, des administrations, des industriels.

De formation ECP, Ponts, TP ou équivalent, il a acquis une expérience de la conduite de travaux et des négociations commerciales dans le bâtiment, les TP ou le second œuvre. Age assez indifférent.

Le poste, en résidence à Paris, nécessite des déplacements dans toute la France.

Écrire à Y. CORCELLE ss réf. 3084 LM.

ALEXANDRETIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON-LILLE-BRUXELLES-GENEVE-LONDRES

150

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOI	Le Monde	Le Figaro
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	48,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	61,73

L'IMMOBILIER	Le Monde	Le Figaro
"Placards encadrés"	28,00	32,68
"Double insertion"	34,00	39,70
"Placards encadrés"	38,00	44,37
"L'AGENDA DU MONDE"	40,00	46,70
	28,00	32,68

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL
recherche

programmeurs débutants
niveau DUT Informatique

programmeur système

- 2 ans d'expérience
- connaissances du matériel G.A. appréciées

Dégagés des obligations militaires

Résidence : **REGION PARISIENNE**
Possibilités d'évolution vers l'analyse.

Ecrire C.I.C., service recrutement, 66, rue de la Victoire, 75009 PARIS.

DIRECTEUR DE LA REGION DE PARIS

140.000/160.000 F

Vous aurez la responsabilité de plus de 150 à 200 personnes dont une majorité de techniciens. Votre mission sera donc, bien sûr, de s'assurer que sur un plan technique et administratif votre région réponde parfaitement aux besoins de la clientèle.

Une expérience des plans d'équipement en général, ou peut-être des télécommunications, des produits électriques ou d'informatique est un gage de votre adaptation.

Un diplôme d'ingénieur grandes écoles ou équivalentement un bon niveau de technicien complétés par une expérience similaire des télécommunications est nécessaire.

Enfin, le poste étant évolutif, l'anglais courant est très souhaitable.

Merci d'envoyer votre C.V. sous référence 3245 à **INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE**, 28, avenue de Messine, 75008 PARIS.

à qui nous avons confié cette recherche.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
(8000 personnes en plusieurs usines)

recherche

CHEF SERVICE législation sociale

Dans la ligne hiérarchique du Directeur des Relations Sociales, il sera chargé :

- d'assurer les établissements du Groupe en matière d'interprétation et d'application de la législation sociale.
- de les conseiller en cas de conflits
- d'assurer la gestion du personnel du siège de la Division.

La poste à pourvoir est à Paris.

Il exige :

- une formation juridique solide (licence en droit ou équivalent).
- une expérience pratique du droit du travail dans un service du même type.
- une expérience de plusieurs années dans un service du personnel en usine de préférence dans le domaine métallurgique.

Expérience pratique des négociations avec les représentants du personnel et des relations avec les syndicats.

Adresser C.V. et prétentions s/éf. 122N077 au : **CENTRE DE PSYCHOLOGIE APPLIQUEE**, 30 rue Mogador - Paris 8ème

NOUS SOMMES UN GROUPE METALLURGIQUE FRANÇAIS D'ETAILLE INTERNATIONALE
Nous cherchons, pour notre siège à Paris, un

ingénieur adjoint au chef du service marketing

Cet ingénieur ECP ou AM, d'au moins 30 ans, a acquis une double expérience de la vente ou du technico-commercial et d'études de marchés de produits industriels de base : métallurgie, verre, chimie, pétrole, dans une société internationale ou en cabinet.

Sa mission : conduire les études de marchés de nos produits ; établir les prévisions d'évolution à l'aide de modèles économiques et d'analyses statistiques ; fournir à la direction commerciale les documents de synthèse permettant de définir sa politique commerciale et sa politique produits.

Ce poste nécessite de fréquents déplacements à l'étranger et la pratique courante de l'anglais. Ecrire à Y. CORCELLE ss réf. 3107 LM.

ALEXANDRETTIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENÈVE - LONDRES

Notre recherche des collaborateurs intéressés par les problèmes

d'ÉVALUATIONS.

Ils seront amenés à effectuer des évaluations patrimoniales, des évaluations d'entreprises et des évaluations d'indemnités d'expropriations.

Ils doivent avoir l'un des diplômes suivants : Licence Sciences Économiques, Sciences Po (Eco2), Ecole Supérieure de Commerce, licence droit + diplôme de gestion.

pour pouvoir rapidement maîtriser l'environnement de l'évaluation aux plans technique, économique, financier, juridique et fiscal. Nous proposons une formation adaptée, dans le cadre d'une société de conseil et un intéressement ultérieur.

Les postes sont à pourvoir :

- à LILLE où il faut un candidat originaire du Nord ;
- à PARIS ;

et s'adressent :

- à des spécialistes, à des débutants ou à des candidats ayant une expérience bancaire de 1 à 3 ans.

Ad. C.V. et photo (retour) en indiquant, résidences préférentielles à J. Bravard, 50, rue Fieret à MONTROUGE 92120.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES BANLIEUE NORD DE PARIS

recherche

un cadre technico-commercial

- Pour lui confier sous l'autorité de son Chef de Service le développement et le suivi de ses marchés dans le domaine de la marine militaire.
- Sa mission consistera à nouer et à multiplier les contacts commerciaux avec la clientèle potentielle, à conseiller en vue d'obtenir des commandes de moteurs diesel.
- En outre, en liaison avec les services techniques, devis et financier, il aura à mettre en forme l'offre au client. Ce poste suppose de la part du candidat une capacité réelle de contact et de négociation à tous les niveaux.
- Le poste s'adresse à un ingénieur de formation Grande École ayant si possible une bonne connaissance de la construction navale.
- Une parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable.
- Des déplacements fréquents à l'étranger sont à prévoir.

Envoyer C.V., détaillé et photo sous no 360 à **SPEAR 12 rue Jean-Jaures 92807 PUTEAUX** qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
Siège à PARIS
distribuant en France des biens d'Équipement Industriels

recherche

CHEF DES SERVICES COMPTABLES

25 ans minimum

pour prise en charge des fonctions comptabilité, fiscalité, trésorerie, gestion du personnel.

Le candidat que nous recherchons devra avoir :

- une formation comptable supérieure (niveau minimum certificat supérieur de révision comptable) ;
- une expérience d'au moins 5 ans dans un poste similaire lui ayant permis d'affirmer sa compétence technique ainsi que le sens de l'organisation et des responsabilités.

Adresser lettre man., curriculum vitae et niveau rémun. souhaité, à **Mme FIEVOST**, réf. 300, 165, bd Haussmann, 75008 Paris, qui transmettra.

GROUPE MULTINATIONAL D'INGÉNIEURS COOPÉRÉS
Siège Paris, recherche pour études d'aménagements hydrauliques et de constructions portuaires

UN INGÉNIEUR DE GÉNIE CIVIL DE GRANDE EXPÉRIENCE

Les candidats doivent être diplômés d'une Grande École et pouvoir effectuer des séjours de longue durée à l'étranger. Une excellente connaissance de l'anglais est obligatoire.

Envoyer lettre de candidature, C.V. détaillé tout particulièrement en études de projets hydrauliques, d'ouvrages portuaires et maritimes et références, et un numéro de téléphone où nous pourrions vous joindre rapidement à n° 7.580.

COFAP, 40, rue de Chabrol 75010 Paris 9. tr.

courtiers en oeuvre d'art

100 000 + / AN

Jeunes, diplômés de l'Enseignement Supérieur ou autodidactes possédant une bonne culture générale, si vous êtes attirés par la vente et la négociation d'un produit pour lequel vous avez déjà goûté : peinture contemporaine et si vous êtes prêts à payer de votre personne (déplacements fréquents) pour signer largement votre vie ; nous vous proposons de faire partie de notre équipe après une période de formation à nos produits et à nos techniques de vente.

Envoyer C.V., photo récente, et rémunération actuelle sous la réf. 2493/M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

IMPORTANT GROUPE DE DISTRIBUTION
recherche

CONCEPTEUR ANALYSTE DE GESTION

Chargé de concevoir et de réaliser des systèmes automatisés de traitement de l'information.

IL DEVRA :

- justifier de plusieurs années d'expérience dans cette fonction.
- IL S'ERA APTE :
 - à effectuer des études d'organisation administrative ;
 - à chiffrer les économies possibles ;
 - à guider, en tant que Chef de Projet, des équipes d'analystes programmeurs, pour la réalisation des chaînes informatiques.

Les qualités humaines seront à la mesure des responsabilités de ce poste qui bénéficie d'une rémunération élevée et de possibilités d'évolution.

Ecrire avec C.V. s/éf. 328 à **SWERTEZ**, R.P. 289, 75424 PARIS CEDEX 06, qui transmettra.

BANQUE DE DÉPÔTS PRIVÉE
recherche

DIRECTEUR AGENCE

25 ans minimum - Bonne présentation

Expérience exploitation confirmée

- Pour quartier OPERA-VENDÔME.
- Rémunération 65.000 à 72.000 F.

Convientrait à exploitant confirmé souhaitant poste à responsabilité et d'avenir.

Env. C.V. manuscrit et photo sous réf. 8.500 M à **O.C.B.P.**, 68, rue de la Chaussée-d'Antin, 75008 Paris.

L'équipe de conseil en formation d'une société d'organisation de réputation internationale

recherche

UN FORMATEUR

Pour animer des stages d'expression écrite dans des entreprises industrielles.

SON PROFIL :

- Il a environ 30 ans.
- Il est de formation supérieure.
- Il a une réelle expérience de la pédagogie active des adultes en milieu industriel.
- Il est disponible (nombreux déplacements d'une semaine en province).
- Il est à la fois créatif et rigoureux.
- Il a envie de s'intégrer à une équipe.

IL BÉNÉFICIERA : d'une ambiance de profession libérale, de la méthodologie, de la recherche et du développement technique du groupe ainsi que de sa réputation.

Ecrire avec C.V. dét. et photo ss références C.V. 7.518 à : **INTERMEDIA**, 68, rue La Fayette, PARIS (9), qui transmettra.

Librairie française et étrangère
(17 personnes) à PARIS, recherche :

DIRECTEUR

- sans des relations humaines développées ;
- expérience de direction même autre branche ;
- gestion administrative et commerciale ;
- bonne connaissance de l'anglais ;
- libre rapidement.

Env. C.V., photo, ss n° 77.231, **CONTESSE Publ.**, 28, av. Opéra, Paris-1, qui tr. Discretion assurée.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE ET DE CONSTRUCTIONS DE GRANDS ENSEMBLES INDUSTRIELS
recherche

ingénieur planning

Sa mission consistera à diffuser et mettre en application le planning général au sein d'une de nos divisions, regroupant 200 ingénieurs et techniciens.

Le candidat retenu aura une expérience d'au moins cinq années acquise de préférence au sein du service planning d'une société d'études et de constructions mécaniques.

Ecrire à No 77.271 - Contesse Publiée - 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Recherchons

pour CONSEILS ET INTERVENTIONS dans entreprises industrielles moyennes (P. M. I.)

CADRE

Formation supérieure ayant expérience concrète d'entreprises (5 ans). Expérience formateur.

Spécialiste : Gestion, gestion comptable et financière, diagnostic

Ecrire sous n° 78.186 B à **ELBO Publicité**, 17, rue Lebel, 92400 Vincennes, qui transmettra.

DANS LE CADRE DU RECRUTEMENT SUR TITRES ORGANISÉS PAR LES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

LA DIRECTION DU PERSONNEL ET DES AFFAIRES SOCIALES

recherche

DIPLOMÉ D'ÉTUDES COMMERCIALES

BSCF - HECJF - DEA ou DESS (marketing de Grande École) ou LICENCE DE SCIENCES ÉCONOMIQUES + : ESCAS - ESCC Angers - EDHEC du Nord - JC Nancy - IRECS Strasbourg - ISEG - IEP de Paris (Section économique et financière)

Pour procéder à des études ayant trait à des problèmes généraux de personnel.

Adresser curriculum vitae manuscrit pour le 30 SEPTEMBRE 1976 à :

La Direction du Personnel et des Affaires Sociales, Bureau B2, 20, avenue de Ségur - 75700 PARIS.

DIEBOLD FRANCE
recherche pour l'un de ses clients

UN DIRECTEUR INFORMATIQUE

Chargé d'orienter la politique et de définir le plan informatique dans le cadre des axes de développement d'un groupe important de secteur alimentaire distribuant des produits de prestige. (Référence CX 1.)

Pour ce poste, il faut : être diplômé d'une grande école, posséder une forte personnalité, être âgé au minimum de 35 ans.

Rémunération : elle est fonction de l'expérience et de l'âge des candidats.

Envoyer curriculum vitae, photo et salaire actuel en précisant la référence à :

DIEBOLD FRANCE
63, rue La Boétie - 75008 PARIS.

CONCEPTEUR-ANIMATEUR DE FORMATION INFORMATIQUE

- Vous avez une formation supérieure et une expérience en informatique dont l'analyse de gestion.
- Vous avez le goût du travail en équipe et vous souhaitez pendant quelques années vous consacrer à la conception et à l'animation d'actions de formation en informatique.
- Vous avez décidé de participer à l'activité d'un établissement financier de premier plan et continuer à développer votre expérience.

Envoyer avec C.V., photo et salaire à n° 7.560, **COFAP**, 40, rue de Chabrol, 75010 PARIS.

Discretion assurée.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES BANLIEUE NORD DE PARIS
recherche

un cadre technico-commercial

- Pour lui confier sous l'autorité de son Chef de Service le développement et le suivi de ses marchés dans le domaine de la traction ferroviaire diesel.
- Sa mission essentielle consistera à nouer et à multiplier les contacts commerciaux avec la clientèle potentielle, à la conseiller en vue d'obtenir des commandes de moteurs diesel. En outre, en liaison avec les services techniques, devis et financier, il aura à mettre en forme l'offre au client.
- Ce poste suppose de la part du candidat une capacité réelle de contact et de négociation à tous les niveaux et d'excellentes connaissances techniques dans le domaine mécanique ou thermique. L'expérience préalable de la fonction est nécessaire, la connaissance des problèmes ferroviaires souhaitée.
- Une parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable, des déplacements fréquents à l'étranger sont à prévoir.

Envoyer C.V., détaillé et photo sous n° 363 à **SPEAR 12 rue Jean-Jaures 92807 PUTEAUX** qui transmettra.

- VOUS AVEZ DES RESPONSABILITÉS.
- VOUS AVEZ LE GOUT DE LA VENTE.
- VOUS AVEZ UNE EXPÉRIENCE COMMERCIALE.

NOUS VOUS OFFRONS UN POSTE DE RESPONSABLE DE PROGRAMME (IMMOBILIER)

chez un Important Promoteur-Constructeur

Fixe + commissions + primes + frais.

Ad. currie, vite manuscrit, photo, ss la n° 77.612, **CONTESSE Publ.**, 28, av. Opéra, Paris-1, qui tr.

L'IMMOBILIER	28,00	32,68
"Placards encadrés"	34,00	39,70
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	48,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,68

offres d'emploi	offres d'emploi	offres d'emploi	offres d'emploi	demandes d'emploi	demandes d'emploi
1	2	3	4	5	6
7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30
31	32	33	34	35	36
37	38	39	40	41	42
43	44	45	46	47	48
49	50	51	52	53	54
55	56	57	58	59	60
61	62	63	64	65	66
67	68	69	70	71	72
73	74	75	76	77	78
79	80	81	82	83	84
85	86	87	88	89	90
91	92	93	94	95	96
97	98	99	100	101	102
103	104	105	106	107	108
109	110	111	112	113	114
115	116	117	118	119	120
121	122	123	124	125	126
127	128	129	130	131	132
133	134	135	136	137	138
139	140	141	142	143	144
145	146	147	148	149	150
151	152	153	154	155	156
157	158	159	160	161	162
163	164	165	166	167	168
169	170	171	172	173	174
175	176	177	178	179	180
181	182	183	184	185	186
187	188	189	190	191	192
193	194	195	196	197	198
199	200	201	202	203	204
205	206	207	208	209	210
211	212	213	214	215	216
217	218	219	220	221	222
223	224	225	226	227	228
229	230	231	232	233	234
235	236	237	238	239	240
241	242	243	244	245	246
247	248	249	250	251	252
253	254	255	256	257	258
259	260	261	262	263	264
265	266	267	268	269	270
271	272	273	274	275	276
277	278	279	280	281	282
283	284	285	286	287	288
289	290	291	292	293	294
295	296	297	298	299	300
301	302	303	304	305	306
307	308	309	310	311	312
313	314	315	316	317	318
319	320	321	322	323	324
325	326	327	328	329	330
331	332	333	334	335	336
337	338	339	340	341	342
343	344	345	346	347	348
349	350	351	352	353	354
355	356	357	358	359	360
361	362	363	364	365	366
367	368	369	370	371	372
373	374	375	376	377	378
379	380	381	382	383	384
385	386	387	388	389	390
391	392	393	394	395	396
397	398	399	400	401	402
403	404	405			

١٥١٢ هـ

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 15
"Placeurs encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	44,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,39
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne 15
"Placeurs encadrés"	28,00	32,69
Double insertion	38,00	44,37
"Placeurs encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

demandes d'emploi

ANALYSTE - INFORMATICIEN
8 ans expérience Matériel IBM 370
Langage - Assemblage COBOL - ASL
CAP - Expérience TRAPPA REEL C.I.E.S.
cherche emploi EDITION ou BANQUE
PARIS - BANLIEUE
Ecrire sous le numéro 6350, « le Monde » Publicité,
5, rue des Italiens - 75247 PARIS-9, qui transmet.

CADRE - 42 ans
offre collaborer de haut niveau à sociétés intéressées
• Polyvalente ;
• 15 ans expérience professionnelle sociétés de services internationales ;
• Niveau D.S.O.S. pouvant prendre la responsabilité services :
— Administratifs ;
— Financiers et Comptables (pratique de l'anglais) ;
— Du Personnel ;
• Notions d'anglais.
Ecrire n° 3364, « le Monde » Publicité,
5, rue des Italiens, 75247 Paris (9).

FORMATEUR (42 ans)
apporte créativité, pédagogie, expérience, conception, réalisation plan formation, DEA psychopédagogie, Formation conduite des groupes, cherche situation responsable, dans un cadre industriel, sérieux, Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

INGENIEUR AGRONOME
33 ans, cult., anglais courants, maîtrise, réact. post. dynam., secteur agricole ou autres, météorologie, Océanographie, Ecr. n° 3324, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75247 Paris-9.

CADRE DE BANQUE
33 ans, ESC, niv. DECS
— 4 ans exp. en financement et trésorerie entreprises ;
— Connaissances techniques : Compt. générale et analyt. Rech. post. des résultats, financ. ou direction, Industrie Paris. Libre très rapidement. Ecr. n° 3322, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75247 Paris-9.

TECHNICIEN SUP - 25 a.
I.U.T. 1^{er} cycle, mécanique, électromécanique, électronique, chimie, emploi dans l'industrie, SUD-OUEST.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

LICENCIÉ DROIT PRIVÉ
— D.E.S.
25 ans, carrières O.J.M., ch. situation.
Ecr. Régie-Presse, 5141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

J.F. 36 ans, élève, Supér., solde
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

CADRE FEMININ
Excellente présentatrice, leader dans la branche VENTE DE SERVICES depuis 7 ans à très haut niveau, libre, polyvalente, Ecr. n° 3327, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75247 Paris-9.

J.F. 36 ans, élève, Supér., solde
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

J.F. 36 ans, élève, Supér., solde
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

J.F. 36 ans, élève, Supér., solde
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

J.F. 36 ans, élève, Supér., solde
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

J.F. 36 ans, élève, Supér., solde
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

J.F. 36 ans, élève, Supér., solde
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

J.F. 36 ans, élève, Supér., solde
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

J.F. 36 ans, élève, Supér., solde
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

J.F. 36 ans, élève, Supér., solde
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

J.F. 36 ans, élève, Supér., solde
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

J.F. 36 ans, élève, Supér., solde
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

J.F. 36 ans, élève, Supér., solde
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

J.F. 36 ans, élève, Supér., solde
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

J.F. 36 ans, élève, Supér., solde
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

J.F. 36 ans, élève, Supér., solde
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

J.F. 36 ans, élève, Supér., solde
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

L'immobilier

appartements vente

Paris Rive droite
10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

MONCEAU (Paris) Immeuble grand 10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

MARAI Charming studio 10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

BASTILLE Tout confort, 25 m², 10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

JARVIN près Bois de Boulogne, 2 ch. 110 m², 16^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

ALMA Immeuble, standing, 10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

PREL PLACE WAGRAM Dans immeuble moderne, 10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

3 PIECES 70 m² environ, 10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

3 PIECES ALLEAUX 10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

TOURNAI L'excellent pied-à-terre, 10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

PARC Splendide duplex 10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

PARC Splendide duplex 10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

PARC Splendide duplex 10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

PARC Splendide duplex 10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

PARC Splendide duplex 10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

PARC Splendide duplex 10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

PARC Splendide duplex 10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

PARC Splendide duplex 10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

PARC Splendide duplex 10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

PARC Splendide duplex 10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

PARC Splendide duplex 10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

PARC Splendide duplex 10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

PARC Splendide duplex 10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

PARC Splendide duplex 10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

PARC Splendide duplex 10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

PARC Splendide duplex 10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

PARC Splendide duplex 10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

PARC Splendide duplex 10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

PARC Splendide duplex 10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

PARC Splendide duplex 10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

échanges

Echange terrain 1.850 m², près Chantilly contre Mercedes, BMW ou Porsche - 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locations non meublées
Offre
Paris
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locations non meublées
Offre
Paris
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locations non meublées
Offre
Paris
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locations non meublées
Offre
Paris
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locations non meublées
Offre
Paris
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locations non meublées
Offre
Paris
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locations non meublées
Offre
Paris
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locations non meublées
Offre
Paris
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locations non meublées
Offre
Paris
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locations non meublées
Offre
Paris
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locations non meublées
Offre
Paris
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locations non meublées
Offre
Paris
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locations non meublées
Offre
Paris
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locations non meublées
Offre
Paris
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locations non meublées
Offre
Paris
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locations non meublées
Offre
Paris
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locations non meublées
Offre
Paris
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locations non meublées
Offre
Paris
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locations non meublées
Offre
Paris
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locations non meublées
Offre
Paris
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locations non meublées
Offre
Paris
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locations non meublées
Offre
Paris
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locations non meublées
Offre
Paris
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locations non meublées
Offre
Paris
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locations non meublées
Offre
Paris
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locations non meublées
Offre
Paris
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locations non meublées
Offre
Paris
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locations non meublées
Offre
Paris
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locations non meublées
Offre
Paris
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

appartements occupés

12^e arr. Prox. Bois de Vincennes, APT. OCCUPES 2 p. P. 100 m², 12^e arr. M. Moutiers - 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locaux commerciaux
NATION 10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locaux commerciaux
NATION 10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locaux commerciaux
NATION 10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locaux commerciaux
NATION 10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locaux commerciaux
NATION 10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locaux commerciaux
NATION 10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locaux commerciaux
NATION 10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locaux commerciaux
NATION 10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locaux commerciaux
NATION 10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locaux commerciaux
NATION 10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locaux commerciaux
NATION 10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locaux commerciaux
NATION 10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locaux commerciaux
NATION 10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locaux commerciaux
NATION 10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locaux commerciaux
NATION 10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locaux commerciaux
NATION 10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locaux commerciaux
NATION 10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locaux commerciaux
NATION 10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locaux commerciaux
NATION 10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locaux commerciaux
NATION 10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

locaux commerciaux
NATION 10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. poss. prof. lib. 75247-11.
Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

<

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Grâce à la mise en service des trains Corail entre Paris et Clermont-Ferrand, l'axe qui relie la capitale à la région du Massif Central est désormais à trois heures quarante-cinq de la capitale. D'autre part, sur la transversale Limoges-Ussel-Clermont-Ferrand, des améliorations notables seront apportées grâce à de nouveaux autorails.

L'égalisation des chances entre les dif-

Clermont-Ferrand à 3 h 45 de Paris

férentes régions passe par le développement de tous les moyens de communication dans les zones les plus reculées, comme l'a rappelé M. Jean Lecanuet, ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, à l'occasion d'un débat organisé, le 27 septembre, à Paris, dans le cadre du SICOB.

A titre d'exemple, M. Lecanuet a souligné l'effort consenti par l'Etat dans le cadre du VII^e Plan : le programme d'actions prioritaires des télécommunica-

tions se verra consacrer 104 milliards de francs ; les routes, les ports et les voies navigables absorberont 35 milliards et les investissements de la S.N.C.F. 18 milliards.

Le ministre d'Etat et M. Norbert Ségard, secrétaire d'Etat aux P.T.T., ont dit combien le réseau Transpac de transmission de données et les salles de téléconférence faciliteront la décentralisation en province des activités tertiaires et industrielles.

Moderniser les communications pour réduire les inégalités

Par FRANÇOIS ESSIG (*)

LES services de transport et les infrastructures qui les supportent réduisent et transforment le rôle que joue la distance dans la localisation des hommes et de leurs activités.

Leur pénurie ou leur abondance renforce ou compense les inégalités régionales, elles déterminent les concentrations ou les dispersions de l'habitat et du travail, et donc contribuent à définir le cadre et la qualité de la vie.

Réduire les inégalités régionales et mieux adapter les services aux réalités humaines, améliorer la qualité de la vie, mieux utiliser les infrastructures existantes et organiser leur développement équilibré, telles sont les contributions essentielles que peuvent et doivent apporter les politiques de transports et de communication à l'aménagement du territoire.

De nombreuses régions françaises subissent le poids de trois inégalités interdépendantes : inégalité d'équipements de transport et de télécommunications ; inégalité dans la qualité du service et des tarifs ; inégalité de développement. Face à quelques régions, dotées d'un système de transport complexe et moderne, ou en voie de l'être, comme le Nord, les vallées de la Seine et du Rhône, de nombreuses régions françaises sont sous-équipées en moyens de transport interrégionaux modernes et compétitifs.

Ce sous-équipement a trois causes principales :

— Il est lié au démarrage plus tardif des plans d'équipement dans le domaine des télécommunications et des autoroutes ;

— Des conditions naturelles moins favorables rendent plus coûteux le développement des infrastructures et peuvent même exclure certaines infrastructures comme les voies d'eau ;

— Le moindre dynamisme économique des régions à forte dominante rurale n'incite pas à la modernisation du système de transport.

Ce sous-équipement est particulièrement grave pour les régions périphériques ou difficiles d'accès qui sont tributaires plus que d'autres des transports. Le coût d'accès actuel aux services de télécommunication et particulièrement de téléinformatique pénalise les entreprises moyennes et petites, privées ainsi de services modernes nécessaires à leur gestion, alors qu'elles constituent dans de nombreuses régions, l'essentiel du tissu économique local.

C'est pourquoi un vigoureux effort d'équipement reste à faire dans les prochaines années pour assurer : la desserte autoroutière de l'Ouest, du Sud-Ouest et du Massif Central ; le désenclavement routier de la Bretagne et du Massif Central ; le développement portuaire et industriel-portuaire de la façade atlantique ; la diffusion aussi homogène que possible du téléphone, du télé, la transmission de données et bientôt de la téléconférence et du courrier électronique.

Il existe aussi des inégalités quant aux services rendus et à la tarification :

— Pour les télécommunications, par exemple, une tarification plus indépendante de la distance, tout

en étant sans doute plus conforme à la vérité des prix, permettrait d'atténuer les handicaps des régions plus lointaines ou moins denses ;

— Pour les transports par fer, la recherche d'un équilibre financier conduit la S.N.C.F. à fixer ses tarifs marchands à un niveau aussi élevé que possible là où la concurrence n'est pas trop vive, tandis qu'elle est obligée de les abaisser fortement là où elle est soumise à une forte concurrence.

Le développement du réseau autoroutier par la voie de la concession conduira aussi, si l'on n'y prend garde, au renforcement des inégalités sur le plan tarifaire. On peut déjà constater des niveaux de péage très différents sur Paris-Lyon (10 centimes par kilomètre) et sur Paris-Tours (15 centimes).

Ces inégalités risquent de maintenir le handicap de l'Ouest et du Sud-Ouest. Cela appelle une réflexion sur les conditions de financement et de concession des nouvelles autoroutes.

La réduction des facteurs d'inégalité nécessite de la part des pouvoirs publics une certaine anticipation sur l'utilité immédiate. En effet, dans les régions périphériques ou difficiles d'accès, la déficience des systèmes de transport et de télécommunication constitue un grave handicap pour le développement économique, et la faiblesse du développement est elle-même la mauvaise excuse de l'absence de modernisation de ces systèmes.

Carole fatal que seule une ferme volonté politique peut rompre.

L'amélioration du cadre et de la qualité de la vie n'est pas un privilège à accorder à une région et non à une autre, à un type de ville et non à un autre.

Il faut bien voir, cependant, que cet objectif doit être traduit de façon différente, d'une part, pour les grandes zones urbaines où le cadre de vie est menacé par la congestion et la tension quotidienne, et d'autre part, pour les zones moyennes et petites, où pour les secteurs ruraux dont le cadre de vie est mieux apprécié par leur population, mais où manquent souvent les conditions essentielles pour que celle-ci s'y maintienne et s'y accroisse.

Dans les grandes régions urbaines, les transports collectifs doivent aider à réduire la congestion et la tension des conditions de vie, sans pour autant contribuer à renforcer du même coup leur croissance quantitative.

Paris ne doit pas avoir de privilège en ce domaine. Les régions urbaines de Lyon, Marseille, Lille, Nantes-Saint-Nazaire, notamment, doivent bénéficier d'un effort semblable à celui dont a bénéficié la région parisienne depuis près de quinze ans.

L'effort de rattrapage en région parisienne étant bien engagé, l'Etat pourrait apporter une contribution plus grande à l'équipement des grandes villes de province : il y a peu d'exemples au fait qu'un usager de province paie un même transport deux fois plus cher qu'en région parisienne.

Dans les villes moyennes et les secteurs ruraux, c'est l'existence même du service public de transport de voyageurs qui est en cause. 60 % de la population, 30 % des ménages, dépendent de ce service. Le maintien de la part de la population française implantée dans le milieu rural et dans les villes moyennes n'est possible que si l'on y mène une politique vigoureuse de réaménagement et de mise à jour des transports d'intérêt régional et local.

L'Etat devra continuer à aider ces opérations. Mais ce sera aux régions et aux collectivités locales d'assurer aux politiques, en liaison avec les transporteurs, d'abord par l'élaboration de schémas régionaux de transport et le contrôle de leur mise en œuvre et, parallèlement, par l'expéri-

mentation et la mise en place de systèmes de transport public adaptés aux zones où la population est dispersée.

C'est à ce même titre qu'une priorité devra être accordée au développement du téléphone rural.

Le contexte économique actuel mais aussi le simple bon sens nous commandent de réaliser notre développement et nos objectifs d'aménagement avec la meilleure économie de moyens publics et privés.

Dans le domaine des télécommunications, il faut contenir la prolifération des réseaux spécialisés et privilégier la transmission de données. Ils correspondent, en effet, à un gaspillage de potentiel, ils asservissent le développement spatial en ne renforçant que les principaux axes d'échange, ils introduisent des pratiques monopolistiques : réseaux parallèles de réservation d'avions, d'hôtels, etc.

Pour les transports, il faut rechercher la meilleure valorisation

du patrimoine existant en matière d'infrastructure et de services. Les idées ne manquent pas, mais il reste à les mettre en œuvre concrètement : la polyvalence des services de la poste en zone rurale ; l'utilisation plus intensive des voies ferrées dans les agglomérations sur certaines liaisons régionales ; le maintien dans le domaine public et la réutilisation des emprises ferroviaires déclassées ; le développement des transports combinés de marchandises.

Il convient d'être de plus en plus conciliants de l'importance des transports et des télécommunications pour la politique de l'aménagement du territoire. Bien sûr, on ne pourra pas tout faire et il y aura des choix difficiles. Mais ce serait une erreur grave que de maintenir les régions les plus faibles dans leur état de sous-équipement. La France n'est pas si grande qu'elle puisse négliger une partie d'elle-même.

* Délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.

Faits et projets

Paris

NOUVELLES FAÇADES A L'HOTEL DES VENTES

La compagnie des commissaires priseurs vient de demander aux architectes, MM. André Bli et Jean-Jacques Fendler, chargés de la reconstruction de l'hôtel Drouot sur son ancien emplacement, dans le 9^e arrondissement, de revoir l'étude des façades le long des rues Rostoll, Chancat et Drouot (à l'Est du boulevard de la République).

Le travail des architectes ne portera que sur l'habillage des façades, jugées trop « rétro ». Le programme interne du bâtiment donne satisfaction et ne sera pas modifié. Les changements demandés ne devraient entraîner aucune modification des coûts (en millions de francs) ou des délais (mise en service prévue pour 1978).

Le travail des architectes ne portera que sur l'habillage des façades, jugées trop « rétro ». Le programme interne du bâtiment donne satisfaction et ne sera pas modifié. Les changements demandés ne devraient entraîner aucune modification des coûts (en millions de francs) ou des délais (mise en service prévue pour 1978).

Le travail des architectes ne portera que sur l'habillage des façades, jugées trop « rétro ». Le programme interne du bâtiment donne satisfaction et ne sera pas modifié. Les changements demandés ne devraient entraîner aucune modification des coûts (en millions de francs) ou des délais (mise en service prévue pour 1978).

américain a demandé à un tribunal fédéral d'imposer 91 millions de dollars (450 millions de francs) d'amende à la firme Chrysler pour violation par cette compagnie de « la loi sur l'air propre » à laquelle tous les constructeurs automobiles doivent se conformer.

Le gouvernement affirme que Chrysler a vendu plus de neuf mille voitures sans les certificats valides de l'Agence pour la protection de l'environnement. Chrysler affirme qu'il s'agit d'une erreur humaine, non intentionnelle, et qu'elle a « corrigé » les voitures en question. — (J.P.)

UN FICHER CENTRAL SUR LA FAUNE SAUVAGE. — M. Marcel Arnoux, secrétaire général de la Fédération nationale des directeurs de parcs zoologiques (F.N.P.S.), annonce qu'un fichier central sur la reproduction de la faune sauvage sera constitué. La Fédération nationale invite tous les directeurs de parcs zoologiques français et étrangers, ainsi que les particuliers qui ont obtenu une reproduction exceptionnelle d'animaux sauvages, de bien vouloir communiquer tous les renseignements et conditions biologiques au responsable du fichier central. Le docteur Evrette, vice-président de la F.N.P.S., directeur du parc zoologique d'Amiens (80000).

Transports

FIN DE GREVE A DUNKERQUE. — Les trente-sept capotiers de remorqueurs du port de Dunkerque ont décidé, le 27 septembre, de reprendre le travail, après neuf jours de grève.

Qualité de la vie

CHRYSLER ET LA POLLUTION. — Le gouvernement

LA SITUATION EN CORSE

Une légion devenue étrangère

De notre envoyé spécial

Corte. — Arcs de triomphe, jets de riz, gerbes de fleurs, l'euphorie, quel... Ce jour-là tout Corte était sur le cours Foch pour saluer les légionnaires de retour d'Algérie, qui venaient prendre ici possession de leurs nouveaux casernements. Ces baroudeurs illustraient la gloire d'un empire finissant et la construction d'un nouveau monde. Ils étaient, en 1914, sur si courageusement faire parler de lui. Juste retour des choses après un temps d'oubli, cette ville de garnison retrouvait des soldats, de vrais soldats. « Nous autres insulaires, nous n'avons rien contre la garnison, bien au contraire », affirme un Cortésien.

A cette époque, Corte périllait. Sans trop le dire, beaucoup d'habitants n'étaient pas mécontents de voir les légionnaires qui allaient redonner un petit coup de fouet à un commerce vacillant. Comme toute, face à face, un corps d'élite aux brillants états de service et une population partagée entre l'admiration et l'intérêt.

Légionnaires et insulaires font bon ménage pendant des mois. « Nous avions alors à faire à des baroudeurs durs au combat, bien intégrés à leur corps », raconte un habitant. Pas question pour eux de partir en cavale. On voit des Cortésiens épouser des légionnaires sans drame de famille. « Ce ne furent pour certains des mariages réussis », reconnaît l'un. « De moralité douteuse ou physiquement sans attrait, ces filles n'auraient jamais intéressé les gens d'ici », soutient un autre.

Lorsque le Groupement d'ins-truction de la légion étrangère (G.I.L.E.) s'installe à Corte, la situation change du tout au tout. Les casernes se remplissent alors de jeunes recrues, d'adolescents prolongés et soumis à une discipline plus sévère, qui, à la première contrariété, cherchent à fuir. Ils ne restent pas longtemps. Les casernes se remplissent alors de jeunes recrues, d'adolescents prolongés et soumis à une discipline plus sévère, qui, à la première contrariété, cherchent à fuir.

Très vite les Cortésiens déchantent. « Nous nous sommes rendus compte à quel triste état nous étions réduits », note un habitant. Passe encore que des militaires en bordée de campagne un peu bruyamment leur « quinzaine ». On a vu, à Ajaccio, l'installation de ces légionnaires en mai de distractions envahissent les bars de la ville. « Chez nous le café est un lieu de rencontre, on peut s'y installer même sans consommer, raconte un autochtone. Or ces drôles de trouffions, quand ils

ont un verre dans le nez, n'ont d'autres idées en tête que de tout casser. » Les incidents se multiplient. Au des légionnaires, les cafés baissent leurs rideaux. Impossible pour eux de s'installer. Quelques petits bars discrets tenus par des palmiers à la poignée de fer les accueillent : le Beauséjour, le Vieux Port. Et puis il y a des boîtes à filles : le foliole. Et chez Manu. De toute façon, ils ont à l'intérieur des casernes quatre ou cinq professionnels en leur disposition », précise un Cortésien.

Villages cambriolés, voitures volées, chapardages divers : ce sont encore des légionnaires qui passent aux aveux. « En ville on court moins de risques, mais en campagne la population n'est pas à l'abri », admet le sous-préfet. « Nous avons champ libre sans problème sur beaucoup de territoires où nous sommes en campagne. »

« Ici, il y a toujours des légionnaires qui en chassent d'autres, dit un fonctionnaire. Cela n'est pas tout à fait étonnant : l'entraînement, jadis très germanique, est aujourd'hui franchement latinisé. » Il y a aussi donc du laisser-aller. Une cinquantaine de nationalités s'ont représentées parmi les sept cents hommes que j'ai sous mon commandement. La majorité sont originaires du sud : Italie, Espagne, Portugal, etc. »

« Ici, il y a toujours des légionnaires qui en chassent d'autres, dit un fonctionnaire. Cela n'est pas tout à fait étonnant : l'entraînement, jadis très germanique, est aujourd'hui franchement latinisé. » Il y a aussi donc du laisser-aller. Une cinquantaine de nationalités s'ont représentées parmi les sept cents hommes que j'ai sous mon commandement. La majorité sont originaires du sud : Italie, Espagne, Portugal, etc. »

« Ici, il y a toujours des légionnaires qui en chassent d'autres, dit un fonctionnaire. Cela n'est pas tout à fait étonnant : l'entraînement, jadis très germanique, est aujourd'hui franchement latinisé. » Il y a aussi donc du laisser-aller. Une cinquantaine de nationalités s'ont représentées parmi les sept cents hommes que j'ai sous mon commandement. La majorité sont originaires du sud : Italie, Espagne, Portugal, etc. »

« Ici, il y a toujours des légionnaires qui en chassent d'autres, dit un fonctionnaire. Cela n'est pas tout à fait étonnant : l'entraînement, jadis très germanique, est aujourd'hui franchement latinisé. » Il y a aussi donc du laisser-aller. Une cinquantaine de nationalités s'ont représentées parmi les sept cents hommes que j'ai sous mon commandement. La majorité sont originaires du sud : Italie, Espagne, Portugal, etc. »

ont un verre dans le nez, n'ont d'autres idées en tête que de tout casser. » Les incidents se multiplient. Au des légionnaires, les cafés baissent leurs rideaux. Impossible pour eux de s'installer. Quelques petits bars discrets tenus par des palmiers à la poignée de fer les accueillent : le Beauséjour, le Vieux Port. Et puis il y a des boîtes à filles : le foliole. Et chez Manu. De toute façon, ils ont à l'intérieur des casernes quatre ou cinq professionnels en leur disposition », précise un Cortésien.

Villages cambriolés, voitures volées, chapardages divers : ce sont encore des légionnaires qui passent aux aveux. « En ville on court moins de risques, mais en campagne la population n'est pas à l'abri », admet le sous-préfet. « Nous avons champ libre sans problème sur beaucoup de territoires où nous sommes en campagne. »

« Ici, il y a toujours des légionnaires qui en chassent d'autres, dit un fonctionnaire. Cela n'est pas tout à fait étonnant : l'entraînement, jadis très germanique, est aujourd'hui franchement latinisé. » Il y a aussi donc du laisser-aller. Une cinquantaine de nationalités s'ont représentées parmi les sept cents hommes que j'ai sous mon commandement. La majorité sont originaires du sud : Italie, Espagne, Portugal, etc. »

« Ici, il y a toujours des légionnaires qui en chassent d'autres, dit un fonctionnaire. Cela n'est pas tout à fait étonnant : l'entraînement, jadis très germanique, est aujourd'hui franchement latinisé. » Il y a aussi donc du laisser-aller. Une cinquantaine de nationalités s'ont représentées parmi les sept cents hommes que j'ai sous mon commandement. La majorité sont originaires du sud : Italie, Espagne, Portugal, etc. »

« Ici, il y a toujours des légionnaires qui en chassent d'autres, dit un fonctionnaire. Cela n'est pas tout à fait étonnant : l'entraînement, jadis très germanique, est aujourd'hui franchement latinisé. » Il y a aussi donc du laisser-aller. Une cinquantaine de nationalités s'ont représentées parmi les sept cents hommes que j'ai sous mon commandement. La majorité sont originaires du sud : Italie, Espagne, Portugal, etc. »

« Ici, il y a toujours des légionnaires qui en chassent d'autres, dit un fonctionnaire. Cela n'est pas tout à fait étonnant : l'entraînement, jadis très germanique, est aujourd'hui franchement latinisé. » Il y a aussi donc du laisser-aller. Une cinquantaine de nationalités s'ont représentées parmi les sept cents hommes que j'ai sous mon commandement. La majorité sont originaires du sud : Italie, Espagne, Portugal, etc. »

regard des quelques exactions commises, le plus important n'est-il pas l'indépendance que nous apportons à la population ? Ici, participation à la lutte contre les incendies ; l'aider, dégrader des villages envahis par la neige. Une fête patronale ? Nous préions aux tentes et nous débrouillons. Rattraper des grilles et débrouiller des sentiers dans le parc naturel ? Mes hommes répondent présents. »

Il y a maintenant trop de « bavures » pense la population, et on ne compense plus cela. La légion doit partir, un point c'est tout. Elle n'est plus ce qu'elle a été. Il faut donc tourner la page. Et vite, car l'université doit en principe ouvrir ses portes à la rentrée 1978. Et l'on voit mal comment faire coexister militaires et étudiants. Corte veut donc chasser les uns pour accueillir les autres. L'adieu aux armes.

JACQUES DE BARRIN.

LES ÉLUS SUR LA TOUCHE

Certains s'étonnent que, devant la montée des violences, la population reste sans réaction. Dans sa grande majorité, elle ne pouvant être loin de partager les idées politiques des mouvements autonomistes et nationalistes qui, en Corse, font l'actualité.

Il y a dans cette attitude de « scandale des vins » et oblige la justice à faire diligence ? Les autonomistes.

Qui a dénoncé le « raptatoire des urnes » et contrainst le gouvernement à mobiliser le sur-travail universel ? Les autonomistes.

Qui prend la défense des militaires de jeunes sans emploi, trop attachés à leur terre pour vouloir la quitter ? Les autonomistes.

Qui s'inquiète du devenir de la communauté corse en mal de renouveau et bientôt étrangère sur son propre sol ? Les autonomistes encore.

Si, un jour, la légion quitte la Corse — ce qui n'est plus tout à fait une hypothèse d'école — les nationalistes et les autonomistes sauront à juste titre, s'abstenir cette « victoire » et les insulaires leur en donneront acte. Une nouvelle fois les élus auront été mis sur la touche. — J.-B.

Les régions

DEUX RÉFORMES POUR UN MINISTRE

Ceux qui jusqu'à maintenant croyaient M. Jean Lecanuet un homme pondéré, modéré et mesuré devront peut-être réviser leur jugement. Le ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire vient en effet de déclarer devant les journalistes qu'il avait « toujours éprouvé une véritable passion, le mot n'est pas trop fort, pour la planification et pour le développement régional », et qu'il était prêt à consacrer à cette nouvelle tâche « toute la ferveur » dont il est capable.

Cet enthousiasme, s'il ne reste pas une intention, sera éminemment utile pour redonner impulsion et dynamisme à une politique passablement reléguée dans l'ombre depuis trois ans. M. Michel Poniatowski, accaparé par les exigences du maintien de l'ordre et intéressé par les grandes questions politiques, avait un peu négligé la Délégation à l'aménagement du territoire (DATAR), éprouvée par le départ de M. Jérôme Monod : quant à la planification, elle n'a jamais tenu auprès du chef de l'Etat une place d'honneur.

La détermination de la conjoncture depuis la crise du pétrole, en rendant chaque jour plus aiguës les difficultés immédiates de l'emploi, a dûment entamé l'influence de ceux qui se consacraient à la prévision, à la programmation et à l'action en profondeur.

On se réjouira d'entendre M. Lecanuet vouloir « donner une impulsion à la nouvelle croissance et réduire les inégalités régionales, donc sociales ». Ces intentions devraient recueillir un large consensus. Mais on s'étonnera que le ministre d'Etat n'ait encore rien dévoilé de ses idées et de ses réformes à propos de deux domaines qui lui sont pourtant particulièrement chers : la régionalisation et la politique européenne.

A la fin de 1971, M. Lecanuet, alors président du centre démocrate, voyait dans la réforme régionale en gestation « une pseudo-réforme et un faux-semblant ». Le mouvement réformateur se prononçait pour une région avec un exécutif désigné par une assemblée élue au suffrage universel. Cinq ans après, alors que les établissements publics issus de la loi de juillet 1972 ne jouent dans les institutions françaises qu'un rôle économique mineur, et parfois inutile, face aux départements et aux communes que le chef de l'Etat veut renforcer, M. Lecanuet pourrât-il et voudrât-il reprendre l'initiative et affronter les thèses de M. Giscard d'Estaing ?

Confusion

On rappellera au ministre d'Etat sa belle formule prononcée juste après les événements d'Alsace : « La vraie république à l'autonomie, ce doit être la régionalisation ».

Et l'Europe ? Dans quelques mois, les Neuf devront réexaminer les principes de base d'une véritable politique régionale communautaire et les règles de fonctionnement du Fonds européen régional. Créé à la fin de 1974 pour les trois années 1975, 1976 et 1977, le fonds s'est borné à verser des subventions aux Etats, qui se sont ajoutées ou substituées (ce qui évidemment a une portée toute différente) aux aides nationales.

La France et l'Allemagne ont davantage cotisé qu'elles n'ont reçu. L'Italie, la Grande-Bretagne et l'Irlande ont bien tiré leur épingle du jeu. Mais le système, techniquement bien rodé, fonctionne dans une relative confusion politique.

La prochaine renégociation de cette politique, après la période probatoire de trois ans, revêt une importance capitale pour quatre raisons au moins :

- Les sommes en jeu ne sont pas négligeables : 500 millions d'unités de compte à distribuer en 1977, soit 2,5 milliards de francs. Le Fonds régional est le deuxième budget de la Communauté ;
- La politique régionale peut réorienter ou infléchir toutes les autres politiques des Neuf (agricoles, monétaire, industrielle, économique, sociale) ;
- La politique régionale ne laissera évidemment pas indifférents la Grèce, la Turquie, l'Espagne et le Portugal, qui négocient, ou rêvent de négocier, leur adhésion à la C.E.E. ;
- Dans chaque Etat les régions commencent à se poser la question pourquoi les fonds de Bruxelles passent-ils par les gouvernements et pas par nous ?

L'Europe et la régionalisation : voilà deux terrains politiques qui ne sont pas sans rapport sur lesquels on attend à l'œuvre « la passion » et « la ferveur » du ministre d'Etat.

FRANÇOIS GROSCHARD.

A GRÉOUX-LES-BAINS

Une explosion thermique à 20 kilomètres de Cadarache

C'est une vieille histoire : « Gréoux vient du celtique « Gresum », douleur ou maladie, et de « Lin », eau. C'est-à-dire eau pour les douleurs ou les maladies. » (1) Les Romains, conquérants et praticiens, firent, plus tard, de Gréoux une véritable station-service pour la remise en état de leurs légionnaires endormis. Les eaux gressuolentes, en effet, des vertus particulières en matière de traumatologie, et l'on imagine volontiers que les thermes firent leur plein de curistes au lendemain de la victoire de Paurières (Var), à 40 bornes de là. L'histoire créditait Marins de quelque 100 000 Teutons massacrés — « à la main », — on peut supposer que les Romains, conjointement, ne s'en tirèrent pas sans pleurs ni larmes.

De cette opogée incertaine, quelques-uns se sont peut-être souvenus quand ils décidèrent, voici quelques années, de transformer Gréoux-les-Bains en « station thermale numéro 1 de l'Europe » : à côté des traitements traditionnels — rhumatismes, peau, voies respiratoires, — le département de traumatologie fut — avec l'O.R.L. — l'objet de soins spéciaux. Il prend un bel essor. Les hébétéments et méthodiques massages de la route, un peu oubliés depuis l'inflation, suppléeront avantageusement l'exceptionnel massage de Paurières au nom évocateur. (Les bombardeurs de champs s'y firent longtemps, dit-on, avec des ossements humains.) Quoi qu'il en soit, voici des chiffres. En 1953, au plus bas de la courbe : 800 curistes ; l'an dernier, 15 000 ; cette année, 17 000. (On a refusé du monde, malgré le bond considérable des possibilités d'hébergement.) Pour l'horizon 80, la Chaine thermique du soleil, propriétaire de l'établissement depuis 1962, prévoit 25 000 curistes et se propose, pour l'avenir, d'atteindre les 45 000. Enfin, dernier chiffre : la population sédentaire de Gréoux-les-Bains compte seulement 1 300 habitants. Sous le flot prométhéen, il faut parler, pour cette aimable bourgade des Alpes-de-Haute-Provence, d'explosion, de mutation ou de traumatisme ?

M. le maire, lui, n'a pas peur de demain. Style jeune, dynamique, il fait face.

De 1965 à 1975, le budget communal est passé de 450 000 francs (« lours ») à 4 850 000 francs. Après la stagnation et le déclin, de 1932 à 1966, tout était à refaire ou à faire, et d'abord les structures de base : par exemple, des kilomètres de canalisations, pour les adductions d'eau et les égouts. Hébergement, équipements, ont suivi et suivent. » Dès 1965, Gréoux était un vaste chantier d'où allaient surgir, entre autres choses, hôtels et immeubles de location saisonnière. « Parmi les projets : parkings, nouveau jardin public, piscine (l'an prochain), salle des fêtes, restauration du massif châteauesque des Templiers et un casino... pour peu qu'un « spécialiste » prenne conscience de notre exceptionnel développement. Nous sommes la seule station qui, chaque année, depuis dix ans, progresse régulièrement de 10 %. » Au programme encore, un aménagement réclamé à l'E.D.F., qui a pratiquement annexé le Verdon, laissant un débit insuffisant pour « diluer » la pollution. En attendant : « Baignades interdites », par la municipalité. Ainsi le « grand bond en avant » a eu lieu avant même la réalisation de ces accessoires — dont le casino — inhérents aux villes d'eaux. « Alors, quand tout sera en place... »

Au départ la société thermique en chaîne a misé la grosse plaque. Et continue. Elle investit « par milliards » (lancés) : dix fois plus pour Gréoux, cette année encore, que pour les plus favorisés de ses autres établissements (Vallot, Barboton, Eugénie, Saint-Christau, Cambol). Modernisation des équipements traditionnels — spoliarium tepidarium, sudatorium, frigiderium, etc. — ouverture de nouvelles unités, installation de tout un appareillage très sophistiqué, de piscines élaborées en « trombes » réglables et de « pédoucheuses » en « manodouches » aux allures de machine à laver à quatre vitesses. Ce vent nouveau n'a pas condamné l'antique caractère des « Thermes troglodytes celtes gallo-romains ». Derrière les arcades en pierre de Rognes tout se passe sous terre (2), dans une lumière diffuse « pour garder aux eaux leur action radio-active ». (Jadis les Romains n'y prenaient leurs bains que la nuit.)

Puisse des moyens de la société, activité de la municipalité mais aussi, pour contribuer à cette explosion de la station, ses plus vieux charmes : outre le climat, il y a cet authentique village provençal — ouvert à la fois sur Aix, la Haute-Provence et le Verdon — qualifié par Giono d'« oasis romantique ». Et c'est vrai.

(1) Gréoux-les-Bains, par Emile Potevin (Ed. Michel Gréoux). Cette étymologie justifierait la présence du L dans Gréoux, souvent orthographié aujourd'hui Gréoux.

(2) Visite publique le jeudi.

qu'ou cœur des collines réches surprennent des fraîcheurs de source, des prairies et des feuillus centenaires. Beaucoup vinrent ici avant qu'on ne songe aux « manodouches ». On vous parle de Faustina, nièce de Marc Aurèle, qui a laissé une « pierre écrite » en hommage « aux nymphes de Gréoux ». On vous raconte les templiers « comme si c'était hier » ou les histoires plus récentes et plus élégantes de la tumultueuse sœur de Napoléon, Pauline, et de son comte Forbin. On a vu Stendhal et Marcel Dassault, le maréchal Bugeaud et la Béguin « et aussi une foule d'artistes » dont Bernard Buffet, derrière Lucien Jacques, premier éditeur de Giono.

Reconnaitrait-il demain, aujourd'hui, son oasis, Giono ? C'est là qu'on interroge. Ont-ils peur, les Gressuolens, du gigantisme, du traumatisme que subit le village d'une standardisation envahissante, de la dispersion des charmes ? C'est selon. Le maire même, qui pousse si bien à la route, hoche la tête quand on lui parle d'un horizon à quarante-cinq mille curistes. Pour lui vingt-cinq mille seraient l'idéal. Pour certains, qui se sont liés à l'expansion, ce n'est pas assez. Pour beaucoup d'autres c'est encore trop. On ne saura tout de l'opinion du pays qu'au lendemain des futures élections municipales. Pas forcément. Certains, qui voteront des deux mains pour le développement, n'en cultivent pas moins leur petit coin de nostalgie pour un passé plus intimiste. Et vice versa...

Hier les Alpes de Haute-Provence n'en finissaient pas de se dépeupler. Le dernier recensement a fait apparaître mieux qu'un coup d'arrêt, une légère remontée, d'ailleurs localisée en quelques points précis dont Manosque et Digne, où les thermes là aussi, mais repris en main par la ville elle-même, jouent déjà leur partie, sans qu'à Gréoux on parle de « concurrence ». L'explosion n'est pas automatiquement le mal qui tue la « qualité de la vie ». Le dilemme n'est pas toujours dans une alternative entre noir et blanc, simpliste, simpliste, telle que notre temps veut la présenter à propos de tout. Une fameuse stratégie révolutionnaire assure qu'il y a « les mauvais et les bons compromis ». Pour les derniers on peut l'entendre ainsi et prononcer harmonie. « C'est plus difficile mais c'est bien plus beau », dit le chansonnier. L'harmonie dans le développement, on la souhaite à l'oasis du Verdon.

JEAN RAMBAUD.

TÉMOIGNAGE

Les dernières heures de la petite gare rurale

Un de nos lecteurs, fonctionnaire, qui nous demande de garder l'anonymat, nous adresse ce témoignage sur le recit inexorable des services publics dans les zones rurales. Pour le gouvernement, qui avait pris sur ce point des engagements précis, interdisant toute fermeture de lignes ferroviaires, de bureaux de poste, d'écoles, etc. Mais entre les mots et les faits il y a parfois un abîme. Samedi 25 septembre.

Tous les Français connaissent le viaduc de Garabit qu'emprunte la voie ferrée Bédiers-Clermont-Ferrand, qui des vignes et garrigues du Midi amène les voyageurs au pied des monts d'Auvergne après avoir traversé les Causses, l'Aubrac et la Margeride.

Ce parcours touristique malheureusement peu connu a posé de graves problèmes aux constructeurs de cette ligne. On y trouve les pentes les plus fortes admises pour les voies ferrées normales (4 %), ce qui explique son électrification dès 1932.

A la limite de l'Aveyron et de la Lozère, un village, Saint-Laurent-d'Olt, huit cent cinquante habitants environ, qui jusqu'à présent avait la chance de disposer d'une gare et d'une poste. Car, à partir d'octobre, on les supprime : pas rentables, disent ces messieurs de la S.N.C.F. ou des P.T.T. Jusque-là, il y avait un petit dépôt de machines à vapeur qui assurait la pose des rails sur une section très accidentée. Dix personnes travaillaient à la gare. Cet établissement, de suppression de postes en suppression de postes, fut déclassé il y a six ans environ. Depuis cette date, une auxiliaire (trente-deux ans d'ancienneté dans la S.N.C.F.) est responsable de l'établissement. Il y a certes, un modeste trafic : trois ou quatre trains dans chaque sens par jour suivant les saisons, quinze à vingt personnes environ qui prennent le train, quelques wagons de bois expédiés par mois. Ce n'est pas rentable (la S.N.C.F. octroie royalement à cette auxiliaire 1 100 F par mois !). Aucun aménagement n'avait été fait : l'établissement depuis vingt ans. Ce dont la S.N.C.F. ne tient pas compte, ce sont les services qu'as-

suraient cette « chef de gare ». Avec son cyclomoteur, elle allait prévenir les personnes qui recevaient un colis ou un message, ou le marchand de bois venant de sa forêt arrivait. Comme elle n'a pas le droit de délivrer certains billets couchettes, elle va les chercher à la gare de Banassac, à 15 kilomètres de là. Le village possède un institut médico-pédagogique : des enfants inadaptés empruntent le train chaque fin de semaine, elle va à la gare pour se passer sans problème, elle aide les personnes âgées à monter ou descendre du train.

A compter du 1^{er} octobre, la salle d'attente sera fermée. Les vieux et les enfants inadaptés attendront le train sous la pluie et dans la neige ; le marchand de bois ira se renseigner où se fait où pour savoir si ses wagons arrivent. Quelle importance cela a-t-il ?

Quant à la poste, depuis deux ans, il n'y a que des jeunes auxiliaires qui défilent à une cadence élevée. Cet établissement a le plus fort trafic du canton, mais la poste principale avec code postal est à Campagnat, au siège du canton. Il n'y aura, à compter d'octobre, qu'une agence postale avec un facteur qui assurera 3 heures de permanence par jour l'après-midi. Si quelqu'un a une lettre urgente à poster, il fera 12 kilomètres et, pour téléphoner, il ira au café, il lui en coûtera la communication et une consommation.

Et le maire, me direz-vous ? Il est à Paris et passe environ quinze jours par an au village. Les conseillers municipaux basés dans les bras devant cet état de choses. Des hauts fonctionnaires viennent de Montpellier et de Toulouse leur expliquer que la gare n'est pas rentable, que la poste n'est pas rentable, ils sont fatigués de faire des réclamations, des demandes de subvention qui se heurtent constamment à un mur.

M. Poniatowski disait, il y a peu de temps, qu'il fallait maintenir une présence administrative dans les villages, afin qu'ils ne se vident pas de leur substance. M. Giscard d'Estaing mettait en place, au printemps, une action prioritaire pour revitaliser le Massif Central. Il était prévu notamment une réorganisation et une remise en état des voies ferrées existantes. Paroles, balivernes que tout

cela ! Et Saint-Laurent-d'Olt n'est qu'un exemple parmi des centaines d'autres. Pourtant, ce village n'a pas vu sa population diminuer depuis une dizaine d'années, grâce

à l'Institut médico-pédagogique, qui assure une trentaine d'emplois. Une aubaine qu'envisagent bien d'autres communes. S.N.C.F. et les P.T.T. ont décidé

de rayer Saint-Laurent de la carte. Pas rentable, l'auxiliaire chef de gare qui gagne 1 100 francs par mois !

**pour vaincre
en mars 1977
sachez convaincre
vos électeurs**

LISEZ

VIE PUBLIQUE

Le Journal des élus et des administrateurs locaux

Vous y trouverez chaque mois :

- Des idées nouvelles pour votre programme ;
- Des informations directement utilisables ;
- Des dossiers qui font le point sur les grandes questions à l'ordre du jour et qui enrichissent les thèmes de vos discours ;
- Des enquêtes sur les expériences originales de gestion locale ;
- L'essentiel de l'actualité municipale et régionale ;
- Un dialogue ouvert entre les responsables locaux.

Entièrement vouée aux problèmes communaux, départementaux et régionaux, VIE PUBLIQUE est une revue professionnelle indépendante de tout parti politique et dénuée de tout esprit partisan.

**pour être plus convaincant soyez mieux informé
abonnez-vous à VIE PUBLIQUE**

Ce cadeau de bienvenue vous est réservé :

"le guide du conseiller municipal"
par Pierre Cabanes.

Pour le recevoir avec votre premier numéro de VIE PUBLIQUE remplissez et renvoyez aussitôt votre **BON D'ABONNEMENT PRIVILEGIÉ**.
(11 numéros : 150 F)

NOM

ADRESSE

FONCTION

CODE POSTAL

VILLE

Je vous règle ci-joint le montant de mon abonnement par :

- ☐ chèque bancaire à l'ordre de
- ☐ virement postal 3 volets VIE PUBLIQUE
- ☐ mandat administratif (C.C.P. 3283900X LA SOURCE)
(dès réception de votre facture établie en 3 exemplaires)

La revue OBLIQUES ouvre une librairie

Pour Roger Borderie et ses collaborateurs, il s'agit de « constituer un lieu de rencontres et d'échanges d'idées (conférences, débats, présentation de livres par leurs auteurs), de proposer un véritable petit centre de documentation qui réunirait tous les livres et documents disponibles sur un thème abordé par la revue (Strasbourg, Gansel, Kafka, Dan Jaur, Ballmer, Butor, Masurovsky, l'expressionnisme allemand, Vian, etc.) et d'offrir, aux abonnés d'OBLIQUES, des conditions préférentielles sur tous leurs achats de livres ».

La librairie sera inaugurée le mercredi 29 septembre, à partir de 18 heures, par le vernissage d'une exposition rétrospective des œuvres rassemblées à l'occasion de la publication des dix premiers numéros de la revue.

Librairie Galerie OBLIQUE, 58, rue de Valenciennes - PARIS



"Grâce à cet ouvrage, les cinq cent mille Conseillers Municipaux qui gouvernent les trente sept mille communes de France, pourront plus aisément s'y retrouver dans la machine administrative (Le Monde)".

(PUBLICITE)
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
SECRETARIAT D'ÉTAT AU PLAN
Bureau National d'Etudes Economiques et Techniques
E. C. O. T. E. C.

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
DT/DM - 102/76.

Le Bureau National d'Etudes Economiques et Techniques lance un appel d'offres international pour la fourniture de divers matériels répartis en trois (3) lots :

— LOT N° 1 : MATÉRIEL POUR BÉTON :

Bétonnières Centrales à béton Camions malaxeurs Stations de concassage Aiguilles vibrantes Marteaux brise-béton Brise-roche hydraulique, etc.

— LOT N° 2 : MATÉRIEL DIVERS DE CHANTIER :

Moto-compresseurs - Groupes électrogènes 150 à 350 KVA - Moto-pompes de 70 à 150 m³/h. - Armoires distribution électrique - Echafaudages - Unités mobiles de graissage Rouleaux vibrants 600 kg.

— LOT N° 3 : COFFRAGE-OUTILS :

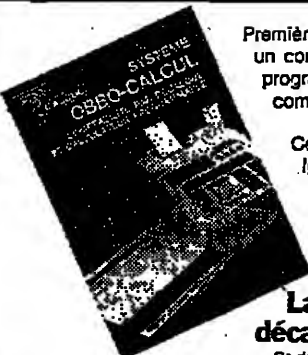
Tables et banches - Demi-coquilles - Coffrage tunnel.

Les éventuels soumissionnaires sont invités à retirer les cahiers des charges définissant les caractéristiques du matériel et les conditions générales d'achat à partir de la date de parution du présent avis contre le paiement de la somme de deux cents (200) Dinars algériens à :

ECOTEC Direction des Travaux 6, boulevard BOUGARA-ALGER
B.P. n° 33 Téléphone : 60-25-80 à 83 Téléc : 52737.

Les offres doivent parvenir à la même adresse sous pli recommandé portant la mention : « APPEL D'OFFRES 102/76 LOT N° A NE PAS OUVRIR » avant le 25 octobre 1976, délai de rigueur, le cachet de la poste faisant foi.

Vient de paraître
L'INFORMATISATION
du DECALQUE



Première étude sur le moyen d'adopter un complément électronique, le calculateur programmable OBBO type MEGA 7630 à la comptabilité par décalque.

Ce système permet d'automatiser tous les calculs, contrôle, ventilation, la paie, en conservant les avantages du décalque et sans bouleverser les structures de l'entreprise.

La comptabilité par décalque en régime électronique

Ce document est disponible au S.O.C.S. (stand n° 3 E 3502)

Veuillez me faire parvenir gratuitement "L'information du décalque"

Nom : _____ Prénom : _____
Société : _____
Adresse : _____
T.N. : _____
OBBO - 9 rue de Maubeuge - Paris 9° - 878.25.50 et 25.06

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Le renouveau difficile des coopératives de production

(Suite de la première page.)

Au départ, il est vrai que Manu-est a bénéficié d'un financement relativement important, rare en tout cas dans une coopérative. Outre le capital, constitué par le versement des indemnités de licenciement des salariés et une retenue sur leurs salaires, elle a reçu, pour constituer son fonds de roulement, deux subventions de la Société de développement régional et de la profession, et une série de prêts à moyen et long termes (du FDES, de la Société de développement régional, de la Caisse centrale de crédit coopératif et de la Confédération des coopératives). Le redressement n'en est pas moins appréciable, compte tenu de la concurrence qui règne dans le secteur (meubles de cuisine et de salles de bains).

Trouver un leader...

Les causes de cet échec ? « C'est un problème de personnel, il avait le pouvoir dans l'entreprise depuis cinq ans, il a lutté pour le garder, mais sans accepter, en contrepartie, aucune responsabilité », affirment les dirigeants. « Il s'est trouvé coincé entre son rôle de syndicaliste et son rôle de coopérateur. Il n'a remporté ni la section syndicale ni le comité d'entreprise. Or, nous avons besoin de militants, le syndicat devait les former. L'Union départementale C.F.D.T. estime, de son côté, qu'il s'agissait d'un « problème de fond sur le partage des responsabilités et du pouvoir dans l'entreprise ». Le délégué a, dit-elle, adressé des reproches à la nouvelle direction et celle-ci les a mal acceptés.

Quant aux travailleurs de Manu-est, ils n'ont apparemment guère compris les causes « profondes » du différend : « On ne sait pas ce qui s'est passé entre lui et la direction », disent-ils. Toujours est-il que M. Montesinos n'a pas réussi à entraîner ses troupes. « Si c'était été un vrai patron, tout le monde aurait arrêté... » Pour l'heure, une timide section syndicale tente à grand-peine de se constituer. « Les gens disent qu'un syndicat dans une coopérative, cela ne doit pas être. Ce sont les dirigeants qui veulent une section », explique gauchement un délégué de fortune, manifestement embarrassé dans ses fonctions toutes neuves. Réinventer le rôle d'une section syndicale au sein d'une coopérative n'est pas chose facile, d'autant que le sentiment d'appartenance à une entreprise « différente », même limitée à un petit nombre d'ouvriers, semble assez fort. « La nouvelle direction, c'est nous, quand même ». « On sait si on travaille pour quelque chose », assure, l'œil malin, un vieux ouvrier au visage

Réussite complète ? Pas tout à fait. Sur le plan social, les progrès sont minces. Les salaires dans l'ensemble ne sont pas supérieurs à la moyenne du secteur, bien qu'un réajustement important (30 %) des rémunérations les plus faibles ait permis de réduire leur écart de 1 à 4,5 (contre 1 à 15 auparavant). Les conditions de travail n'ont guère changé et la participation des travailleurs est limitée à un tout petit noyau d'hommes. Enfin, sous une apparence guillerette, Manu-est cache mal les cicatrices de l'abandon qui a bien failli, l'an passé, gangrener tout l'ensemble. En décembre 1975, le délégué syndical C.F.D.T. de l'usine, M. Montesinos, leader incontesté de l'ensemble du personnel, a démissionné avec fracas, entraînant avec lui deux des « personnalités » de l'usine.

Manu-est deux ans après : une réussite commerciale et financière sympathique, mais aussi un désenchantement certain des salariés et des dirigeants. L'un et l'autre étaient dès le départ inscrites dans les données de l'air. D'un côté, un montage financier solide, un marché en expansion et une équipe de gestion très qualifiée ; de l'autre, un syndicat C.F.D.T. tout-puissant, qui n'a accepté la coopérative que du bout des lèvres, un personnel peu formé, habitué au « confort » moral d'une gestion autoritaire, désarçonné par l'arrivée de deux hommes trop jeunes aux idées généreuses, qui les ont, trop vite et n'ont trouvé d'interlocuteur qu'un délégué syndical exaspéré sur sa position de force.

En clair, dès le départ, une incommunicabilité quasi totale. Le cas de Manu-est est une exception. Il est rare que la direction d'une coopérative soit « parachutée » de l'extérieur. Il est cependant significatif de l'une des difficultés majeures d'une coopérative naissante : celui du « leader », qui doit à la fois être accepté et suivi par la base et bon gestionnaire. Le problème a pris une acuité particulière depuis quelques années.

Jadis, en effet, la plupart des coopératives ouvrières étaient créées ex nihilo par un petit groupe de travailleurs, généralement

ment qualifiés et politiquement très formés. Cela explique d'ailleurs les secteurs d'activité dans lesquels se sont formées le plus grand nombre des « vieilles » coopératives (bâtiment, imprimerie, mécanique, verre). Le leader était alors le plus souvent un ancien contremaître qui avait entraîné plusieurs de ses camarades. Il était par nature bien accepté par la base. La taille de l'entreprise étant au départ limitée au strict minimum (une dizaine de personnes), l'apprentissage de la gestion pouvait se dérouler « en douceur », avec quand même un certain nombre d'échecs.

Cet « âge d'or » de la coopération a vécu. Désormais, du fait de l'évolution des techniques et de la concurrence, les investissements de départ sont tels que, sauf dans certaines professions du bâtiment, de telles créations sont presque impossibles dans l'industrie. La plupart des créations de coopératives « ouvrières » sont soit le fait de quelques membres de professions libérales ou de travailleurs intellectuels (dessinateurs, ingénieurs, géomètres, bureaux d'étude, avocats, médecins, etc.) qui décident de travailler ensemble, soit bâties sur les débris d'une entreprise « classique » en liquidation afin de sauver les emplois. A quoi s'ajoutent quelques cas d'entreprises patronales « salines », transformées en coopératives pour les besoins de la cause (dirigeant sans successeur, par exemple). Si dans le premier cas le problème du « leader » se pose moins, il

est en revanche particulièrement difficile à résoudre dans le second.

En général, les cadres ont quitté l'entreprise en difficulté et, s'ils sont restés jusqu'au bout, ils sont déconsidérés par les erreurs de l'ancienne direction. Reste la « base » des travailleurs. Mais on ne s'improvise pas abrutement gestionnaire d'une entreprise qui, faillie, connaît déjà de graves problèmes et compte parfois plusieurs dizaines (voire centaines) de travailleurs. Les anciens salariés de l'OTAC (Union des travailleurs associés de la chaussure) à La Sousterraine (Creuse) l'ont appris à leurs dépens.

Créée en 1972, sur les ruines de l'entreprise Ours, qui employait une soixantaine d'ouvriers et fabriquait des chaussures de sport, cette coopérative s'est effondrée au bout de deux ans d'existence. Sa chute résultait d'un fâcheux concours de défavorables : les fonds promis ont été versés avec retard, l'ancienne direction a plus ou moins « saboté » les chances de la coopérative auprès de ses clients, le personnel a mal suivi l'initiative, etc. Mais la cause principale de l'effondrement était liée à une gestion mal assurée, confiée dans un premier temps au fils d'un notable du village, motiverement incompétent, puis à une ancienne comptable, énergique et courageuse, qui n'a malheureusement pu assez vite « faire le poids ». Là où une gestionnaire émérite aurait eu peine à tirer son épingle du jeu.

... et des capitaux

Outre le problème du « manager », les coopératives qui se créent se heurtent à un obstacle essentiel : la faiblesse de leurs capitaux. Les indemnités de licenciement reversées par les salariés suffisent généralement tout juste à constituer le capital. Pour le fonds de roulement, il faut le plupart du temps improviser : sans trop compter sur les banques (coopératives ou non) qui, compte tenu des risques, s'engagent rarement ou du bout des doigts. L'expérience de la « Coop Sport Vacances » à Angoulême est à cet égard significative.

Elle est créée après la fermeture, en septembre 1974, de l'entreprise La Prairie, jugée insuffisamment rentable par le groupe Bayer, qui en avait pris le contrôle. L'usine est vite occupée par les ouvriers, menés par un des cadres cégétistes. Après deux mois de lutte, le tribunal condamne le groupe Bayer à ne pas fermer l'usine. Celui-ci est contraint de négocier avec les salariés, qui reçoivent dix à quatorze mois de salaires en plus des indemnités normales. Au bout de quatre à cinq mois, sur deux cent trente

personnes licenciées, cinq seulement sont reclassées, et le cadre (cégétiste) qui avait dirigé la lutte décide de monter une coopérative.

« Il nous est venu l'idée de recréer une entreprise pour prolonger dans les faits l'ambiance et l'amitié qui régnait créées au cours de la lutte », explique le nouveau directeur, un homme jeune, ouvert et posé. « Pourquoi la forme coopérative ? Parce que j'avais fait une thèse sur le droit coopératif. »

Décision prise, les difficultés vont commencer. Pour constituer le capital tout d'abord : « Tout le monde a apporté ses économies, certains ont mis plusieurs millions d'anciens francs, d'autres 50 francs actuels. » Pour constituer le fonds de roulement ensuite : « L'expérience a été dure, les gens ne comprennent plus. » On tourne la difficulté en demandant aux salariés de faire un emprunt à titre individuel pour le retenir à la société. « Ça a marché, quarante personnes ont apporté 47 millions. » Puis, après avoir trouvé des locaux, l'entreprise redémarre en juin 1975. « Dans la plus totale illégalité », a dit le C.N.P.F., ironise le directeur. Qu'en juge l'entreprise est déclarée « sans salariés », les anciens salariés sont donc toujours officiellement chômeurs et indemnisés à 80 % de leur ancien salaire, mais une soixantaine d'entre eux travaillent bénévolement dans l'entreprise.

Cela dure trois mois. Le temps de préparer les collections et de faire rentrer quelques fonds en vendant aux particuliers du matériel de camping. En novembre 1975, après le Salon professionnel et la prise de commandes importantes, l'usine redémarre pour de bon avec quarante-quatre salariés, officiellement déclarés. Aujourd'hui, elle emploie quatre-vingt-seize personnes et s'apprête à déménager... dans les anciens locaux de l'usine qu'elle vient de racheter. Coop Sport Vacances espère doubler son chiffre d'affaires l'an prochain : elle a réalisé au cours de l'exercice précédent 4 millions de bénéfices répartis à 56 % entre les salariés. Le problème essentiel demeure cependant financier.

L'exemple de cette coopérative montre que la réussite est possible si l'on a le minimum de capitaux au départ, mais au prix d'acrobaties juridiques financières. Là encore, le succès est celui d'un homme. Seul ou presque. Car si les conditions minimum de départ pour qu'une coopérative fonctionne tiennent à un marché solide et à un financement approprié, c'est presque toujours au réalisme, à l'initiative et aux capacités d'un dirigeant qu'elle doit de passer le cap difficile des deux ans, au-delà duquel elle a de bonnes chances de « tenir » de longues années.

VÉRONIQUE MAURIS.

Prochain article :

LES MALADIES DE L'ÂGE ADULTE

Renault 5: prix et levier au plancher

Il y a maintenant une nouvelle Renault 5. Son prix 17 900 F clés en main. C'est une vraie Renault 5 amusante, séduisante et un peu snob, comme toutes les Renault 5. La nouvelle Renault 5, c'est une 5 CV, levier de vitesses au plancher et beaucoup de bris. La Renault 5 a des ceintures de sécurité à enrouleur comme toutes les Renault 77. Pour 17 900 F c'est vraiment chouette de rouler en Renault 5.

PUBLICITE N° 6728



5CV
Renault préconise elf

Pour toute information s'adresser : R.N.U.R. B.P. 142 92100 Boulogne-Billancourt

150

F

611

[illegible]

C'est en 1963 que l'exploitation du gisement de manganeses du Monastir, près de Fréville, a été entre-
prise par la COMILOG. La production, qui s'était élevée la première année à 93.600 tonnes, a atteint le
million de tonnes en 1965 et 2,2 millions en 1975. Elle devrait, malgré la conjoncture défavorable de la sidé-
rurgie, dépasser 3 millions de tonnes en 1980.

Il s'agit d'un gisement à ciel ouvert, d'une exploitation relativement aisée. L'écoulement du minerai s'ef-
fectue par un réseau de voies ferrées qui dessert 12 mines, dont la plus importante, celle de Monastir, avec
76 kilotonnes, la plus lointaine du monde, jusqu'à 11.500, puis sur 286 kilotonnes par un chemin de fer grésé
par la COMILOG, elle-même et, enfin, sur les 200 dernières kilotonnes par le chemin de fer Congo-Océan.

Le minerai est traité à l'usine de Kolwezi, à 100 km de la mine, par un processus qui nécessite de grosses
investissements (obus antiques, pompes à lavage sans usure difficile) que le Congo ne peut assumer. Les
coûts de production sont élevés, de l'ordre de 100 millions de francs par tonne. Les réserves sont énormes
les possibilités sont incalculables, avoisant 40 millions de kilotonnes à l'heure.

La rentabilité de l'exploitation du gisement est bonne. En effet, depuis l'origine, les prix du manganèse ont ainsi évolué : croissance rapide entre 1962 et 1965, puis saturation du marché par l'arrivée des producteurs américains en 1966, jusqu'en 1968, enfin redressé en 1969 avec une croissance régulière depuis lors. En fait, durant la période 1962-1969, les prix ont augmenté de 100 % au niveau des prix entre les producteurs du zinc et les plus faibles de cet dernier sur leur activité. Un réel saut de prix a été enregistré en 1969, le manganèse redressant ainsi des prix qui, des derniers, qui étaient tombés à environ 25 dollars la tonne de minerai sec, se situent actuellement aux alentours de 75 dollars la tonne.

Le gisement de manganèse de la région de la COMOLGO est essentiellement, et par ordre d'importance, l'afrique du Sud (qui soutient cependant une politique internationale politique que l'on suit, l'Australie et le Brésil).

[illegible][illegible]

LA TRANSFORMATION SUR PLACE

DU MINÉRIAL

A la demande du président Bongo et du gouvernement gabonais, la COMILOLO a entrepris de réaliser un programme de diversification des emplois du mangrove permettant l'édification dans les pays d'origine susceptibles d'utiliser le minéral de la mine.

La bryérie de mangrove est employée comme aliment déshydraté des piles électriques. Ainsi la

THE STATE
OFFICE

Mine d'uranium à Mourmane (Photo Union).

LE CHEMIN DE FER TRANSGABONAIS

En 1975 et 1976, puis encore que par le passé, la production pétrolière aura constitué la richesse majeure du Gabon. Alors que la part des recettes provenant du pétrole ne représentait que 12,4 % de celles du budget en 1973, elle est passée à 40 % en 1974 et à près des deux tiers en 1975. Il y a à cela plusieurs causes : une augmentation importante de la production de pétrole brut, une poursuite des décisions de l'O.P.E.P. en 1973, la modification de la fiscalité pétrolière avec une augmentation progressive des impôts et redevances minérales.

En 1975, la production du Gabon s'est élevée à 11,2 millions de tonnes, dont le brut des 7,5 millions pour ELF-GABON, 2,3 millions pour TOTAL et 1,3 million pour le SHELL. Le reste d'ELF-GABON, donne des sociétés exploitant dans le pays, reste ainsi déterminant.

Actuellement, l'exploitation offshore la plus rentable et la plus spectaculaire d'ELF-GABON est centrée sur le gisement de Goundou, dont la production est de l'ordre de 3 millions de tonnes/an. Les installations ont d'ailleurs reçu la visite de MM. Glizard d'Estaling et Bongo lors du dernier passage au Gabon du président français en août.

[illegible]

Un problème important réside également dans les difficultés techniques de plus en plus grandes que pose l'exploitation de la zone offshore, à l'heure qu'une partie de l'avenir pétrolier du Gabon va reposer sur l'exploitance des sociétés spécialisées à l'étranger. Le développement de la zone offshore est donc profondément lié-Gabon se prépare ainsi à aborder l'exploration de son permis « grand large » avec l'aide de sociétés étrangères. L'Etat gabonais, d'autre part, doit une installation plus exploit-



La contribution indirecte du pétrole à l'essor industriel du pays

Outre le versement direct à l'Etat de redevances et impôts, ELF-GABON réalise un apport extrêmement positif au développement industriel du pays. En effet, et depuis 1974, on avançant à la convention d'établissement, qui régit les rapports de la société avec la République gabonaise, prévoit qu'elle devra chaque année constituer une provision égale au 1/100^e du chiffre d'affaires net. Celui-ci, qui s'élevait à 125 milliards de francs CFA en 1975 et devrait être de l'ordre de 140 milliards en 1979 en raison de la hausse du dollar.

Cette provision doit être affectée dans un délai de cinq ans à des investissements ou des engagements financiers adaptés aux objectifs de l'économie. ELF-GABON doit transférer à titre non onéreux à la République gabonaise une fraction des

**LE SEUL PRODUCTEUR D'URANIUM
DE L'IL R.E.A.C.**

C'est à nos tentatives de kilomètres de Mondouze également dans la région de Francerville, qu'on trouve le gisement d'uranium d'Oklo dont les réserves actuelles sont évaluées à 5 millions de tonnes de minerai d'une teneur d'environ 4 pour mille, soit 20.000 tonnes d'uranium métall. A noter que le minerai gabonais s'avère ainsi l'un des plus purs actuellement en exploitation, la teneur à Oklo étant de 2,7 pour mille et au Canada de 0,70 mille.

La carrière à ciel ouvert d'Otko va être agrandie et l'exploitation souterraine du gisement d'Uranium sera entreprise.

La production de concentré d'uranium est effectuée par la G.O.M.I.F. (Compagnie des Mines d'Uranium de France). Le capital de cette société, soit 1.333.330.000 francs CFA est réparti comme suit : Etat gabonais 25 %, Compagnie d'Uranium 18,75 %, Société Pachey-Mokta 18,75 %, Commissariat à l'Energie Atomique 15 %, Compagnie Française des Mines d'Uranium 7,5 %, Compagnie de Gestion d'Investissements Internationaux 7,5 %, Mines de l'étranger 3,75 % et Pachey-Mokta 3,75 %.

M. Jacques Hoffmann, 37 %, la G.O.M.I.F., vend la totalité de ses uranium à l'uranium, organisme d'Uranium, l'exploitation se révèle favorable au plan économique.

[illegible]

THE CHIEF OF POLICE, NEW YORK

Plate-forme auto-élévatrice « Storm-drill » en position de forage dans les eaux gabonaises. (Photo A. Huneau/Elf Aquitaine).

droits, parts ou actions représentatifs de ces investissements ou engagements. Cette disposition originale a permis d'associer la compagnie et l'Etat à la réalisation d'un certain nombre de grands projets.

Nous relierons essentiellement parmi ces derniers : « Gabon informatique », qui offre toute

la gamme des services informatiques, en disposant de deux ordinateurs C.I.J.; la « Gaboraise des Peintures et Laques » (avec l'appui de la Société de Selgneurs) « Gabo Ren » qui va utiliser la naphte produit par la deuxième raffinerie gabonaise pour fabriquer de l'annamitique. Son capital sera de 1, milliard CFA. La « Sogacel » qui va produire 250 à 300.000 tonnes par an de pâte à papier moyennant un investissement de 75 à 90 milliards CFA a reçu également un appui initial de la P.I.D.

On peut signaler aussi que la « Société Sucrière du Haut Ogooué SO.SU.HO. » qui édifie dans des conditions difficiles un vaste complexe agro-industriel et envisage de produire annuellement 30.000 t de sucre raffiné à partir de cannes implantées dans ce qui n'était jusqu'ici que de la forêt. Ce projet ambicieux est d'ailleurs en bonne voie d'être gagné.

Retenons : enfin les projets de société de constructions industrielles, de cultures sans sol, de pêche au thon industrielle, d'une cinétrie (avec l'appui du Groupe Lafarge), de transports par bateau, voire même l'édification à Francville d'un centre de recherches internationales sur la natalité, le sous-peuplement du pays constituant l'un

des problèmes aigus de l'heure.

tation entièrement sous-marine est en cours de réalisation à Grandin. Ainsi se trouveraient raccourcis d'autant en cas de découverte les délais nécessaires à la mise en exploitation des gisements. Cette réalisation pourra, en outre, recevoir des applications extrêmement intéressantes en mer du Nord.

Il va falloir aussi intensifier les recherches à terre, jusqu'alors quelque peu délaissées du fait de la difficulté du terrain : le kilomètre de simpique offshore revient à 100.000 francs CFA, celui à terre à 3 millions. L'intense activité déployée depuis 1974 sur le permis Ogoni doit permettre de localiser un certain nombre de structures aussi bien sur le Delta que dans des zones plus intérieures. En raison de la réglementation minière, l'Ex-Gabon a dû cependant attendre la fin de la superficie initiale du

En définitive, le pétrole qui peut connaître un certain déclin à très court terme est sans conteste loin d'avoir dit son dernier mot. Des indices impressionnants ont déjà été relevés à Oïandé et aussi à Iendé Mavuma (en association avec Guif), copen-

Les produits pétroliers dont le pays a besoin sont élaborés par la raffinerie de la Société Gabonaise de Raffinage à Port-Gentil pour laquelle le Groupe ELF a annoncé son concours tant en capital qu'en technique.

Groupe ELA a apporté son ~~contribution~~
qui concerne le financement des la construction

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LES RÉACTIONS AU PLAN GOUVERNEMENTAL

**« La question est d'obtenir une croissance compatible avec le respect des équilibres fondamentaux »
déclare M. Barre à « Sud-Ouest »**

« Contrairement à ce qui a pu être pratiqué dans le passé et dans certains pays, ce n'est pas par une réduction de la croissance de l'activité économique que le gouvernement cherche le ralentissement de l'inflation, mais, dans le cadre d'une politique budgétaire et monétaire stricte, par une action de modération sur les prix et sur les revenus », déclare M. Raymond Barre dans un interview que publie « Sud-Ouest ».

« C'est, en effet, l'augmentation trop rapide des revenus au cours de ces dernières années qui a exercé une pression constante sur les prix et qui menace la compatibilité de l'économie française. » A propos de chômage, M. Barre rappelle que les entreprises « ne se sont pas (en 1974-1975) séparées de leur personnel dans la proportion qu'aurait justifiée la baisse de la production », comme cela a été le cas à l'étranger. Elles ont donc pu assurer la reprise sans grande embauche. « L'accroissement de l'emploi pour être obtenu grâce à un accroissement des investissements, or les investissements sont stagnants... D'une manière générale, les problèmes de l'emploi ne pourront être résolus si le pays ne se donne pas les moyens d'assurer une croissance économique durable et équilibrée. Une politique de l'emploi, aussi vigoureuse soit-elle, se voit vaincue si l'inflation n'est pas sérieusement maîtrisée. »

« La hausse des prix est la principale menace qui pèse sur l'emploi. Le chômage doit s'enlever aujourd'hui la France est la conséquence de la vive inflation et du suremploi qu'a connus notre pays de 1972 à 1974. Quant à la croissance, la question n'est pas de choisir entre une croissance forte ou une croissance modérée, mais d'obtenir une croissance compatible avec le respect des équilibres fondamentaux de l'économie, notamment du commerce extérieur, ce qui est la condition essentielle de la régularité de notre développement. »

L'action structurelle

Le plan actuel, ajoute le premier ministre, « a pour but de créer les conditions nécessaires à une action que j'ai qualifiée de « globale » et de « continue » (...). Je me suis efforcé d'introduire des mesures qui permettent et qui préparent les actions structurelles qui sont nécessaires. La fusion du taux normal et du taux intermédiaire de la T.V.A. est certainement une mesure importante concernant la structure de notre fiscalité indirecte, et ce n'est qu'un exemple. Je crois cependant que les réformes structurelles doivent être étudiées avec soin, surtout dans un pays comme la France, où des réactions parfois émotives risquent souvent de freiner les réalisations nécessaires. »

LE PREMIER MINISTRE : il faut expliquer un certain nombre de choses encore.

A l'issue du « déjeuner politique » auquel il venait de participer, lundi 27 septembre, M. Raymond Barre a commenté dans les termes suivants le sondage Figaro-SOFRÉS sur le plan de la lutte contre l'inflation :

« Il me paraît meilleur que ce à quoi on pouvait s'attendre, 39 % des Français se sont montrés « plutôt favorables ». Ce n'est pas mal étant donné ce qu'il y a dans le plan. »

« Je ne suis pas de ceux qui se bornent à tirer la révérence aux principes et qui se contentent de cultiver les apparences. L'action que je désire mener est une action en profondeur. C'est la raison pour laquelle je ne confonds pas l'action et l'agitation verbale. »

M. FANTON (U.D.R.) DEMANDE UN IMPÔT SUR LES GROSSES FORTUNES

M. André Fanton, député U.D.R. de Paris, ancien secrétaire d'Etat, a déclaré lundi 27 septembre, au cours d'une réunion de militants de son parti :

« Comme à l'occasion du débat sur la taxation des plus-values, on a le sentiment que ceux qui, par leur travail, initient, créent, leur esprit d'entreprise, accroissent leur patrimoine ou simplement reçoivent la juste rémunération de leurs efforts sont considérés comme inévitables et corvéables à merci alors que, dans le même temps, d'autres, dont le mérite a été de naître et de trouver dans le patrimoine propriétés, actions et fortune, se voient considérés avec une sorte de respectueuse pénétration. (...) C'est pourquoi je défends un nouveau la proposition du docteur Bonhomme (député app. U.D.R. du Tarn-et-Garonne) tendant à imposer les grosses fortunes, celles et ceux dont la fortune est évaluée à 2 000 000 de francs (auxquels il y a lieu d'ajouter 500 000 francs par enfant) paient un impôt annuel ne parait en effet aujourd'hui non seulement légitime mais nécessaire. (...) »

● M. ANTOINE RUFENACHET, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, a déclaré à Bron, lundi soir 27 septembre : « On a un droit de savoir, lorsque l'intérêt national, l'emploi, les sacrifices et les disciplines nécessaires. Sans cet effort commun, sans cette rigueur, c'est à la fois l'indépendance économique et l'espérance sociale qui peuvent être compromises (...). Plus un instant (...) le premier ministre n'a oublié que les injustices sociales existaient en trop grand nombre dans notre pays. En vérité, ce plan gouvernemental est rigoureux. Il est difficile, mais ce plan est juste et équitable. »

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutschmarks	Francs suisses
48 heures	4 3/4	5 3/4	4 1/8
1 mois	5 1/8	5 7/8	4 3/8
3 mois	5 3/8	5 7/8	4 3/8
6 mois	5 3/4	6 1/4	4 7/8

Un raidissement certain de Force ouvrière

« Les réactions de nos militants au plan Barre sont très dures (...) et plus vives que dans le plan Barre », a reconnu M. André Bergeron, le secrétaire général de Force ouvrière, en présentant les décisions de la commission exécutive de son organisation, qui s'est réunie lundi 27 septembre. Après le durcissement de la C.G.C., le raidissement de F.O. montre à la fois la saine opposition de la base aux mesures gouvernementales, après les déclarations prudentes et les essais de conciliation de ses dirigeants, mais aussi la pratique démocratique de ces syndicats. Ils ont attendu la publication du plan de lutte contre l'inflation avant de lancer des accusations ; ils ont consulté les représentants de leurs unités départementales et de leurs fédérations avant de prendre position et de définir les possibilités d'action.

Il n'en demeure pas moins que la commission exécutive de F.O. a décidé, à l'unanimité, d'abandonner la réserve prudente pour mettre en garde « solennellement le gouvernement et le Parlement » contre les méfaits et dangers du plan Barre. Pour annoncer aussi que le recours à la grève, arme ultime que F.O. sort rarement de son arsenal, sera nécessaire en 1977 si la liberté de négociation salariale n'est pas concrètement garantie.

« Ce qui préoccupe le plus nos militants », a expliqué M. Bergeron, « c'est la mise en garde de la liberté de négociation. Certes, a rappelé le leader de F.O., le gouvernement a affirmé que cette liberté sera maintenue dans son principe ; « en privé », a-t-il précisé, « on m'a annoncé que le versement d'une prime supplémentaire, selon l'évolution de l'économie en 1977, pourrait être examiné dès juin prochain. Mais tout cela n'est pas de nature à apaiser les craintes de nos militants » et « il faut bien constater que la liberté de négociation est fixée de manière telle qu'elle est en fait une liberté de négociation qui n'existe que très théoriquement ». En outre, les militants de F.O. ont été « traumatisés » à l'annonce de certaines mesures fiscales et de l'effort disproportionné qui est demandé aux salariés.

Mais si les militants n'approuvent pas le plan Barre, la Confédération Force ouvrière n'a pas officiellement refusé en bloc les mesures gouvernementales. Elle s'est engagée à ne pas accepter la grève de vingt-quatre heures le 7 octobre, tout en admettant que dans certains secteurs les sections F.O. à l'É.G.F.F. par exemple.

Une mise en garde solennelle

Après avoir émis « le doute que le gouvernement puisse atteindre son objectif » de réduction de l'inflation et estimé que « certains aspects de la politique économique du gouvernement sont en fait des mesures fiscales et de l'effort disproportionné qui est demandé aux salariés », le communiqué de F.O. précise que « la Confédération a naturellement le devoir d'intervenir et d'en combattre les effets si elle ne peut empêcher. Dans cet esprit, la Confédération décide de prendre immédiatement contact avec les groupes parlementaires en vue de les convaincre notamment de la nécessité de mettre un terme à la fraude à l'impôt fiscal, à l'impôt sur le revenu, qui font que les salariés supportent une charge disproportionnée à leurs revenus ». Après avoir renouvelé ses « doléances » sur les moyens qu'a l'Etat de faire respecter le blocage des prix, le communiqué indique : « Pour l'essentiel, et quelles que soient les circonstances, la Confédération Force ouvrière entend défendre le pouvoir d'achat des salariés. »

La commission exécutive de la C.G.T.-F.O. a décidé solennellement en garde le gouvernement et le Parlement contre toute atteinte, directe ou indirecte, à la liberté de négociation des salariés et à l'application de la loi relative aux conventions collectives.

« La commission exécutive sait que les organisations confédérées travailleront à la rigoureuse application de la loi relative aux conventions collectives. Les revendications devront être élaborées en tenant compte non seulement de l'évolution des prix, mais également des conséquences de l'augmentation de la fiscalité et de tous autres éléments portant atteinte au niveau de vie. » La C.G.T.-F.O. rejette la globalisation, qui porte atteinte au risque de politique des revenus qu'elle n'a cessé de condamner. C'est pourquoi elle ne s'associera pas aux grèves et manifestations du 7 octobre, dont, par ailleurs, le caractère politique est évident. Mais, partant de la négociation salariale impossible, du fait de l'attitude du patronat, des déclarations des entreprises rationalisées, de l'Etat, les organisations de F.O. s'associeront à la manifestation du 7 octobre pour défendre leur responsabilité, y compris, lorsque cela se révélera nécessaire, en ayant recours à la grève. »

La commission exécutive de la C.G.T.-F.O. demande instamment aux militants Force ouvrière, à tous les niveaux, de s'en tenir strictement aux seules directives de l'organisation. »

● M. GEORGES SARRÉ, membre du bureau exécutif du parti socialiste, animateur de la minorité du P.S. (le CERES), estime que « c'est dans les entreprises et les quartiers que les socialistes doivent rassembler les travailleurs et les habitants pour une véritable mobilisation contre le pouvoir ». Il ajoute que « les socialistes mettront tout en œuvre pour faire de la journée du 7 octobre un grand succès, d'abord en y participant ».

● Le gouvernement a proposé aux larges masses des travailleurs et non pas au capitalisme monopolistique de payer pour l'inflation et pour la crise prolongée de l'économie française, concluent les Izvestia. C'est sur cette question que se concentre la lutte politique. La majorité actuellement au pouvoir, qui soutient le plan, et l'opposition, qui rejette les mesures annoncées, ont entamé le premier round des élections municipales de 1977 et de élections législatives de 1978. — J. A.

Nouveaux appels à la grève pour le 7 octobre

Les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. des différentes branches professionnelles continuent de se rencontrer pour préciser les modalités de leur participation à la journée nationale de grève du 7 octobre contre le plan Barre. Dans les secteurs publics et nationaux, le principe d'une grève a été décidé à l'électricité, à la poste, à la S.N.C.F., à la C.G.T. et à la C.F.D.T. d'accord pour une grève, doivent prendre contact avec les autres syndicats pour tenter de les y associer.

Des arrêts de travail sont également prévus dans les services sociaux et de santé, la Sécurité sociale et les assemblées. Dans le secteur privé, après les consignes de grève données par la C.G.T. et la C.F.D.T. dans la construction, le bois, le textile, l'habillement, des mots d'ordre ont été lancés dans la chimie, la pharmacie, la pétrole, la caoutchouc, les industries alimentaires. Dans la presse et le travail, la fédération C.G.T. des travailleurs du livre a appelé à une grève de vingt-quatre heures.

Les unions départementales C.G.T.-C.F.D.T.-F.E.N. d'Ardenne, de la Gironde, de la

Loire, de la Loire-Atlantique, du Maine-et-Loire, de la Mayenne-et-Morille, du Var et de la région parisienne ont appelé à la grève et à des manifestations.

Enfin, la Confédération autonome du travail (C.A.T.), qui déclare regrouper trois cents mille membres, a appelé ses adhérents à faire grève le 7 octobre pour « manifester leur désapprobation aux dispositions prises dans le plan Barre ».

Une déclaration du P.C.F.

Le comité central du parti communiste, qui a siégé, lundi 27 septembre, a appelé toutes les organisations et les militants communistes à manifester activement au succès le plus large de la journée de lutte du 7 octobre.

« Le P.C.F. ajoute la résolution, invitée à poursuivre avec détermination l'action contre la politique de régression sociale, d'autoritarisme renforcé et d'abandon national du pouvoir pour les mesures efficaces qu'il préconise afin d'endiguer l'inflation, de faire reculer le chômage, d'améliorer le pouvoir d'achat des masses populaires. Le comité central recommande aux organisations et aux militants communistes de multiplier en ce sens les initiatives, pour que se développent et convergent la lutte de la classe ouvrière et les autres couches de la population laborieuse. Il se prononce pour le développement d'actions communes des partis de gauche, qui approuvent les propositions soulevées par le comité de l'Union de la gauche, qui se réunira le 1^{er} octobre. »

LA C.F.T.C. NE S'ASSOCIE PAS AUX MOUVEMENTS

La commission exécutive de la C.F.T.C. a décidé de ne pas s'associer aux mouvements annoncés pour le 7 octobre.

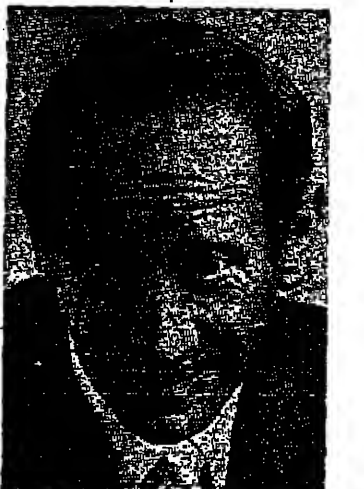
« D'une part, elle n'admet pas, précise le communiqué de la C.F.T.C., que le principe d'un tel mouvement ait été arrêté avant même que le contenu du plan Barre soit connu. D'autre part, l'objectif syndical prioritaire actuel doit être le rejet global de ce plan, mais la réduction concrète d'affirmations ou d'intentions qui s'y trouvent et qui vont dans le sens des préoccupations syndicales. »

Et de citer le freinage des prix, le soutien à l'activité et à l'emploi, l'équilibre de la Sécurité sociale et une plus grande équité.

« Il faut d'autres mesures, ajoute la C.F.T.C., notamment pour augmenter des salaires considérablement bas, pour réaliser un équilibre fiscal plus juste par rapport aux non-salariés et pour en finir avec les promesses non tenues à l'égard des familles. (...) Ce sont, conclut le communiqué, ces garanties que la C.F.T.C. réclamera au premier ministre et aux différents ministres intéressés lors de prochains entretiens. »

« C'est sur elles que la C.F.T.C. a demandé à ses organisations de concentrer leurs interventions auprès des préfets et des parlementaires en prévision des prochains débats parlementaires. »

Pour vous et votre équipe de vente



HEINZ GOLDMANN sera le 14 Octobre 1976 à Paris pour une journée

COMMENT CONCLURE ET OBTENIR LA COMMANDE EN 1976-1977

Renseignements et inscriptions
HEINZ GOLDMANN
Centre International de Vente
147, avenue Paul-Doumer
92500 RUELLY-BAISON
Téléphone : 877.92.54

Ecole Nouvelle d'Organisation
Económico et Social
Etablissement privé d'enseignement
Technique et Supérieur
ETUDIANTS et SALARIÉS
(Formation reconnue par l'Etat)
- PROBATOIRE
- D.E.C.S.
- EXPERTISE COMPTABLE
Sur place à distance
ENOES
62 r. Miromesnil 75008 Paris
Téléphone : 522.53.26

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

La F.N.S.E.A. et l'APCA définissent leur ligne d'action après les mesures d'aide aux exploitants

Le conseil national de la Fédération des exploitants agricoles (F.N.S.E.A.), qui regroupe les présidents des fédérations départementales, devait se réunir, ce 28 septembre, pour arrêter la position de la centrale paysanne après la publication, le 22 septembre, du dispositif d'indemnisation des agriculteurs victimes de la sécheresse. Le comité permanent général des chambres d'agriculture (APCA) devait également se réunir, ce mardi, sur le même ordre du jour.

Dans l'ensemble, le dispositif anti-inflation du plan Barre a été apprécié par les milieux paysans. En revanche, les mesures d'aide au revenu des exploitants sinistrés ont été unanimement considérées insuffisantes, les organisations paysannes réclamant au moins 8 milliards de francs, alors que le gouvernement n'a débouqué que 8 milliards de francs.

Deux éléments contraires

Après les jeunes agriculteurs (C.N.J.A.) qui ont décidé de « ne pas participer à la répartition de la pénurie », il s'agit pour la F.N.S.E.A. d'arrêter une ligne de conduite qui doit tenir compte de deux éléments contraires :

● L'opinion des citadins qui ne semblent guère disposés à supporter un effort plus important en faveur des campagnes ;

● L'opinion des organisations paysannes « contestataires » qui profitent de l'occasion pour remarquer que la concertation avec le gouvernement aboutit à des aides insuffisantes.

En outre, l'exclusion du bénéfice des aides de certains agriculteurs dont le revenu cadastral est élevé et la taxe appliquée à ceux dont le chiffre d'affaires cumulé de 1975 et 1976 dépasse 800 000 F provoquent des réactions assez hostiles chez les exploitants « dynamiques ». L'organisation de M. Michel Debattiste pourrait donc durablement le ton de ses relations avec les pouvoirs publics.

Côté chambres d'agriculture, on devrait remarquer que le problème

DES RAPATRIÉS SE REFUSENT À FINANCER L'AIDE AUX AGRICULTEURS

Plusieurs organisations de rapatriés ont protesté contre les mesures économiques annoncées par M. Raymond Barre, s'agissant en particulier du financement de l'aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse. L'Association des fils de rapatriés et leurs amis, que préside M. Jacques Rousseau, « considère que les rapatriés ne peuvent en aucun cas accepter de participer à une solidarité nationale qui ne s'est pratiquement pas exercée à leur égard ».

Le Comité de défense et d'action des rapatriés, de même, a adressé au gouvernement un appel dans lequel on lit notamment : « De nombreux agriculteurs sont dans l'angoisse quant à l'avenir. (...) Il est donc logique que des moyens financiers leur permettent de passer ce cap difficile. L'appel à la solidarité nationale paraît en conséquence très justifié. Mais comment ne pas s'étonner que la même solidarité nationale ne se soit pas manifestée, d'une façon plus claire, plus nette et plus importante, en faveur des rapatriés ? (...) D'autant plus que les premières sont victimes de ce que l'on appelle un cas de force majeure, un cataclysme naturel, alors que les autres le sont d'une décision qu'il ne nous appartient pas de juger, du gouvernement. (...) Il serait donc impensable que des rapatriés se trouvent aujourd'hui imposés pour aider des victimes de la sécheresse. »

Les fruitiers détaillants du Nord refusent la taxation des marges commerciales et les contrôles

Les détaillants membres du Syndicat des commerçants en fruits et légumes de la région Nord-Pas-de-Calais sont déclarés, le 27 septembre, prêts à ne pas appliquer la taxation des marges bénéficiaires de certains légumes. Ils affirment également qu'ils refuseront les

pour les choux-fleurs, 1,50 F/kg pour les artichauts, les salades, les tomates, 2 F/kg pour les endives.]

L'arrêté, pris dans le cadre du plan anti-inflation, définit une marge bénéficiaire fixe pour plusieurs articles, quel qu'en soit le cours. Les détaillants ont qualifié cette mesure d'« aberrante et abusive » et se sont insurgés contre le fait qu'ils soient les seuls à y être contraints.

« Ce n'est pas en perdant de l'argent et en permettant aux autres d'en gagner sur notre dos que l'économie de la France sera sauvée », a notamment déclaré le président régional du syndicat, M. Jean Marsilloux. « Je ne suis pas professeur en économie, mais je sais que ce n'est pas l'état des détaillants en fruits et légumes que l'inflation se trouve. Une réunion similaire doit avoir lieu ce mardi 28 septembre à Rungis. »

[Les arrêtés publiés au « Journal officiel » du 23 septembre stipulent que « les marges limites de vente au détail, taxes à la valeur ajoutée comprises », sont fixées à 4,30 F/kg pour les pommes de terre de consommation, 9,50 F/kg pour les carottes, 4,50 F/kg pour les poireaux, 1,50 F/kg

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

Le plan de la dernière chance

Il aura fallu un peu moins d'un mois à M. Raymond Barre pour mettre au point un ensemble de mesures destinées à combattre l'inflation. Si l'on reconstruit à son plan quelque mérite, ou quelque habileté, ce sont le scepticisme et l'hostilité qui marquent le plus fréquemment les commentaires de la presse hebdomadaire.

Dans VALEURS ACTUELLES, Raymond Bourquin considère que « même s'il n'est pas complet (le plan Barre) n'est en tout cas pas négatif ». A condition que le premier ministre ne le considère lui-même que comme un simple préambule destiné à être suivi de mesures d'une beaucoup plus grande ampleur, on peut dire, malgré les désagréments qu'il contient pour les uns ou pour les autres, qu'il est dans l'ensemble dans la bonne direction.

Jean Daniel, qui évoque dans son éditorial du NOUVEL OBSERVATEUR la « cohérence » de ce plan, mais en souligne l'absence d'« audace ». « Or, écrit-il, c'est évidemment une politique exceptionnellement audacieuse que réclame la situation décrite par Raymond Barre. Le premier ministre en était, parait-il, persuadé. Pour tenter de susciter un sursaut de confiance dans l'opinion publique, comment n'a-t-il point trouvé alors le courage d'imposer à l'élité les mesures que son égard lui recommandait ? On nous assure, en effet, qu'il a cédé sur deux points d'importance : la régulation des circuits de distribution et l'impôt sur le capital. Que cet homme de rigueur dédoublé par des concessions politiques, ce n'est guère de bon augure. C'est ce qu'il a appelé un compromis entre le souhaitable et le possible. »

De son côté, Olivier Chevillon, dans LE POINT, écrit : « Rappelons que l'augmentation des prix, à l'heure actuelle, résulte principalement de celle des coûts de production, qui est elle-même imputable, pour l'essentiel, à la folle cavalcade des salaires nominaux. Il paraît clair que le premier ministre aura eu l'intention de retenir cette galopade s'il n'obtient pas dans le monde du travail — malgré l'hostilité de la gauche — une certaine connivence. L'imposition du capital aura donc été sa tâche de ce côté-là sans provoquer, de l'autre côté, les gémissements qu'elle susciterait en temps normal. Additionnées aux actes d'égards sérieux mais peu spectaculaires qui figurent dans son plan, elle aurait démontré sa volonté de réforme. »

Sous le titre : « Les « trucs » du plan Barre », Guy Perrinmond

note dans L'UNITE, hebdomadaire du parti socialiste, que « les mini-mesures de modification [qui] sont annoncées, étaient souhaitables, mais [qu'] elles ne recouvrent que le vernis des choses. Sur le fond, rien n'est changé. Le gouvernement n'a ni voulu ni pu prendre des décisions déjà appliquées dans la majeure partie des pays capitalistes développés ».

C'est un autre aspect que traite Raymond Lavigne, dans L'HUMANITE DIMANCHE : en l'occurrence la Sécurité sociale. « On ne peut pas séparer, écrit-il, les attaques actuelles contre la Sécurité sociale du plan général d'austérité que veut imposer aux Français le gouvernement Giscard-Barre. Car la Sécurité sociale, faite des cotisations des travailleurs salariés, n'est pas autre chose qu'une part de leur salaire. Une part différée sans doute et qui ne sert qu'en cas de besoin. Il s'agit en quelque sorte de ces « économies » que l'on faisait autrefois en cas de coup dur, mais d'économies qui recouvrent quelque « cohérence » à ce plan mais en souligne l'absence d'« audace ».

« Or, écrit-il, c'est évidemment une politique exceptionnellement audacieuse que réclame la situation décrite par Raymond Barre. Le premier ministre en était, parait-il, persuadé. Pour tenter de susciter un sursaut de confiance dans l'opinion publique, comment n'a-t-il point trouvé alors le courage d'imposer à l'élité les mesures que son égard lui recommandait ? On nous assure, en effet, qu'il a cédé sur deux points d'importance : la régulation des circuits de distribution et l'impôt sur le capital. Que cet homme de rigueur dédoublé par des concessions politiques, ce n'est guère de bon augure. C'est ce qu'il a appelé un compromis entre le souhaitable et le possible. »

Plus généralement, Bernard Marx considère dans FRANCE-NOUVELLE, hebdomadaire du parti communiste, que « dans une conjoncture où il serait urgent de relancer la demande intérieure, de s'appuyer au maximum sur son développement, Giscard fait l'inverse, afin de permettre à quelques trusts multinationaux à base française de ramasser les miettes du festin international. »

« Que conclure ? Que non seulement le plan Giscard nourrit les causes de l'inflation, mais qu'il ne peut se traduire, dans la situation actuelle, que par une dégradation sensible des conditions de vie et de travail, par un nouveau développement du chômage, une nouvelle régression de l'économie nationale. »

« Pour la première manche, bien joué M. Barre », titre à la fin de L'OPINION. Dans cet hebdomadaire, Jean-Louis Guillemaud estime que, « face à des dispositions concrètes dans leur sec énoncé, impôts, taxes, cotisations, les propositions avancées restent pour le public un esprit plus diffus ou plus lointain. La douleur infligée est vive et immédiate alors que le soulagement promis est lointain et malaisé à discerner. Autrement dit, toutes les conditions requi-

ses sont réunies pour que le plan Barre soit mal toléré par le corps social français et finalement rejeté après diverses convulsions. Hypothèse logique et plausible. Et, pourtant, le contraire a de sé-

rieuses chances de se réaliser. Parce que M. Raymond Barre fait preuve de courage. Parce que beaucoup de Français — y compris parmi les électeurs de l'opposition — ont conscience de l'importance des problèmes qui se posent. »

Avant d'examiner le « handicap technique » dont souffre le plan du premier ministre, Roger Fricourt, livrant son « pronostic » sur ses chances de réussite dans L'EXPRESSION, relève :

« Le handicap politique n'est pas seulement le fait d'être le mandataire d'une majorité qui déçoit ceux de ses membres qui sont sincèrement attachés à de véritables réformes. Compte au moins autant et complèment certain pour l'opposition, si elle vient au pouvoir, quelque chose que l'on peut difficilement définir, et qui est peut-être la véritable cause de l'inflation : une France dépeuplée en tribus qui poussent aveuglément dans des sens divergents et qui ne s'entendent que pour s'opposer à l'Etat. Que peuvent le sourire, la bonne volonté, la probité et le caractère d'un homme contre toutes ces organisations qui dépendent d'argent leur pré-arrêté ? »

Jean Bothorel, dans LA VIE, hebdomadaire chrétien d'actualité qui succède à la Vie catholique, parle non de handicap mais de défi. Défi technique mais aussi politique : « Va-t-il se dégager un consensus national, se demande-t-il, autour du plan Barre ou faut-il s'attendre à une relance brutale de toutes les revendications. Tous azimuts ? Entre le « non » catégorique à son plan des partis de gauche, de la C.F.D.T. et de la C.G.T., le « oui » mais... de P.O., de la C.G.C., de la C.F.T.C. et du patronat, le « oui, certes... » des partis de la majorité, la porte est très étroite pour M. Barre. »

Dans POLITIQUE HEBDO, Alexandre Bilons note à ce sujet que le gouvernement semble avoir fait une évaluation précise de la capacité de riposte des travailleurs et de la gauche. Après avoir affirmé que « la gauche politique et syndicale est, contrairement aux apparences, plus divisée que jamais sur les choix fondamentaux », il précise : « Tout se passe comme si un partage des tâches s'était effectué dans la gauche : le P.C. attaque fort, de façon indiscriminée, tandis que le P.S. étudie soigneusement les risques. Tout se prépare aussi comme si ce partage ne devait pas cesser après la prise du pouvoir par l'opposition. »

Et, pourtant, ces élections se joueront sur la réussite économique de ces mesures. Alors ? Le plan Barre serait-il le plan de la dernière chance ? On est tenté de le croire. — A. Ch.

Beaucoup plus qu'une adresse.
L'appartement-témoin
en fait la preuve.

81, avenue Foch, Paris 16^e

Pour vous en convaincre, venez voir sur place les prestations exceptionnelles de l'appartement-témoin, du lundi au vendredi de 15 h à 19 h, ou téléphonez à Madame Le Febvre, 704.58.75 ou 538.65.65.

SEFRI CIME

Cette semaine
Barnett
Chemisier Habilleur
19, AV. VICTOR-HUGO
PARIS 16^e
présente :
LODENS
véritables 498 F
COSTUMES
3 pièces 690 F
PULLS 100 %
Cashmere 198 F
CHEMISES 100 % coton
col anglais ou mode 128 F
Rayon spécial
GRANDES TAILLES

